

# LE MONDE

N° 394 - 34<sup>e</sup> année

JANVIER 1987

36 pages 15 F  
Algérie : 6 DA  
Arabie Saoudite : 19,00 F  
Belgique : 25 FB  
Canada : 2,25 \$ C  
C.F.A. : 870 F CFA  
Espagne : 270 P  
E.-U. : 2,10 \$ US  
Gr.-Bret. : 1,10 £  
Irlande : 1,70 £  
Italie : 3 300 Lires  
Maroc : 14,50 dir.  
P.-Bas : 5,00 Fl.  
Suisse : 900 F CFA  
Tunisie : 3,80 FS  
Yvette : 1 700 m  
Abonnements : voir tarif page 6

## diplomatique

Publication mensuelle - 5, rue des Italiens, 75427 Paris, Cedex 09

70864  
2863

A l'assaut  
des étoiles

(Pages 19 à 25.)

### L'ETHIQUE BALAYÉE PAR L'ESPRIT DE CROISADE

### ISRAËL ET LA JORDANIE FACE AUX PALESTINIENS

## Débâcle

Par CLAUDE JULIEN

**B**RUSQUEMENT, comme si son axe s'était rompu, l'opinion publique a basculé aux Etats-Unis. Ce qui a volé en éclats, ce n'est pas une conception, un corps de doctrine, une politique - du moins pas encore - mais, simplement, une « image » : celle d'un président intègre, charmeur, séduisant. L'Amérique avait perdu confiance en elle-même ? Il la lui rendait, et avec brio. Il possédait au plus haut degré ce don exceptionnel dont, sans réfléchir, on prétend qu'il fait les hommes d'Etat : l'art de communiquer ou, pour parler français, de convaincre. A tel point que chacune de ses initiatives et, quelque temps plus tard, son contraire faisaient également monter sa popularité dans les sondages. Envoyait-il les « marines » au Liban ? La presse, le Congrès, le public saluaient cette courageuse intervention. Au lendemain de l'attentat qui, en octobre 1983, faisait dans leurs rangs des dizaines de morts, déclarait-il fièrement que l'Amérique « ne se laisserait pas intimider par les terroristes » ? Le même cœur, solide dans l'émotion, célébrait sa fermeté. Décidait-il, un peu plus tard, de rapatrier les « marines » ? Unanime, l'Amérique louait sa profonde sagesse. L'« image » n'était pas l'argument rationnel : elle se substituait à lui.

En cette époque hâtivement scientifi- que, la vie nationale pressait paradoxa- lement les apparences d'un miracle permanent : la double magie du verbe et du sourire l'emportait sur toute réflexion logique. Quand les temps sont trop durs et les esprits troublés, grandit le besoin de croire aux prodiges. Ainsi, contre l'avis des plus grands savants (1), crut-il pouvoir prophétiser que, par la « guerre des étoiles », le plus fascinant miracle de tous les temps se produirait dans l'espace. Il y croyait. Il y croit encore. M. Reagan est un homme de foi. Or, soudain, le merveilleux enchantement a pris fin. Place à la raison, retour au réel.

Pendant la turbulente agonie d'une autre présidence, M. John Kenneth Galbraith (2) s'étonnait que ses compatriotes fussent surpris par les « tricheries » de M. Richard Nixon, comme si celui-ci, pendant un quart de siècle, n'avait « ostensiblement » montré de quoi il était capable. M. Reagan est à la Maison Blanche depuis six ans, exposé aux regards du public depuis plusieurs décennies : pourquoi serait-on déconcerté par ses mésaventures ? Nul n'avait donc su en déceler les prémisses ?

Ses déboires et le sincère désarroi qu'il manifeste étaient pourtant inscrits au cœur même de son personnage. S'il a fait preuve d'une aussi belle assurance, c'est parce qu'il a, de ce monde pourtant complexe, injuste et dangereux, une vision simpliste entraînant un optimisme à tout crin, bases essentielles de cet esprit de croisade qui lui

valut tant d'admirateurs, à l'extérieur comme à l'intérieur des Etats-Unis. Son inaptitude à suivre un dossier, à s'intéresser aux détails, est légendaire. Chaque année, ses partenaires dans les sommets de Sept en faisaient l'expérience. Courtois, ils n'en disaient mot. A quelques exceptions près, les grands moyens d'information se montraient tout aussi complaisamment discrets. La foi en l'Amérique et au prétendu libéralisme reaganien imposait le silence. En démocratie, tel n'était pas, hélas ! le moindre « miracle »...

Les grands de la terre ont à leur service suffisamment d'experts, de spécialistes, de thuriféraires - et aussi de vulgaires clients - pour que la simple liberté d'esprit impose à leur égard un salubre « devoir d'irrespect » (3). Cette attitude critique n'incite pourtant pas à se réjouir lorsque, prise en défaut, une autorité trébuche sur ses propres bases. Car elle n'a pas pu parvenir toute seule à ce fustige résultat.

### Ignorance et opportunisme

**D**ÈS le début de la crise, un observa- teur perspicace a sévèrement posé le problème et annoncé ce qui ne manqua pas de suivre. « La presse, longtemps indulgente à l'égard des erreurs de M. Reagan, va maintenant se précipiter pour le punir », observait William Pfaff (4). « Ce que nous répu- gnons à reconnaître, ajoutait-il, c'est que les institutions politiques et la méthode - transformée par la télévisi- on - par laquelle un président est élu constituent un formidable obstacle à l'élaboration et à la conduite persé- vérente d'une politique étrangère cohé- rente et responsable. Le système, au contraire, produit des choix politiques marqués par l'ignorance, l'idéologie, l'émotivité ; il les soumet à des consi- dérations à court terme, à des déci- sions opportunistes, prises sans grande

considération pour les intérêts des Etats-Unis... pour les intérêts à long terme... la nation elle-même (5). Quel pays n'en fait pas aujourd'hui l'expérience ?

Subordonnée aux coûteuses mais appauvrissantes techniques de la publi- cité, à la recherche d'une « image » plutôt que d'une pensée, la compétition électorale stérilise de plus en plus le débat démocratique, en France comme aux Etats-Unis. C'est ainsi, et non par effraction, que M. Reagan a pu entrer à la Maison Blanche. Il a été élu. Deux fois. Et, la seconde, plus largement encore que la première.

(Lire la suite page 4.)

(1) Voir notamment l'article de Philip W. Anderson, prix Nobel de physique, le Monde diplomatique, décembre 1986, et trois articles dans le numéro de juillet 1986.  
(2) Economiste, ancien conseiller de John F. Kennedy, ancien ambassadeur en Inde.  
(3) Le Devoir d'irrespect, par Claude Julien, Alain Moreau, Paris, 1979.  
(4) « More Than First Aid Is Required », par William Pfaff, International Herald Tribune, 28 novembre 1986.  
(5) Ce problème est largement débattu aux Etats-Unis : voir par exemple Arthur M. Schlesinger, la Présidence impériale, PUF, Paris, 1976.

Tandis que, au Liban, les combattants palestiniens de retour dans les camps luttent, toutes tendances confondues, contre les miliciens d'Amal soutenus par la Syrie, de massives manifestations ont mobilisé le mois dernier la jeunesse palestinienne des territoires occupés. Jeunesse désarmée, face à la répression. Javad Abu Selmi (vingt-deux ans), Saeb Abu Dahab (vingt-deux ans), Majred Abu Dirah (quatorze ans) et Ramadan Abu Daitin (douze ans) ont trouvé la mort. « Plus jamais ça », scandaient au même moment les étudiants français protestant contre le décès de Malik Ousssekine (vingt-deux ans) au quartier Latin.

Ainsi, dans l'indifférence quasi générale et malgré l'affaiblissement de la direction de l'OLP, les populations palestiniennes proclament une fois encore leur refus de se laisser déposséder de leur sort. Que vaut alors, en regard de cette détermination, le projet de condominium israélo-jordanien en Cisjordanie et à Gaza, conçu comme une énième solution de rechange à des négociations directes avec l'OLP ?

Par DOMINIQUE VIDAL \*

**E**N prenant l'initiative de rompre, le 19 février dernier, l'accord conclu un an auparavant avec l'OLP, le roi Hussein de Jordanie combla assurément les vœux de M. Shimon Pérès. Le premier ministre israélien entendait en effet préparer le terrain à l'ouverture de négociations directes entre son pays et la Jordanie avant de céder la place à la tête du gouverne- ment au chef du Likoud, M. Itzhak Shamir.

Sa spectaculaire rencontre avec le roi du Maroc à Ifrane, le 21 juillet, puis ses entretiens d'Alexandrie avec le pré- sident Mubarak, les 11 et 12 septem- bre, auront été les points culminants de l'initiative diplomatique qui allait ainsi marquer la fin du mandat de M. Pérès. Avec l'assentiment des Etats-Unis, dont le vice-président George Bush devait déclarer en juillet, lors de sa « tournée de paix » au Proche-Orient : « La prochaine étape logique, si cela pouvait être arrangé, serait une ren- contre directe entre le roi Hussein et le premier ministre israélien (1). »

A défaut de répondre à cette attente, le souverain jordanien n'en a pas moins donné de sérieux gages de bonne volonté. Sa volte-face à l'égard de l'OLP en février fut bientôt suivie de mesures concrètes visant à entraver les activités de l'organisation, tant en Jordanie que sur la rive occidentale du Jourdain occupée par Israël : dès le 22 février, réunion du Parlement jor- daniens - où siègent les « députés » de la Cisjordanie - pour entériner la rup- ture ; fermeture, en juillet à Amman, de vingt-cinq bureaux du Fath et expul- sion simultanée d'Abou Jihad, le

numéro 2 de l'organisation, ainsi que de dizaines d'autres responsables ; sou- tien à la « révolte » du colonel Abou Zaïm contre M. Yasser Arafat ; établis- sement d'une « liste noire » de journa- listes et de militants palestiniens désor- mais interdits de séjour ; règlements discriminatoires contre des produits de Cisjordanie et de Gaza en transit vers d'autres pays arabes ; projet de nou- velle loi électorale pour coopter au Parle- ment jordanien cinquante-six repré- sentants de la Cisjordanie, etc.

Mais, ce qui s'est passé est d'autant plus revêt une plus grande portée, ainsi qu'on pu le noter divers observateurs. « Selon des sources arabes, israéli- ennes et occidentales à Amman et à Jérusalem, le roi Hussein de Jordanie et Israël ont conclu un accord tacite visant à se partager l'autorité sur les 1,4 million de Palestiniens des terri- toires occupés. Ce partage du pouvoir prévu par l'arrangement - une sorte de condominium de fait israélo- jordanien - constitue un changement spectaculaire dans les rapports au Proche-Orient et reste menacé, selon ces sources, par de nombreux pièges. Elles ajoutent que ce plan promet d'être une question majeure pour la région dans les mois à venir. Israël et la Jordanie ont un certain nombre d'intérêts communs dans les territoires occupés, dont le plus notable est de réduire le pouvoir politique de l'OLP de M. Yasser Arafat (2). »

(Lire la suite page 26.)

(1) Le Quotidien de Paris, 30 juillet 1986. L'enquête en Israël et dans les territoires occupés a été réalisée avec la collaboration de José Maldasky.  
(2) John Kifner, cité par l'International Herald Tribune, 20 octobre 1986.

à paraître le 15 janvier 1987

Henri Bourguinat

## Les Vertiges de la finance internationale

Une finance internationale qui s'emballe.  
Une économie réelle qui stagne.  
Un projet original pour réformer les paiements internationaux.

ECONOMICA 98 F

49, rue Harcourt, 75015 PARIS - Tel. : 45-78-12-32

### DANS CE NUMERO :

## Des raisons de vivre

#### LES VALEURS A DÉFENDRE

Rien ne serait plus chimérique que de subordonner la dignité de l'homme à des objectifs politiques ou économiques dont l'homme, précisément, est et restera le principal artisan. C'est ce que montre Florence Beaugé en laissant parler, aux Etats-Unis « DES FERMIERS SPECTATEURS DE LEUR PROPRE MORT » (pages 8 à 10). Sans qu'ils le sachent, la même erreur est commise par « ISRAËL ET LA JORDANIE FACE AUX PALESTINIENS » (page 26) car leur « ENTENTE AMBIGUE » ne peut servir la paix au Proche-Orient. Libérées de la dictature par un grand sursaut humain, les Philippines se fourvoieraient si elles l'oubiaient dans cet « EFFORT DE RECONSTRUCTION AFFRONTÉ AU RÉEL » (pages 30 et 31). Au contraire, un espoir jaillit si, sur le Vieux Continent, on voulait bien admettre que « L'EUROPE PEUT JOUER UN RÔLE CONSTRUCTIF EN AMÉRIQUE LATINE » (pages 12 et 13) en remettant en honneur des valeurs trop longtemps méprisées.

#### COMPÉTITION DANS L'ESPACE

Au moment où les gouvernements et les industriels sont engagés dans une intense course à l'espace, comprendront-ils que, si les progrès scientifiques et techniques aboutissent à servir ou à asservir l'homme, ce ne sera pas le résultat d'un tel ou tel hasard fatal, mais de leurs propres choix ? Les articles rassemblés sous le titre « A L'ASSAUT DES ÉTOILES » (pages 19 à 25) font ressortir ce qu'il y aurait de suicidaire à ordonner cette compétition spatiale à la seule recherche de la puissance.

Voir le sommaire détaillé page 36.

M 2136-394 - 15 F

# SENS ET ENJEUX DE LA MOBILISATION

L'ANNÉE scolaire avait curieusement commencé. Sur fond de glaciation sociale et avec le spectre des deux millions et demi de chômeurs « totalement incompressibles (1) ». Des acteurs politiques de différents bords - MM. François Dalle, Philippe Séguin, Edmond Maire - s'accordaient pour proposer aux jeunes, comme seule perspective d'emploi, les fameux « petits boulots ». En outre, au nom de la révolution technologique, ils annonçaient le glas d'une certaine conception du travail salarié : « Il faut savoir - expliquait, par exemple, M. Séguin - que les carrières totalement accomplies dans une seule et même entreprise, stables, à salaire fixe, à temps complet et à vie, seront de moins en moins nombreuses (2) ». Et d'annoncer des bouleversements qui rendraient obsolètes les qualifications, les diplômes et obligeraient à un recyclage permanent.

De telles déclarations étaient de nature à tétaniser les esprits. La gauche elle-même s'en était prise, dès 1983, aux bastions ouvriers, à coups de vigouresuses « restructurations industrielles » : la combativité des travailleurs paraissait morte et les syndicats désorientés. Dans de telles circonstances, le gouvernement de M. Jacques Chirac, sûr de lui, imposait son train de réformes néolibérales (autorisation de licenciement, privatisations, loi sur l'audiovisuel, etc.) et envisageait d'autant plus fermement d'autres mesures (prisons privées, non-remboursement de l'avortement, code de la nationalité, etc.) que l'opinion publique, impressionnée par les attentats aveugles de septembre 1986, se tournait volontiers vers lui.

M. Jacques Chirac paraissait donc tenir la situation bien en main à la veille de la discussion à l'Assemblée nationale du projet de réforme des universités de M. Alain Devaquet. Ce projet, inspiré par le conseiller pour l'éducation du premier ministre, le recteur Durand, avait pris forme, cahin-caha, au cours de l'été sans rencontrer trop d'obstacles ni en discussion au Conseil économique et social ni au Sénat, malgré la ferme opposition des présidents d'université (3).

Aussi la surprise est grande lorsque, le 17 novembre 1986, des étudiants de l'université de Villeurbanne déclenchent une grève en signe de protestation contre ce projet. Et surtout, lorsque, comme une traînée de poudre, le mouvement s'étend à l'ensemble des universités, gagnant les lycées et lançant dans les rues des centaines de milliers de jeunes à travers le pays. Cela va si vite que toute la classe politique est prise de court. Manifestement, toute une génération, celle des seize-

vingt ans, son absence de projet culturel, le délabrement de ses locaux, le faible niveau de nombreux enseignants (7), la médiocrité de ses diplômés, l'ennui de tant de cours... Il ne signifie pas davantage l'acceptation du système d'enseignement supérieur français qui, en sélectionnant à outrance les candidats aux grandes écoles (destinées à devenir l'élite de la nation), fait fatalement de l'université, d'ambinée, un deuxième choix (lire ci-dessous l'article de Jacques Ardoine et Michel Debeauvais).

## Un mouvement pour

Si ce puissant mouvement étudiant et lycéen reflète une inquiétude plus profonde qu'un simple malaise universitaire, comment ne pas y voir une expression de l'angoisse des jeunes devant un monde qui les exclut ? Ils entrent dans la vie active de plus en plus tard (8) et sont, on le sait, les principales victimes du chômage. Plus d'un demandeur d'emploi sur trois est, en France, un jeune de moins de vingt-cinq ans, et, de 1975 à 1985, le taux de chômage des jeunes a été multiplié par trois. Un quart des jeunes, en France, restent privés d'emploi ; et plus de six cent mille jeunes chômeurs ne perçoivent aucune indemnité.

Ceux qui parviennent à entrer dans la vie active le font le plus souvent à tâtons, par intermittence, en acceptant des travaux d'utilité collective (TUC), des stages divers (souvent non rémunérés), des situations précaires, des emplois à temps partiel... De nombreux étudiants

vingt-trois ans, exprime à l'occasion du refus de ce projet un intense malaise.

Au-delà du gouvernement lui-même, cible centrale, c'est la société dans son ensemble qui se sent interpellée. La presse convoque philosophes et sociologues, experts des jeunes, afin qu'ils élucident cet « objet social non identifié (4) ». Certains y voient une « révolte contre l'ensemble des conditions de la société (5) » ; pour d'autres, ce mouvement « rompt la passivité qui caractérisait la société française (6) » et prouve que l'expression politique, par temps de crise, ne se limite pas au rituel du vote ou au débat politicien.

Quoi qu'il en soit, il apparaît vite que le mouvement est, en effet, le symptôme d'autres blocages. Il dépasse la question scolaire car, cela est évident, le rejet du projet Devaquet ne signifie nullement une adhésion à la précédente réforme universitaire de M. Alain Savary de janvier 1984, ni une acceptation de l'université telle qu'elle est, avec

## Les forteresses vides de

Par JACQUES ARDOINE et MICHEL DEBEAUVAIS \*

L'AMPLEUR imprévue de la mobilisation étudiante et lycéenne de novembre et décembre derniers a révélé un intérêt insoupçonné des jeunes Français pour les universités, et ouvert un débat dont il faut espérer qu'il ne s'arrêtera pas au retrait par M. Jacques Chirac du projet de loi Devaquet. Dans ce débat, et dans ceux qui l'ont précédé depuis 1968, les comparaisons avec l'étranger reviennent fréquemment, le plus souvent pour souligner le « retard français » dans des domaines aussi divers que la proportion des jeunes accédant à l'enseignement supérieur, la mauvaise qualité des formations universitaires, le niveau insuffisant des recherches, la mauvaise ges-

tion des universités, l'inadéquation aux exigences du marché du travail et, plus généralement, aux besoins des technologies modernes, de l'économie et de la société.

En sélectionnant les exemples étrangers selon les besoins de l'argumentation (ou de la polémique), on suppose que les autres pays n'ont aucun des problèmes rencontrés en France, ou qu'ils les ont résolus. Or les thèmes principaux des réunions internationales de ces dix dernières années portant sur l'enseignement supérieur ont été les menaces internes et externes pesant sur les universités : crise financière, crise des débouchés pour les diplômés, crise démographique du personnel enseignant, crise de la gestion des universités, concurrence croissante d'autres institutions publiques et privées dans le domaine des formations supérieures et de la recherche. Des mises en garde solennelles sur la gravité de ces menaces sont régulièrement formulées

par des organismes aussi divers que le Comité des subventions aux universités (University Grants Committee), au Royaume-Uni (1986), la Fondation Carnegie pour le développement des universités, aux Etats-Unis (1985), et l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), dont le rapport sur le Rôle et les fonctions des universités, préparé depuis deux ans par des enquêtes nationales, sera publié prochainement.

Partout les universités connaissent de graves difficultés, qui prennent en France des formes et une acuité particulières. Supprimées en 1789, en même temps que les corporations et les « prétendus intérêts communs », les universités françaises ont vu leur disparition consacrée par Napoléon lorsqu'il créa un système scolaire structuré selon une hiérarchie quasi militaire et intitulé à dessein l'« Université française » avec, à sa tête, un grand maître. Au même moment, Wilhelm von Hum-

boldt fonda l'université de Berlin selon un modèle délibérément antinapoléonien reposant sur le développement de la science par la libre poursuite de la vérité, et dans lequel la recherche et la formation humaniste de l'esprit étaient privilégiées par rapport aux formations professionnelles. C'est ce modèle qui se répandra au dix-neuvième siècle dans toute l'Europe (à l'exception des pays latins) par le développement progressif des formations techniques supérieures et des laboratoires de recherche scientifique. Il sera aussi adopté par les Etats-Unis, surtout après la première guerre mondiale. Jusqu'à la période récente, la plupart des recherches et des formations supérieures se faisaient, à l'étranger, dans les universités.

En France, les facultés, progressivement reconstituées au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, surtout à partir de 1885,

ne sont regroupées en universités que depuis 1890, et d'ailleurs à la sauvette ; on évitait même de leur donner la majuscule qui aurait constitué un symbole de leur identité. Il faudra attendre la révolte étudiante et la loi-cadre de 1968 pour que soient jetées les premières bases de leur autonomie. Apparaissant, la seule structure de gestion, d'ailleurs limitée aux nominations des professeurs et aux programmes, était la faculté - la « fac » comme disent encore aujourd'hui les étudiants. Mais cette autonomie est trop récente pour que les enseignants aient eu le temps d'en acquiescer l'expérience ; ils connaissent mal le fonctionnement des universités étrangères, et il leur a manqué l'appui financier considérable qui aurait été nécessaire pour cette mutation. La France reste le seul pays où les coûts par étudiant ne sont pas plus élevés que ceux d'un lycée, pour le droit, l'économie, les lettres et les sciences sociales.

### Grandes écoles : le premier choix

MAIS le manque de moyens n'explique pas tout. C'est la place des universités dans la société française qui est en cause, car une partie essentielle des fonctions de formation et de recherche est remplie par d'autres institutions. Actuellement, la France est aussi le seul pays où les meilleurs étudiants choisissent de ne pas s'inscrire dans les universités, mais de préparer le concours d'entrée à une grande école ou une école supérieure, et, depuis peu, d'entrer dans des cycles supérieurs courts : instituts universitaires de technologie (IUT) et autres écoles professionnelles post-secondaires. Seules exceptions : la médecine, depuis que l'accès y a été limité, ainsi que les quelques universités parisiennes qui pratiquent une sélection de fait.

Les universités françaises constituent donc un second choix, ou un dernier recours, à l'intérieur d'un système d'enseignement supérieur fortement cloisonné et hiérarchisé selon une échelle de prestige mesurable à la proportion des candidats refusés. Leur fonction de certification (le monopole des grades, y compris du baccalauréat) y est plus importante que celle de formation ; dans la formation, les programmes - conçus comme des listes de sujets pour l'examen et une comptabilité des heures de cours - sont plus importants que les objectifs et les méthodes ; les formalités des examens ont plus d'importance que l'évaluation des résultats. Les fonctions de recherche (aussi bien fondamentale qu'appliquée) sont remplies principalement par les grands organismes qui, comme le Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ou l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (INSERM), ont une gestion autonome, même si la plupart de leurs laboratoires sont situés dans les locaux des universités. Les formations universitaires sont le plus souvent séparées des recherches, et les enseignants qui ont des activités de recherche les exercent en général hors des universités, sauf si leurs instruments de travail s'y trouvent situés.

Contrairement à ce qui se passe en Europe et en Amérique du Nord, peu d'universités françaises sont parvenues à définir leurs politiques de formation et de recherche, et moins encore de services à la collectivité. Pour mieux ce tableau, il faut reconnaître qu'aujourd'hui la situation des universités se détériore rapidement dans tous les pays et également que des efforts réels ont été entrepris par les universités françaises depuis 1968 : réforme des premiers cycles, tentatives de réforme des troisièmes cycles, développement de la formation permanente, universités d'été et de troisième âge.

Mais ces premiers résultats de l'autonomie ont été rendus plus difficiles encore par la tutelle omniprésente de la bureaucratie ministérielle. Il paraît paradoxal que la révolte étudiante et lycéenne n'ait pas remis en cause le système d'enseignement supérieur avec son cloisonnement en segments inégaux et sélectifs ni même le fonctionnement actuel des universités et se soit limitée aux trois points de l'égalité des chances d'accès, des diplômes nationaux et des droits d'inscription.

Y a-t-il en France trop ou trop peu d'étudiants ? Faut-il en former moins, mais mieux, et pratiquer pour cela une sélection à l'entrée ? On pose aussi ces questions dans les autres pays, mais partout, en Europe et en Amérique du Nord, on considère comme désirable de répondre à la « demande sociale » d'enseignement supérieur de tous les jeunes « qualifiés », c'est-à-dire détenteurs d'un diplôme de fin d'études secondaires. Cette pression sociale n'a pas été freinée par la crise, la croissance des effectifs s'étant seulement trouvée ralentie par le déclin démographique. Dans l'ensemble, les principaux modèles (unitaires ou différenciés, centralisés ou décentralisés) ont partout suivi des évolutions assez semblables : développement des cycles courts, introduction de limitations à l'entrée dans certains filières jugées excédentaires, comme la médecine.

Les expériences d'accueil des adultes, bacheliers ou non bacheliers, sont restées timides (sauf en Suède), souvent controversées, et connaissent un recul depuis la crise économique. En Europe, c'est encore le diplôme de

## La première biographie de Nelson MANDELA

Emmuré depuis un quart de siècle, Nelson MANDELA est sans doute le dernier héros vivant de l'Afrique contemporaine. François SOUDAN raconte pour la première fois la vie du leader de l'ANC, celle d'un homme qui représente peut-être l'ultime chance d'éviter un bain de sang en Afrique du Sud.

*Un livre qu'il faut avoir lu si l'on est contre l'apartheid...*

200 PAGES DONT 32 DE PHOTOS INEDITES  
FORMAT : 14,5 x 21 CM  
50 F.F. (2.500 F.CFA/80 DH/6 DT)

EN VENTE A PARTIR DE JANVIER 87

COLLECTION "DESTINS". GROUPE JEUNE AFRIQUE

VENTE ET RENSEIGNEMENTS AUX BUREAUX DE DIFFRESS (TEL. 1.42.65.69.30)  
HORS AFRIQUE, VENTE PAR CORRESPONDANCE ECRIRE A DIFFRESS, 2, RUE ROQUEPINE, 75008 PARIS (FRANCE)  
PRIX : FRANCE : EUROPE : 63 F.F. FRANCO DE PORT, AUTRES PAYS : 70 F.F. FRANCO DE PORT  
REGLEMENT PAR CHEQUE BANCAIRE (UNIONEMENT FRANCE METROPOLITAINE) OU PAR MANDAT POSTAL (AUTRES PAYS) A L'ORDRE DE DIFFRESS

**LE MONDE DIPLOMATIQUE**

Fondateur : Hubert BEUVE-MÉRY  
Directeur : Claude JULIEN  
Rédactrice en chef : Micheline PAUNET

Rédaction : Ignacio RAMONET, Alain GRESH, Bernard CASSEN, Christian DE BRIE  
Secrétaire de rédaction : Solange BRAND

RÉDACTION  
7, rue des Italiens  
75422 PARIS CEDEX 09  
TÉLEX : MONDIPAR 650572 F  
TEL. : 42-47-91-21

Publication : Le Monde Publiété  
5, rue de Valenciennes,  
75007 Paris.  
TEL. : 45-55-91-82 ou 45-55-91-71  
Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.





# L'ÉTHIQUE BALAYÉE PAR

## Débâcle

(Suite de la première page.)  
 Un vieux journaliste (6), qui en a vu bien d'autres, peut alors s'effarmer que les yeux ne se soient pas ouverts plus tôt :  
 « Le peuple américain [...] a eu exactement le gouvernement qu'il voulait et qu'il méritait. Ronald Reagan ne l'a pas réellement trompé. Chacune des qualités, ou absence de qualités, dont il fit preuve à la Maison Blanche était déjà apparente, et divulguée par les médias, lorsqu'il était gouverneur de Californie. Son idéologie n'a pas changé. Ses discours du samedi après-midi à la Maison Blanche n'étaient qu'une réécriture des sermons que, longtemps avant de se lancer dans une carrière politique, il prononçait, pour General Electric, sur les thèmes de la libre entreprise et de l'anticommunisme. »

Comment ? James Reston ose parler de l'« idéologie » de M. Reagan ? Mais, sur les deux rives de l'Atlantique, toutes les droites vont répétant que ce mot désigne la maladie honteuse caractéristique de la gauche... Elle sévit pourtant, et sous une forme qui n'a rien de bénin, sur les bords du Potomac comme de la Tamise et de la Seine : libérer les entreprises, donc restreindre les droits et la protection sociale des plus modestes citoyens, mais, face au terrorisme et au communisme déclinant, renforcer le rôle de l'Etat dans les domaines policier et militaire. De John Locke à Raymond Aron en passant par Tocqueville, combien de théoriciens doctes se retournent dans leur tombe en voyant quel usage vulgaire on fait de leur libéralisme (7)...

De droite ou de gauche, et en dépit des faits, l'idéologie a toujours raison. Pas plus que M. Monory ou le recteur Durand, M. Reagan n'échappe à la règle. Dans la tourmente, il consent tout au plus à admettre que certains de ses collaborateurs ont pu commettre quelques « erreurs » dans l'exécution de sa politique à l'égard de l'Iran et du Nicaragua. Le *New York Times* a beau lui rétorquer que toute sa conception était « erronée dès le départ », qu'elle procédait d'une grave absence de « jugement » et que, même si les otages avaient été libérés, la manœuvre aurait « produit un échec total », M. Reagan n'en démontre

pas (8). « Je pense, dit-il avec la plus grande sincérité, que nous avons entrepris en Iran la seule action possible. L'affaire n'a simplement pas tourné comme je l'avais espéré. Mais je ne vois rien que j'aurais voulu faire différemment (9). »

Pareille obstination ne doit rien à l'orgueil. Elle découle de la plus pure conviction, parfaitement désintéressée : dans ce monde intrinsèquement mauvais, le plus grand danger provient de l'« empire du mal » qui, sans scrupule, frappe en Afghanistan aussi bien qu'en Amérique centrale et ailleurs. Certes, les fondamentalistes iraniens ont humilié les Etats-Unis, mais, comme magouère Somoza, Duvallier ou Marcos, ils sont résolument anticommunistes. Quelques-uns d'entre eux font preuve d'une relative modération ? Aidons-les.

L'entourage de M. Reagan accepte sans sourcilier cette analyse d'une éblouissante simplicité. Il y est encouragé par un marchand d'armes iranien, M. Manucher Ghorbanifar, qui, faisant son métier, suggère à la CIA, dès novembre 1984, de vendre des matériels militaires à l'Iran. M. David Kimche, du ministère israélien des affaires étrangères, plaide dans le même sens :

tout ce qui renforce l'Iran ne peut qu'affaiblir l'Irak et donc être bien vu à Jérusalem. Le gouvernement israélien, qui déjà fournissait à l'Iran des armes de fabrication israélienne, est donc autorisé à lui livrer des armes américaines que les Etats-Unis remplacent, ce qui est interdit par la loi. Puis, malgré l'hostilité du secrétaire d'Etat et du secrétaire à la défense, le président Reagan signe le 17 janvier 1986 un ordre secret autorisant l'exportation directe d'armes américaines vers l'Iran. C'est là une nouvelle mesure illégale, qui contredit, de surcroît, les plus solennels engagements de la Maison Blanche. Mieux encore : M. Reagan demande à M. William Casey, directeur de la CIA, de ne pas en informer le Congrès. Troisième illégalité (10).

Lorsque le pot aux roses est découvert, le président tente de minimiser l'affaire en affirmant que les armes ainsi fournies « pourraient aisément tenir dans un seul avion cargo » (déclaration du 13 novembre 1986). En fait, utilisant chaque fois plusieurs avions, les livraisons ont eu lieu en février, mai, août et octobre. L'esprit de cruauté a balayé tout scrupule moral.

### Guerres privées et héros national

ALORS que le Congrès se montre peu disposé à soutenir des opérations militaires à l'extérieur, M. Reagan continue de proclamer son admiration pour les « combattants de la liberté » qui luttent en Amérique centrale, en Afghanistan et en Angola. Dès lors, au début de 1984, le colonel Oliver North, du Conseil national de sécurité, met sur pied un réseau d'organisations privées pour financer dans le monde les guérillas anticommunistes auxquelles le Congrès refuse de crédits, ou ne les accorde qu'avec parcimonie. L'entreprise aurait dû rester secrète. Elle a été décrite en détails dans ce journal (11). Les armes expédiées aux Iraniens leur étaient facturées à un prix très supérieur à leur valeur réelle. Une partie de la différence a alimenté la caisse noire du colonel North.

M. Reagan maintient qu'il n'en savait rien. M. William Casey, grand patron d'un service d'espionnage qui « a des souteneurs infiltrés dans tous les gouvernements hostiles, et qui intercepte les conversations d'officiels du Kremlin lorsqu'ils utilisent les téléphones de leurs limousines, prétend tout ignorer de la plus audacieuse aventure entreprise par son propre gouvernement en politique étrangère... (12) ». Certains membres de la commission parlementaire d'enquête en éclatent franchement de rire. Pourtant, comme pour le vrai-faux passeport de M. Chalier, la vérité finira par éclater un jour.

Puisque personne n'avoue quoi que ce soit, le président Reagan finit par limoger quelqu'un : le colonel Oliver North, dangereux personnage qui, sans l'accord du président ou du cabinet, tout seul, aurait monté cette brillante opération triangulaire... Cet officier serait donc bien indigne ? Non, dit M. Reagan, « le colonel North est un héros national (13) ». Mais alors, qui est donc le coupable ?

Dans la même déclaration, M. Reagan le montre du doigt : l'entreprise Iran-Nicaragua « n'était pas un échec jusqu'au moment où la presse » s'en est emparée. « Trois otages nous ont été rendus, et nous en attendions deux autres. La presse doit assumer la responsabilité de ce qu'elle a fait. » Serait-elle aussi responsable de la capture de trois autres Américains pour remplacer ceux qui ont été libérés ? Toujours est-il que, aux yeux de M. Reagan, « toute l'affaire se ramène



'Look, he's an old man and if we bought arms and spare parts from them, we could create a more favorable climate for negotiations with a new, more moderate administration in Washington.'

(International Herald Tribune, 4 décembre 1986)

« Voyons, c'est un vieil homme et, si nous lui achetions des armes et des pièces détachées, nous pourrions créer un climat plus favorable pour des négociations avec un nouveau gouvernement plus modéré à Washington »

à une grande irresponsabilité de la part de la presse ». Langage universel qui, à Paris, prend parfois des accents trop familiers...

A-t-on bien mesuré l'influence néfaste des médias ? Perversité par on ne sait quels démons, ils osent révéler que, « ces dernières années, des centaines de millions de dollars ont afflué dans les comptes bancaires de la CIA en Suisse pour financer la croisade mondiale du gouvernement contre le communisme » : ces fonds provenaient notamment du roi d'Arabie saoudite (200 millions de dollars en 1984, 240 millions en 1985) et du sultan

de Brunei (14) avec l'accord de M. George Shultz (15).

Un hebdomadaire fort respectable pousse l'audace jusqu'à affirmer que « 900 000 dollars ont été versés indirectement comme pots-de-vin à des officiels du Honduras pour les convaincre d'accepter que les armes destinées aux guérillas anti-sandinistes transitent par leur pays », et il cite un haut responsable américain qui explique : « Vous ne pouvez pas mener ce genre de guerre dans le tiers-monde sans graisser la patte des gens importants (16) ». L'Occident n'en sera que plus à l'aise pour dénoncer la corruption qui règne dans les pays « arriérés »...

(6) James Reston, « American Got the Administration They Wanted », *International Herald Tribune*, 1<sup>er</sup> décembre 1986.

(7) Voir le *Libéralisme*, par Pierre Manent, 2 tomes, Hachette, Paris, 1986.

(8) Les formules citées sont extraites de deux éditoriaux repris dans *International Herald Tribune*, 28 novembre et 11 décembre 1986 : « A Collapse of Judgement » et « Wrong From the Start ».

(9) Entretien accordé à *Time*, 8 décembre 1986.

(10) Voir les chronologies des événements dressées notamment par *US News and World Report*, 8 décembre 1986, et par *Time*, 22 décembre 1986. Il serait prématuré de ne reprendre ici que bien d'autres précisions ne manqueraient pas d'être apportées dans les semaines à venir.

(11) Pierre Abramovici, « Des millions de dollars pour les combattants de la liberté », *Le Monde Diplomatique*, avril 1986.

(12) « Plumbing the CIA's Shadow Role », *Time*, 22 décembre 1986.

(13) Entretien accordé à *Time*, 8 décembre 1986.

(14) « The Roots of a Brutal Bargain », *Newsweek*, 15 décembre 1986. On apprend aussi que le colonel Oliver North avait obtenu de M. Ross Perot, président d'Electronic Data Systems, le versement de 2 millions de dollars pour faire libérer les otages. En 1978-1979, M. Ross Perot avait constitué un commando de sept hommes, sous les ordres d'un ancien colonel des Bêtas Verts, pour enlever deux de ses représentants emprisonnés à Téhéran. Cette étrange aventure est racontée par Ken Follet dans son livre *Comme un vol d'aigles*, Stock, Paris, 1983.

(15) « Pursuing the Money Connections », *Time*, 15 décembre 1986, et « Palms Out the Sultan of Brunei », *Newsweek*, 22 décembre 1986.

(16) *Time*, 15 décembre 1986.

## ÉCONOMIE

### Dégradation industrielle et sociale

SIX années auront suffi pour que la politique économique du président Reagan, conduite sous la bannière du libéralisme et de la révolution conservatrice, aboutisse à quelques résultats impressionnants.

**Déficits et endettement**  
 Entre 1980 et 1986, le déficit budgétaire passa de 35 à 221 milliards de dollars ; celui de la balance commerciale de 20 à 170 milliards de dollars et, pour la première fois depuis 1914, la balance des paiements est devenue déficitaire en 1985 (de plus de 100 milliards de dollars). Il en sera de même en 1986.

L'endettement a plus que doublé au cours de la période. Fin 1984, il atteignait déjà 6 000 milliards de dollars, soit sept fois le montant global de la dette de tous les pays du tiers-monde. En 1986, la dette publique s'élève à 2 100 milliards de dollars ; elle était de 914 milliards de dollars en 1980. Dans le même temps l'épargne des ménages est tombée au niveau le plus bas jamais atteint. Le dollar a perdu en 1985 40 % de sa valeur par rapport au yen et 30 % par rapport au mark.

**Affaiblissement spectaculaire de l'industrie**  
 En dépit de la reprise largement tributaire des commandes fédérales et en particulier des dépenses militaires, passées de 180 à 300 milliards de dollars entre 1981 et 1986, la production industrielle est inférieure au niveau atteint en 1980. Elle a chuté de plus de 50 % pour les machines-outils, le matériel de construction et textile... ; de plus de 25 % pour le matériel agricole, l'équipement minier, les roulements à billes...

Dans l'agriculture, les aides fédérales sont passées de 4 milliards de dollars en 1981 à 35 milliards de dollars en 1985, dépassant la valeur des exportations agricoles. Cela n'a pas empêché la balance commerciale agricole d'être déficitaire en mai 1986, pour la première fois depuis 1959 ; 11,5 % des exploitations agricoles ont disparu entre 1980 et 1985 et la valeur de la terre a baissé de 26 % depuis 1982.

**Dégradation des conditions de vie, décomposition du tissu social**  
 Mutations technologiques et déindustrialisation ont entraîné la suppression de 1,5 million d'emplois industriels. Les six millions d'emplois nouveaux officiellement créés ont permis de ramener le taux de chômage à son niveau de 1980 (7 %), mais ils sont en général moins qualifiés, moins bien rémunérés, sans protection sociale ni syndicale, souvent à temps partiel et de plus en plus concentrés dans le secteur commercial et les services (81 % des nouveaux emplois en 1985, contre 52 % en 1984). Les acquis sociaux ont été remis en cause tant en ce qui concerne les salaires que les conditions de travail et le taux de syndicalisation est descendu à son niveau le plus bas (18,8 % en 1984).

35 millions d'Américains vivent au-dessous du seuil de pauvreté en 1984 (contre 24 millions en 1978) ; 47 millions, si l'on y ajoute ceux qui sont très proches de ce seuil. Parmi eux, 13,8 millions d'enfants, victimes également de la dislocation des familles : 22 % des enfants américains vivent dans des foyers sans père.

Conséquence : délinquance et criminalité ne cessent d'augmenter, en dépit d'une répression accrue qui frappe surtout les jeunes des minorités noires et hispaniques. Il y a 617 000 détenus, soit 246 pour 100 000 habitants contre 72 pour 100 000 en France ; 1540 condamnés à mort, dont 221 pour le seul Etat de Floride, dix fois moins peuplé que la France. Dans le même temps les différentes mafias réalisent chaque année plus de 100 milliards de dollars de profits, pratiquement en toute impunité.

CHRISTIAN DE BRIE.

## Heurs et malheurs des présidents

**HARRY S. TRUMAN** (avril 1945-janvier 1952). Démocrate. Devenu président à la mort de Franklin Roosevelt. Termine la guerre mondiale avec les bombardements atomiques d'Hiroshima et de Nagasaki. Anticommuniste zélé : doctrine Truman (mars 1947) pour contenir l'expansion soviétique (plan Marshall d'aide économique aux pays occidentaux) et communiste (début de la « chasse aux sorcières »). Mise en place de l'OTAN (avril 1949) et début de la guerre de Corée (juin 1950). Renonce à se représenter en 1952.

**DWIGHT D. EISENHOWER** (janvier 1952-janvier 1961). Républicain. Très influencé par son secrétaire d'Etat, John Foster Dulles, dans la politique de « containment » de l'URSS. Achève la guerre de Corée (Pan Mun Jom, juillet 1953). Rupture avec Cuba (janvier 1961). Mais amorce de détente après la visite de Krouchtchev aux Etats-Unis (septembre 1959), interrompue par l'affaire de l'U2. Sur le plan intérieur, s'oppose tardivement au maccarthysme et à la ségrégation scolaire.

**JOHN F. KENNEDY** (janvier 1961-novembre 1963). Démocrate. Elu d'extrême justesse contre le républicain Richard Nixon. Fiasco de la baie des Cochons (avril 1961). Obtient le retrait des missiles soviétiques de Cuba (octobre 1962) après une guerre des nerfs avec l'URSS. Commence la guerre du Vietnam par l'envoi de conseillers américains. S'engage dans la voie de l'intégration raciale. Assassiné à Dallas en novembre 1963.

**LYNDON B. JOHNSON** (novembre 1963-janvier 1969). Démocrate. Réussit à introduire aux Etats-Unis une véritable politique sociale (guerre contre la pauvreté) en faveur des plus défavorisés, et notamment des Noirs. Mais s'embourbe irrémédiablement au Vietnam après l'épisode du golfe du Tonkin (août 1964), où le Congrès lui donne

carte blanche pour une escalade qui le mènera à sa perte politique. Renonce à se présenter en mars 1968 tout en essayant, difficilement, d'ouvrir des négociations avec les deux Vietnams.

**RICHARD M. NIXON** (janvier 1969-août 1974). Républicain. L'emperte de peu sur le démocrate Hubert Humphrey. De meilleurs résultats sur le plan extérieur (cesses-le-feu au Vietnam, après d'intenses bombardements sur le Nord en 1972 ; conclusion du traité sur la réduction des armes nucléaires SALT avec l'URSS en mai 1972 et visite en Chine en février 1972) que sur la scène intérieure. Il surmonte mal les problèmes économiques et financiers des Etats-Unis. Le scandale du Watergate (juin 1972) le contraint à la démission en raison de ses tentatives d'obstruction de la justice et de sa morgue à l'égard des autres centres de pouvoir.

**GERALD R. FORD** (août 1974-janvier 1977). Républicain. Premier président des Etats-Unis non élu. L'opinion ne lui pardonne jamais d'avoir gracié son prédécesseur. Il est battu par M. James Carter en 1976.

**JAMES CARTER** (janvier 1977-janvier 1981). Démocrate. Sa présidence, commencée sous les meilleurs auspices, s'achève dans le marasme politique, économique et moral. Malgré ses bonnes intentions (droits de l'homme), ses palliatives, notamment face à l'URSS, avec laquelle il parvient difficilement à conclure le traité SALT-2, qui ne sera jamais ratifié par le Sénat, conduiront à sa perte. L'affaire des otages américains pris par l'Iran (novembre 1979) sera son chemin de croix ; Khomeiny poussera la cruauté jusqu'à ne les libérer que le jour de l'entrée en fonctions de son successeur.

M.-F. T.

L'ESPRIT DE C...

PROCHE-ORIENT

Une politique s...

RIENQUE AUSTRAL

Sérieuse remise en c...

PAR

# L'ESPRIT DE CROISADE

Cumle d'insolence, la presse indique même qu'une partie des profits réalisés sur les ventes d'armes à l'Iran « peut avoir servi à payer des campagnes publicitaires en faveur des « contras » et peut-être même la campagne électorale [l'automne dernier] de candidats au Congrès connus pour leur sympathie à l'égard des « contras » (17).

Voilà bien la preuve que tout gouvernement a raison de vouloir surveiller l'information. M. André Giraud, ministre français de la défense, devrait vendre à Washington son idée de créer un « observatoire » chargé de traquer la désinformation...

Quelques jours avant que ne soient révélées d'aussi douteuses manœuvres, le Washington Post écrivait : « De manière constante, le gouvernement a

considéré que, lorsque la loi gêne la poursuite du but suprême - le combat contre le communisme - c'est le combat qui doit avoir priorité sur la loi (18). » Lorsque, au début de ce siècle, Theodore Roosevelt suscita en Colombie une sécession de la province de Panama afin de pouvoir construire « son » canal, il consulta son ministre de la justice, Philander Knox, sur certains points de droit. « Ah ! Monsieur le président, répondit celui-ci, pour quoi une aussi belle action serait-elle gâchée par la moindre trace de légalisme ? » Plus près de nous, en 1964, Lyndon B. Johnson prit « prétexte d'un incident qui ne s'était pas produit, dans le golfe du Tonkin », pour obtenir du Congrès l'autorisation d'envoyer cinq cent mille combattants au Vietnam, rappelle Anthony Lewis (19).

Permanence de l'histoire : en Europe comme aux Etats-Unis, ceux-là même qui exaltent les « valeurs traditionnelles » et invitent le menu peuple à cultiver en eux les plus nobles vertus individuelles et civiques s'arrogent, dans l'exercice de leur charge publique, le privilège de les fouler aux pieds. Cette pratique porte un beau nom : Ordre moral (20).

Aimé par l'esprit de croisade, qui le rendait si populaire, M. Reagan pouvait se permettre un certain nombre d'échecs, sauf sur un point : il se devait de renverser le régime sandiniste au Nicaragua. Violant les lois dont il est le gardien, il autorisa donc en décembre 1981 l'entraînement militaire des anti-sandinistes en Floride. En avril 1983, il prétendait que son seul objectif était d'interrompre les flux d'armes en Amérique centrale. Au printemps suivant, sans en informer - comme il était tenu de le faire - la commission spéciale du Sénat, il fit miner les ports du Nicaragua. Le Congrès réagit en votant l'"amendement Boland", qui interdit toute aide aux « contras ». Puis la CIA diffusa son guide pratique du sabotage et de l'assassinat (21). Pendant l'été

1985, la Maison Blanche reconnaît que le colonel Oliver North avait bien aidé les « contras », mais il l'aurait fait sans enfreindre la moindre loi américaine. C'était là un « miracle » supplémentaire... Devant la grogne des parlementaires, M. Reagan promit de chercher une solution diplomatique en Amérique centrale (22). Il n'en fit rien.

Au contraire, il intensifia l'aide officielle (certains élus se sont laissés convaincre ; par quels moyens ?) et clandestine. En pure perte. « Les « contras », écrit Jorge G. Castaneda (23), auront du mal à expliquer pourquoi, avec une aide aussi importante, ils n'ont pas pu s'emparer d'un seul pouce de territoire nicaraguayen. » Une seule issue : que Washington favorise un règlement négocié en appuyant les remarquables efforts du groupe de Contadora (Mexique, Venezuela, Colombie, Panama), qui bénéficie du soutien des principales démocraties d'Amérique latine (24). Mais M. Reagan ne saurait s'engager dans cette voie sans renier sa foi.

de l'homme ne suscitent d'indignation que lorsqu'il sont violés par des régimes communistes ou progressistes. L'inappréhensible erreur de M. James Carter fut, précisément, d'oser s'attaquer aux abominables régimes qui, jusque là, au nom de leur anticommunisme, bénéficiaient du soutien américain.

Voilà bien ce que le Dr Claude Malhuret, secrétaire d'Etat chargé des droits de l'homme, a parfaitement compris. Comme une souris qui se cache dans son trou, il était miraculeusement absent de la scène publique lorsque, à Paris, la police matraquait lycéens et étudiants. Il se rattrape après la mort du dissident soviétique Anatoli Marchenko. Ainsi sa morale est-elle sauve... Et il faut attendre la fin de 1986 pour qu'un grand libéral découvre et proclame une impérieuse obligation qui, semble-t-il, lui avait jusque là échappé : « Nous devons militer pour les droits de l'homme au Chili comme nous devons le faire contre l'apartheid (28). » Comment ne pas saluer tant de lucidité... Treize ans après le coup d'Etat de Pinochet, et après plusieurs décennies de racisme institutionnel en Afrique du sud.

(Lire la suite page 6.)

- (17) Time, 22 décembre 1986.
- (18) Richard Cohen, dans The Washington Post, cité par International Herald Tribune, 28 novembre 1986.
- (19) « This Mess Calls for a Special Prosecutor », par Anthony Lewis, International Herald Tribune, 2 décembre 1986.
- (20) Voir le Monde diplomatique, novembre 1986.
- (21) Voir le Monde diplomatique, août 1986, p. 3.
- (22) « Costs of a Secret War », International Herald Tribune, 29-30 novembre 1986.
- (23) Jorge G. Castaneda, « A Colonel Is Gone but It's Still Washington's War », International Herald Tribune, 11 décembre 1986.
- (24) Voir l'article de Peter Hamill, « The Contra War Is Over, So Give Contadora a Try », International Herald Tribune, 2 décembre 1986.
- (25) Voir son article dans le Monde diplomatique, juillet 1986.
- (26) Voir Reed Brody, « Une stratégie de terreur et de sabotage », le Monde diplomatique, août 1986.
- (27) Voir l'article de Peter Hamill, « The Contra War Is Over, So Give Contadora a Try », International Herald Tribune, 2 décembre 1986.
- (28) Guy Sorman, « Libérons le Chili », La Figure Magazine, 29 novembre 1986.

## PROCHE-ORIENT

### Une politique sans principes

**LIBAN : Humiliation et stupéfaction.**

Le président Reagan n'atteint aucun des objectifs qu'il s'était fixés dans le pays du Cèdre. L'invasion du Liban par Israël en juin 1982 ne débouche pas sur la réunification et la pacification du pays sous l'hégémonie phalangiste. Le chef du parti chrétien, Béchir Gemayel, est assassiné le 14 septembre trois semaines après son élection à la présidence de la République. Son frère, qui lui succède, M. Aminé Gemayel, fait faux bond à ses alliés israéliens et américains : cédant aux pressions intérieures et à celles de la Syrie, il abroge le 7 mars 1984 le traité israélo-libanais conclu sous l'égide de Washington le 17 mai 1983.

Deux événements majeurs avaient contribué, il est vrai, à renverser le rapport de forces : le 23 octobre 1983, l'attaque d'un commando contre une caserne coûte la vie à 241 militaires américains ; Beyrouth-Ouest est occupé en février 1984 par les milices chiites et druzes. Le président Reagan retire alors le contingent américain qu'il avait envoyé au Liban en septembre 1983. La « débacle » humilie l'Amérique et stupéfie un monde arabe encore fasciné par la puissance des Etats-Unis.

**CONFLIT ISRAËLO-ARABE : Les paris perdus.**

La guerre du Liban ne débouche pas non plus sur la capitulation de la Syrie, malgré le retrait sans gloire de son armée, ou sur la destruction de l'O.L.P. Les chefs militaires et politiques de la centrale palestinienne, M. Yasser Arafat en tête, quittent Beyrouth avec les honneurs de la guerre, le 31 août 1982.

Le lendemain, M. Ronald Reagan rend public son projet de règlement du conflit palestinien, le « plan Reagan ». Il est récuser par les deux camps belligères. Le chef de la Maison Blanche rejette, à son tour, le plan de paix diffusé le 9 septembre par les chefs d'Etat arabes réunis à Fès. La diplomatie reaganienne fait échec, de même, au processus de paix proposé conjointement le 11 février 1985 par le roi Hussein et M. Yasser Arafat. Le projet emprunte au plan Reagan l'idée d'une confédération jordanéo-palestinienne. Mais le chef de l'exécutif américain ne veut admettre ni le principe du droit des Palestiniens à l'autodétermination, qui leur permettrait de se faire représenter par l'O.L.P., ni la convocation d'une conférence internationale de la paix, à laquelle participeraient les cinq membres permanents du Conseil de sécurité. Ces paris successifs perdus, M. Ronald Reagan se résigne à la passivité dans une conjoncture qui ne cesse de se dégrader.

**GUERRE DU GOLFE : Un stérile double jeu.**

Les Etats-Unis rétablissent leurs relations diplomatiques et économiques avec l'Irak, rompues en 1967, fournissent à Bagdad du matériel militaire « défensif » et un soutien logistique dans sa guerre contre l'Iran. Mais, parallèlement - devait-on apprendre en novembre 1985 - Washington livre aussi des armes à la République islamique et ébauche un dialogue en vue d'une normalisation. L'« étrange » scandaleuse l'Amérique, irrité l'ami irakien, affaiblit les « modérés » iraniens, entame singulièrement le crédit de Washington dans diverses capitales arabes. M. Ronald Reagan perd sur tous les tableaux.

**TERRORISME : Crise de confiance.**

Confusion, incohérence, duplicité. C'est avec une rare sévérité que les médias et les parlementaires américains qualifient la politique de M. Ronald Reagan à l'égard du terrorisme depuis que la Maison Blanche a admis qu'elle négociait secrètement la libération d'otages détenus au Liban. Le « dossier libyen » est autrement accablant : la Jamahiriya a été bombardée le 15 avril 1986 à la suite d'attentats qui lui avaient été imputés sans preuves convaincantes ; la campagne de désinformation destinée à préparer l'opinion à une nouvelle attaque contre la Libye a conduit à la démission en octobre dernier du porte-parole du département d'Etat. Les condamnations sélectives, le double discours, la confusion entretenue par l'absence d'une définition claire du terrorisme, suscitent interrogations et méfiance chez les partenaires des Etats-Unis. La « lutte contre le terrorisme » menée par M. Ronald Reagan relève-t-elle de la « morale internationale » et de la « défense du monde libre » - comme le soutient le chef de la Maison Blanche - ou de l'opportunité politique liée à la stratégie américaine ?

F.B.

## AFRIQUE AUSTRALE

### Sérieuse remise en cause

« ENGAGEMENT constructif » : ainsi l'administration Reagan définissait-elle sa politique envers l'Afrique du Sud. Elle consistait à amener, sans rupture, le gouvernement de Pretoria à abandonner graduellement l'apartheid tout en garantissant le maintien du pays dans le camp occidental. Cette stratégie, qui bannissait tout usage des sanctions, était complétée par une volonté d'écouter l'URSS et Cuba de la région et de favoriser la conclusion d'accords entre Pretoria et ses voisins.

1984 sembla marquer l'apogée de cette stratégie. En janvier, un accord limité est signé entre l'Afrique du Sud et l'Angola. Au mois de mars, le président Mchali et M. Botha paraphent à N'komati un pacte de non-agression. Washington salue l'engagement du premier ministre sud-africain dans la voie des réformes.

Pourtant, à peine deux années plus tard, tout ce bel édifice s'est écroulé. La guerre à repris de plus belle en Angola ; l'administration républicaine, depuis l'abrogation de l'amendement Clarke par le Sénat en juillet 1986, s'engage directement aux côtés des rebelles de l'UNITA tandis que les troupes sudaises sont plus présentes que jamais. Au Mozambique, les concessions faites à Pretoria n'aboutissent qu'à de nouvelles régressions. Enfin, en Afrique du Sud, la montée du mouvement nationaliste noir a illustré les limites des « réformes » comme le refus du « pouvoir blanc » de tout partage du pouvoir.

Aux Etats-Unis mêmes se développe un vaste mouvement hostile à l'apartheid et favorable à des sanctions économiques que la Maison Blanche tente désespérément d'éviter. M. Reagan appelle durant l'été 1986 à résister aux « charmes érotiques » de l'apartheid et à imposer des mesures punitives et affirme que les sanctions ne sont réclamées que « par un groupe extrémiste, soutenu par les communistes, cherchant à s'assurer le contrôle du pays ». Mais la proclamation, le 12 juin 1986, de l'état d'urgence en Afrique du Sud et l'arrestation de milliers d'opposants ont raison des dernières hésitations du Congrès qui, passant outre au veto présidentiel, vote le 2 octobre de sévères sanctions contre ce pays. Cette décision représente une grave défaite personnelle pour le président et remet en cause toute la politique suivie dans la région depuis près de six années.

ALAIN GRESH.

## Après le charme, le bilan

MAIS quelle foi ? De cruelles pages d'histoire, en France comme aux Etats-Unis, rappellent que l'obsession du communisme n'a jamais suffi à faire de bons démocrates. Malgré sa grande clairvoyance en de nombreux domaines, par exemple la crise énergétique, M. James Carter fut injustement critiqué : son « image » ne pouvait pas rivaliser avec celle de son successeur... Il eut pourtant le mérite de conférer une certaine noblesse à la diplomatie américaine : en l'axant sur le respect des droits de l'homme, il la dépolluait de ce qu'elle avait de plus sordide. Sous sa présidence, et grâce à ses efforts persévérants, la démocratie fut restaurée au Pérou et en République dominicaine. Il sapa les bases des dictatures en Bolivie, en Argentine, au Brésil, en Uruguay, au Guatemala... Ce ne fut pas un mince accomplissement. Ces pays retourneront à la démoc-

cratie sous le règne de M. Reagan, qui ne peut certes pas s'en attribuer le crédit.

Mieux encore, le président Reagan se cramponna à la dictature de M. Marcos jusqu'au moment où les Philippines eux-mêmes le renversèrent. Et, s'il sacrifia M. Jean-Claude Duvalier, c'est bien parce qu'il ne pouvait à la fois soutenir une dictature corrompue en Haïti et prôner la liberté au Nicaragua, où elle fait ses premiers pas après quarante ans de somnolence. Stanley Hoffmann a bien noté que l'esprit de croisade ne saurait constituer une véritable politique étrangère (25). Contre le régime sandiniste, M. Reagan a soutenu les anciens membres de la garde nationale de Somoza, qui n'ont jamais reculé devant le crime (26), de même que, en Angola, il a fermé les yeux sur les massacres commis par l'UNITA de M. Jonas Savimbi (27). Pour certains, les droits

## Une nouvelle notion de club : UNE SEMAINE DANS UN HOTEL \*\*\* A HAMMAMET (Tunisie)

- Avion : Paris - Tunis - Paris (+ transfert Tunis - Hammamet - Tunis)
- Pension complète (boissons comprises)
- Animation : 5 courts de tennis, planche à voile, football, volley-ball, discothèque, etc.

**pour 1.900 F**

**offre valable jusqu'au 28 février 1987 (Départ le dimanche - Retour le samedi)**

**CLUB ODYSSEE (HAMMAMET)**

**BON DE RÉSERVATION :**

Nom : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_ Tél. : \_\_\_\_\_

Réservation du \_\_\_\_\_ au \_\_\_\_\_

Pour \_\_\_\_\_ personne(s) x 1.900 F = (semaine supplémentaire : 600 F)

Assurance facultative : 60 F par personne. \_\_\_\_\_ x 60 F =

Envoyer réservation accompagnée d'un chèque de 20 % du montant à T.M.V. - 20 bis, rue La Boétie, 75008 Paris - Tél. 47.42.12.28. Le solde devra nous parvenir 15 jours avant le départ.



...and spare parts from... for negotiations... Washington.

...Washington, 4 décembre 1986.

...et des pilotes détachés, ... gouvernement

...l'accord de... (15).

...affirmant que... des officiers... destinées aux... par... à ce qui est un haut responsable... ce genre de guerre dans le... la paix des... (16). L'Occident n'en... plus à faire pour dénoncer la... qui règne dans les pays...

...Members the CIA's Shadow... 23 décembre 1986.

...The Roots of a Great Bargain... 15 décembre 1986. On apprend... le colonel Oliver North avait obtenu... l'achat de 2 millions de dollars... les otages. En 1979-1979,...

...Following the Money Connection... 15 décembre 1986, et... Newsweek, 22 décembre 1986.

...Time, 15 décembre 1986.

## Présidents

...succède qui le mène à sa perte... à la présidence en mars 1969 tout en... d'ouvrir des négociations avec les

...1969-août 1974). Républicain... le démocrate Hubert Hum... sur le plan extérieur (cesses... bombardements sur le... traité sur la réduction des... avec l'URSS en mai 1972 et... 1972) que sur la scène inté... les problèmes économiques et... Le scandale du Watergate (juin... en raison de ses tenta... et de sa morgue à l'égard...

...1974-janvier 1977). Républicain... non élu. L'opinion ne le... grâce son prédécesseur. Il est... en 1976.

...1977-janvier 1981). Démocrate... les meilleurs suspects... politique, économique et... (droits de l'homme)... à l'URSS, avec laquelle... traité SALT-2, qui n... conduiront à sa perte... par l'Iran (novembre... poussés à...

M.-F. T.









سلاسل الحلال

doze ans, soient partis en classe. Elle me le dit tout le temps : « On ne se voit plus. On ne prend même plus le petit déjeuner ensemble. La famille a éclaté. »

Dale et Edna Witzman, trente-huit et trente-cinq ans, habitent à une dizaine de miles des Klemish. Ils ne les connaissent pas, mais leur ressemblent étonnamment : même sincérité, même façon lucide et poète de raconter les choses. Tous deux viennent de faire faillite et n'ont plus rien, ni terres, ni équipement, ni bétail, sauf cette maison sans âme qu'ils ont pu racheter avec le minimum qui leur a été laissé après règlement judiciaire. Attablés dans la salle à manger, ils parlent devant leurs trois jeunes enfants. « Nous avons vu trop grand et trop vite, reconnaît Dale, le visage fatigué. Dès 1974, nous avons eu des problèmes : cette année-là, le prix des cochons a dégringolé. Ça aurait dû être le signal d'alarme. Mais pour le reste, tout allait bien, et surtout on se procurait de l'argent tellement facilement à ce moment-là ! A la banque, on m'a alors conseillé de renouveler mon équipement. Pour m'éviter des tracas en ville, on m'a même fourni tous les papiers nécessaires. Je n'avais plus qu'à le signer chez moi, avant de les renvoyer par la poste. » Dale et Edna assument tout, leur naïveté, leur imprudence et leurs achats : une nouvelle voiture en 1976, puis 40 acres de terre chaque année à partir de 1979, avec la certitude de faire de bonnes affaires. Jusqu'à ce que, en 1981, les événements commencent à prendre une autre tournure. Cette année-là, en effet, ils ont réussi à rembourser tant bien que mal les intérêts de leurs emprunts : 50 000 dollars par an. Mais, pour la première fois, ils n'ont pas gagné assez pour pouvoir rembourser, comme prévu, une partie de leur prêt principal (523 000 dollars au total). Ils se sont alors endettés un peu plus, à des taux encore plus élevés... Le cercle était vicieux, et la faillite inévitable.

« Ce jour-là a été, et reste toujours, très dur pour ma fierté, raconte Dale en fixant la table. Il n'y a que la Farmers Home Administration (FHA) envers qui j'ai des dettes. Les particuliers, j'ai réussi à tous les rembourser, sauf un. Il n'empêche que, depuis notre faillite, je n'ose plus regarder les gens en face. Les autres fermiers, même si ça va mal, ils n'osent pas le dire, par orgueil. Pensez qui moi, mon histoire, elle a été mise sur la place publique... Au début, je pleurais tout le temps, même devant les enfants. Je trouvais que j'étais nul et que je n'avais pas vu ce qui m'arrivait. Je n'avais plus aucun amour-propre. Et puis un jour, peut-être parce que c'était moins humiliant pour moi et aussi la seule façon de m'aider à m'en sortir, je me suis dit que je n'étais pas tout à fait le seul coupable : peut-être bien que la FHA et les compagnies d'engrais, qui m'avaient tellement poussé à m'endetter, sans jamais me donner de

conseils, avaient elles aussi leur part de responsabilité. » Il sourit, l'air de s'excuser. Plus tard, en visitant les deux hangars où ils engraisaient, pour un autre fermier, quatre-vingts cochons, Edna parle de leurs projets. Elle travaille depuis l'année dernière comme secrétaire à l'école secondaire d'Atlantic : « On essaie de redémarrer, mais on n'emprunte plus rien. On a compris. »

### Les banques en difficulté

PAR leur tempérament et leur situation, Phill et Ruth Cullen sont peut-être ce que le fin fond du Midwest, le plus éloigné des grandes métropoles, a de plus représentatif : chaleureux et attentionnés, intéressés par le monde extérieur, capables de parler de leurs difficultés avec autant de gravité que d'humour. Il est fermier, elle est institutrice. S'ils s'en sortent à peu près ces dernières années, c'est grâce à son salaire à elle. Ils ont un fils de vingt-cinq ans qui les aide à cultiver leurs champs, mais s'impatiente de ne pas avoir sa propre terre. Espoir irréalisable : les conditions posées par les banques pour obtenir un prêt sont à présent draconiennes... Ruth parle volontiers de son métier auquel elle est visiblement très attachée : « La crise touche très durement les enfants, j'ai l'impression de m'en rendre compte tous les jours. L'anxiété et les préoccupations de leurs parents retentissent sur eux, surtout depuis deux ans. Il y a quelques années, quand je

demandais à mes élèves ce qu'ils s'achèteraient s'ils gagnaient à la loterie, ils répondaient toujours : une bicyclette, une poupée, ou ceci ou cela, mais toujours un jouet ou quelque chose de leur âge. Maintenant, quand je pose cette question, ils répondent presque tous : « Je donnerais cet argent à mes parents pour qu'ils remboursent leurs dettes. » Dès l'âge de huit ans, ils ont ce souci en tête, et pratiquant une permanence. »

Pauline Franks, une soixantaine d'années, est à la fois agricultrice et banquière. Son mari travaille 448 acres de terres et élève soixante-sept têtes de bétail, tandis qu'elle est cadre à la Houghton Bank. Côté ferme, les choses vont plutôt bien. « Pas autant qu'on le voudrait, mais tout de même correctement », dit Pauline en souriant. Côté banque, la situation est plus fragile. « Dans les six premiers mois de l'année 1986, la Houghton Bank a déjà perdu 1 800 000 dollars. On a reçu un mot d'ordre : attention à qui vous prêtez. Mais le nouveau propriétaire de la banque de Missouri, juste à côté, lui, a été encore plus explicite : « Plus un seul prêt aux agriculteurs, même aux bons. »

Pauline Franks elle-même ne s'explique pas vraiment comment tout a si mal tourné. Sans doute une question de « timing », et le coup d'envoi de la crise était donné. « Nous-mêmes, les banques, nous avons été prises au piège, on l'oublie trop souvent, et les choses ont été tellement vite : les taux d'intérêt sont passés de

9 % à 18 % en six mois à peine ; c'était en 1981, je crois. Nous avons dû, de notre côté, emprunter à des taux très élevés. Il s'est alors produit un effet boule de neige : au fur et à mesure que venaient s'endetter les fermiers, et tous ceux qui travaillaient avec eux (les fournisseurs d'aliments pour bétail, d'engrais et de pesticides), on augmentait les taux d'intérêt. Et quand nous avons refusé de continuer à leur prêter, ils se sont tournés vers les compagnies d'engrais et autres qui acceptaient de prendre le relais... Mais c'est vrai que, peu de temps auparavant, quand le prix des terres était encore élevé, on leur disait : « Empruntez donc, vous rembourserez plus tard. Avec l'inflation, vous ferez une affaire ! » Vous seriez venus me voir il y a cinq ans, je vous aurais amenés à notre meilleur client : un fermier. Eh bien, il vient de faire faillite ! »

Varel et Jackie Bailey, pour leur part, ont toujours été d'une prudence extrême, ils sont connus à double titre : d'une part, parce que leur ferme marche bien, d'autre part, parce que Varel est président de la National Corn Growers Association et qu'il voyage sans cesse à travers le monde. « C'est presque un homme politique », disent ses voisins avec admiration et envie, mais sans jalousie... Leur ferme, qu'ils exploitent avec l'aide du père de Jackie et d'un employé, est gigantesque pour l'Iowa : 1 100 acres, plus du bétail, des cochons et des moutons. Ils n'ont jamais emprunté, laissant leurs bêtes se reproduire et les nourrissant du produit de leurs terres. Pour les Bailey, les petites fermes ne sont pas nécessairement condamnées comme on le dit, mais il faut à tout prix qu'elles évaluent mieux les besoins du marché et qu'elles apprennent à se diversifier : élever des moutons, par exemple, et ne pas se contenter de faire pousser à perte du maïs et du soja. Cela aurait-il permis, il y a six ans, aux fermiers au bord de la déroute, de passer au-dessus de la crise ?

« Je ne crois pas, admet Varel. Il leur aurait fallu une philosophie du management qu'ils n'avaient pas. Et, dans les années 70, tout le monde vous le dira, c'était très dur de résister à la tentation d'emprunter, d'autant plus que la politique gouvernementale n'avait pas varié pendant plus de quinze ans. On attribue toujours à l'embarco décrété par Jimmy Carter à l'encontre des Soviétiques la responsabilité des malheurs des fermiers, mais c'est inexact. C'est trois mois plus tôt, en octobre 1979, que tout a démarré. C'est à ce moment que le gouvernement a décidé de changer radicalement sa politique monétaire et fiscale pour stopper l'inflation. Dans un premier temps, ça n'a pas choqué les agriculteurs : dans leur majorité, ils sont conservateurs et patriotes. Aussi, jusqu'en 1983 ou 1984, ils vous auraient dit d'eux-mêmes que l'inflation et le déficit budgétaire étaient des problèmes sérieux pour le pays, et qu'on avait raison de s'y attaquer. Maintenant que l'inflation est ralentie, mais que le déficit budgétaire reste préoccupant (9), ils vous tiennent un langage un peu différent : ils aimeraient bien que les autres aussi supportent le poids des sacrifices. Ils le pensent de plus en plus, mais pas au point de sortir leurs tracteurs dans les rues. »



FAMILLE DE NICODEMIUS (KANSAS) A LA VEILLE D'UNE SAISON. Plus un seul prêt aux agriculteurs, même aux bons.

## « On ne se supprime pas pour de l'argent... »

C'EST précisément contre cette résignation que se bat Danyse O'Brien. Elle est à la fois agricultrice et membre de la Prairie Fire Rural Action, un des nombreux organismes de défense des fermes familiales, que les fermiers sont souvent les premiers à considérer avec suspicion, dans la crainte d'être politiquement récupérés ou manipulés. « Non seulement ils ne sont pas politisés, déplore Danyse O'Brien, mais ils sont persuadés qu'ils ne comptent pas, qu'ils n'ont plus aucun pouvoir. Alors c'est très dur de les aider à s'en sortir. Quand ils acceptent de venir nous voir, en général, c'est déjà trop tard. Avec quelques conseils donnés à temps, certains seraient capables d'éviter la faillite. On leur a tellement dit autrefois : « Travaillez dur et tout ira bien », et, affectivement, ça a si bien marché pendant quarante ans qu'ils ne comprennent plus rien et qu'ils se sentent à la fois incapables et coupables. En ville, on les accuse un peu trop vite d'avoir été de mauvais gestionnaires et de porter par conséquent l'entière responsabilité de leurs problèmes, mais l'argument, s'il a sans doute été valable il y a quelques années pour certains d'entre eux, ne tient plus aujourd'hui... Ils ignorent qu'ils sont les victimes

d'un changement de politique économique, ou plutôt d'une absence totale de politique agricole à long terme pendant des décennies. C'est pourquoi je ne critique pas seulement l'administration actuelle. Le problème remonte à bien avant : les démocrates sont aussi fautifs que les républicains... »

« Une responsabilité partagée » : la phrase revient sans cesse, quel que soit l'interlocuteur. David et Nancy Lynch ne sont que de passage en Iowa où ils rendent visite à l'une de leurs sœurs, ils résident habituellement en Virginie occidentale, l'un des Etats les plus peuvrés et les plus ignorés des Etats-Unis. Eux ne sont pas agriculteurs, mais restaurateurs. Ils se ramènent à peine d'une faillite, due aux dettes qu'ils avaient contractées dans les années 70. Est-ce parce qu'il n'est pas fermier ? David, en tous les cas, tient des propos sévères à l'égard du chef de la Maison Blanche... mais il est plus critique vis-à-vis de lui-même : « On préférerait Carter. Tout a changé et mal tourné depuis que Reagan est là, mais je ne le blâme pas. Je nous blâme, nous. On aurait dû être beaucoup plus prudents... »

A Marshall, dans l'Illinois, Etat voisin et concurrent de l'Iowa pour la production de maïs et de soja, Bob Flowers ne sait plus, pour sa part, s'il a tort ou raison d'avoir des acides de révolte. Son histoire est

si tragique que tout, maintenant, paraît désirable : le quartier entier qui porte son nom, témoignage du succès et des jours heureux. La beauté des arbres qui conduisant à la maison perchée sur l'un des rares cotteaux de cette région si plate... Le salon qui semble vide à force d'être trop bien rangé... Frances, son épouse, est assise sur le divan, totalement figée, avec, comme lui, l'air d'attendre sans espoir. Owen, leur fils, s'est suicidé il y a un an, à la veille de faire faillite. Il avait pris, quelques années auparavant, la tête de la société Flowers Sales Incorporated, une importante concession de John Deere et de General Motors que son père avait montée dans les années 30.

Bob oublie un instant sa souffrance pour se souvenir en souriant de ces années-là. A l'époque, les fermiers utilisaient des chevaux et des mules, et leurs terres ne dépassaient pas 50 à 80 acres. Il revivait le jour où il a vendu le premier tracteur John Deere : « Une vraie petite révolution... Les rouss étaient en feu, pas encore caoutchoutées. La transition du cheval au tracteur s'est faite facilement : les fermiers étaient très réceptifs au changement, beaucoup plus que vous ne pourriez le penser. En outre,

ils voulaient tous rivaliser avec leurs voisins... C'était intéressant et amusant pour moi. Par la suite, tout a toujours bien marché, les affaires ont même été excellentes. Il s'est arrêté brusquement et se lève. Quand il revient, il tient à la main une photo, celle de son fils, et il s'effondre. « J'ai tout perdu l'année dernière et j'ai mis trente-cinq personnes au chômage. Mais mon fils... Vous savez ce qui lui est arrivé ? Il n'avait que quarante ans et il était père de deux enfants. Pourquoi a-t-il fait cela ? Pourquoi ? Je n'arrête pas de me poser la question. On ne se supprime pas pour de l'argent. Ça n'en vaut pas la peine. J'aurais tellement voulu pouvoir le lui dire à temps, mais il m'a tout caché... »

Inespérante ironie de la situation, ou logique du désespoir... Pour épargner son père, cardiaque, qui avait dû subir un triple pontage, Owen Flowers a choisi de ne jamais rien lui confier des problèmes financiers qu'a connus la société à partir de 1981.

(Lire la suite page 10.)

(9) Imbécile.  
(10) Montant du déficit budgétaire pour l'année 1985 : 212 milliards de dollars.

### VU DE DROITE ET DE GAUCHE

#### Par MARIE-FRANCE TONNET

DEUX livres sur les problèmes structurels de l'économie américaine et sur la tentative reaganienne pour les résoudre : l'un est d'un responsable politique de droite (David Stockman, qui fut directeur du budget de janvier 1981 à août 1985) (1), l'autre d'économistes de gauche (dont Samuel Bowles) (2). Tous deux concluent à l'échec reaganien.

David Stockman en voit la raison essentielle dans la résistance des politiciens - notamment démocrates - à une critique socialement douloureuse mais économiquement nécessaire et persiste donc à croire que la doctrine de l'économie de l'offre (supply-side economics) était et demeure la seule solution propre à résoudre les difficultés fondamentales de l'économie américaine. Samuel Bowles et ses amis mettent au contraire en pièces la reaganisme et ses contradictions essentielles mais sont beaucoup moins convaincant dans l'alternative démocratique qu'ils proposent : « La fin du gaspillage des ressources productives » et une nouvelle donne permettant la « redistribution du pouvoir économique ». Au total, ces deux livres, souvent stimulants, laissent néanmoins le

lecteur sur sa faim et le rendent passablement inquiet sur l'avenir économique des Etats-Unis, tant la qualité du débat, la variété des propositions, la profondeur des analyses, la richesse des idées semblent absentes. Comment est-il possible de sortir du marasme actuel dans ces conditions ?

Samuel Bowles, David Gordon et Thomas Weiskopf sont des représentants éminents de l'école « radicale » américaine. Ni monétaristes, ni « supply-siders », ils accusent ceux-là de considérer que « l'économie fonctionne dans le cadre d'un jeu à somme nulle entre la consommation et l'investissement » : l'un ne peut augmenter que si l'autre diminue ; les gaspillages existent mais sont uniquement attribuables au gouvernement et aux syndicats. Les « radicaux » ne sont pas non plus marxistes ou keynésiens. A ceux-ci, dont ils se sentent d'ailleurs plus proches, ils reprochent de ne pas assez mettre l'accent sur « le gaspillage énorme du côté de l'offre, qui passe aussi bien par les formes de consommation irrationnelle et le gaspillage de ressources humaines provoqué par les discriminations raciales, sexuelles et autres, ou par la destruction de l'environnement que par un système de contrôle du processus de production lui-même générateur de conflits et dissipateur de ressources ».

## L'échec de l'économie reaganienne

C'est là que le bât blesse. On serait largement prêt à se laisser convaincre par nos auteurs si la démonstration suivait. Il n'en est rien. On aimerait que des données plus consistantes - et les affirmations n'en tiennent pas lieu, - en particulier sur les entreprises, viennent soutenir la théorie. On apprécierait aussi que les auteurs ne cèdent pas au péché mignon des quantitativeurs américains : procéder à des analyses statistiques raffinées (régression multiple) à partir de variables pour le moins fragiles. Ainsi attribuent-ils, par exemple, 63 % du déclin de la productivité (1966-1973) à la baisse d'intensité du travail en ayant reconnu que celle-ci, en l'état actuel des connaissances, n'était pas directement mesurable. N'est-ce pas ainsi autoriser la mise à l'écart de la question de la productivité, alors que l'insistance des auteurs est parfaitement justifiée ?

David Stockman pêche autrement. Sa démonstration est bien plus serrée que celle des radicaux. Mais elle est totalement politique et uniquement une entreprise d'autojustification : j'avais raison, les autres avaient tort ; mais il était politiquement impossible de mener l'expérience à son terme et je le regrette. L'autoprotéisme que dessine D. Stockman dès la deuxième page est à cet égard symptomatique : « J'ai donné dans le marxisme et la haine de l'Amérique... J'ai enfin vu

clair... J'ai redécouvert les vertus d'un capitalisme sans entraves, les dangers du communisme soviétique, l'espérance et les idéaux de la démocratie américaine... Les hommes politiques ruinaient le capitalisme américain. Ils transformaient l'Etat démocratique en une gigantesque surenchère de braderie sociale. Ils imposaient aux travailleurs et aux chefs d'entreprise une taxation coercitive et des réglementations démoralisantes et inutiles ».

M. STOCKMAN et ses amis tentent d'imposer au pays ce qu'il appelle une « révolution » : désétatiser par la baisse des impôts la diminution drastique des dépenses sociales (en autorisant néanmoins une augmentation des dépenses militaires) et la diminution des réglementations. Pour l'auteur, l'échec ultime de cette politique (la « reprise » qui a suivi une récession particulièrement cruelle a été acquise au prix d'un endettement public et privé catastrophique) ne lui est pas plus imputable qu'à la théorie qui sous-tendait son action. Les responsables en sont un président trop gentil, ses conseillers « incompetents » et des hommes politiques trop à l'écoute d'un électoral qui ne veut aucunement remettre en cause sa « dépendance » sociale. David Stockman, lui, croit encore à l'économie de l'offre. Il

regrette simplement qu'elle soit politiquement inapplicable. Mais, outre qu'il ne propose aucune solution de remplacement pour sortir l'économie américaine d'une faiblesse structurelle de plus en plus évidente, il oublie surtout qu'il a effectivement pu appliquer ses théories pendant quelques mois et que l'échec a été patent : récession, appauvrissement des plus démunis, chômage, désindustrialisation. Ce n'est que par un substitut de keynésianisme, militaire et antisocial, que les Etats-Unis ont pu sortir de la crise. N'en fut-il pas responsable non plus ?

Reste alors, dans ce plaidoyer pro domo, la description alerte et drôle des querelles au sommet. Sous la plume de M. Stockman, les adjoints de M. Reagan ne sortent pas indemnes de la philippique : ignorants, obédés par le pouvoir, drogués par la télévision, de courte vue et d'ambition longue. Un grand pays comme les Etats-Unis méritait-il une telle équipe à sa tête ?

(1) David Stockman, *The Triumph of Politics: Why the Reagan Revolution Failed*, Harper and Row, New-York, 1986, 422 pages, 21,95 dollars.  
(2) Samuel Bowles, David Gordon et Thomas Weiskopf, *Beyond the Waste Land: A Democratic Alternative to Economic Decline*, Anchor Press-Doubleday, Garden City, New-York, 1983, 378 pages. Traduit en français sous le titre *L'économie du gaspillage : la crise américaine et les politiques reaganiennes*, La Découverte, Paris, 1986, 378 pages, 160 F.

(Suite de la page 9.)

Problèmes pourtant classiques pour toutes les entreprises se rattachant à l'agriculture (10). « Le drama, reprend Bob Flowers, c'est que mon fils s'était porté caution auprès des banques des fermiers qui achetaient nos machines. Or, entre 1975 et 1985, seize de nos clients ont fait faillite. Leurs dettes à notre égard s'élevaient de 45 000 dollars la plus lourde à 10 000 dollars la plus légère. Owen, pour faire face à ces imprévus, a emprunté de son côté, à des taux de plus en plus élevés. La suite, vous la devinez... »

**La flambée des prix industriels**

BIEN sûr, il s'y ajoute des difficultés régionales, mais tout là-haut, à la frontière canadienne, du côté de ce qu'on a coutume d'appeler la prairie, les problèmes sont à peu près les mêmes. En revanche, le paysage et les habitants du Dakota du Nord diffèrent singulièrement de ceux de l'Iowa ou de l'Illinois. La propension à cacher ses faiblesses est par ailleurs encore plus forte...

Et, tout autour de Rolette, bourg de sept cents habitants, c'est le pays de l'infini, du nowhere. Le mot revient d'ailleurs souvent dans les conversations : on vient de nulle part et on se rend nulle part, au beau milieu d'immenses champs de blé, de tournesol, d'orge, d'avoine et de lin. A première vue, un paysage beige et gris plutôt monotone, presque désolé. Et puis, au moment où l'on n'y croyait plus, le charme s'installe : toutes ces marais, ces cygnes et cette vie qui s'y cache : des canards, des cygnes, des oiseaux sauvages surtout. Celles-ci, fuyant la neige du Canada, font escale par milliers, chaque nuit au début des grands froids, sur la route du Texas. Le matin, aux premiers rayons du soleil, elles s'envolent lourdement, dans une clameur assourdissante, ignorantes des fusils qui les guettent... Blonds aux yeux bleus, descendants pour la plupart de Suédois et de Norvégiens, les fermiers se transforment l'hiver en chasseurs et en trappeurs : démons, renards et ours bruns, de l'autre côté de la frontière, sont les counterparts de cinq mois rigoureux.

Kermitt Knudson cultive seul ses 2 200 acres - le double de la moyenne locale - sur lesquels il élève également du bétail. Ses deux revenus de quinze et quinze ans viennent souvent se rejoindre et l'aider après l'école. Il y a du travail mais tout va bien, affirme-t-il. D'années en années, Kermitt s'étend tranquillement tandis que ses voisins déclarent forfait les uns après les autres. « Je ne remercie jamais assez mon père, dit-il, pour n'avoir cessé de me répéter quand nous travaillions ensemble : « Surtout pas d'emprunt. La grande dépression peut revenir demain, ne l'oublie pas. »

La première dépression... Laura Knudson, la mère de Kermitt, emploie pour en parler les mêmes termes que tous ceux de sa génération. Toutes ces terres récupérées puis laissées à l'abandon par des spéculateurs qui attendaient le moment propice pour les revendre. Le mais qui ne valait plus rien, au point qu'on le brûlait pour se chauffer l'hiver. Les cochons qu'on vendait par dizaines pour le prix d'un seul. Et là-dessus, comme si le malheur des fermiers n'était pas assez grand, cette terrible sécheresse qui s'était abattue, plusieurs années consécutives, sur l'ensemble des Etats-Unis. « Le vent soulevait des nuages de poussière, raconte Laura. Les barrières de la ferme en étaient entièrement recouvertes, on y voyait à peine. Pour rentrer de l'école, on devait se mettre un mouchoir sur la bouche. La terre volait. On suffoquait. »

Sans avoir connu les dirty thirties, Kermitt a donc retenu et appliqué la leçon, y compris dans les années 70, durant lesquelles, il le reconnaît, il a parfois été difficile de résister à la compétition en terres et en machines à laquelle se livraient les autres fermiers. Est-ce parce que sa ferme tient bon aujourd'hui - même si elle est beaucoup moins rentable qu'il y a six ou sept ans - qu'il se montre, lui aussi, hostile aux aides gouvernementales ? Non, ce serait plutôt, comme toujours, à la fois par principe

et par orgueil : « Chacun doit se débrouiller tout seul, estime-t-il, c'est plus stimulant. »

Bob et Marilyn, une quarantaine d'années, parents de trois enfants, aimeraient bien pouvoir en dire autant, mais tous deux avouent sans plaisir qu'en aucun cas ils ne se passeraient, depuis quelques années, du chèque de l'administration fédérale. Leur terre est sans doute l'une des plus belles des environs, et la vieille grange de bois à la couleur rouge sombre, aux formes massives et arrondies, où ils gardent leur bétail pendant les interminables mois d'hiver mériterait d'être classée... Comment imaginer que ce qui fait la beauté de leur terrain constitue un véritable piège, pour eux comme d'ailleurs pour la majorité des fermiers de la région ? Les innombrables petits lacs qui jalonnent leurs 1 200 acres ? Non cultivables, évidemment, mais soumis à l'impôt comme toutes les terres. Et tous ces espaces, si vastes qu'on les évalue bien souvent en quarters (1/4) plutôt qu'en acres ? Des heures et des dépenses supplémentaires pour un profit qui n'est pas supérieur à celui d'une ferme de l'Iowa. Des coûts d'autant plus lourds en engrais, en pesticides, en fuel pour les machines utilisées sur des miles et des miles. Une usure d'autant plus rapide d'un équipement par ailleurs de plus en plus inabordable. En 1978, se souvient Bob, mon tracteur valait 14 000 dollars. Maintenant, si je voulais racheter le même, il me faudrait dépenser 60 000 dollars. Qui peut payer cela à l'heure actuelle ? Les coûts de transport, enfin, dus à l'éloignement du Dakota du Nord, passent lourdement dans les factures : pas moins de 30 cents par boisseau de blé (vendu cette année aux environs de 2,35 dollars) pour envoyer par train les récoltes jusqu'à Duluth ou Minneapolis, d'où elles seront ensuite réparties vers les principaux terminaux d'exportations, New-Orléans ou Portland par exemple.

D'année en année, Bob et Marilyn ont ainsi vu leurs revenus diminuer, au point que leur situation est maintenant catastrophique. Incapables de rembourser leurs emprunts, l'un et l'autre cherchent, sans grand succès, un travail à temps partiel en dehors de la ferme. Marilyn garde provisoirement à domicile deux jeunes enfants, tandis que Bob suit des cours pour passer, d'ici un mois, son permis de conduire de bus scolaire, avec l'espoir d'être utilisé à l'occasion comme chauffeur. Cela ne lui permettra sûrement pas de rembourser ses dettes, mais au moins de survivre...

**Surproduction, pas de débouchés**

« NON coupable » plaide, pour sa part, le seul homme des environs à porter un costume. Pas de traveste autour du cou, mais à la place une superbe turquoise sortie d'argent qui provient sans doute de la réserve indienne toute proche. Carl Myhre est le directeur de la Rolette State Bank. Aussi étonnant que cela puisse paraître, aucune banque n'a fait faillite dans le Dakota du Nord depuis le début des années difficiles. Carl Myhre et son adjoint Robert Eckhart en attribuent la raison au fait que, à la fin des années 70, le prix des terres n'avait pas atteint ici des sommets aussi vertigineux qu'ailleurs (le chute a donc été un peu moins dure). Les conditions pour obtenir un prêt ont en outre toujours été, selon eux, relativement strictes dans l'Etat. Dernier élément, enfin : le caractère prudent et plutôt conservateur des Nord-Dakotans, qui les a peut-être préservés, ainsi que leurs banques, d'endettements aussi lourds que dans l'Iowa. Reste que la situation des fermiers ne paraît, dans l'ensemble, guère florissante ici non plus.

« Aucun agriculteur ne va vraiment très bien, estime Carl Myhre, tous vivent modestement. 30 % ont des problèmes réels et 10 % du moins sont dans une situation extrêmement critique. Mais ce serait trop facile de nous accuser de ce qui arrive aujourd'hui... D'une part, nous avons nous-mêmes été les victimes de la politique gouvernementale ; d'autre part, nous n'avons pas encouragé les fermiers à s'endetter dans les années prospères.

C'était eux qui insistaient pour emprunter. Peut-être, en effet, aurions-nous dû les freiner, mais c'était difficile à faire quand tout allait bien. Sans compter que la compétition entre banques jouait beaucoup : nous savions que, si nous refusions un prêt à un fermier, il n'avait qu'à aller frapper à la banque voisine pour l'obtenir tout de suite. Avouez que c'était dur pour nous aussi de résister ! »

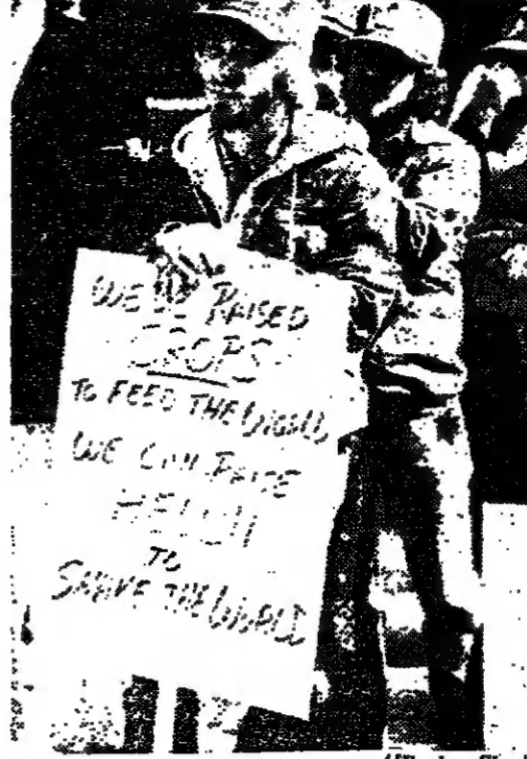
« Dans les années 70, se souvient de son côté Robert Eckhart, le cash flow était une chose dont personne ne tenait jamais compte. Les fermiers se précipitaient pour acquérir des terres, sans même calculer combien pouvait rapporter l'acre. Ils achetaient pour acheter. Plus question d'agir ainsi à présent : on épiluche les comptes, on fait les bilans, etc. Bref, on mène une analyse très poussée avant de décider si l'on accorde un prêt. »

La pire de la crise est-elle passée ? Carl Myhre hésite avant de répondre et, quand il le fait, il n'est pas très optimiste : « Honnêtement, j'ai peur que non. Les cours ne remontent pas et, à moins d'un événement tout à fait improbable en Argentine, en Australie ou chez n'importe lequel de nos concurrents, je ne vois pas comment on pourra régler la question des excédents. Il n'y a plus de débouchés. Regardez, même ici à Rolette, les deux entrepôts sont pleins à craquer en dépit des coûts de stockage : 250 000 boisseaux de blé d'un côté, 80 000 de l'autre. Ils ont été achetés par le gouvernement, qui n'a toujours pas trouvé à les placer. Ce n'est qu'un exemple, mais il est significatif. Et, depuis que les fermiers ont plus d'argent, tout le monde est touché en série. Dans le centre-ville, la pharmacie et l'unique boutique de vêtements viennent de renvoyer l'une et l'autre un employé, n'ayant plus les moyens de les payer. Harshvare, la grande quincaillerie, est à vendre. Le garage Chevrolet, quant à lui, a fermé ses portes après cinquante années d'activité, de même que la concession John Deere. »

L'avenir de Rolette ? Impossible de l'imaginer sans inquiétude quand on sait que soixante petites villes, dans le seul Dakota du Nord, sont, d'après les estimations actuelles, promises à la disparition... Le processus de désertification n'est pas nouveau, mais il s'accroît d'année en année. Wolford, soixante-dix habitants, à quinze miles au sud, ou, pie, Mylo, à dix miles à l'est de Rolette, dépassent l'imaginaire : deux villes fantômes. Ont-elles jamais mérité le nom de ville ? Du temps de leur splendeur (quelques centaines d'habitants), on les aurait qualifiées, en Europe, de villages. Peu importa, dans le fond. A Mylo, vingt habitants, tout est mort aujourd'hui : école, magasins, banque, église, station d'essence... Seule survivante : la poste. Le silence absolu qui règne partout est d'autant plus impressionnant que le harnais est resté presque intact. Les deux petites rues principales sont encore goudronnées, et les enseignes tiennent bon au-dessus de certaines boutiques et de la banque désertées.

Moins hallucinant, paradoxalement, est le spectacle de Nanson, un seul et unique habitant, un village qui n'a toujours pas disparu des cartes routières. Au bout de la rue centrale bordée de maisons de bois, complètement effritées sur elles-mêmes, comme agencueillies au milieu des broussailles, une seule demeure encore vaillante : celle de Henri Johnson, soixante-treize ans, autrefois postier et épicer de Nanson. Etrange tableau, plus surréaliste qu'autre chose... Cela fait des années maintenant que les derniers habitants sont partis et que le vieux bonhomme vit là tout seul, bien décidé à s'accrocher à ses murs. Depuis sa retraite de postier, il a repris la pompe à essence et transformé son magasin d'alimentation en bazar incroyable. Chaque jour, une dizaine de fermiers ou de membres de leurs familles - contre une vingtaine il y a quatre ans - se déplaçant de quinze miles à la ronde, avec l'assurance de trouver chez lui ce dont ils ont besoin : de la nourriture, mais aussi des chaussures, des jeans, des bigoudis ou encore des fusils et des munitions, des jouets et des boîtes de ferraille.

Qui, dans cinq ou dix ans, se souviendra encore de Nanson ou de Mylo, alors sûrement rayés des cartes ? Le blé n'a pas le pouvoir évocateur des pépites d'or, et ces villes fantômes du Midwest ont peu de chance de frapper les imaginations... Pre-



COLÈRE PAYSANNE  
« Nous avons semé le grain pour nourrir le monde. Nous pouvons semer la pagaille pour étrangler le monde. »

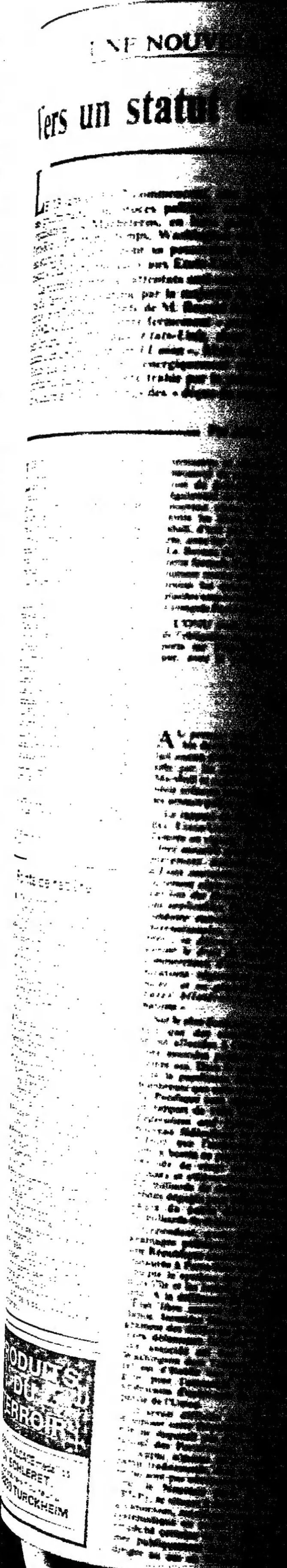
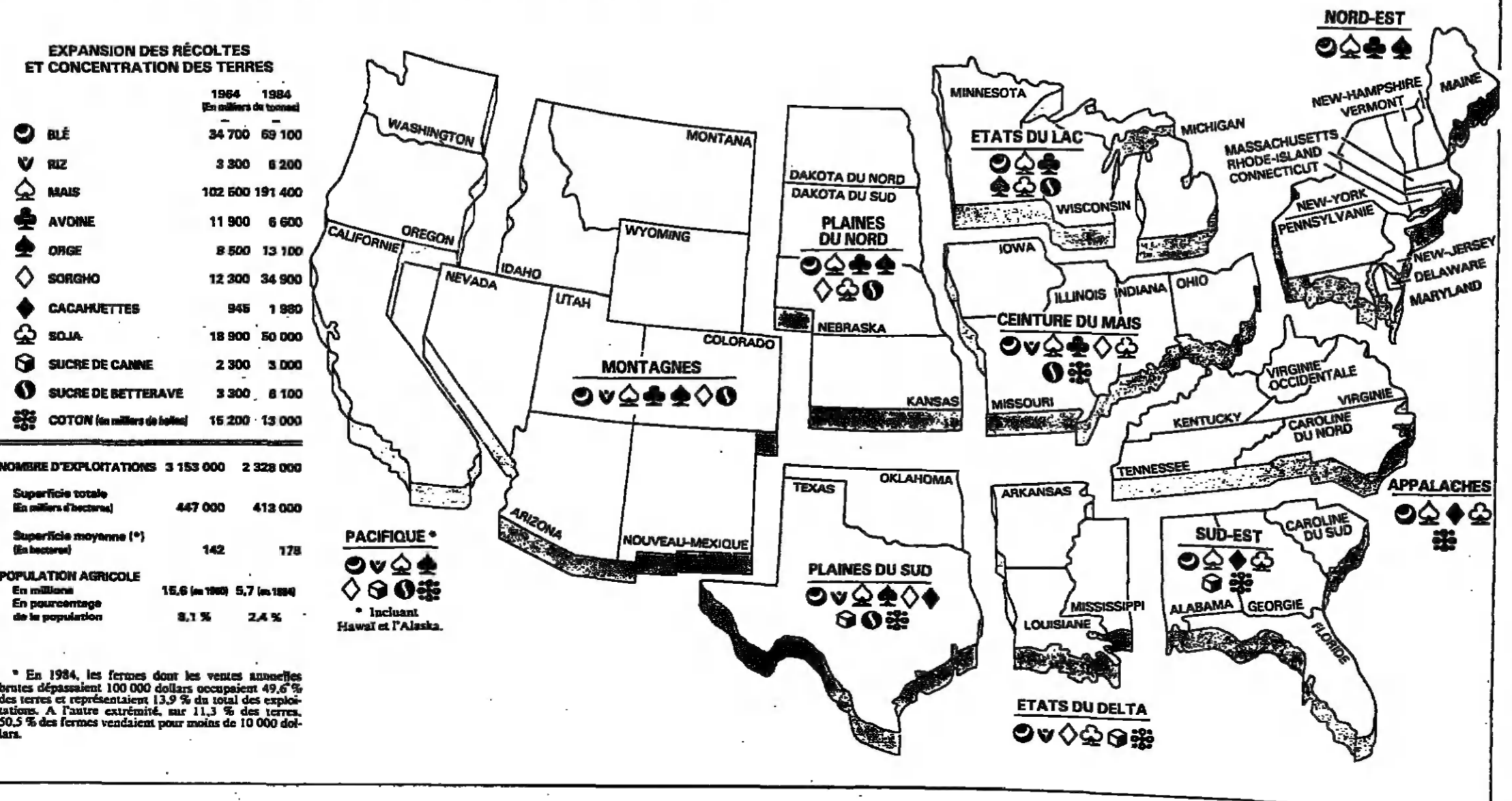
miers touchés dans ce jeu de dominos qui n'ont pas fini de s'écrouler (12), les fermiers assistent à leur propre mort presque en spectateurs, avec au fond d'eux-mêmes un terrible sentiment d'impuissance auquel s'ajoute l'espoir et la fatalité : « La crise passera peut-être, comme passent les saisons... »

A quel titre les exploitations agricoles méritent-elles d'être condamnées ou sauvées ? A quel titre les contribuables américains doivent-ils continuer ou non de financer un pareil gouffre (13) ? Les deux réponses possibles, la raison d'Etat et la raison tout court, ne sont pas aussi contradictoires qu'il y paraît à première vue... L'argument, trop souvent avancé par les groupes de pression, selon lequel l'Amérique d'aujourd'hui est l'héritière du système de fermes familiales le plus productif, le plus innovateur et le plus efficace du monde et qu'elle se doit de la transmettre aux générations futures est sans doute de peu de poids. A la dimension humaine et sociale cependant indiscutable que revêt la disparition progressive des exploitations agricoles s'ajoute un aspect économique encore plus préoccupant. Ce ne sont pas seulement des millions de personnes qui sont concernées par la crise de l'agriculture. C'est tout le secteur agro-alimentaire, soit 15 % de l'économie américaine, qui est menacé. A tout cela se superpose enfin une troisième dimension qu'on aurait tort de réduire à une simple vision jeffersonnienne du problème : la répartition des terres entre de nombreuses mains est le meilleur garant de la démocratie (14). C'est en cela, peut-être, qu'on ne peut assister sans inquiétude à la fin d'une certaine idée de l'Amérique...

FLORENCE BEAUGÉ.

(10) Les entreprises John Deere, notamment, ne tournent plus qu'à 55 % de leur capacité.  
(11) 1 quarter = 160 acres, soit 65 hectares.  
(12) Cf. Florence Jaquet « Le recul désordonné des Etats-Unis. Effet pervers d'une politique libérale », article du dossier « La guerre du blé », le Monde diplomatique, novembre 1986.  
(13) Coût du dernier Farm Bill (loi agricole pour les années 1986-1989) : 52 milliards de dollars.  
(14) Cf. Pierre Domergues : « La potion libérale et la fin du rêve de Jefferson », le Monde diplomatique, avril 1985.

**LES PRINCIPALES PRODUCTIONS SELON LES RÉGIONS**



UNE NOUVELLE INITIATIVE DE WASHINGTON DANS LES CARAIBES

Vers un statut de « République associée » pour Porto-Rico ?

LE 13 janvier 1987 commencent, aux Etats-Unis, les auditions préliminaires au procès politique contre les militants de l'organisation los Macheteros, en lutte pour l'indépendance de Porto-Rico. En même temps, Washington met au point un nouveau statut plus libéral pour sa possession des Caraïbes, jusqu'à présent « Etat libre associé » aux Etats-Unis.

La recrudescence des attentats anti-américains dans l'île et le refus de l'annexion exprimé par la majorité de la population semblent avoir infléchi la volonté de M. Ronald Reagan, qui, le 12 janvier 1982, se déclarait encore fermement « partisan d'un rattachement intégral de l'île aux Etats-Unis, dont elle deviendrait le cinquante et unième Etat de l'Union ». Mais ce nouveau projet de « République associée » est énergiquement refusé par la droite portoricaine, qui se considère trahie par le président américain et vient soudain gonfler les rangs des « déçus du reaganisme ».

Par JOSÉ-LUIS MENDEZ \*

LES Etats-Unis changeront-ils l'ancien statut d'Etat libre associé (ELA) de Porto-Rico en République associée en 1992, à l'occasion du cinquantième centenaire de la découverte de l'Amérique ? Les trois séries d'audiences publiques sur le cas de Porto-Rico tenues à Washington en avril, mai et juillet 1986 par la commission de l'Amérique de la Chambre des représentants, présidée par M. Morris K. Udall, pourraient le donner à penser.

La situation n'est cependant pas si simple. A ce jour, aucun parti politique de l'île ne s'est déclaré en faveur de la République associée. Seule l'organisation indépendantiste « pro ELA », formée par des membres du Parti populaire démocratique (PPD), a exprimé son soutien (1) à quelques associations professionnelles et culturelles, s'est prononcée en ce sens. Le PPD lui-même occupe une position ambiguë sur le projet de République associée proposé par le Bureau du contrôleur des Etats-Unis, chargé d'élaborer les rapports sur la politique de Washington à l'égard des territoires du Commonwealth américain.

Le Bureau du contrôleur reconnaît la gravité des dommages subis par ces

\* Professeur de sociologie à l'université de Porto-Rico.

territoires et alerte le Congrès sur la nécessité de mettre un terme à l'annexion du gouvernement. Il est chargé également de définir les modalités d'un nouveau statut d'association négocié entre les Etats-Unis et les îles Marshall, d'une part, et, de manière séparée, avec les « Etats » de la Micronésie. Le Bureau du contrôleur suggère que cette formule d'association soit adoptée comme norme générale et s'applique à toutes les autres îles insulaires placées sous le contrôle de Washington, y compris Porto-Rico.

L'ONU avait relevé les Etats-Unis de l'obligation de lui présenter des rapports sur Porto-Rico en conséquence que, avec la proclamation de l'Etat

libre en 1952, le peuple portoricain avait exercé son droit à l'autodétermination. Cependant, quelques années plus tard, les indépendantistes portoricains ont fait reconsidérer le cas de l'île par le conseil de décolonisation de l'ONU, et, depuis une décennie, ce comité adopte régulièrement chaque année des résolutions en faveur de l'autodétermination et de l'indépendance de Porto-Rico (2). Le mouvement des non-alignés et, récemment, l'Internationale socialiste, ont pris des positions identiques.

L'approbation du statut de 1952 n'avait nullement fait taire les revendications anticoloniales des Portoricains. Les partis indépendantistes continuaient, à l'intérieur de leur pays, à remettre en question la légitimité de l'ELA, tout comme ils le faisaient à l'ONU, sans parler des organisations indépendantistes comme les Forces armées de libération nationale (FALN) ou les Forces armées populaires (FAP) qui ont multiplié les attentats anti-américains. De leur côté, les partisans de l'annexion pure et simple aux Etats-Unis dénonçaient également le caractère colonialiste de l'ELA. En 1950, le PPD, qui, en 1950, avait impulsé la création de l'Etat libre associé, en est venu à prendre ses distances et, à de multiples occasions, il a demandé au Congrès des Etats-Unis d'autoriser le pouvoir pour le gouvernement local ou la suppression de l'ELA. En d'autres termes, tout le monde est d'accord à Porto-Rico pour reconnaître le caractère colonial de l'Etat libre associé, mais chaque camp politique propose une solution différente au problème. On peut alors se demander si le statut de République associée serait de nature à dégager un consensus.

indépendantiste, le Parti populaire portoricain (PPP) est identique à celle du PIP.

L'opposition du PNP à la République associée est la conséquence directe de ce qu'il s'agit là de son unique espoir électoral après les scandales et le discrédit qui ont marqué sa gestion des affaires. Le PNP a, en effet, gouverné Porto-Rico de 1976 à 1972 et de 1976 à 1984. Le dernier mandat du gouverneur Carlos Romero Barceló a été particulièrement mouvementé et il a vu se produire une série de détournements de fonds publics, de scandales politiques, d'affrontements avec les syndicats, les étudiants et les organisations professionnelles qui provoquèrent des divisions internes et le menèrent à la défaite électorale en 1984. Le scandale le plus important fut celui du Cerro Maravilla : l'assassinat par la police de deux jeunes indépendantistes. Cet assassinat donna lieu à une enquête télévisée menée par une commission du Sénat de Porto-Rico, présidée par le PPD, qui discrédita définitivement l'administration du PNP.

Pendant ses huit années de gouvernement (1976-1984), M. Romero Barceló défendit fermement l'annexion. En conséquence, en faveur de cette solution à Washington, au sein du Congrès et dans tous les instances de décision, il ne tenta d'impliquer les Portoricains dans la politique des Etats-Unis. A cette fin, il réussit à faire organiser des « primaires » dans l'île par les deux grands partis existants en vue de l'élection présidentielle mais il ne parvint pas à faire participer ses concitoyens à l'élection du président américain.

Cette démarche provoqua cependant un effet boomerang car elle amena le gouvernement annexionniste de M. Romero Barceló à entrer en conflit avec certains éléments du Congrès et du groupe démocrate des Etats-Unis. Les opposants qualifièrent le projet assimilationniste du PNP d'« annexionnisme » et attirèrent l'attention sur les coûts politiques qu'économiqués, l'accès de Porto-Rico au statut de cinquante et unième Etat américain.

Ces déboires du PNP ont conduit le parti actuellement au pouvoir, le PPD, à faire preuve d'une extrême prudence. C'est pourquoi, bien qu'il soit favorable à la République associée, le PPD ne se prononce pas formellement pour ce nouveau statut, et laisse ce soin à l'organisation indépendantiste « pro-ELA ».

La stratégie d'autonomie envisagée actuellement est de trouver une place pour Porto-Rico dans la communauté inter-

nationale, principalement en Amérique centrale et aux Caraïbes, mais également au Japon et en Europe, par le biais d'accords bilatéraux avec d'autres gouvernements. Cette attitude a été vivement critiquée par le PNP, qui lui reproche d'appliquer déjà dans les faits une politique de République associée et de s'attribuer des prérogatives qui ne lui appartiennent pas.

Les deux exemples les plus contestés par le PNP sont les accords bilatéraux signés par le gouvernement de Porto-Rico avec le Costa-Rica et le Japon, mais ceux-ci ne s'arrêtent pas là : l'action diplomatique autonome du gouverneur, M. Hernandez Colon, inclut la réception à San-Juan de présidents ou hauts responsables du Costa-Rica, de la République Dominicaine, de la Jamaïque, de l'Equateur, de l'Espagne, du Vatican, d'Antigua, et même que les visites du gouverneur dans pratiquement tous les pays de la Caraïbe, au Pérou, en Espagne et au Japon.

Malgré diverses déclarations faites par le gouvernement américain sur ce comportement, beaucoup d'observateurs se demandent si la politique de promotion d'entreprises jumelles dans les Caraïbes, à partir des années 1970, ne crée pas des problèmes internes, ne constitue pas une forme d'aval de Washington (4). C'est pourquoi beaucoup affirment que, bien que non encore approuvée formellement, la République associée a été commencée et mise en pratique par le gouvernement de Porto-Rico dans l'accord des Etats-Unis.

(1) Le Parti populaire démocratique (PPD) a été au pouvoir, sans interruption, de 1940 à 1968, puis de 1971 à 1976. Il est le mouvement majoritaire dans les deux élections depuis les élections de 1984. Le gouverneur actuel, M. Rafael Hernandez Colon, en fonctions depuis le 2 janvier 1985, appartient également au PPD.

(2) Les Etats-Unis ont quitté en 1971 le statut de décolonisation de l'ONU pour marquer leur refus de reconnaître la validité des revendications sur Porto-Rico. Voir M. Mendez, « Porto-Rico, nouveau statut difficile pour Washington », Le Monde diplomatique, novembre 1980.

(3) Des membres des Macheteros ont récemment été arrêtés, en septembre 1983, à Middletown (Connecticut), un bourg blanc de la société de Wall-Fargo et se sont emparés de plus de 7 millions de dollars (la seconde somme la plus importante jamais saisie aux Etats-Unis). En août 1985, les auteurs de cette attaque ont été arrêtés, et les auditions préliminaires à leur procès, qui aura lieu en mars prochain, commenceront le 13 janvier 1987.

(4) Cf. Financial Times, 8 Mars 1986.

Attrait de la nouvelle doctrine

AU premier abord, la réponse ne peut être « non », mais il ne faut pas douter que la solution négociée par les Etats-Unis avec les îles Marshall et avec les Etats de la Micronésie présente beaucoup d'attraits pour les territoires politiques de Porto-Rico.

Le rapport du Bureau du contrôleur des Etats-Unis précise que « dès l'entrée en vigueur du pacte, ces Etats libres associés auront des attributions complètement autonomes. Il s'agira d'Etats souverains qui auront majoritairement régis par leurs propres lois. Les lois des Etats-Unis ne leur seront pas applicables. Ils auront le droit de conduire leurs relations internationales, à deux exceptions près : la défense et la sécurité ; ils auront le droit de signer des traités commerciaux, d'être membres d'organisations régionales ou internationales ; en général d'agir sur des bases bilatérales avec d'autres nations ».

Sur le plan économique, le pacte prévoit que des sommes importantes seront allouées à l'aide des Républiques associées pendant une période de quinze ans. Dans le cas de Porto-Rico, étant la population beaucoup plus importante que celle des îles archipels du Pacifique sous contrôle américain, un rapport de 1984 intitulé « New Federalism and Puerto Rico » (« Le nouveau fédéralisme et Porto-Rico ») prévoit que l'investissement économique dont a besoin ce pays s'étalera sur une période de vingt ans (au lieu de quinze) et s'élevait, annuellement, à 2,2 milliards de dollars. Au total, les crédits dérogés pour Porto-Rico dans le cadre du pacte dépasseraient les 30 milliards de dollars.

Cependant, quels que soient les avantages politiques et économiques, une République associée ne saurait être instaurée à Porto-Rico sans prendre en compte le système des partis existant dans l'île et les raisons qu'ils représentent. A la suite de l'annexion, de l'Etat libre associé et de l'indépendance, formelles figurant dans le programme des différents partis et qui ont des défenseurs fervents, la République associée est une initiative de Washington dont l'objectif fondamental est de promouvoir une politique homogène pour les territoires insulaires américains d'outre-mer ne faisant pas partie de l'Union.

Il serait difficile aux Etats-Unis d'imposer cette République associée si elle ne disposait pas d'un appui substantiel des Portoricains. Aujourd'hui, cet appui n'existe qu'en marge des partis traditionnels, mais les directions ne lui sont pas nécessairement hostiles. Seul le Nouveau parti progressiste (PNP), se situant à droite de l'annexion, manifeste une opposition systématique au projet. Cela n'a pas empêché certains de ses chefs d'affirmer publiquement leur vocation à la diriger au cas où Washington retien-

drait finalement cette solution. Le Parti indépendantiste portoricain (PIP) considère pour sa part qu'il serait absurde de se soumettre à une République incomplète alors que le pays peut obtenir l'indépendance totale. Toutefois, la base du parti, bon nombre de ses cadres et militants, et même certains de ses principaux dirigeants manifestent une adhésion croissante à l'égard d'un changement de statut qui les rapprocherait, ne serait-ce que partiellement, de l'indépendance complète. La position de l'autre parti

Points de repère

● L'île de Porto-Rico, dans les Antilles, est une ancienne possession espagnole conquise militairement par les Etats-Unis en 1898 au cours de la guerre hispano-américaine. Ses habitants ont obtenu le statut d'Etat libre associé en 1952.

● Tous les quatre ans, les Portoricains élisent un gouverneur et 27 membres : Chambre des représentants (51 membres), mais ils ne participent pas aux élections américaines et ne peuvent pas pour l'élection du président des Etats-Unis. Le représentant de Porto-Rico au Congrès des Etats-Unis n'a pas le droit de vote.

● Principales productions agricoles : sucre, café, tabac, ananas.

● Principales industries : produits pharmaceutiques, pétrochimie, textiles, équipements électroniques, distilleries de rhum.

● Echanges commerciaux (en millions de dollars, en 1984) : importations : 8 506,7 (dont Etats-Unis : 5 208,9). Exportations : 2 111,2 (dont Etats-Unis : 7 117,4).

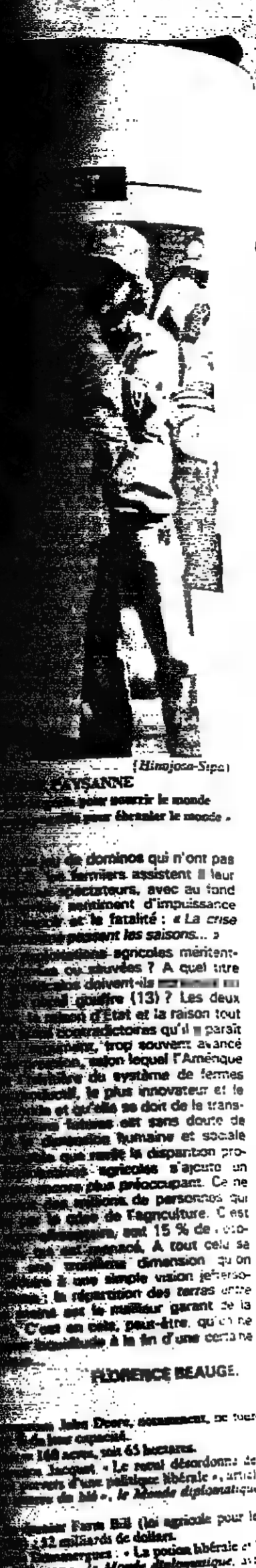
● La moitié des produits alimentaires sont importés.

● En 1984, l'aide fédérale américaine représentait 30,7 % du produit national brut portoricain. 82 % de la population a un niveau de vie inférieur à celui de pauvreté américain.

● 20,4 % de la population active est au chômage.

PRODUITS DU TERROIR
VINS FINS D'ALSACE médailles :
Ch. SCHERET,
68250 TUNCKHEIM

Le Monde
BILAN ÉCONOMIQUE ET SOCIAL 1986
RAPPORT SUR L'ÉTAT DE LA FRANCE ET DU MONDE
Le Monde
BILAN ÉCONOMIQUE ET SOCIAL 1986
CONTRE-CHOC
Le Monde
BILAN ÉCONOMIQUE ET SOCIAL 1986
AU SOMMAIRE
● La situation en France : La politique économique. Une timide croisade. Des pôles déséquilibrés. L'environnement économique. La reprise marquée. La persistance du chômage. Le pétrole : L'évolution de la production depuis 1973. Les prix du pétrole. Un marché spécial, largement illustré en couleurs. ● Les quarante-six pays à la loupe : Les correspondants du Monde décrivent l'activité économique de 1986. 188 pages. A paraître le 15 janvier 1987. CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX 40 F
... ou en vente 45 F par correspondance





TIQUE,

rôle

FAIBLES MOYENS ÉCONOMIQUES

plus constructif en Amérique latine ?

A Tokyo, en mai (Japon, États-Unis, Grande-Bretagne, ...)

de l'Uruguay. Interrogé sur les effets de la politique agricole commune (PAC), M. Enrique Iglesias, ministre uruguayen des affaires étrangères, nous déclarait...

seulement 150 (15 millions de dollars seulement, contre 582 millions pour la période en 1985), mais les rapatriements de capitaux par des sociétés étrangères ont été d'environ 150 milliards de dollars (17). Ce mouvement est lié aux incertitudes électorales, à l'ampleur des réformes annoncées, au « nationalisme » ambiant, à l'attitude fermement adoptée devant les exigences de la FMI sur la question de la dette ?

coopération avec les pays du pacte andin (18), la création en octobre 1984 de l'Institut pour les relations Europe-Amérique latine (IRELA), patronné par des personnalités du monde politique, scientifique ou culturel, comme Graham Green ou Carlos Fuentes, les visites comme celle du président François Mitterrand en octobre 1985 au Brésil, au Colombie ou au Venezuela, l'Europe ne semble avoir la stratégie la fois plus dynamique, s'appuyant sur ce singulier réseau de communication qui se développe entre partis politiques (« familles ») unissant respectivement sociaux-démocrates, démocrates-chrétiens, libéraux, communistes, forces syndicales, religieuses, universitaires.

d'Amérique centrale, librement élu au suffrage populaire, et sera élu à la présidence par le peuple. Il a aussi défendu la thèse d'une « neutralité active » de l'État (19) laissant entendre son désaccord avec la politique du président Reagan contre le Nicaragua sandiniste, qu'il a pourtant qualifié de « régime totalitaire » (22).

Cette opinion est partagée par les responsables américains de la politique étrangère française, qui prennent aujourd'hui des mesures pour « rééquilibrer » l'aide apportée ces dernières années aux États de la région. « Elle était massive sur Nicaragua et déséquilibrée sur Costa-Rica, Honduras, ou Salvador », dit Guzmán, « et nous avons décidé de réduire celle de Nicaragua » (23). L'aide alimentaire au Nicaragua a été effectivement consentie, va donc fonder encore l'avantage (24).

side est contre-productive, « stabilisatrice pour les démocraties latino-américaines, mais elle ne ramène pas le continent latino-américain à l'absence de prétentions hégémoniques, alors il est souhaitable que la CEE parte d'une seule voix pour affirmer ses positions de principe. Tel est bien le rôle le plus utile qu'elle puisse jouer, et ce rôle doit être joué dans la capitale du Guatemala » (25).

« Nous sommes satisfaits. Nous voulons une CEE forte. Nous refferons sur nous-mêmes, nous ferons des problèmes moins graves. Nous voulons rester ouverts, et c'est en la voie de l'égalité de traitement que nous voulons traiter avec des partenaires ». Ce message, où se mêlent l'émotion et l'optimisme, fut adressé aux Européens lors d'une colloque à Strasbourg, par M. Gabriel Valdes, ancien ministre des affaires étrangères du Chili. C'est un appel que l'Europe ne peut pas ignorer.

UN TROP MODESTE PARTENAIRE COMMERCIAL

Table with 2 columns: AMÉRIQUE LATINE (En millions de dollars) and COMMERCÉ EXTERIEUR. Rows include Importations, Exportations, Total, and ECHANGES AVEC LA CEE.

Table with 2 columns: COMMUNAUTÉ EUROPÉENNE (En millions d'ECU) and COMMERCÉ EXTERIEUR. Rows include Importations, Exportations, Total, and ECHANGES AVEC L'AMÉRIQUE LATINE.

N.B. - Les chiffres de 1982, date à laquelle l'Espagne et le Portugal n'étaient pas membres de la CEE. L'Amérique latine représentait alors 6,7 % des échanges de ces deux pays (1 ECU = 0,98 dollars en 1982).

ment de la dette soit à l'avenir subordonné au démantèlement du protectionnisme. Mais un tel accord dans les pays développés devrait tenir compte à l'avenir.

Les Européens, qui s'adressent à ces reproches, répondent que la baisse de leurs échanges avec l'Amérique latine tient à d'autres causes. D'abord, la chute des exportations latino-américaines, composées pour plus de 90 % de produits de base (café, pétrole et dérivés, cuivre, minerai de fer et concentrés). Or les exportations mondiales de matières premières progressent bien, et celles de produits manufacturés, lesquels forment le gros des exportations communautaires vers l'Amérique latine (voir tableau II). Ensuite, à une utilisation très imparfaite du Système de préférences généralisées (SGP). Enfin, le protectionnisme pratiqué par d'un seul et unique côté : certains pays latino-américains nouvellement industrialisés ont multiplié les mesures à l'importation - tarifaires ou non.

Autre sujet d'agacement : les investissements directs. Alors que les investisseurs européens, au cours même des années 80, paraissent de plus en plus engagés dans les projets ambitieux - le prêt de 600 millions de dollars que la Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA) a accordé à l'entreprise brésilienne Vale do Rio Doce pour la mise en valeur du complexe minier de Carajás n'est pas de précédent (15), - on assiste actuellement à une chute dramatique du taux d'investissement dans chaque des pays lourdement endettés (16).

Puis, en restant au Brésil, où les entreprises font pourtant de bonnes affaires, non seulement les capitaux étrangers ont cessé d'affluer au cours du premier

Ainsi l'Europe laisse-elle l'espace à d'autres, y compris les socialistes. En octobre 1986, pour la première fois dans l'histoire, un ministre des affaires étrangères soviétique, M. Chevardnadze, s'est rendu au Mexique, et beaucoup d'observateurs ont vu dans cette visite une préparation de la tournée officielle que compte faire M. Gorbatchev dans divers pays latino-américains. Perspective inquiétante pour Washington, déjà passablement indisposé par les initiatives politiques de la CEE dans la région centraméricaine.

La fin de la « doctrine de Monroe » ?

La capitale du Costa-Rica fut le théâtre, les 28 et 29 septembre 1984, d'une grande première : les ministres des affaires étrangères des dix pays de la CEE, de l'Espagne et du Portugal se réunirent avec leurs collègues du groupe de Contadora (19) et ceux du Costa-Rica, du Guatemala, du Honduras, du Nicaragua et du Salvador. L'appel de l'ancien président uruguayen, M. Luis Alberto Monge, avait été entendu. « L'origine de nos problèmes », avait-il dit dans un passage à l'ordre du jour, « est le résultat de la violation des accords de règlement des conflits dans notre région ».

Cette conférence de San-José ne marqua point un tournant sur le terrain de la coopération financière et technique, ce qui déçoit les Centraméricains, mais elle eut un fort impact politique, car, selon l'ancien ministre des affaires extérieures espagnol, M. Fernando Morán, elle servit « à corriger une situation démente (« insane ») en vertu de laquelle un seul pays d'Occident, les États-Unis, s'efforçait encore dans une zone d'influence traditionnelle réservée (20) ». Le secrétaire d'État américain, M. George Shultz, avait pourtant multiplié les pressions auprès des chancelleries latino-américaines pour faire échouer cette réunion, ou tout au moins pour que le Nicaragua sandiniste fut exclu de l'ordre économique. Peine perdue. Ce pays sortit vainqueur de l'événement, où il était apparu comme un membre à part entière de la communauté centraméricaine.

Un an plus tard, le 12 novembre 1985, les ministres se retrouvèrent, cette fois à Luxembourg. Deux résultats furent acquis : le premier est la mise au point d'un accord qui prévoit trois secteurs de coopération économique (21) ; le second, de loin le plus novateur, « institutionnalise » entre la CEE et les pays d'Amérique centrale un « dialogue politique » qui doit se renouer du 9 au 11 février prochain, et pour lequel quatre domaines d'action ont été sélectionnés : l'énergie, l'alphabétisation, la santé et les télécommunications.

L'acte de cette troisième conférence (appelée « San-José III ») sera le jeune président de la République guatémaltèque, M. Vinicio Cerezo, élu parti démocrate-chrétien, que des élections ont porté au pouvoir en janvier 1986, après que les généraux de la longue dictature lui eurent cédé la place, non sans de nombreux arrangements préalables. Au cours d'une tournée qui, du 16 septembre au 20 octobre 1986, l'a conduit en Espagne, en France, en Belgique, en Allemagne fédérale et en Italie, M. Cerezo a notamment expliqué son projet de mettre sur pied un « Parlement permanent

Est-ce le moyen de contribuer à ce que les dirigeants, de ce pays, saignent par une guerre d'agression, en l'application des principes inscrits dans leur Constitution : pluralisme politique, économie mixte, non-alignement ? Le même souci de « rééquilibrage » a-t-il été l'objectif de la France (et de la Grande-Bretagne) au Conseil de sécurité des Nations unies dans le « cas » concernant l'arrêt de la Cour internationale de justice de La Haye qui condamne la guerre de Nicaragua ? Cette solidarité entre Paris et Washington s'est fâcheusement manifestée peu de temps avant que ne soit mise l'utilisation au profit de la Contra d'une partie du produit des ventes secrètes d'armes à l'Iran...

L'Espagne, elle, a choisi d'appuyer la décision de la Cour de justice de La Haye, qui répond à la volonté de paix des Latino-Américains, si forte que les gouvernements centraméricains les opposés aux sandinistes ne sont refusés, du moins officiellement, à entraîner la Contra sur leur territoire respectif.

Si les Européens ne partagent pas la vision du président Reagan, aux yeux de qui la crise centraméricaine n'est qu'une manifestation du « mal » Est-Ouest passant par l'axe Moscou-La Havane-Managua ; s'ils n'approuvent pas l'intention de lui apporter une « solution » militaire analogue à celle qui fut appliquée à la Grenade ; s'ils estiment au contraire que cette croi-

(15) Les dirigeants de Vale do Rio Doce ont placé 70 % de la production du minerai de fer auprès de clients étrangers, dont 30 % aux seuls Japonais.

(16) Claude Cheysson, Rapport sur l'endettement, Parlement européen, 10 juin 1986.

(17) Mesures au Brésil contre la fraude aux capitaux, la Tribune de Genève, 3 novembre 1986.

(18) Créé en 1976, le pacte andin, dont le Chili est retiré en 1976, réunit la Bolivie, la Colombie, l'Équateur, le Pérou et le Venezuela. Les accords avec la CEE, qui ne sont toujours pas entrés en application, ressemblent à ceux conclus en 1980 avec les cinq pays de l'Asie du Sud-Est composant l'ASEAN (Philippines, Indonésie, Thaïlande, Malaisie, Singapour).

(19) Fondé en janvier 1983 par la Colombie, le Mexique, le Panama et le Venezuela, il recherche des solutions pacifiques et négociées aux conflits qui déchirent la région. Les 23 août 1985, le Costa-Rica, l'Argentine, le Brésil, le Pérou et l'Uruguay se sont constitués en « groupe de médiation » des démarches de Contadora.

(20) El País, Madrid, 1 novembre 1984.

(21) M. Durin, « Amérique centrale, région de tous les dangers », Le Figaro, décembre 1985. La CEE et l'Amérique centrale », le Courrier, 95, janvier-février 1986.

(22) Discours du 14 octobre 1986 devant la Fondation (démocratie-chrétienne), Conrad Adenauer en Allemagne fédérale. Voir l'Enfance, agence guatémaltèque de presse, 192, du 10 au 16 octobre 1986.

(23) Club de la presse, Europe 1, 12 octobre 1986.

(24) Isabelle Kalinina et Philippe Pécamps, La France et le Nicaragua, mémoire réalisé dans le cadre du séminaire sur l'aide de la France au développement du tiers-monde, université des sciences sociales de Grenoble, année universitaire 1984-1985.

Tableau II. - PRODUITS DE BASE CONTRE PRODUITS INDUSTRIELS

Table with 3 columns: Produits, Importations de la CEE en provenance de l'Amérique latine (%), Exportations de la CEE vers l'Amérique latine (%). Rows include Produits alimentaires, bois et tabac, Matières premières, Produits énergétiques, Huiles, graisses et cires, Produits chimiques, Machines et matériels de transport, articles manufacturés, Autres produits manufacturés ou non.

Source : Communauté européenne et l'Amérique latine, novembre 1985.

ORSTOM INSTITUT FRANÇAIS DE RECHERCHE SCIENTIFIQUE POUR LE DÉVELOPPEMENT EN COOPÉRATION. FRONTIÈRES : mythes et pratiques (Brésil, Nicaragua, Malaisie). Présentation par C. AUBERTIN et Ph. LENA. Liste de participants et sommaire des articles.

(1982). Au cours de la 1982, les importations en provenance de la Communauté européenne ont représenté que 16,7 %, soit 20 % dans les années 1980 (voir page 13). L'augmentation de M. Hurtado a provoqué une baisse des échanges commerciaux avec la CEE. Traditionnellement déficitaire commerciale de la région, l'Amérique latine présentait un déficit de 1,822 milliard de dollars (1 ECU = 0,83 dollars en 1982). En 1981, 1,222 milliard de dollars d'autant plus que l'Amérique latine a augmenté ses échanges avec la CEE. Si leur déficit a été de 1,4 milliard de dollars en 1980, il s'est nettement amélioré dans les années 80 (voir ci-dessous).

La politique de soutien aux produits agricoles est dénoncée comme une « manœuvre de protectionnisme » qui a entraîné une chute des échanges de 40 %. Un exemple : en 1980, la CEE était importatrice de viande bovine. Maintenant, elle est devenue grande exportatrice et a conquis certains des marchés traditionnels de l'Argentine et du Brésil.

Table with 4 columns: Année, Importations de l'Amérique latine (%), Exportations de l'Amérique latine (%). Rows for 1980, 1981, 1982, 1983.

Les pays : Argentine, Bolivie, Brésil, Chili, Colombie, Costa-Rica, Cuba, Équateur, Espagne, Guatemala, Honduras, Mexique, Nicaragua, Panama, Paraguay, Venezuela.

« La communauté européenne se porte au secours de Mexico », Le Monde, 21 novembre 1986. Le 22 et 23 juin 1984, les représentants des pays latino-américains (Argentine, Brésil, Chili, Colombie, Équateur, Guatemala, Honduras, Nicaragua, République dominicaine, Venezuela) se réunirent à Contadora (Colombie) pour mettre au point un accord de coopération économique et sociale. L'objectif est de réduire la dette et l'établissement d'un dialogue politique devant gouverner les relations entre la CEE et les pays latino-américains. Les limitations financières des pays latino-américains, obstacles à l'investissement par les pays industrialisés.

« Le Brésil », Le Monde, 31 novembre 1986. « Le Brésil », Le Monde, 31 novembre 1986.

« Le Brésil », Le Monde, 31 novembre 1986. « Le Brésil », Le Monde, 31 novembre 1986.

« Le Brésil », Le Monde, 31 novembre 1986. « Le Brésil », Le Monde, 31 novembre 1986.

« Le Brésil », Le Monde, 31 novembre 1986. « Le Brésil », Le Monde, 31 novembre 1986.

QUAND UN SOUCI D'EFFICACITÉ A COURT

Sacrifier l'humain au redressement financier :

LES « plans d'ajustement » proposés ou imposés aux pays endettés visent à rétablir les grands équilibres économiques. Ils supposent qu'un tel assainissement relancera la croissance, seul moyen de lutter contre la pauvreté. Mais ces plans ont un coût social et humain très élevé : réduction du pouvoir d'achat, donc aggravation de la malnutrition, réduction des soins de santé et des budgets d'éducation, etc. Or, ces sacrifices humains ont un coût économique très élevé, que ne prennent pas en considération les organismes financiers. L'article ci-dessous propose une approche beaucoup plus réaliste. Ce que les auteurs suggèrent, c'est qu'une telle politique suppose une harmonieuse coordination entre les organismes de l'ONU assumant des responsabilités économiques (Fonds monétaire international, Banque mondiale, etc.) et ceux qui agissent dans les domaines de la santé, de l'éducation, de l'enfance, etc.

Par RICHARD JOLLY et DENIS CALLAUX \*

La plupart des observateurs du tiers-monde dans les années 80 ont été frappés par la décadence d'une période maudite du développement. Une période où le cours de la croissance a été interrompu, où l'Amérique latine et l'Afrique ont été projetés dans une crise à l'autre, prisonniers d'une spirale du mal-développement dont personne ne discerne l'issue.

Or, sur cette crise, tout n'a pas été vraiment dit. Bien plus, il semble qu'un élément fondamental, vital au sens littéral du terme, ait été perdu de vue, enfoui sous l'aspect strictement financier de l'ajustement structurel : quel a été le coût humain de la crise, quel est celui des réajustements préconisés pour y remédier ? Qu'a-t-on fait de la malnutrition et du gonflement incontrôlé des bidonvilles d'Amérique latine ? Qu'a-t-on dit de l'augmentation de la mortalité infantile et maternelle en Afrique ? Que dit-on de ces dépenses rurales qui ont disparu depuis des mois, de ces médicaments épuisés, de ces cahiers, de manuels scolaires, de craies, de crayons, de livres par les maîtres - privés de salaires - avant de l'être par les élèves ?

Ainsi, au Ghana, le taux de malnutrition des enfants de six ans a doublé entre 1980 et 1983 (1) pour amorcer une légère régression qu'à partir de la mi-1984. Le Botswana, le Kenya, le Rwanda et le Burundi ont également connu un accroissement du taux de malnutrition. En Zambie, une étude comparative des enquêtes nationales effectuées au début des années 70 et 80 a montré une augmentation très nette du rachitisme et une diminution de la croissance de tous les enfants âgés de quatre à quinze ans (2), tandis que, au Zaïre, on note, depuis peu, un ralentissement du poids des enfants à la naissance. En Amérique latine, où les services alimentaires et sanitaires étaient pourtant supérieurs à ceux d'Afrique, on observe un phénomène. Les taux de mortalité infantile, qui étaient

rapidement en cours des dernières années, ont tendance à y chuter beaucoup moins vite aujourd'hui, voire à augmenter comme dans certaines régions du Costa-Rica. Seule l'Asie a réussi à se maintenir, grâce à une croissance parfois bien supérieure à celle du reste du monde, grâce à une politique de stabilisation structurelle plus flexible. Il est intéressant de noter, par ailleurs, que le monde développé n'a pas toujours été épargné lui non plus. A New-York, par exemple, le taux des enfants pesant en dessous de

seuil de pauvreté reconnu s'est accru de 15 à 20 % (3).

Or, curieusement, il règne un silence sur le fait, qui se relève nullement du secret, un silence de plomb, comme si l'ajustement structurel et son accompagnement étaient l'accompagnement obligé du sous-développement. Le remède serait simple : une discipline économique stricte fondée sur un contrôle étroit de la masse monétaire, du crédit et des dépenses publiques, allié à un ajustement des taux de change, restaurerait rapidement l'équilibre des finances extérieures et réduirait les poussées inflationnistes. Puis une politique résolue d'ajustement structurel reconnaissant l'importance de l'initiative privée et de la vérité des prix suffirait à remettre les finances publiques sur la voie d'un développement cohérent. Certes, le coût humain d'un tel programme est parfois reconnu, car il est évident qu'il devient de plus en plus difficile d'ignorer. Mais un tel coût serait le prix à payer pour des erreurs passées. Et précisément parce qu'il est douloureux, le programme d'ajustement se devrait d'être rapide et de procéder à un rythme accéléré. Quoi qu'il en soit, il n'y a pas d'autre solution.

C'est précisément ce postulat que nous mettons en question. Il n'y a pas de fatalité du « coût social » de l'ajustement. Des pays aussi différents que le Zimbabwe ou la Corée du Sud ont en partie montré comment des politiques d'ajustement plus souples peuvent réussir à limiter l'impact social de crises économiques à la fois extérieures et intérieures, tout en maintenant la croissance.

Une nouvelle manière de voir et de compter

Il serait essentiel de travailler au développement d'une « comptabilité nationale sociale » de même nature que la comptabilité nationale économique et financière qui va le jour après la seconde guerre mondiale. Si des indicateurs tels que la production industrielle, le PNB par habitant ou le taux d'épargne brut national des ménages sont désormais internationalement reconnus comme une mesure valide de l'état économique d'un pays, pourquoi la mortalité infantile, le taux de malnutrition ou les déficits pondéraux à la naissance ne sont-ils pas admis comme des mesures tout aussi valides, mais souvent également essentielles, de la situation de ce même pays ?

L'un des objectifs majeurs des politiques de stabilisation et d'ajustement économique consiste à réduire la consommation, de manière à réorienter une partie de la production nationale vers la production et l'investissement. Une telle politique rend à peu près inévitable sinon un blocage complet des salaires, du moins un très net ralentissement de leur progression. Mais c'est là que se situe le problème. Si le taux d'inflation est extrêmement élevé, le pouvoir d'achat s'en trouve frappé de plein fouet. Le revenu des ménages engagés dans le secteur monétarisé de l'économie se décline directement, soit augmente à un rythme moindre que celui de l'inflation.

Etant déjà en dessous ou à la limite du seuil de pauvreté, les ménages ont du mal à maintenir leur faible niveau de consommation en réduisant ou en éliminant leur taux d'épargne ; en vendant une partie des biens dont ils disposent ; en forçant leurs enfants à travailler à l'école et à travailler ; et finalement en s'endettant. Mais une telle série de mesures n'est même pas à la portée des plus pauvres ; elle se traduit par une réduction du pouvoir d'achat qui se répercute directement sur le niveau de consommation alimentaire.

Un autre facteur essentiel à prendre en compte est celui du prix des produits alimentaires de base. Au cours des dix dernières années, dans le tiers-monde, les prix alimentaires ont augmenté plus vite que les autres moyens de subsistance. Ceci est particulièrement vrai lorsqu'une politique d'ajustement économique impose aux producteurs d'augmenter le prix pour relancer la production agricole, et que les produits importés (tels que le riz, le blé, etc.) sont rendus beaucoup plus chers par les hautes dévaluations imposées par les politiques de stabilisation de la balance des paiements. Mais c'est l'élasticité de la demande qui rapporte un prix élevé à une matière de produits alimentaires pour les plus pauvres, un accroissement des prix induit une réduction plus que proportionnelle de leur consommation (4). Ce qui implique

alors l'impact cumulé d'une baisse du revenu et d'une hausse des prix des produits alimentaires de base. Ce qui explique que les plus pauvres « se rabattent » alors sur des aliments moins riches en calories, adieu les protéines, vitamines et minéraux, dont les enfants et les femmes ne peuvent se passer... De toute façon, les plus pauvres ont déjà épuisé toutes les possibilités de substitution. Il ne leur reste plus qu'à amputer davantage encore leur ration alimentaire, et à grossir les rangs des 730 millions de personnes victimes de malnutrition qu'a recensées la Banque mondiale de par le monde.

On nous dit, d'autre part, que la baisse des prix alimentaires, et par conséquent la malnutrition, serait surtout un phénomène urbain en Afrique, qui épargnerait le monde rural. Celui-ci, même, bénéficierait de l'augmentation des prix aux producteurs. En fait, s'il est vital de redresser le revenu des agriculteurs pour relancer la production alimentaire, ce que l'on « redresse » n'est pas vraiment que les prix des cultures de rente. Les petits agriculteurs, eux, c'est-à-dire les plus pauvres, sont généralement engagés dans des cultures vivrières, dont ils ne sont pas d'ailleurs pas l'intégralité, car il leur faut bien en vendre ou en échanger une partie pour couvrir leur dépenses non alimentaires, si faibles soient-elles, voire, dans certains cas, pour acheter des médicaments qu'ils ne produisent pas eux-mêmes.

Si les prix du manioc, de l'igname ou de la patate n'ont pas été relevés, que l'on ne peut pas le faire, du riz et des produits non alimentaires de consommation courante, on imagine aisément l'effet produit sur le revenu de ces petits producteurs. La part du budget familial allouée aux dépenses de santé, d'éducation, d'amélioration de l'habitat, déjà plus faibles, chutera davantage. Or on n'assure pas la croissance d'un enfant en le nourrissant exclusivement de manioc, produit riche

en calories mais à valeur protéique nulle.

Mais les politiques de stabilisation et d'ajustement frappent aussi les dépenses de santé et se portent - pourquoi ? - d'abord, le plus souvent, sur les budgets de santé et d'éducation. Ainsi a-t-on vu un déclin des dépenses publiques par habitant dans les pays en développement entre 1979 et 1983. Les dépenses de santé, au cours de ces quatre années, ont littéralement chuté de 60 % des pays d'Amérique latine et dans presque la moitié des pays d'Afrique. Le phénomène a été moins marqué en Asie, où environ 30 % des pays enregistrent un recul. Le domaine de l'éducation a été frappé dans une moindre mesure, mais enregistré pour une baisse de 59 % des pays d'Amérique latine, de 33 % d'Afrique et 17 % de ceux d'Asie. En outre, selon les données préliminaires qui nous sont parvenues, on constate une aggravation des dépenses pour 1984 et 1985.

La chute des dépenses publiques atteint précisément des secteurs déjà exsangues de ces économies. Dans un grand nombre de pays africains, les dépenses en capital des ministères de la santé ont été purement et simplement supprimées, soit réduites à leur plus simple expression. Les dépenses de fonctionnement se limitent au paiement des salaires des personnels. Il ne reste plus rien, ou presque, pour l'entretien des bâtiments et des véhicules, ou pour fournir une maintenance substantielle aux installations qui doivent partir en retraite sur le terrain. Quoi de plus désastreux pour le personnel local, isolé dans la brousse ou la forêt, privé de tout moyen de fonctionnement ? Un exemple : ces hôpitaux primaires dans lesquels il pleut là-dessus de réparation de la toiture, et où les ébènes des classes enseignantes et terminales doivent gonfler de leurs cahiers la leçon de la veille, faute de papier. Tous ces structures vitales ne fonctionnent pas à plein, abandonnées par ceux-là mêmes qu'elles étaient censées servir. Si les dépenses d'éducation chutent, c'est à la fois parce que la crise impose le travail des enfants mais aussi parce que l'école ne peut plus remplir son rôle. Les instituteurs, découragés, s'en vont. Ainsi le Ghana, par exemple, a perdu 100 maîtres qualifiés entre 1977 et 1981. Dans ce même pays et pour les mêmes raisons, le taux de fréquentation des dispensaires ruraux et des hôpitaux de district n'atteignait plus en 1984 que 58 % de son niveau de 1971 (5).

MENU Du foie gras pour le tiers-monde

Le Rotary International et le Figaro Magazine lancent une campagne, sous le haut patronage de Mme Michèle Barzach, ministre déléguée de la Santé et de la Famille. L'objectif est de faire passer de 10 à 15 millions de personnes dans le monde le vaccin contre la méningite. Pour cela, il faut 571 doses de vaccin. Pour 100 F, on peut acquérir six bouteilles d'années de stock de vaccin et offrir ainsi 714 doses de vaccin. Les esprits les plus déboussolés pourront également, en achetant pour 100 F un oignon en or jaune (poids : 16,1 g), favoriser la vaccination de 14 enfants.

(1) UNICEF, Analyse de la situation de la santé et de l'alimentation au Ghana, Accra, Décembre, 1984.

(2) UNICEF, Le porteur de main : un avenir pour les enfants d'Afrique, 1985 ; UNICEF, L'impact de la révolution sur les enfants, 1984 ; Rapport sur le développement des enfants dans le monde, UNICEF University Press.

(3) Arden Miller, « Infant Mortality in the US », Scientific American, 1985, in Congressional Budget Office, Reducing Poverty among Children, mai 1985. Cette étude démontre que 22 % des enfants américains étaient en dessous du seuil de pauvreté en 1981. Le pourcentage était de 14 % en 1979.

(4) Bebban et Deolalikar, New-York, 1986.

(5) UNICEF Ghana, 1985, Adjustment Policies and Programmes to Improve the Vulnerable Groups.

Le Fonds monétaire sous le feu de la critique

Par PHILIPPE NOREL

DANS un ouvrage sans doute appelé à faire nous invite à un examen très méthodique des interventions du Fonds monétaire international (FMI). De la description des mécanismes de financement propres à cette institution à la critique des mesures qu'elle préconise, en passant par l'histoire de la « conditionnalité » et les présupposés du « modèle » politique économique du Fonds, ce parcours est particulièrement intéressant et systématique.

L'histoire de la conditionnalité rappelle comment, peu à peu, le Fonds a franchi les limites de ses prérogatives, pourant définies au moment de l'accord de Bretton-Woods en 1944. Paradoxalement, c'est en s'appuyant sur les critiques faites à son action - notamment quant au caractère inflexible des contraintes imposées à la Grande-Bretagne, d'une part, aux pays en voie de développement, d'autre part - que le FMI s'est forgé les moyens d'une intervention plus insaisissable dans les pays du tiers-monde.

Mais c'est surtout la description du modèle de politique économique que le FMI a imposé qui attire l'attention. L'auteur montre les origines monétaristes des conceptions du Fonds visant, à un déficit extérieur, le privilège du réajustement interne (quantité limitée de monnaie,

équilibre du budget de l'Etat) ; si la demande intérieure est ainsi contenue, les firmes locales seront encouragées à vendre sur un marché extérieur davantage porteur, tandis que l'appel aux importations sera diminué. Qui plus est, le Fonds a encouragé ce modèle à la suite des critiques du courant « structuraliste », selon lesquelles le réajustement interne était incapable à lui seul de restaurer la balance extérieure ; il convenait alors, plutôt que de diminuer la demande (car cela entraîne une régression économique et sociale), d'augmenter l'offre de produits en agissant sur les conditions mêmes qui déterminent l'effort productif (planification, encouragements de l'Etat, modernisation volontariste...). Saïssissant ces discours au bond, tout en le passant à rebours, les théoriciens du Fonds ont pu à peu près codifier dans la pratique leur idée qu'un soutien réel à l'offre de produits passe nécessairement par une libéralisation des activités (libé des monopoles et des interventions de l'Etat, privatisation des entreprises publiques, abrogation de toute protection...). Et cela bien que seuls les pays qui se sont peu ou prou protégés des importations aient réussi à stabiliser ou à inverser leurs déficits extérieurs.

L'auteur montre les liens économiques et sociaux des programmes d'ajustement (inflation

accrue dans les premières années, chômage et baisse du niveau de vie des milieux populaires) ; l'inflation provoque en effet un transfert de revenus vers les couches les plus favorisées du pays, ce qui est censé favoriser l'épargne et l'investissement... Sur le plan externe, elle critique vivement l'adhésion du Fonds au principe d'une spécialisation en fonction des avantages comparatifs dans la mesure où la dévaluation, censée favoriser l'exportation, crée artificiellement des avantages comparatifs (dans l'agriculture et l'industrie légère) au détriment d'investissements plus utiles dans des branches à forte productivité.

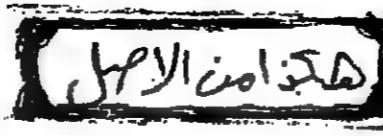
SUR le même sujet, un autre ouvrage rédigé par quatre universitaires allemands pourra paraître moins inattendu et parfois plus confus (2). Le lecteur intéressé (et avertis) aurait cependant tort de le négliger, ne serait-ce que pour les six études de cas qu'il présente. Il y trouvera également une intéressante mise en perspective de l'endettement des différents pays selon un classement établi non pas en fonction de la dette totale rapportée au produit national brut (PNB), mais d'après cette dette totale rapportée au revenu national, une fois déduites les sommes destinées à la satisfaction des besoins élémentaires de survie. C'est ainsi le revenu excédentaire en regard des besoins de base qui constitue l'indice d'une véritable capacité à rembourser. A ce jeu-là, le Bangladesh et la Corée du Sud, dont la dette représente environ un tiers du PNB, doivent respectivement 34 % et 111 % de leur revenu « excédentaire ». Le lecteur découvrira aussi une analyse synthétique des enjeux internes de l'endettement des années 80 : industrialisation très consommatrice de capitaux, stagnation de l'agriculture, difficulté de

diversifier les exportations, réformes sociales induisant un financement extérieur, corruption et gigantisme technologique, militarisation.

Mais, outre un bon passage sur les prévisions d'ajustement structurel mis en place en 1980 par la Banque mondiale, ce sont les propositions pour sortir de l'endettement qui font l'intérêt de l'ouvrage. Reprenant la thèse d'un remboursement de la dette en monnaie locale (et d'une utilisation de ces fonds au titre de l'aide au développement), les auteurs insistent sur trois éléments. En premier lieu, les mesures d'ajustement ne devraient pas être supportées par les seuls pays débiteurs, mais aussi par les créanciers - n'est-ce pas, du reste, l'idée de M. Reagan quand les Etats-Unis sont en déficit à l'égard du Japon et de Taiwan ? D'autre part, une profonde réforme des modalités d'intervention du FMI est nécessaire : extension des facilités de financement compensatoire, augmentation des fonds prêtés, assouplissement des conditions de remboursement et des critères de performance, démocratisation des instances de décision. Enfin, il convient de mettre en place des éléments de conditionnalité qui favorisent un développement essentiel, répondant à la satisfaction des besoins essentiels et fondés sur la consommation de masse. Même si cet élément du programme laisse largement le lecteur sur sa faim - notamment par l'absence de critique de la notion très omniscente de besoin essentiel, - l'ouvrage a le grand mérite de poser un problème incontournable.

(1) Marie-France L'Héritier, Le Fonds monétaire international et les pays en voie de développement, PUF/IEDES, Paris, 1986, 311 pages, 155 F.

(2) Peter Körner, Gero Meise, Thomas Stebbel, Rainer Totzloff, The IMF and the Debt Crisis: Guide to the 186 pages.



...ME DE VIENT COM... pseudo-réa

...reception de l'a...

...Contestation d'un « modèle »

...186 pages.

TE A COURT

ancier :

... mais à valeur protectrice... politiques de stabilisation et... Etats et se portent... d'abord, le plus souvent... budgets de santé et d'éducation... assisté au déclin des... publiques par habitant dans... sociaux entre 1979 et 1983... de santé, au cours de ces... ont littéralement chuté... des pays d'Amérique latine... presque la moitié des pays... Le phénomène a été moins... en Asie, où environ 30 % des... ont enregistré un recul. Le domaine... a été frappé dans une... mais enregistre pour... baisse dans 59 % des pays... 33 % de ceux d'Asie. En... les données préliminaires... on constate une aggra-... ces dépenses par 1984 et...

... cette chute des dépenses publi-... précisément des secteurs... ces économies. Dans... de pays africains, les... au capital des ministères de la... soit purement et simple-... soit réduites à leur... Les dépenses... se limitent à paie-... de salaires des personnels. Il ne... plus, ou presque, pour l'entre-... et des véhicules, ou... indémnité de subsis-... fonctionnaires qui doivent... terrain. Quo de... pour le personnel... dans la brousse ou la forêt... moyen de fonction-... Un exemple : ces écoles pri-... le peu fait de... et où les élèves... terminales de... de leurs cahiers la don-... de papier. Toutes les... ne tardent pas à être... par ceux-là mêmes... servir. Si les... scolaire déclin-... la fois parce que la crise... enfants mais... plus rempli-... Les instituteurs, découragés... 4 000 autres qu'en 1971 et 1981. Dans ce même pays... de la... de dispensaires ruraux... district atteignit... de son niveau de 1979 (5).

- (1) UNICEF, *Analyse de la situation à...*
- (2) UNICEF, *A portée de main...*
- (3) *Arvids Miller, "Infant Mortality in the..."*
- (4) *Behrman et Deolalhar, New York...*
- (5) UNICEF, *Adjustment...*

... modèle... importations, réformes sociale... extérieur, corruption... passage sur les prêts d'aj-... place en 1980 par... sont les propositions de... qui font l'intérêt de... en matière de remboursement... locale (et d'une utilisation... sur trois éléments. En pr-... d'ajustement se devaient... par les seuls pays débiteurs... financiers - n'est-ce pas à... quand les Etats-L'... du Japon et de Taiwan... réforme des modèles... nécessaire : exten-... compensatoire, au... associées, assouplissement de... et des critères d'... des instances d'... de mettre en place d... favorisant un dé-... à la satisfaction de... sur la consommation... programme... notamment p... le grand mérité...

TERME DEVIENT CONTRE-PRODUCTIF

un pseudo-réalisme qui coûte fort cher

Pourtant, il n'existe aucune fatalité du « coût social » de l'ajustement, de la stabilisation et de la récession. La prise en compte de l'impact des politiques d'ajustement peut être placée, précisément, au même niveau politique. Le maintien d'un niveau nutritionnel minimal pour les groupes vulnérables, la garantie de l'accès aux services de base seraient-ils des objectifs moins réalisables d'une politique de redressement que le réajustement de la balance des paiements, la réduction du déficit budgétaire ou le contrôle de l'inflation ? Une telle approche « élargie » du processus d'ajustement ne répond à l'évidence pas seulement à une logique économique, mais aussi à des impératifs économiques.

Fort heureusement, au cours des derniers mois, le concept de l'ajustement à visage humain a fait du chemin et la communauté internationale a plus que jamais accepté. La plupart des organisations internationales concernées s'en font l'écho. Pour ne citer que quelques exemples, le directeur général des Nations unies faisait en septembre 1986 la déclaration suivante : « Les réformes qui impliquent les ajustements économiques de ces dernières années supposent une attention de plus en plus politique, au niveau national qu'au niveau international... De nombreuses agences des Nations unies ont attiré l'attention sur l'impact économique que les réductions budgétaires radicales ont sur les services sociaux et les niveaux de vie des pays en voie de développement, et les réductions qui compromettent la santé et l'éducation dans les générations futures ».

M. de Larosière, directeur général du Fonds monétaire international, dans une annonce d'un esprit nouveau prononcée devant le Conseil économique et social de l'ONU au mois de juillet 1986, déclarait sans ambages : « Il est clair qu'un ajustement qui prend la forme d'une réduction des exportations, de l'épargne et de l'investissement, et d'une amélioration de l'efficacité économique contribuera davantage à la croissance qu'un ajustement qui repose sur une réduction des investissements et des importations. De même, un ajustement qui tient compte des besoins essentiels des groupes sociaux les plus vulnérables en matière de santé, d'alimentation et d'éducation préservera mieux le bien-être des populations qu'un ajustement qui s'opère au mépris de ces éléments. Cela ne veut pas dire que les politiques doivent nécessairement se soucier de la manière dont elles s'y prendront ».



A BOGOTA, COMME DANS TROP DE VILLES DU TIERS-MONDE

Renoncer à protéger les enfants à un stade critique de leur développement physique, intellectuel et émotionnel, c'est hypothéquer l'avenir. C'est créer d'innombrables problèmes. Comment ne pas voir que la démarche, au point, devrait donc être quelque peu sophistiquée ? Certes, les besoins économiques au sens strict imposent, en période de redressement, de restreindre la demande globale de consommation. Mais tout est affaire de proportion et de degré. Il y a un seuil en-dessous duquel toute réduction de la consommation des ménages plus pauvres devient complètement contre-productive économiquement. Il y a un même seuil au-delà duquel toute réduction des dépenses publiques en matière sociale devient un véritable non-sens économique et financier. La polio-épidémie a paralysé à vie dans le monde 2,5 millions d'enfants au cours des dix prochaines années. Ce seront surtout d'adultes handicapés qui non seulement ne pourront contribuer à la productivité des lieux pays, mais peseront sur ces économies d'un poids que l'on aurait pu éviter.

Ainsi la vaccination des enfants, pour ne citer que cet exemple,

apparaît-elle comme une contribution vitale au développement économique non pas une fin en soi. C'est également un investissement très rentable qui soient sur le plan financier. Aux Etats-Unis, il a été établi que le coût total de la vaccination contre les trois principales maladies infectieuses s'élève à 40 millions de dollars par an. Sans un tel programme, le coût du traitement hospitalier de ces 1 400 millions de dollars par an. D'après le docteur William Foegen, ancien directeur du Center for Disease

Control d'Atlanta, la rentabilité des campagnes de vaccination est encore plus élevée dans les pays en voie de développement où morbidité et mortalité sont encore bien plus fortes. Est-ce à dire qu'une approche plus humaine des politiques de redressement est nécessairement un exercice coûteux ? Certes non, car il est possible de faire infiniment plus avec le peu de ressources actuellement disponibles, en orientant les dépenses publiques et les interventions simples, peu coûteuses, sur les communautés villageoises.

Miser sur les petits producteurs

Il faut d'abord restructurer le secteur productif : l'agriculture, les services, l'industrie, et cela de manière systématiquement l'accent sur les petits producteurs : ceux qui opèrent dans le secteur dit « informel » de l'économie. C'est là que vivent les plus pauvres et les plus vulnérables, c'est là aussi qu'une amélioration peut intervenir, infiniment plus vite qu'on ne le croit et sans mobilisation de financements considérables. Il faut garantir aux secteurs économiques opérant dans ces secteurs un accès au crédit et au marché intérieur. L'effet direct de la croissance induit par une telle politique surprendrait beaucoup d'entre nous.

Prenons l'exemple des politiques agricoles : les services de recherche et d'extension trop souvent orientés exclusivement vers les cultures de rente ou les denrées cultivées dans de vastes exploitations. Rien, ou bien peu, n'est fait à l'heure actuelle pour les petits exploitants cultivant des surfaces réduites. Ceux-là plus que d'autres ont besoin de conseils et de soutien en services d'extension agricole. Ne pas leur en priver, après tout, qui produisent la plus grande partie de ce qui est consommé ? Ne faut-il pas accorder plus d'attention aux besoins des femmes, pour dynamiser leur rôle économique ? Une organisation comme l'UNICEF se plaît à évoquer « la paysanne africaine et son mari » reconnaissant par là qu'en Afrique la contribution des femmes à la production alimentaire est de l'ordre de 60 %. Isolés, les petits exploitants ne peuvent dans tous les sens du terme. Les grands routiers n'ont pas de congés pour aller aider à distribuer leurs produits de l'extérieur les quelques produits de base dont ils ont besoin. L'absence de pistes, d'un réseau, même élémentaire, de communication pèse lourdement sur leur budget. Il est évident qu'en Afrique le prix du produit peut être parfois réduit de 25 % lorsque l'exploitation agricole se trouve éloignée d'un axe routier. Il est grand temps de réconcilier politique agricole et politique des transports. Tout comme il faudrait réconcilier la politique industrielle et celle des services dans l'existence de ces « petits métiers » dans les zones urbaines et péri-urbaines. Ces derniers ne sont pas toujours « secteur tertiaire parasitaire ». La politique plus sélective s'impose de façon à pouvoir mobiliser tout le potentiel réellement productif. Mais plus importantes encore sont la réforme et la restructuration des sec-

teurs sociaux eux-mêmes. C'est là surtout que le peu de ressources disponibles est absolument insuffisant à plein. Les politiques de santé publique constituent sans doute l'exemple le plus frappant. Il y a presque dix ans maintenant, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et l'UNICEF organisaient à Alma-Ata, en Union soviétique, la première conférence sur les soins de santé primaires. Il s'agissait d'encourager les Etats à s'orienter en priorité vers un certain nombre d'interventions de santé publique, simples techniquement, peu onéreuses, que les communautés villageoises pouvaient soutenir par elles-mêmes sans difficultés majeures, et qui devaient avoir un impact considérable sur le niveau sanitaire des populations. Il s'agissait de renforcer les services de santé maternelle et infantile, l'approvisionnement en eau et l'assainissement, l'alimentation et la nutrition. Quelques années plus tard, l'UNICEF en collaboration avec l'OMS précisait le concept en mettant en œuvre certaines interventions spécifiques telles que la vaccination, la réhydratation par voie orale dans les cas de maladies diarrhéiques, la généralisation de l'utilisation de courbes de croissance pour suivre le développement physique de l'enfant et pouvoir de fait intervenir à temps en cas de malnutrition... Toutes ces interventions valides médicalement, simples techniquement, et peuvent être généralisées à l'ensemble des communautés de base de tous les pays du tiers-monde. Elles sont très peu coûteuses. Mais elles ne sont pas gratuites. Leur mise en place demande avant tout une redistribution des ressources existantes. Il faut faire moins pour la médecine coûteuse sur les hôpitaux et plus pour une médecine réellement préventive, organisée dans les villages.

A cet égard, la découverte de M. Mahbub Ul Haq, ministre pakistanais du plan, alors qu'il était à la tête du portefeuille des finances, est édifiante, lorsqu'il avoue : « Je me suis rendu compte, à ma grande surprise, qu'il n'est pas possible de financer une campagne accélérée d'immunisation de tous les enfants à travers l'ensemble du territoire national, grâce aux économies résultant du report de la construction d'un seul hôpital coûteux. Or trop souvent cette redistribution des ressources n'a pas lieu. Le budget alloué au fonctionnement de grands hôpitaux centraux reste largement supérieur, et une majorité de pays en voie de développement, à celui qui l'on affecte aux

soins de santé primaires à l'échelle nationale. Il est urgent d'avoir le courage de modifier les flux financiers en faveur de la médecine communautaire. Il n'est pas rare, en l'état des lieux, de voir jusqu'à 80 % des admissions dans les services de pédiatrie des hôpitaux centraux porter sur des cas de déshydratation et des maladies diarrhéiques banales. Les enfants sont amenés trop tard, de trop loin, dans un hôpital nécessitant un traitement coûteux qui ne leur est toujours pas rendu que les patients attendent. Il aurait été à la fois infiniment plus efficace médicalement et moins coûteux financièrement d'administrer à l'enfant, à la maison, une solution de réhydratation. Il ne faut pour cela que du sucre et un peu de sel dissous dans de l'eau bouillie (6). Pour bibliographie nécessaire voir la crise, et dont les politiques d'ajustement structurel pourraient, devraient, faire l'instrument (7).

On peut faire plus, infiniment plus, avec les budgets existants. Mais il ne faut pas pour autant vivre dans l'illusion. La redistribution de la pénurie ne constitue pas la panacée. C'est une condition sans doute nécessaire pour un redressement véritable. Les pays qui ont le courage de lancer dans un processus de redressement d'ajustement de leur économie ont le droit d'attendre un supplément de ressources de la communauté internationale. Le problème de la dette ne va pas, ne peut pas disparaître. Il passe momentané-ment permanente au moment où les pays ont le plus besoin de sécurité pour reprendre une dynamique nouvelle en vue d'une croissance accélérée, qu'elle soit économique, financière ou sociale. Tout le processus apparaît ainsi comme un énorme château de cartes, un immense jeu de malin. Le programme entier est à la merci, dans la plupart des pays, d'une modification brutale des termes de la dette, d'une chute des prix de la principale matière première d'exportation.

Or les experts estiment qu'un choc interne de ce type a de fortes probabilités de se produire d'ici à 1990, qui viendra bouleverser tout l'édifice. Il faut donc que la communauté internationale ait le courage d'affronter ces réalités et de mettre des ressources supplémentaires à la disposition des pays qui se sont engagés dans les efforts de redressement. C'est dans la crédibilité du concept d'ajustement qui est en jeu.

A cet égard, les mentalités se large-ment évoluent, et récemment. Le plan Baker, la récente session des Nations unies en Afrique, les déclarations de personnalités du monde politique, économique et financier citées plus haut, sont du nouveau président de la Banque mondiale, M. Barber B. Conable, qui nous envoie des signes que, peu à peu, les esprits évoluent. Si certains donateurs sont prêts, si certains gouvernements du tiers-monde s'engagent, si la plupart des grandes multinationales sont actives, qu'est-ce qui nous retient ?

RICHARD JOLLY  
et DENIS GAELLAUX

(6) Il s'agit de mélanger à café de sucre et autant de sel dissous dans un litre d'eau bouillie.

(7) Voir à ce sujet les politiques de développement, Banque mondiale, *World Development Report*, Oxford University Press, 1984.

Pour une autre conception de l'« ajustement »

Une approche nouvelle de l'ajustement, « ajustement à visage humain », pourrait-on dire, comprendrait trois points :

- 1. Premièrement, compter clairement parmi les objectifs d'une politique d'ajustement minimaux, la sauvegarde des services sociaux de base et l'engagement à protéger les niveaux nutritionnels des enfants et d'autres groupes particulièrement vulnérables de la population d'un pays.
- 2. Deuxièmement, intégrer au processus d'ajustement les éléments suivants :
  - a) Des politiques macro-économiques plus largement entendues, tendant à soutenir les niveaux de production, d'investissement et de consommation des besoins humains pendant toute la durée de l'ajustement. L'ajustement structurel d'une économie prend normalement plus de temps que la stabilisation au sens classique. Un ajustement étalé dans le temps et des financements à moyen terme plus importants seront alors nécessaires.
  - b) L'usage de politiques « méso-économiques », quel que soit le cadre de la politique macro-économique, au vue de renforcer l'approche basée sur les groupes vulnérables et de garantir l'impact des politiques de change et de crédit (parmi d'autres) sur la distribution des ressources et des revenus.
  - c) Des politiques sectorielles visant la restructuration du secteur productif pour renforcer l'emploi et les activités génératrices de revenus et accroître la productivité des activités à bas revenu, en mettant l'accent particulièrement sur les petits agriculteurs et les producteurs du secteur informel dans l'industrie et les services.
  - d) Des politiques visant davantage d'équité et d'efficacité du secteur social, en restructurant les dépenses publiques à la fois entre les secteurs et à l'intérieur des secteurs (surtout en privilégiant les services de base à coût modéré plutôt que les secteurs à coût élevé). Cela en s'assurant davantage que les interventions atteignent bien leur but et en améliorant l'efficacité de celles-ci par rapport à leur coût.
  - e) Des programmes compensatoires (de durée limitée pour beaucoup) afin de garantir la santé et la nutrition des populations économiquement vulnérables pendant toute la durée de l'ajustement, jusqu'à ce que la reprise de la croissance leur permette de faire face elles-mêmes à leurs besoins essentiels. Deux éléments majeurs de telles politiques : des projets de travaux publics soigneusement identifiés, utilisant une main-d'œuvre abondante ; des interventions en matière de nutrition, comprenant la subvention de produits alimentaires pour des groupes bien déterminés et une distribution directe de vivres aux groupes les plus vulnérables.
- 3. Troisièmement, un système de surveillance des niveaux nutritionnels et de la situation sociale fonctionnant tout au long du processus de l'ajustement. Il faudrait donc se préoccuper non seulement de l'inflation, de la balance des paiements et de la croissance du PNB, mais également de la nutrition, du bilan alimentaire et de l'état sanitaire de la population. La proportion des ménages d'un pays tombant au-dessous d'un certain seuil de pauvreté devrait faire l'objet d'une surveillance particulière et être considérée comme l'une des données statistiques d'indicateur de l'ajustement.

R. J. et D. C.

Edité par la SARL Le Monde  
Gérant : André FONTAINE,  
directeur de la publication.

Administrateur général : Bernard WOUTS

Imprimerie  
du « Monde »  
7, rue des Italiens  
75009 PARIS

Commission paritaire des journaux  
et publications : n° 57 438  
ISSN : 0026 - 9395.

A la disposition des diffuseurs de presse  
pour modifications de service, demandes  
de réimpression ou autre, utiliser notre numéro  
de téléphone vert : (16) 1 65-36-11-11.





CAMPAGNE

me à la

place à la droite de M. Gor...
prévue d'une alliance priv...
le PC soviétique et le jeun...
ministère éthiopien. C'est pos...
il est aussi vraisemblable...
de M. Mengistu (pre...
de M. Gromyko) n'était...
que celle que la tradi...
de telles circonstances...
à orientation socia...
c'est justement parce...
de l'ou... le gaz que le...
jugé utile de choisir cette...
général rouge - d'Addis...
avait un autre l'avantage...
de l'Organisation de...
la vingtième réunion...
devoir avoir lieu dans...
le 12 novembre.

de mars, la commission...
pour les secours et la...
(Relief and Reha...
Commiss... RCC) avait...
un appel au secours...
de créoles, estimation...
par la FAO). M. Men...
avait bien que ces denrées...
pas dans le pays puisque...
port de débarquement était...
des... soviétiques...
matériaux...
de construction de monu...

de l'homme. Ces deux...
respectivement...
\$50.000 francs...
par le Comité de vigilance...
de l'homme en Ethiopie, le collo...
le 29 octobre 1986 à Paris...
de comité d'initiative du...
sur les droits de l'homme...
son président, le...
M. Romy Brauman, le...
M. Romy Brauman, le...
Lacoste, Fabus, Bernard...

de la presse du 28 novem...
du MSF, M. Romy Brau...
la nécessité d'élaborer...
un document politique.

On sait aussi, certains membres de...
qui ont appelé le président des Etats-Unis à...
un soutien politique.

de l'Organisation des biens wa...
par les organisations arabes. Le titre de...
qui est très éloquent.

veil

de la mesure ou elle...
historiques et s'ouvrant à la...
avec l'ère arabe de la France -...
démocratie de la par...
quintennales qui comptent son...
contestent...
de l'usage de...
de la presse de...
de l'Ethiopie de...
à envahir : le caractère...
fut reconnu, mais...
l'invaison.

ment historique

de presse...
l'empire...
une autre fameuse mais aussi...
et devint le dera...
les Ethiopiens n'avaient...
aujourd'hui...
contre une Ethiopie tra...
de l'Empire défont des choses...
de l'Empire...
d'aujourd'hui efface...
détache...
très réelle influence cultu...
technique se développe...
est aujourd'hui...
sur les modèles que la...
très de notre...
y trouve le...
travail humanitaire de...
gouvernementaux...
de la France pour...
requis, le salu...
prendre...

implacable et l'hop...
Ethiopie remonte au...
hypnose, econo...
par une entente...
votante. Quant à...
cette comme...
conduite par...
transferts de...
nouveaux amis...
certains de...
cette natio...
abstention...
des politiques, se...
de l'Occ...

et la civilité...
de 1985...
dans l'Est...
Ethiopie...
1986 - de...

CONTRE L'AIDE A L'ETHIOPIE
sélection des victimes...



LA FAIM DANS LA PROVINCE DU DARFOUR (SOUDAN) EN 1985
Quand on oublie les responsabilités de certains régimes

Une fois disparus les journalistes...
à la célébration...
(200 millions de dollars), une...
le Pail des travailleurs, l'...
de l'économie qui ravage le pays...
le meilleur moyen pour...
« Subitement », il se...
le caméras l'officier dans deux...
camps de réfugiés. Et le 23...
1984, la BBC diffuse cinq minutes...
de reportage dans son « Six O'Clock...
News », mettant à la fois aux...
de la charité internationale. André...
tarif pas d'ironies...
« La maîtrise du temps a...
été parfaite... Sur le front de ce qu'il...
est... l'ère de...
le colonel [Mengistu]...
son champ d'opération...
de la liberté. Les autorités...
éthiopiennes... qu'elles...
soient... On est...
de ces mouvoirs... les deux...
journalistes et, au-delà, sur l'opinion...
publique... Cette... franche...
reflète la majorité...
de l'aide journalière par la...
européenne et les Etats-Unis (7). »

- Nos précédents articles
- Les contradictions de la révo...
éthiopienne, par René Lefort (juin 1978).
- Politique et alphabétisation en...
Ethiopie, par Olga Kapeliouk (mars 1981).
- L'Ethiopie ou le socialisme...
modèle, par Colette Braeckman (octobre 1982).
- Réforme agraire inachevée en...
Ethiopie : quand le paysan est tenu à...
l'écart des décisions politiques, par...
Olga Kapeliouk (avril 1984).
- Politique et littérature : Ethio...
pie, les hommes dans la révolution, par...
Olga Kapeliouk (décembre 1984).
- L'Ethiopie de la famine sous le...
feu des projecteurs : quand perdurent...
la sécheresse et la guerre... par...
Colette Braeckman (février 1985).
- Les tâches et la civilisation...
éthiopiennes, par Jean Dorraze (juin 1985).
- Une gêne dans le transfert des...
populations en Ethiopie, par Gio...
dano Sivini (juillet 1985).
- Au-Sud... l'autre...
par Alain Gérard (novembre 1985).

1984, elles furent tentées deux insuffi...
Et si, avant octobre 1984, les...
donateurs occidentaux n'avaient fourni...
le quart des secours...
n'aurait pas été choisi, pour...
des raisons évidentes, de soutenir...
les ennemis de M. Mengistu (8). D'où...
ces propos d'un évêque nord-américain...
un enfant éthiopien dans ses...
bras devant les caméras : « Voilà une...
victime de la guerre froide. »

Quant à la loi du silence imposée...
jusqu'au début octobre, elle a connu...
plusieurs inflexions. En...
1980, un rapport de l'UNICEF estime que plus...
du quart des 20 millions d'affamés...
africains... En janvier 1983, l'organe...
gouvernemental Ethiopian Herald...
affirme que le...
commencé à tuer et lance un appel à la...
communauté internationale pour...
affronter une « situation désespérée » (9).

Mais le notre sens... dépasse le...
organisations humanitaires, il...
en nous entendus... nous ne sommes...
pas si innocents que... ne doit...
jamais nous atteindre.

Hier tubes digestifs, avant-hier...
immense promesse d'une nouvelle...
humanité... aujourd'hui diables...
rouges. D'où nous vient... tentation...
permanente de prendre la partie pour...
le tout ? Tout compte fait, la nouvelle...
simplification... semble... valoir...
mieux que l'ancienne. Vouloir...
réduire à la politique, et plus précisé...
ment au clivage Est-Ouest, revient à...
effacer... l'espace et le principe...
de l'action humanitaire.

A force... l'aider, on... sans...
oublié que l'Ethiopie... gouver...
née par des militaires se réclamant du...
marxisme. Certains avaient peut-être...
pensé qu'il fallait profiter de...
cette famine... pour dénoncer les...
crimes perpétrés par le marxisme...
africain, démontrer la carence de l'URSS...
et exalter la généreuse... de...
l'Occident. L'occasion... belle, en...
effet. Mais M. Mengistu a finalement...
tiré... marrouns du feu. Beaucoup...
éprouvent aujourd'hui l'impression...
d'avoir... grugés. Cependant, la...
situation... sans doute plus...
et complexe. Pour rester dans le...
domaine... catégories religieuses, si...
certains, le tri... les bons et les méchants n'est...
encore...

La CIMADE a choisi de travailler...
avec l'Eglise orthodoxe dont le chef...
doit être agréé par le parti. Sur ce...
point, M. André Glucksmann a raison. Mais...
n'oublions pas que la trop voyante...
compromission... de cette Eglise...
côtés de Hailé Sélassié lui a coûté la...
perte de son patrimoine et pas mal de...
persécutions. Elle regroupe... de la...
population, déjà... en train d'accroître...
son influence comme institution...
refuge (14).

Tant que leur partenaire leur...
semblera assez crédible, il... probable que...
les ONG françaises regroupées au...
Espoir-Ethiopie ne...
chercheront pas leur effort (15). Mais...
n'a jamais revêtu pour...
l'importance prioritaire qu'elle a...
pu avoir pour d'autres. Etant...
qu'elles ne... pas aussi ingé...
rantes, couronnées au...
de... leur...
qu'on a parfois voulu le dire (16).

Pour les ONG qui interviennent...
en Ethiopie sans partenaire local, le...
problème se pose en... Pour elles, les autorités de la capitale...
ne sont pas... un point de...
passage obligé mais sans doute un...
abandonnement définitif, une...
sac. Pour les Etats et dans une...
moindre... pour les organismes intergou...
vernementaux... l'UNICEF, la...
FAO, etc., le... partenaire possible...
en Ethiopie c'est le gouvernement.

A... connaissance, la Commu...
auté européenne continue d'être le...
premier partenaire commercial de...
l'Ethiopie, le lycée français... la capi...
tale... toujours... et, en 1985, l'...
d'aide... la... par les Etats, et... par les ONG. De ce...
point de vue, l'actuelle campagne se...
trompe la cible. Au lieu de s'en prendre...
à celles-ci, les anciens... ministres, M. Veil, M. Fabius, M. Malhuret...
feraient mieux de... l'aide...
Le Parlement européen a récemment...
un crédit d'environ 15 millions de...
francs, en précisant... ces...
devaient... gérés par des ONG. Une...
manière... souffler le... sans...
abandonner les victimes. Une...
encore, entre le tout et le rien, il existe...
au moins une petite... Hier, pour profiter de la soupe...
populaire, il fallait montrer la carte...
de... recommandation... ou...
aujourd'hui... sur la liste...
généraliste des... combattants de la...
liberté... pour aider les...
pour-compte... les victimes, il...
attendre que ceux qui le gouvernement...
respectent les droits de l'homme, nous...
n'ayons plus grand-chose à faire. Seule...
Amnesty... peut encore...
servir à quelque chose ; quand elle est...
aveugle, l'aide humanitaire peut...
borge ou porte des lunettes, elle n'est...
pas moins dangereuse. Elle se fixe en...
parti pris et en esprit de système, res...

ne pas se tromper de cible...
Dénoncer, informer, chercher à comprendre, aider, c'est...
(7) ... chapitre premier du livre d'André Glucksmann : « Un événement conditionné ».
(8) Régulièrement... par la Banque mondiale parmi les cinq pays les plus pauvres du monde. L'Ethiopie n'occupe pas un rang...
similaire dans le... bénéficiaires de l'aide. En 1982, elle ne reçoit que 0,7 % du...
total de l'aide publique au développement, soit 4 % à l'Egypte, 1,9 % au Maroc, 1,2 %...
au Togo et au Sénégal. En 1983, l'Ethiopie...
reçoit... contre... milliards au Kenya, 930 millions au Soudan et...
1,44 milliard à l'Egypte. Cf. Coopération pour le développement, examen 1984 OCDE, pp. 252 et 258.
(9) Voir par exemple New Ethiopia, revue...
diffusée par la représentation extérieure de...
Me'isonne, un mouvement socialiste...
aujourd'hui clandestin.
(10) Quant à... positions sur l'aide...
alimentaire, voir notre article « De l'aide...
à la construction d'une Afrique verte », le...
Mondie diplomatique, mai 1985.
(11) Cf. Delfi, Terre des hommes, janvier...
1987.
(12) L'analyse des... et...
entre l'Ethiopie et le... mériterait...
une étude particulière.
(13) M. Malhuret... le savoir, lui qui, du...
point de vue des droits de l'homme, ne...
trouva rien à... l'expulsion par...
charter d'une... de Malhuret, car...
s'était...
passé conformément à la loi en vigueur. Sans...

ne pas se tromper de cible...
Dénoncer, informer, chercher à comprendre, aider, c'est...
(7) ... chapitre premier du livre d'André Glucksmann : « Un événement conditionné ».
(8) Régulièrement... par la Banque mondiale parmi les cinq pays les plus pauvres du monde. L'Ethiopie n'occupe pas un rang...
similaire dans le... bénéficiaires de l'aide. En 1982, elle ne reçoit que 0,7 % du...
total de l'aide publique au développement, soit 4 % à l'Egypte, 1,9 % au Maroc, 1,2 %...
au Togo et au Sénégal. En 1983, l'Ethiopie...
reçoit... contre... milliards au Kenya, 930 millions au Soudan et...
1,44 milliard à l'Egypte. Cf. Coopération pour le développement, examen 1984 OCDE, pp. 252 et 258.
(9) Voir par exemple New Ethiopia, revue...
diffusée par la représentation extérieure de...
Me'isonne, un mouvement socialiste...
aujourd'hui clandestin.
(10) Quant à... positions sur l'aide...
alimentaire, voir notre article « De l'aide...
à la construction d'une Afrique verte », le...
Mondie diplomatique, mai 1985.
(11) Cf. Delfi, Terre des hommes, janvier...
1987.
(12) L'analyse des... et...
entre l'Ethiopie et le... mériterait...
une étude particulière.
(13) M. Malhuret... le savoir, lui qui, du...
point de vue des droits de l'homme, ne...
trouva rien à... l'expulsion par...
charter d'une... de Malhuret, car...
s'était...
passé conformément à la loi en vigueur. Sans...

ne pas se tromper de cible...
Dénoncer, informer, chercher à comprendre, aider, c'est...
(7) ... chapitre premier du livre d'André Glucksmann : « Un événement conditionné ».
(8) Régulièrement... par la Banque mondiale parmi les cinq pays les plus pauvres du monde. L'Ethiopie n'occupe pas un rang...
similaire dans le... bénéficiaires de l'aide. En 1982, elle ne reçoit que 0,7 % du...
total de l'aide publique au développement, soit 4 % à l'Egypte, 1,9 % au Maroc, 1,2 %...
au Togo et au Sénégal. En 1983, l'Ethiopie...
reçoit... contre... milliards au Kenya, 930 millions au Soudan et...
1,44 milliard à l'Egypte. Cf. Coopération pour le développement, examen 1984 OCDE, pp. 252 et 258.
(9) Voir par exemple New Ethiopia, revue...
diffusée par la représentation extérieure de...
Me'isonne, un mouvement socialiste...
aujourd'hui clandestin.
(10) Quant à... positions sur l'aide...
alimentaire, voir notre article « De l'aide...
à la construction d'une Afrique verte », le...
Mondie diplomatique, mai 1985.
(11) Cf. Delfi, Terre des hommes, janvier...
1987.
(12) L'analyse des... et...
entre l'Ethiopie et le... mériterait...
une étude particulière.
(13) M. Malhuret... le savoir, lui qui, du...
point de vue des droits de l'homme, ne...
trouva rien à... l'expulsion par...
charter d'une... de Malhuret, car...
s'était...
passé conformément à la loi en vigueur. Sans...

nécessaire. Mais il n'est pas sûr qu'une...
seule... personne... organisation...
puisse mener de front, et sur tous...
fronts, cette... exigence. Espérons que MSF... sera plus...
indulgent avec les... M. Mengistu. Souhaitons, surtout, que...
chaque... le maximum... l'étréte... de l'humanité...
possible. Cela exige un peu de... de...
tolérance... aussi, sans... de...
silence. L'efficacité d'une...
humanitaire ne... mesure pas d'abord...
au bruit qu'elle fait.

Marc Aurèle a... avoir « Deux...
poitres... et le monde ». On n'a...
jamais su si... l'homme, l'empereur...
ou le philosophe qui avait tenu ces...
propos. Les frontières entre le...
prophète, le penseur, l'artiste... le prince...
sont toujours... à tracer. La...
charité... le dévouement peuvent aussi...
envahissants et conquérants...
l'humanitaire... directement...
tremplin... politique, la confusion des...
genres finit par discréditer... l'un...
l'autre.

CHARLES CONDAMNÉS.
(14) Le 12 novembre 1986, des...
représentants des diverses Eglises...
éthiopiennes, notamment...
protestantes, déclaraient : « Comme...
chrétiens nous devons aller les gens où ils...
sont. C'est le besoin... qui doit...
notre... doit être dirigé...
une... transparente... déplacements...
de populations.
(15) Avec... le CCFD, la...
CIMADE, l'Union... hommes, le Comité...
français... le... etc. Le...
partenaire... le... le...
Catholic relief... développement...
(CRDA), qui travaille... la...
quasi-totalité des ONG, le plus souvent...
d'origine... présente en Ethiopie. En...
décembre 1985, la CDRA a publié une...
déclaration... point par point aux...
attaques... de MSF. On peut...
noter que l'organisation... Concern, et...
notamment le Père John Flutcase, ont...
joué un rôle... dans la...
de la presse... de l'Etat...
avril 1985. Mais ils n'ont pas voulu aller...
plus loin.
(16) La presse... de ces mouvements...
a publié... la...
de l'information... la...
de la... Voir, par...
exemple, pour le CCFD, l'Union...
française... le... Terre...
des hommes, Delfi, juin 1984. L'...
a rédigé... un membre du...
Me'isonne, celui-là... qu'on...
invité la... et Frères... hommes à donner...
conférences publiques.

AU FORUM D'AGEN
OPA sur l'action humanitaire

Sous couvert d'aventure au XXe siècle, le...
quatrième forum international...
de la coopération volontaire...
à Agen du 23 au 26...
1986, sous l'égide de la... de...
MM. Claude Malhuret, secrétaire d'Etat...
après le premier ministre, chargé...
de l'homme, et Michel Aurillac, ministre...
de la coopération, cette...
manifestation, qui... quatre-vingt-quatorze...
vingt-trois comités...
jumelage... de collectivités territoriales, s'est...
déroulée sous le signe...
d'une triple OPA - politique, industrielle et...
médias - sur...
M. Malhuret... une meilleure...
coordination... l'action, grâce à l'éta...
blissement d'un... de l'aide...
en la... d'une Fondation...
pour le... M. Aurillac, dans...
d'apologie... libérale...
au secteur privé, souligne... la...
de l'Etat... fait, que...
les... moins... subventions...
mais qu'elles... pourraient...
désormais... présenter... projets...
de coopération (FAC). La critique...
du tiers-monde... incontestable...
certains : « travers le FAC, n'allait-on pas...
trier entre « bonnes » et « mauvaises »...
associations ?

La création de la Fondation humanitaire, dirigée par le...
président du groupe... (1), a tout le caractère d'une OPA de...
type industriel sur le mouvement...
humanitaire. Usant d'un langage...
différent des politiques, les...
entrepreneurs... aujourd'hui convaincus qu'une...
cause humanitaire... un...
suffit bon support qu'un grand...
ou... formule 1. « Supplément d'âme », le...
tiers-monde deviendrait ainsi un...
outil de communication pour l'entreprise ;...
encore faudrait-il... les...
industrielles... par l'Etat...
atteignent les...
pratiques... les pays anglo-saxons.

Ainsi, Citroën verse, sur son...
dernier modèle, 1 franc par...
voiture à Médecins du monde. L'association...
bénéficie du support du véhicule...
pour sa propre promotion, tandis que...
l'entreprise vend un « plus »...
humanitaire à ses clients. Plusieurs...
participants au colloque ont...
souligné qu'un excès de « sponsoring »...
en ce domaine...
risquerait fort de dévoyer les...
causes...
M. Antoine Vaccard, directeur...
du développement à Médecins du monde, a...
relaté la progression du « marché de la...
généralité » en France. Par exemple, cinq...
millions de messages...
étaient envoyés par la poste en 1978 ; ils...
sont de 60 à 80 millions aujourd'hui. Le...
« bazar de la charité » s'est...
porté bien, mais l'avenir s'obscurcit car les...
rendements sont... dégressifs. Des...
stratégies de communication de plus en plus...
sophistiquées sont alors mises en...
œuvre, où le contenu du message...
est occulté : le donateur et ses...
mobilités sont mis au premier...
plan, éclipseant la cause du tiers-monde.

OUTRE la coordination... l'aide et...
la fondation pour le mécénat humanitaire,
une agence internationale... coopération...
volontaire va être mise en place. Elle...
proposera des activités de formation, un...
service d'aide technique et financière,
une branche d'information, un...
diagnostic et d'évaluation. Va-t-on, sous...
d'autres formes, constituer des...
fondations sur le modèle libéral...
américain, spécialisées dans l'anticommunisme...
et l'antitiers-mondisme ?
Pour les années à venir, les associations...
de développement, qui...
connaissent bien le tiers-monde et n'y...
cherchent pas une aventure...
ambigüe, ne devraient-elles pas...
« occuper » le forum d'Agen, qu'elles...
ont boudé cette année à cause des...
OPA, grossières dans le...
l'objet. Cette...
stratégie... permettrait...
d'arrondir le...
qualité du débat et de ne pas...
laisser se constituer une...
organisation... conservatrice,
néolibérale, anti-tiers-mondiste, pour...
laquelle le tiers-monde n'est que le...
prétexte de stratégies économiques. Est-...
il vraiment trop tard pour affirmer que...
seul le développement par les...
populations concernées présente une...
perspective, le reste n'étant que...
divertissement ou manœuvre politique ?
BERNARD HOURS,
anthropologue (ORSTOM).

(1) Rassemblement de compagnies d'assurance, dont les...
Mutuelles unies et le Groupe Drouot.



LES AMBITIONS DES PUISSANCES DANS L'ESPACE

A l'assaut des étoiles

La suprématie américaine dans l'espace, indiscute depuis le débarquement de Neil Armstrong sur la Lune en 1969, objectif ultime du projet Apollo, a pris symboliquement fin en janvier 1986 avec l'explosion de Challenger.

D'ores et déjà, les Etats-Unis, qui avaient commis l'énorme erreur stratégique de tout miser sur la navette et dont le programme spatial - civil et militaire - accusera au moins deux ans de retard, vont leur échapper pour longtemps.

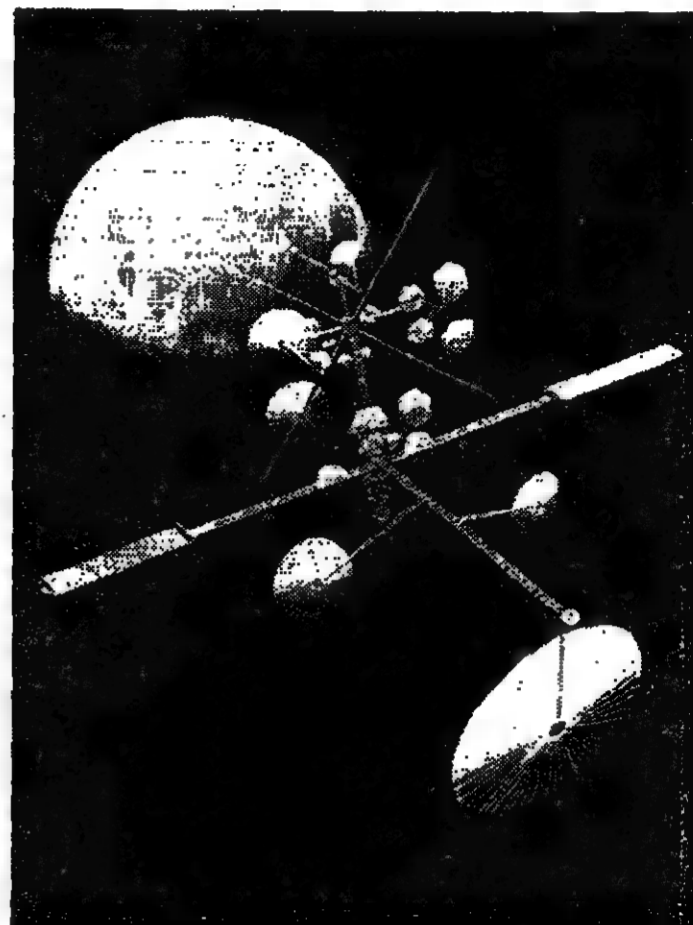
Mais aujourd'hui les enjeux de l'espace ne sont pas véritablement commerciaux. Le formidable effort de recherche et de développement consacré à la construction d'un lanceur, d'une navette ou d'une station spatiale ne sera, dans aucun pays, rentabilisé par la mise en orbite de satellites de communication et d'observation ou par les recherches en microgravité qui constituent à ce jour les seuls débouchés industriels de l'espace.

L'espace est donc bien une affaire d'Etat et de pouvoir d'Etat. Le projet Apollo avait été décidé par le président Kennedy dans le seul but de lacer le claquage affronté du lancement du Spoutnik soviétique en 1957, et au prix d'une véritable mobilisation des

énergies scientifiques et industrielles, en tous points comparable à celle du temps de guerre. Dans un monde de l'espace désormais multipolaire et où les Soviétiques disposent maintenant d'une nette avance en matière de vols habités - les seuls qui motivent véritablement les médias - les choix des grandes puissances pèsent lourd. S'engageront-elles dans une ruineuse tentative de démonstration « en solitaire » de leur prééminence, par exemple par un débarquement « national » sur Mars, ou utiliseront-elles leurs moyens en commun avec ceux des autres membres, actuels ou à venir, du club spatial afin d'ouvrir ensemble ce qu'il n'est pas excessif de qualifier de nouveau chapitre de l'histoire de l'humanité : son expansion dans le système solaire.

Face à de telles perspectives, nourries par le plus puissant des stimulants de l'être humain - le désir de faire reculer les limites de la connaissance - on peut se prendre à rêver, sinon d'une idylle trêve généralisée des appétits de puissance, du moins d'un début de prise de conscience collective, chez les gouvernements, des véritables enjeux de l'espace. L'Europe, au sein de laquelle la France joue un rôle moteur, est, dans ce domaine, un concurrent-partenaire à part entière des Deux Grands. Elle le doit à son unité au sein de l'Agence spatiale européenne et à l'intelligence de ses choix commerciaux et industriels. En mettant son poids dans la balance, celui de son excellence technologique et celui de la coopération scientifique étroite qu'elle entretient aussi avec les Etats-Unis qu'avec l'Union soviétique, elle peut rendre beaucoup plus difficile toute option qui ne serait pas celle du simple bon sens, de la nécessaire coopération.

BERNARD CASSIN.



CE QUE POURRAIT ÊTRE UN SATELLITE MULTI-MISSIONS DES ANNEES 90. Le point de passage obligé des flux d'information terrestre.

Vers l'expansion de la technique dans le système solaire ?

PAR ANDRÉ LEBEAU \*

L'ESPACE est une technique. L'engagement des Etats et la volonté politique demeurent à l'origine des forces motrices prépondérantes, bien que certains marchés aient déjà certains débouchés comme celui des télécommunications civiles. L'existence d'un décalage entre les besoins et la conception des grands projets n'est donc ni illogique ni choquante ; c'est précisément l'importance des enjeux lointains qui invite à ne pas coller de trop près à la demande, et qui appelle l'intervention des gouvernements. Encore faut-il que cette logique à long terme soit maîtrisée et explicite. Or, le moins qu'on puisse dire est qu'elle ne l'est guère actuellement, mais la technique spatiale présente davantage les apparences d'une force qui va que celle d'un phénomène soumis à une intention stratégique.

La définition d'objectifs et la recherche d'une stratégie optimale sont quelques pans occultés par le jeu, souvent bruyant et désordonné, d'acteurs divers ; les motivations spécifiques les plus permanentes de la technique spatiale invitent pourtant à leur accorder beaucoup d'attention. Le coût - en particulier des projets spatiaux, et en particulier des projets de transport, confère le plus souvent au projet un caractère stratégique. Il faudra plusieurs années pour que l'avenir

qu'ils portent en eux se dévoile pour que leur adéquation à la conjoncture se manifeste. Et, si l'on s'est trompé, il sera coûteux de reprendre un effort de développement sur la base de choix qui, a posteriori, apparaîtront comme ceux qu'il aurait fallu faire.

Au-delà des détails de ces circonstances, la réflexion sur l'avenir de la technique spatiale débouche sur une question majeure, celle de l'expansion du système technique dans le système solaire. Se produira-t-elle ? Transporterons-nous à l'extérieur de la biosphère certaines activités sur lesquelles repose la survie de l'humanité ? C'est une interrogation à laquelle l'évolution technique nous confronte inéluctablement en fournissant les outils de cette entreprise. Si l'avenir répond positivement à cette question, notre époque marquera sans nul doute un tournant capital dans l'histoire de l'humanité.

Cette immense perspective pose deux questions : celle du pourquoi et celle du comment. A la première, on peut faire une réponse globale : on sera pour échapper aux contraintes imposées par le confinement du système technique à l'intérieur de la biosphère terrestre. Il est banal de constater que le fonctionnement de ce système exploite des ressources non renouvelables - pétrole, uranium, charbon, gites minéraux - et qu'il perturbe l'équilibre chimique et thermodynamique de la biosphère. On se heurte à toutes sortes de limitations lorsqu'on veut envisager une expansion de ce système qui soit satisfaisante pour l'ensemble de l'humanité (et non plus seule-

ment à sa fraction développée) ou lorsqu'on examine le problème que pose son maintien au niveau actuel à l'échelle du millénaire.

Quelle que discrédit qu'ait jeté sur cette notion les formulations excessives auxquelles elle a donné lieu, il n'en demeure pas moins que, dans l'hypothèse du confinement à la biosphère, le système technique est engagé dans une impasse : seuls un aveuglement sur l'avenir lointain et une indifférence au destin de l'humanité peuvent rendre cette perspective acceptable. L'expansion du système solaire est le seul moyen d'échapper au cul-de-sac dans lequel nous sommes engagés. Elle permet de concevoir, pour une durée indéfinie, des solutions à trois problèmes fondamentaux : l'approvisionnement énergétique de la Terre, l'approvisionnement en matières premières, le découplage de la biosphère et la pollution engendrée par le fonctionnement du système technique. Elle nous fournit évidemment pas aux problèmes de société comme le vieillissement de la démographie, l'affrontement des idéologies, etc., mais elle permet d'imaginer, pour une partie de l'humanité qui soit au moins à l'échelle de la durée de son passé historique, cet enjeu constitué de réponses au pourquoi.

La question du comment comporte deux aspects. Le premier, celui des

solutions techniques aux diverses fonctions des systèmes spatiaux, a fait beaucoup d'attention. Une abondante littérature existe déjà sur l'approvisionnement énergétique de la Terre à partir du flux solaire et sur l'extraction et l'élaboration des matériaux de la Lune et des astéroïdes. La technique technique est ainsi largement explorée, reste la programmation qui constitue le second aspect, et le plus délicat.

Par quel cheminement peut-on accéder, partant de l'état actuel de la technique spatiale, à un état où les systèmes spatiaux auront pris le relais des installations terrestres qui assurent l'accès à l'énergie et aux matières premières ? Les artefacts techniques installés dans l'espace et sur les corps célestes représenteront-ils non plus, comme c'est le cas aujourd'hui, quelques centaines de tonnes, mais des milliers ou des dizaines de millions de tonnes ? Pour que cela soit concevable, il faut, sans aucune évidence, que la technique spatiale s'affranchisse de deux sujétions. La première est celle qui lie la croissance de la masse totale des artefacts spatiaux à la capacité du système de transport de la Terre vers l'espace. La seconde est celle qui lie cette même masse à la quantité d'heures de travail fournies par les opérateurs humains dans l'espace pour l'installer et assurer sa maintenance.

démontré la faisabilité (2). Au-delà d'un certain degré de complexité des systèmes, on se passe difficilement de la surveillance d'opérateurs humains. Il est vrai que l'évolution technique va globalement dans le sens d'une automatisation croissante des artefacts techniques par rapport à l'homme, mais nul ne peut prévoir à quel rythme et jusqu'à quel stade l'évolution va poursuivre.

Cela impose une conclusion : le passage à une stratégie globale et même, plus modestement, la maîtrise d'applications nouvelles - production de matériaux nouveaux en microgravité (3), armes antibalistiques - ne peut se concevoir sans la maîtrise de l'intervention d'opérateurs humains. Mais, en revanche, le sens général de l'évolution technique est à alléger le rôle de l'homme et, par conséquent, à réduire le volume d'intervention humaine nécessaire pour déployer, mettre en œuvre et maintenir une capacité de production donnée. Cette tendance lourde de l'évolution technique est un véritable capital d'optimisme pour l'avenir de la technique spatiale, mais nous n'en sommes pas au point, s'il vient jamais un jour, où les robots remplaceront l'homme (4).

(Lire la suite page 20.)

(1) David O'Neill, Les États de l'espace, Robert Laffont, Paris, 1971.

(2) John von Neumann, Theory of Self-Replicating Automata, edited and completed by Arthur W. Burks, University of Illinois Press, Urbana, 1966.

(3) Voir André Lebeau, L'Europe d'une stratégie française dans le domaine spatial, CPE, prospective d'évaluation, CPE, étude n° 60, mai 1985, 1, rue Descartes, 75231 Paris Cedex 05.

(4) Voir approfondissement de cette problématique, voir André Lebeau, L'astro-nautique et le robot, Futuribles, n° 102, septembre 1986.

Première étape : la Lune

CES deux sujétions ne sont pas tout à fait du même ordre. La première constitue un goulet d'étranglement qu'il faut absolument contourner. La biosphère est placée au bord d'un puits gravitationnel profond, et séparée de l'espace par une atmosphère dense, obstacles insurmontables à moins que l'on ne dispose d'un système de transport qui ne soit commandé et ne transporte que le strict indispensable, et notamment les opérateurs humains. Tout le reste, c'est-à-dire l'essentiel de la masse des artefacts extraterrestres, doit être évacué à partir de matériels qui sont immédiatement accessibles depuis l'espace : matériaux lunaires ou matériaux des astéroïdes.

C'est uniquement grâce à ce découplage que le système de transport Terre-espace pourra être maintenu dans des dimensions raisonnables : New-York ne s'est pas construit avec des matériaux apportés d'Europe. Cet impératif a une signification programmatique. Il implique que la première technique à acquérir est celle de l'installation permanente et du travail à la surface d'un corps céleste de petite dimension dépourvu d'atmosphère. Pour des raisons de proximité, la Lune s'impose comme une première étape. La construction d'une base lunaire permanente et la maîtrise de l'éventail des techniques du travail à la surface de la Lune, ainsi que celles du transport à partir de matériaux ou vers elle, constitue, dans cette perspective à long terme, un objectif immédiat.

Restent les lourdes sujétions qu'entraîne l'usage d'opérateurs humains. Dans la perspective évoquée plus haut, la présence d'opérateurs humains n'est pas une fin en soi. L'objectif n'est pas de coloniser l'espace mais de l'asservir aux besoins d'une humanité qui demeure attachée à la biosphère terrestre ; l'occupation permanente de l'espace est un moyen et non une fin. Ce n'est pas qu'on ne puisse envisager la colonisation, au plein du mot, de corps célestes ou, comme l'a fait David O'Neill, l'aménagement de colonies de l'espace (1), mais on ne peut l'imaginer qu'à une étape ultérieure, beaucoup plus lointaine, que l'expansion du système technique constitue un préalable.

La question qui nous préoccupe est donc celle de la nécessité d'une occupation permanente de l'espace par des opérateurs humains liée à l'objectif d'expansion du système technique. Il est tout à fait clair que, dans le partage des tâches entre l'opérateur humain et le robot, la part dévolue à l'opérateur humain est aussi réduite que possible. Mais peut-elle être supprimée ? L'examen de l'état d'évolution du système technique conduit à répondre de manière négative. On sait automatiser un grand nombre de processus de production et de services, mais on ne sait pas automatiser l'installation d'une machine à créer un robot autoréparable, ou moins construire des machines autoreproductrices dont John von Neumann a

Lire pages suivantes

PAGES 20 ET 21. - L'Europe, troisième système spatial à part entière, par Jean-Louis Luron. - Suite de l'article d'André Lebeau. - Chine : Les premiers succès de la « voie nationale », par Rachel Villain. - Japon : A marches forcées l'autonomie, par Françoise Pybaro.

PAGES 22 ET 23. - Prudence et ténacité de la stratégie soviétique, par Alain Dupes. - Inde : Le service du développement économique, par Marc Giget. - L'avenir de l'espace ?, par René Laffont.

PAGES 24 ET 25. - Le diérissement des résultats de la stratégie américaine, par John M. Logsdon. - Les odyssées cinématographiques (A.D.).

prospace, votre visa pour l'espace

- Vous INFORME régulièrement sur les activités, équipements, moyens, services de l'industrie spatiale française
- Vous MET EN CONTACT avec les responsables industriels français du secteur spatial
- Vous ASSISTE pour trouver un fournisseur, obtenir une proposition, etc.
(Ces services sont entièrement gratuits.)

QUI SOMMES-NOUS ?

- 51 SOCIÉTÉS INDUSTRIELLES FRANÇAISES + le CNES (Centre national d'études spatiales) qui font le succès du programme spatial français
- Depuis DOUZE ANS, nous faisons connaître dans le monde entier les « produits » spatiaux français par tous les moyens modernes de la communication.

Pour relever le défi spatial : écrivez-nous, téléphonez-nous

prospace
2, place Maurice Quentin
75001 PARIS Cedex 01
Tél. 33 (1) 42 77 77 70
Fax 33 (1) 42 77 77 71



verselle ?

de société à deux qui a fait bouger les jeunes en 1986, c'est un « autre » mouvement. Il associe les démocrates, des droits de l'homme, de la laïcité.

Il signale aussi la révolte des prisonniers, la perte d'autonomie, les incendies du mouvement, le code raciste de la

politique, affirmé par les jeunes, qui condamne la jeunesse française par le « mouvement » (P. Lacoste, mouvement mondial établi, est un mouvement de la déraison, fondé sur le désordre.

Le mouvement, il constitue un mouvement mondial, c'est-à-dire une lutte contre les gâches de la mondialisation et dans le monde.

La version française de Thuis, octobre 1986.
Chapelle et liberté. Les droits de l'homme. P. La Découverte, Paris, 1986.

Le grand bazar de la mondialisation, septembre 1986.
Le mouvement, septembre 1986.
Le mouvement, septembre 1986.

mente

Il faut comprendre la nécessité de ces tâches. On ne peut obtenir les matériaux qui sont nécessaires sur un territoire limité. L'activité humaine d'occupation qui représente en question est politique ou aurait pour principal de dénoncer leur manière de faire. La désobéissance politique et sociale sur le terrain ont toutes leur importance. À terme, les organisations doivent pratiquer les deux : elles doivent choisir. À côté du « courage », il y a aussi celui de rester en vie.

Une organisation comme le mouvement impose à l'évidence, la discipline imposée par l'absence de l'action sur le terrain est la seule à assurer ce n'est pas à attirer l'attention sur la symphonie mondiale et la public.

Les sociétés nationales, un choix difficile à expliquer, notamment dans les pays riches dans lesquels la jeunesse aimerait s'engager. Le mouvement de la jeunesse mondiale est un mouvement sans succès. Les succès sont suffisants pour des raisons de responsabilité de l'homme. Les catastrophes dites « naturelles » sont de plus en plus évidentes. Elles sont la conséquence de la désertification. Le mouvement doit être meilleur que ceux qui ont existé. C'est une bonne chose.

Le mouvement pour le Mouvement mondial à lui-même dans cette perspective. « Prévenir » doit être la priorité des sociétés nationales. Elles doivent être les plus efficaces. Elles doivent agir avec des arguments, en accord avec les principes. Ça ne peut, ni être un mouvement de transmission de la connaissance, ni un mouvement qui permettra d'arrêter la croissance ou la croissance. De même, la Croix-Rouge ne se fait d'illusion sur la responsabilité de l'homme. C'est pas elle qui va sauver le Proche-Orient ni la voie qui mène au

l'organisation récente. La fonction de l'ensemble des sociétés nationales et de l'ensemble de la Croix-Rouge, c'est de permettre à qui se penche sur le monde de connaître un cancer incurable. Le mouvement révoque qui lutte contre le mal. Que le mouvement fasse son rôle de chercheur, nul ne peut le nier. Mais qu'elle ne se fasse pas de sa mission, mais tout aussi important, aider ceux qui

# Vers l'expansion de la technique dans le système solaire ?

(Suite de la page 19.)

Tout se produira-t-il au cours des prochains siècles, en verra-t-on l'amarre dans les prochains décennies ? La technique est-elle au bord d'un nouveau chapitre de son histoire, s'achemine-t-elle vers un destin obscur ou catastrophique ? La réflexion globale sur le destin de l'homme qu'appellent ces questions dépasse largement les limites de ce propos. Tout au plus, nous que la technique spatiale pourrait jouer un rôle-clé dans le sort de notre espèce, peut-on proposer quelques commentaires à l'intention de ceux qui, à un titre ou à un autre, sont en position d'influer sur l'avenir de cette technique.

La difficulté essentielle que rencontre la formulation d'une politique spatiale tient à la disparité des objectifs qui s'offrent : objectifs à court terme, relevant de la logique économique ou du progrès de la connaissance, à dont l'enjeu peut être la précision chronométrique, et, à l'autre extrémité de la gamme, objectifs à très long terme, passablement incertains mais dont l'enjeu global est l'avenir du système technique à la pérennité. Ces deux composantes cohabitent dès aujourd'hui dans les grands programmes spatiaux, mais l'une des leçons de la crise spatiale est qu'elles s'opposent mal. On ne saurait pourtant sacrifier la première sans mettre en péril la seconde, ni poursuivre une politique spatiale, ni la seconde sans amoindrir la façon dérisoire la portée de cette politique ; il faut trouver un équilibre entre l'une et l'autre.

Le problème est d'abord de méthode, dans le jeu complexe qui s'établit entre le pouvoir politique, les agences de développement et l'industrie. Il s'agit de libérer progressivement les forces du marché et de la concurrence dans les domaines dont la maturité est suffisante. C'est une démarche qui, à bien des égards, est délicate ; les Etats-Unis l'ont très mal maîtrisée dans les années comme celui des lanceurs et de la télé-détection, où ils disposent pourtant d'une avance déterminante. L'hérésie majeure de la NASA n'est pas d'avoir développé la navette spatiale ; c'est d'avoir imposé, par une

direction dirigiste, un abandon des méthodes conventionnelles, au lieu de s'en dégager et d'organiser leur prise en compte par le marché concurrentiel. Il faut ensuite que le désengagement progressif de l'Etat s'accompagne d'un report sur les objectifs à plus long terme qui exigent un investissement public. Si les Etats ne conduisent pas des politiques spatiales à long terme, il semble clair que la technique spatiale, en se limitant à des applications conventionnelles, à la gestion des flux d'information, tendra vers la stagnation. L'effort nécessaire pour aller au-delà de la technique conventionnelle, et la difficulté essentielle est alors de surmonter la motivation politique et la logique pragmatique.

Le risque majeur qui menace la conception de cette politique à long terme procède de la nécessité de mobiliser l'opinion publique. Cela se fait d'autant plus aisément que la charge symbolique des projets est plus grande. De ce point de vue, par exemple, une expédition humaine vers Mars, au moins si elle devait combiner les efforts de deux superpuissances, serait plus facile à « vendre » que l'installation d'une base permanente sur la Lune, mais il est plus que douteux qu'elle puisse constituer la première étape d'une stratégie globale cohérente. Elle revêtirait plutôt, comme ce fut le cas du projet Apollo, le caractère d'une « démonstration » soit révélateur, que la valeur des projets en mesure à leur capacité de constituer une étape irréversible, et qui leur chemin. Il n'y a guère, pour les Etats-Unis, que deux outils, la réflexion et l'éducation. La réflexion, pour dégager, à l'échelle du monde occidental et, si possible, à l'échelle de la planète, un consensus sur l'importance d'une stratégie globale et sur les grands enjeux de cette stratégie ; l'éducation, pour faire percevoir au public le plus large que la conquête de l'espace n'est pas seulement un événement romantique ; à un jeu logique dont les enjeux sont immenses et qui se joue à l'échelle du monde.

ANDRÉ LEBEAU.

# L'Europe, troisième Grand

Par JEAN-MARIE LUTON \*

Ce sont treize pays, réunis au sein de l'Agence spatiale européenne (ASE) (1), qui contribuent à la définition d'une politique commune non seulement au travers des débats et des travaux conduits au sein de cette organisation, mais également par les projets réalisés dans le cadre national, ensuite soumis à l'euro-périalisation. Ils y contribuent aussi par leurs programmes propres qui, pour l'essentiel, élargissent le champ des activités entreprises au sein de l'ASE. La construction de l'Europe de l'espace ces quinze dernières années est le résultat de ces trois éléments, et elle a débouché sur une avancée spectaculaire des capacités spatiales du Vieux Continent.

Il y a quinze ans, alors que les Américains - qui avaient débarqué sur la Lune - lançaient un nouveau système de transport, la navette, et qu'ils éliminaient les opérations classiques dans les domaines (météorologie, observation, télécommunications), l'Europe spatiale était en crise. Elle était à l'échec du programme Europa au sein de l'organisation européenne chargée des lanceurs, le CELES-ELDO, de difficiles négociations internationales pour ajouter des programmes de développement de satellites d'application aux programmes scientifiques du CERS-ELDO (organisme européen chargé des satellites) (2). Face à cette impasse, et sous l'impulsion de la France, les Etats européens surent prendre, en juillet 1973, la décision de lancer les programmes Ariane, Spacelab et Marsat (3), et de réorganiser les structures européennes en créant l'ASE, mise en place en 1975.

Aujourd'hui, l'Europe réalise elle-même et réalise ses propres satellites dans tous les secteurs où les Etats-Unis

\* Directeur général adjoint du Centre national d'études spatiales.

l'avaient précédée. Elle a pénétré largement le marché mondial des services de lancement et elle est sur le point d'engager une nouvelle phase de développement, avec l'objectif de parvenir à son tour, après les Deux Grands, à l'autonomie en matière de vols habités. Plusieurs facteurs ont permis l'origine de cette évolution qui a permis la constitution d'une industrie européenne de premier plan : la volonté politique des gouvernements ; l'existence d'agences nationales dynamiques, tel, en France, le Centre national d'études spatiales (CNES), capables de faire des propositions originales et en conduisant leurs propres programmes ; la souplesse des institutions mises en place lors de la création de l'ASE.

Elément central des activités de l'Agence, le programme scientifique s'est traduit par le lancement de treize satellites, dont Giotta, lancé par Ariane en 1983, qui a permis, en mars 1986, l'étude rapprochée de la comète de Halley. Les deux prochaines missions, qui seront effectuées en coopération avec la NASA, concernent une sonde qui observera le Soleil et le télescope spatial. Après la mission d'astrométrie Hipparcos, les programmes futurs s'inscrivent dans le plan Horizon 2000, élaboré à la fin 1985 et présenté lors de la conférence des ministres réunie à Rome en 1985.

En matière de télécommunications, l'Agence fabrique et loue les satellites ECS en service à Eutelsat, qui fournit l'essentiel des communications européennes des FTI. Cette organisation a récemment commandé directement à l'industrie ses futurs satellites qui seront lancés à partir de la fin de la décennie. L'Agence conduit, en parallèle, un programme de développement de nouvelles technologies et expérimente en orbite, notamment dans des satellites de relais de données DRS, indispensables pour l'aviation spatiale Hermès et le module européen Columbus, qui doivent être intégrés à la future station orbitale américaine prévue pour le milieu des années 90 (4).

En météorologie, elle est en œuvre du service opérationnel Meteosat à six satellites, en 1983, la création d'un organisme intergouvernemental européen, Eumetsat, qui peut ainsi prendre le relais de l'ASE pour la gestion d'un programme opérationnel qui incorpore trois satellites météorologiques en 1987 et 1994. Après le développement du lanceur Ariane 1, l'ASE a confié, en 1980, sa commercialisation, sa production et son lancement à une structure industrielle à droit privé, le Centre Arianespace. De nouveaux programmes de développement ont été lancés : le programme européen de lanceurs (Ariane 2 et Ariane 3), Ariane 4, ainsi que les programmes préparatoires d'Ariane 5. L'ASE a confié au CNES la maîtrise d'œuvre de ces projets.

L'ASE a abordé le développement des vols spatiaux en menant à bien, en 1983, le premier lancement du Spacelab, son laboratoire spatial embarqué dans le sillon de la navette, et elle prépare sa participation à Columbus. Etape intermédiaire entre le Spacelab et Columbus, Eureka, porte-instrument autonome et récupérable, sera lancé pour la première fois en 1991. Depuis peu, la phase préparatoire de l'aviation spatiale Hermès, qui sera lancée en autonomie européenne en matière de vols habités, a été entreprise au sein du programme Ariane 5. A ses activités s'ajoutent étroitement les programmes

(1) L'Allemagne, l'Autriche, la Belgique, le Danemark, l'Espagne, la France, l'Irlande, l'Italie, la Norvège, les Pays-Bas, le Royaume-Uni, la Suède, le Soudan. Par ailleurs, un accord de coopération existe avec le Canada aux travaux de l'ASE.

(2) Pour un historique de la construction de l'Europe de l'espace, voir Bernard Chabbert, *La Voie Ariane*, Pion, Paris, 1984.

(3) Le lanceur spatial européen Spacelab a accompli sa première mission dans le sillon de la navette Columbia, le 28 novembre 1983, avant de devenir propriété américaine. Hermès est un programme de communications maritimes lancé par le Royaume-Uni et le Japon.

(4) Voir Bernard Cassen, « L'astrométrie spatiale de l'Europe en question », *Le Monde diplomatique*, octobre 1986.

# CHINE : Les premiers succès de la « voie nationale »

Par RACHEL VILLAIN \*

Après une longue période de maturation, le programme spatial chinois a pris la forme spectaculaire au niveau international. S'appuyant sur une position en matière de lanceurs et de satellites, la Chine se place maintenant en position de fournisseur de services spatiaux : lancements, capacités de télécommunications en orbite, stations sol et, à terme, images d'observation de la Terre. Il s'agit d'une mutation complète pour un pays qui, il y a encore à peine un an, était perçu en Occident comme un important marché potentiel par les industriels spatiaux, et en tant que cas comme un exemple.

Ce succès est le résultat d'une politique d'acquisition de technologies étrangères poursuivie parallèlement et de façon coordonnée à une politique d'acquisition de technologies étrangères. Perturbé par les changements internes et par son orientation, le développement spatial avait été caractérisé jusqu'à présent par une série de vagues-hésitations dans les rapports de coopération avec l'étranger et par une évolution très irrégulière du programme national.

Sur le plan international, la Chine n'a cessé de conclure des protocoles d'accord signés tant avec la RFA qu'avec les Etats-Unis pour la fourniture de satellites de télécommunications, pas plus qu'aux appels d'offres pour la commande d'un système national de télécommunications spatiales, pour lequel des réservations avaient même été faites sur la navette américaine et sur Ariane.

Beaucoup d'entreprises occidentales ont ainsi pu se targuer, pendant quelque temps, d'accords à long terme sur lesquels elles fondaient beaucoup d'espoirs. En fait, les seuls achats notables à l'étranger ont concerné des équipements au sol, notamment une station de réception de données des satellites d'observation Landsat et SPOT, construite par une société américaine, et trente stations sol de télécommunications commandées à l'entreprise américaine Spar. Mais, au début de 1986, la Chine a fait savoir qu'elle serait désormais autosuffisante dans ce domaine également.

Au niveau national, l'activité spatiale a été très irrégulière pendant les années 70 : un lancement en 1971 à 1974, mais, en 1975, trois lancements en ans. La situation s'est seulement stabilisée au début des années 80, au rythme d'un tir par an environ. Jusqu'en 1983, ce programme était essentiellement à vocation militaire : avec des lanceurs directement dérivés des missiles balistiques intercontinentaux, les missions spatiales étaient principalement d'observation.


Une mutation est produite en 1984 avec la mise en service du lanceur Longue Marche 3, à configuration géostationnaire et doté d'un troisième étage à propulsion cryogénique. La Chine devient alors la troisième puissance maîtrisant cette technologie sophistiquée de propulsion, avant l'Union soviétique et le Japon, ce qui lui ouvre l'accès aux applications dans le domaine des télécommunications. Les deux premiers satellites chinois de télécommunications, mis en orbite en 1984 et 1986, ont chacun une capacité de trois cents satellites plus performant en 1987. Parallèlement, pour ses besoins nationaux, Pékin a lancé deux des répéteurs (1) installés à bord des satellites Intelsat. Il ne fait pas de doute que les télécommunications spatiales se développeront rapidement, compte tenu des avantages qu'elles offrent pour un pays de la dimension de la Chine. La prochaine application devrait concerner la télé-détection à des fins civiles : la Chine, qui utilise déjà les données des satellites étrangers, doit mettre ses propres satellites en orbite entre 1988 et 1990.

En ce qui concerne les lanceurs, il ne fait pas de doute que la défaillance de la navette américaine et d'Ariane en 1986 a facilité l'entrée des Chinois sur le marché mondial. L'active campagne de commercialisation du lanceur Longue Marche s'est déjà d'autres négociations étant en cours. Cet intérêt étranger se manifeste dans un contexte international, très provisoire, de pénurie, et cela malgré les performances modestes du lanceur, différents handicaps techniques et une fiabilité qui reste à confirmer (deux Chine réussit durablement à concurrencer les lanceurs des autres pays, en l'état du marché, le succès est dû à la simplicité de son système).

\* Co-auteur d'industries et marchés des applications spatiales. Situation internationale par-perspective (Euroconsult, Paris, 1986).

(1) Elément qui, à bord d'un satellite de télécommunications, reçoit, amplifie et réémet un signal ayant une largeur de bande de 36 MHz, et permettant de relayer une émission de télévision.

## L'EXPLOIT SPATIAL



**Stations terriennes FASTCOM pour communiquer par satellites n'importe où dans le monde.**

- Possibilité d'alimentation par énergie solaire.
- Qualité comparable à celles des grandes stations internationales.
- Possibilité de réception de 2 canaux TV.
- Interfaçage tous systèmes.
- Profitez de la puissance et de l'implantation internationale d'un grand Groupe. Dans tous les pays, Alcatel assure l'installation et la maintenance de ses réseaux de transmission.

**Alcatel TELSPEACE**  
10 avenue du Centaure,  
95800 CERGY-SAINT-CHRISTOPHE (FRANCE)  
Tel. : (01) 30.73.73.73, Telex : 200000 F

**Alcatel, un temps d'avance.**

## EXCELLENCE TECHNIQUE

### part entière

... à l'assaut des étoiles ...

... la maîtrise d'œuvre de ces projets ...

... le développement de l'Agence ...

... la Chine a fait savoir qu'elle serait ...

... la prochaine application devrait concerner ...

... le succès est dû à la simplicité de son système ...

... la Chine a fait savoir qu'elle serait ...

... la prochaine application devrait concerner ...

... le succès est dû à la simplicité de son système ...

Handwritten signature or text in Arabic script.



UN POTENTIEL IMPRESSIONNANT

Prudence et ténacité de la

Par ALAIN DUPAS \*

DANS un numéro récent, la revue aéronautique américaine Aviation Week and Space Technology (1) rapporte que « l'Union soviétique a terminé les premiers essais de sa nouvelle spatiale sur une plateforme de lancement de Tyuratam... »

du gouvernement (2), on sait ainsi que l'URSS prépare une nouvelle génération de lanceurs spatiaux de grande capacité, avec une tête géante pouvant emporter plus de 100 tonnes de charge utile près de la Terre, et une navette permettant de transporter des équipages humains et des quantités de ravitaillement importantes vers les grandes orbites.

peut les interroger sur leurs grands projets, comme ce fut le cas à Innsbruck, en Autriche, du 4 au 11 octobre 1986. Pendant le trente-septième congrès de la Fédération internationale d'astronautique, M. Alexandre Douaïev, président d'un nouvel organisme appelé Glavkosmos (Direction centrale de la technologie spatiale), qui dirigeait la délégation soviétique, nous a affirmé : « Nous n'avons pas besoin actuellement d'une nouvelle station spatiale... »

américaine, avec sa charge utile de 25 tonnes et son personnel allant jusqu'à huit astronautes. La mission modeste se rattache à des projets scientifiques : l'exploration de Mars par des sondes automatiques, tentée au début des années 70, est apparue trop ambitieuse pour la technologie disponible, et les efforts de l'URSS se sont alors concentrés, avec un succès certain, sur l'étude de Vénus.

écoute électronique, mais aussi des applications terrestres. Toutes les utilisations pratiques de l'espace sont en cours de développement, mais avec des satellites peu sophistiqués, assez lourds et à durée de vie limitée : l'observation civile de la Terre fait ainsi largement appel à des satellites de 7 tonnes, dont les films sont ramenés sur Terre à bord de capsules récupérables, et qui ne peuvent nullement se comparer à des engins comme les Landsat américains ou le SPOT français, qui fonctionnent par radio, pendant des années, et images très précises.

La situation n'est pas différente dans le domaine des applications civiles ou militaires : météorologie, télécommunications, navigation, reconnaissance,

Des satellites à courte durée de vie

L'EMPLOI de satellites peu performants, à la durée de vie réduite, conduit l'URSS à multiplier les lancements pour assurer les services qui ne dépassent pas, en quantité ou en qualité, il s'en faut, ceux fournis par les systèmes américains (ou européens) pour ce qui est des applications civiles : chaque année, une centaine de tirs spatiaux sont ainsi effectués depuis les trois bases de lancement soviétiques. Cette situation explique le fait que les activités spatiales de l'URSS sont, très loin, les premières dans le monde par leur volume (4) : plus de 100 tonnes de charge utile sont lancées chaque année, soit trois à quatre fois plus qu'aux Etats-Unis. Elle rend également compte de l'importance de l'industrie spatiale soviétique, qui emploierait, selon nos sources américaines, un million de personnes (contre trois cent mille aux Etats-Unis) et consommerait 1,5 % du PNB (contre 0,5 % aux Etats-Unis). Ces avantages quantitatifs ne traduisent cependant (ou du moins pas encore) une avance réelle de l'Union soviétique les Etats-Unis.

En 1961, elle a, depuis, servi plus de mille fois. Le lanceur opérationnel le plus récent de l'arsenal spatial soviétique a été mis en service en 1967 (5). Le Soyouz, qui sert toujours à transporter les cosmonautes, a été initialement conçu en 1962. Le Saliout, dont la station Mir descend directement, a été lancé en 1969. On voit ainsi l'obsolescence rapide des engins spatiaux américains. En outre, les engins développés exploitent au maximum : le Vostok, qui emporta Gagarine en 1961, est à l'origine d'une famille de satellites récupérables qui, pour la reconnaissance, la télédétection, la

ISAAC ASIMOV

L'eau de la Terre aux Terriens !

L'espace est sillonné de vaisseaux appartenant à des récupérateurs qui harcèment les « objets trouvés » (réservoirs largués par les fusées, coquilles, etc.) pour les recycler dans l'industrie martienne. A bord d'un de ces vaisseaux, deux récupérateurs regardent, à la télévision, un sténographe, Hilder, qui prononce un discours démagogique et « xénophobe » contre les habitants de la Lune, de Vénus et de Mars.

« La Terre a investi sur Mars deux cents milliards de dollars et en a récupéré cinq sous forme de minerais de fer. La Lune a reçu cinq cents milliards de dollars dont elle a remboursé un peu plus de vingt-cinq millions en magnésium, titane et divers métaux légers. Pour Vénus, c'est encore mieux : la Terre a déboursé cinquante milliards de dollars sans recevoir aucune compensation. C'est ce qui intéresse les contribuables - leur argent se volatilise, mais rien ne rentre ! »

Tandis qu'il parlait, l'écran était couvert de petits croquis représentant les récupérateurs en orbite sur Mars, minuscules vaisseaux, allongeant leurs minces bras filiformes vers des coquilles baladeuses pour s'en saisir, puis les balant avant de les estampiller d'un étiquetant MARSEILLE DE MARS et de les diriger sur Phobos.

Hilder réapparut : « Un jour, disent-ils, ils nous rendront tout cela. Un jour ! Aux calendes grecques, oui ! Dans combien de temps ? Un siècle ? Mille ans ou plus ? Un jour ! Prenons-les au mot. Un jour, ils nous rendront nos métaux. Un jour, ils seront capables de produire leur propre nourriture et leur énergie. Ils n'auront plus besoin de nous pour rien. Il y a autre chose qu'ils ne pourront jamais nous rendre, fût-ce un milliard d'années : l'eau ! »

Mars ne possède qu'un insignifiant filet d'eau parce qu'elle est trop petite. Vénus n'en possède pas du tout. La Lune, pas davantage, parce qu'elle est à la fois trop petite et trop chaude. Ainsi, non seulement la Terre doit leur fournir à trois l'eau pour boire et l'eau nécessaire à leur industrie, mais aussi l'eau qui est dilapidée dans l'espace par millions de tonnes ! »

(Extrait du roman de Isaac Asimov, L'Union martienne, 1955, publié en français aux Editions J'ai lu, Paris, 1978.)

AIR & COSMOS PRIX DU CLUB DE L'ESPACE 1981 CHAQUE SEMAINE L'ACTUALITE PROFESSIONNELLE LES TECHNIQUES NOUVELLES LA VIE DE L'INDUSTRIE

abonnez-vous !

retourner à AIR ET COSMOS 6, rue Anatole-de-la-Forge, 75017 PARIS

Tarif des abonnements 1 an France FF 560 FF 365 Etranger FF 610 FF 410

Formular de înscripție cu câmpuri pentru Nume, Funcție, Adresă, Căsuță de poștă și mod de plată.

INDE : Au service du développement économique

Par MARC GIGET \*

L'INDE s'est engagée en 1961 dans la recherche spatiale. Son intérêt militaire initial - élaboration d'un missile intercontinental - a rapidement fait place à des préoccupations civiles et au développement. Cette évolution a des fondements pour le succès d'un programme qui compte parmi les plus complets au plan mondial, tant par ses réalisations que par les actions menées en coopération avec les Etats-Unis, l'Europe et l'Union soviétique.

Le pays s'est lancé en 1972 - d'un ministère de l'espace, l'Inde a un budget spécifique de plus de 150 millions de dollars pour l'année fiscale 1986-1987, se situe au huitième rang international, nettement devant le Royaume-Uni, l'Italie ou le Canada. Avec ses moyens - qui sont limités par rapport à ceux des grandes puissances spatiales - elle a réussi à bâtir un programme incluant lanceurs et applications d'application et produits localement.

Quatorze mille personnes travaillent actuellement dans le domaine de l'espace, qui encadre et programme le développement de long terme dans ce domaine, dont dépend l'agence spatiale indienne, l'ISRO, la plus ancienne au monde, après la NASA, en 1947. Le programme de lanceur national SLV a abouti, en 1980, au tir réussi du lanceur léger SLV3, réédité ensuite avec succès à deux reprises. Sa version améliorée (ASLV), susceptible de placer 150 kg en orbite basse, est en fin de développement, le premier tir étant imminent.

Dès 1989, un lanceur plus puissant, PSLV, sera placé en orbite polaire. Les satellites opérationnels et, en 1992, devrait être mis en service un lanceur à capacité géostationnaire, GSLV. Les deux lanceurs utiliseront le moteur Viking d'Ariane dont l'Inde a acquis la licence de fabrication. New-Delhi s'est par ailleurs largement ouverte à des lanceurs étrangers, et plus récemment à des conditions plus avantageuses. Ainsi, les satellites d'observation Bhaskara-2 et IRS sont lancés par l'organisme soviétique Interkosmos ; Apple, expérimental, de télécommunications, est lancé par la charge complémentaire - Ariane, et les satellites de télécommunications Insat ont été mis en orbite l'un par une fusée Delta américaine et l'autre par un lanceur indien Challenger.

Après avoir financé d'importants programmes d'expérimentation des télécommunications pour l'aide au développement avec des satellites américains et européens, l'Inde a mis en place son propre système, Insat, en 1983. La première génération nationale qui a déjà construit avec succès le satellite Apple, comme elle a produit l'ensemble des stations au sol de réception de télécommunications et de télédétection graves catastrophes naturelles a amené l'Inde à élaborer un système propre de météorologie spatiale, embarqué sur le satellite Insat. Ce système, qui intègre également les données des satellites étrangers, est aujourd'hui l'un des plus performants qui soient, notamment en matière d'alerte avancée des cyclones.

L'impératif de la mise en valeur des ressources naturelles, minérales et végétales, du sous-continent a entraîné très tôt un vif intérêt de New-Delhi pour les satellites d'observation et de télédétection, conduisant à l'utilisation, dès l'origine, des données des satellites américains, notamment de Landsat. Une agence spécialisée a été créée en 1975, et deux satellites d'observation et de télédétection, de conception locale, ont été mis en orbite en 1979 et 1981, soit sept ans avant la mise en place du premier satellite d'observation européen... Trois autres satellites doivent être lancés de 1987 à 1991, et Landsat.

En matière d'utilisation des données de la télédétection spatiale, l'effort réalisé est unique au monde : un institut spécialisé, un réseau décentralisé de diffusion, ainsi que des centres régionaux de formation des utilisateurs et de traitement des données. Comme développé une spécialisation de haut niveau pour la réalisation d'équipements peu coûteux de réception de systèmes spatiaux.

\* Directeur d'Euroconsult, société de recherche et d'études économiques sur les industries de haute technologie.

A L'ASSAUT DES ETOILES... MAIS PEU SOPHISTIQUE... stratégie so...

Texte vertical sur la droite de la page, probablement une continuation de l'article ou un autre article, partiellement coupé par le bord de la page.

Handwritten signature or note at the bottom center of the page.

A L'ASSAUT DES ETOILES

# MAIS PEU SOPHISTIQUE stratégie soviétique

biologique et, récemment, l'élaboration de matériaux en microgravité, ont volé plus de six cents fois. Cette approche rend possible une véritable production en série ainsi qu'un amortissement des coûts sur un grand nombre d'exemplaires.

La ténacité est la seconde caractéristique majeure du programme spatial soviétique. Elle a, en effet, été nécessaire pour surmonter d'énormes difficultés technologiques : dans l'étude de Vénius, le premier véritable succès n'est venu qu'à la dix-huitième tentative, et il a fallu sept ans pour que le programme de satellites Salout soit vraiment opérationnel. Cette persévérance porte ses fruits, et il est frappant de constater à quel point la technologie spatiale soviétique progresse rapidement aujourd'hui. Dans le domaine militaire, on peut noter la mise au point de satellites de reconnaissance à transmission radio des images, comparables aux KH-11 américains. En matière scientifique, le succès, en mars 1986, des sondes Vega de la comète Halley démontre que l'URSS maîtrise désormais des missions très difficiles, faisant appel à une instrumentation sophistiquée. Les Soviétiques sont en mesure de repartir à l'étude de Mars, et ils ont conçu une opération, appelée Phobos, qui commencera en juillet 1988, et qui n'a rien à envier en complexité aux plus belles réalisations américaines dans l'étude des planètes. Dans le domaine des vols habités, les Soviétiques s'apprêtent à entreprendre, en 1987, un vol record de dix mois à

bord de la station Mir. Cette station va progressivement grossir d'ici à la fin de cette décennie par adjonction de quatre gros modules scientifiques, pour devenir aussi importante que la station envisagée par la NASA pour le milieu des années 90.

La situation très conservatrice adoptée par l'Union soviétique lui a finalement permis de disposer aujourd'hui d'un potentiel spatial impressionnant, qui, sans une capacité de lancement sans équivalent, même si elle ne repose encore que sur des fusées classiques, et une technologie suffisamment avancée pour mettre en œuvre de façon efficace toutes les applications pratiques de l'espace. Une question se pose cependant : un potentiel est-il utilisable principalement à des fins civiles ou militaires ? Les observateurs américains font état de chiffres qu'ils estiment alarmants : plus de 80 % des lancements soviétiques seraient de caractère militaire. Qu'en est-il vraiment ? Il est évident que l'URSS, comme les Etats-Unis, utilise largement les satellites pour l'acquisition d'informations et le soutien de ses forces armées. Dans un cas comme dans l'autre, il s'agit cependant d'applications des techniques spatiales, du type reconnaissance ou télécommunications, qui n'ont aucun caractère agressif. Et si l'on compte, non pas du nombre des lancements, qui est un mauvais indicateur, mais de la masse satellisée, on arrive à la conclusion que le programme soviétique est à 70 % militaire, soit une proportion inférieure à celle des Etats-Unis.

## Une défense antimissile terrestre

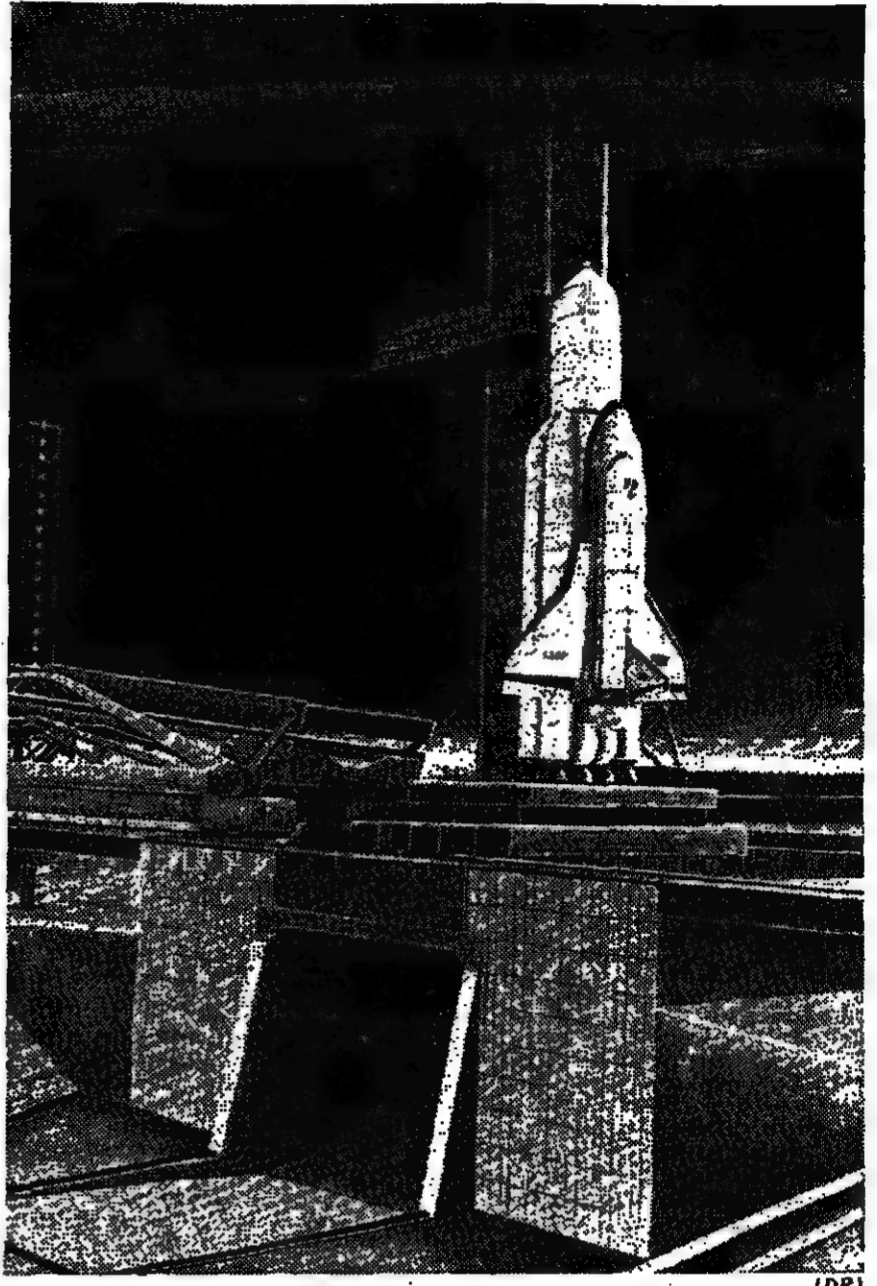
On sait que les Soviétiques, qui mènent campagne contre l'initiation de défense stratégique (IDS) du président Reagan, ont en particulier, testé et peut-être déployé un système d'interception de satellites en orbite basse. Mais il est assez certain que ce système est très peu efficace, et que ses tests sont interrompus depuis plusieurs années. En ce qui concerne le développement de systèmes défensifs contre les missiles balistiques (systèmes dits ABM), la position soviétique a été clairement exprimée par le maréchal Akhroméev, chef d'état-major général des forces armées de l'URSS : « Nous n'effectuons pas d'efforts sérieux en matière de systèmes spatiaux ABM. Par contre, nous travaillons au perfectionnement des systèmes d'alerte, au moyen de contrôle, de communication et de navigation, à la mise en place d'une défense antimissile terrestre dans les limites autorisées par le traité [de 1972] ABM dont nous observons rigoureusement toutes les dispositions (6) ».

Ces affirmations sont-elles compatibles avec les informations américaines recueillies par les observateurs intensifs sur les armes ABM, qu'il s'agisse de missiles, de lasers ou de faisceaux de particules ? Le traité de 1972 n'interdit pas les recherches sur ces armes, ni même le développement, le test et le déploiement d'armes ABM basées au sol et nécessitant une modernisation des systèmes terrestres par ce traité. La situation n'est cependant pas claire pour les armes à énergie dirigée (lasers et faisceaux de particules), qui ne peuvent pas être considérées comme

une simple modernisation de missiles antimissiles.

Le maréchal Akhroméev affirme que l'URSS ne s'intéresse pas à la création de « systèmes spatiaux ABM ». La mise en place d'armes ABM en orbite est une option technique envisagée par les Etats-Unis dans l'IDS, mais qui n'est pas forcément retenue par les Soviétiques. Ceux-ci peuvent parfaitement préférer des systèmes basés au sol, et étudier, comme ils le disent, une réplique non spatiale (multiplication des ogives par exemple) au déploiement d'un dispositif ABM dans l'espace. Des informations assez détaillées sur le dispositif soviétique anti-IDS ont été fournies lors d'une conférence de presse tenue à Moscou le 17 décembre dernier (7).

Le développement d'un lanceur géant et d'une navette s'accorde-t-il avec la prudence des Soviétiques ? Il faut prouver que l'URSS n'a pas de projet de développement de lanceurs géants. Les Soviétiques ont certainement une juste conscience de leurs moyens de transport spatiaux actuels, en particulier pour l'envoi d'hommes dans l'espace et la récupération de charges utiles. D'autre part, ils sont sans doute très bien conscients de la difficulté de construire et de mettre au point un véhicule du type navette : une dizaine d'années au moins de développement, suivies de plusieurs années de vols expérimentaux. L'exemple américain montre qu'il faut compter au moins dix ans pour concevoir, construire et tester un lanceur géant et une navette. Mais cela ne signifie pas que les Etats-Unis ne préparent à l'avance des moyens de transport spatiaux avant d'en avoir véritablement besoin. M. Dounev a ainsi raison lorsqu'il dit que les Etats-Unis ont actuellement disponibles au moins une dizaine d'années pour que les recherches spatiales et de cosmétiques. Mais cela ne signifie pas que les Etats-Unis ne préparent à l'avance des moyens de transport spatiaux avant d'en avoir véritablement besoin. M. Dounev a ainsi raison lorsqu'il dit que les Etats-Unis ont actuellement disponibles au moins une dizaine d'années pour que les recherches spatiales et de cosmétiques. Mais cela ne signifie pas que les Etats-Unis ne préparent à l'avance des moyens de transport spatiaux avant d'en avoir véritablement besoin.



LA NAVETTE SOVIÉTIQUE VUE PAR LES AMÉRICAINS. Un satellite déjà prêt pour les grandes stations orbitales de demain.

des satellites géostationnaires de 1 tonne au moyen de lanceurs Proton pour une somme de 154 millions de francs. Un prix inférieur de moitié environ à celui qui serait demandé par Arianespace pour une mission comparable. Il reste cependant un obstacle à franchir sur la route de l'INSEE : ce marché commercial ; les règles du COCOM, l'organisme intergouvernemental des pays occidentaux qui contrôle les transferts de technologie vers les Etats du bloc soviétique... ALAIN DUPAS.

(6) Extrait du journal allemand Die Welt et reproduit dans Temps International n° 48, 1986.  
(7) Voir International Herald Tribune, 18 décembre 1986.  
(8) Voir Le Monde, 5 décembre 1986.

## STIONNANT

### de la

économique, télé-détection des terres, etc. Toutes ces techniques de l'espace ont été développées, mais avec des moyens sophistiqués, assez lourds, et à un coût très élevé. L'observation de la Terre fait ainsi largement appel à des satellites de 7 tonnes, dont certains sont ramené sur Terre à bord de navettes récupérables, et qui ne peuvent pas être comparés à des sondes comme les Landsat américains ou les satellites français, qui transmettent pendant des années, des données précises.

### de vie

En 1969, depuis, servit plus de 100 fois. Le lanceur opérationnel principal de l'arsenal spatial soviétique est en service en 1972. Il est utilisé pour tous les types de lancements, y compris les satellites géostationnaires, a été introduit en 1962. Le Salout, dont la mise au point a été directement financée par le gouvernement américain, a été lancé en 1969. On est loin de l'objectif fixé par le programme spatial soviétique. En outre, les engins développés sont exploités au maximum : le Salout, qui emportait Gaganine en 1968, a été réutilisé pour la mise en orbite de satellites de reconnaissance, la télé-détection de la Terre, etc.

## service économique

Le service économique de l'espace. Son intérêt militaire a été rapidement cédé à la puissance économique. Cette évolution a été favorisée par les progrès des techniques spatiales et par les besoins croissants en coopération internationale. Les Etats-Unis ont été les premiers à développer des services spatiaux à des fins économiques. Le programme Landsat, lancé en 1972, a permis de fournir des données précieuses pour l'agriculture, l'industrie et l'urbanisme. Le développement de services spatiaux économiques est devenu une priorité pour de nombreux pays. La France a lancé en 1975 le programme Spot, qui vise à fournir des images de haute résolution pour des applications civiles. Le développement de services spatiaux économiques est devenu une priorité pour de nombreux pays. La France a lancé en 1975 le programme Spot, qui vise à fournir des images de haute résolution pour des applications civiles.

## Vivre en apesanteur ?

RENÉ BOST \*

La gravité est un des facteurs de l'environnement qui ont le plus marqué l'évolution, la morphogénèse et la physiologie des espèces. Paradoxalement, c'est un de ceux qui ont été le moins étudiés. La vie est une victoire sur le pesanteur. Elle s'est adaptée à sa contrainte, elle s'est construite autour de la verticale. Les structures statiques des organismes sont destinées à résister à l'écrasement de l'attraction terrestre. Elles s'adaptent en permanence à sa stimulation : sans la colléagine, sans le squelette chez les vertébrés, sans le tissu ligamenteux chez les cellules animales, la vie se réduirait à deux dimensions. Les structures dynamiques du milieu intérieur des organismes luttent contre la gravité pour véhiculer, dans les systèmes circulatoires, les substances nutritives et évacuer les déchets. Lors du passage de la position couchée à la position debout, par exemple, le système veineux s'adapte instantanément à l'augmentation considérable de la pression hydrostatique provoquée par le pesanteur. Les êtres vivants sont dotés d'un système sens, oublié par les physiologistes : le sens de la verticale, utilisé comme référentiel universel pour l'orientation, la stabilité de la vision, la poursuite des cibles par le regard, l'équilibre postural. La position de l'homme dégrégé est asservie à la verticale à deux degrés près.

L'environnement spatial étant caractérisé essentiellement par l'absence de gravité, on ne s'étonnera pas si les astronautes sont affectés, dès la mise en orbite, par de sérieuses perturbations physiologiques appelées « syndrome de l'adaptation spatiale ». Elles se traduisent par une redistribution de la masse sanguine vers la partie supérieure du corps et une absence de stimulation des capteurs de gravité qui provoquent une congestion céphalique, des sensations de malaises, des états nauséux, une perte calcique, sans conséquences pathologiques toutefois pour des vols courts. Cette phase aiguë, dite adaptative, est suivie au bout de quelques jours par un état chronique, dit « conservatif » ou « opératif » suivant les écoles, correspondant à l'effacement progressif des mécanismes physiologiques réflexes liés à la pesanteur terrestre et à l'apparition d'un état caractérisé par une nouvelle programmation adaptée à l'absence de gravité. Son installation est préoccupante pour le retour sur Terre après des vols de longue durée. Pour limiter les conséquences fâcheuses d'une confrontation brutale à la gravité, une préparation sérieuse de l'organisme, pour lui rappeler les conditions terrestres, est nécessaire avant le retour. Ces phénomènes transitoires témoignent d'une plasticité étonnante des mécanismes neuro-sensoriels jusque-là réputés invariables.

Le développement de ces recherches est étroitement dépendant de l'évolution des moyens spatiaux disponibles. La technologie des véhicules habités est loin d'avoir atteint ses limites. La première génération d'engins, Gemini, Apollo, Soyuz, ne permettait pas, faute de place, de procéder à des investigations significatives en vol. Les stations de deuxième génération, Skylab, puis la navette spatiale américaine, le Salout soviétique, le Spacelab européen, ont rendu possible l'embarquement d'expériences déjà sophistiquées en sciences de la vie. C'est avec l'avènement des stations de la troisième génération que ces sciences atteindront leur plein développement spatial. Les stations orbitales permanentes et leurs moyens d'accès permettront aux physiologistes spatiaux d'aborder dès 1995-2000 la phase opérationnelle de leur recherche. Après armage de leurs vaisseaux de transport sur les stations, ils pourront procéder à des expériences de longue durée. Ils disposeront d'équipements permanents - adaptés aux conditions spatiales - voisins de ceux de leurs laboratoires, avec l'apesanteur en plus. Ce sera le début d'une nouvelle page de la physiologie que l'on pourrait appeler gravitationnelle.

\* Spécialiste des sciences de la vie au Centre national d'études spatiales.

## GROUPEMENT pour le DEVELOPPEMENT de la TELEDETECTION AEROSPATIALE

(CNES - IGN - BRGM - IFP - BDPA)



FORMATION

COOPERATION TECHNIQUE

DISTRIBUTION D'IMAGES SATELLITES

DEVELOPPEMENT DE FUTURS INSTRUMENTS EMBARQUES

18, avenue Edouard Belin  
31055 TOULOUSE Cedex (FRANCE)

Tél. : 61.27.42.76  
61.27.42.80  
Télex : 531 081 F

L'EFFORT DE RECONSTRUCTION AFFRONTÉ

Philippines : difficile parcours pour le

AUX Philippines, comme dans les autres pays récemment libérés de leurs dictateurs, la gravité des problèmes économiques peut compromettre le retour à la démocratie.

Par PIERRE DE CHARENTENAY

Depuis la peine une année, les Philippines ont parcouru un chemin semé d'obstacles. Un psychodrame politique. Des affrontements au bord du chaos.

ancien opposant M. Enrile en 1986 en faveur des secteurs de droite et renforcé l'impression d'un centralisme excessif dans l'esprit des locaux.

Pour accélérer le passage à un régime constitutionnel, M. Aquino prit une option : nommer une commission (quarante-huit membres) pour la rédaction d'une Constitution qui serait soumise à référendum.

La politique ou l'armée

ENTRE la prise de possession de la présidence et le référendum du 2 février 1987, il y eut une période de transition. Le gouvernement nommé par M. Aquino a commencé à gérer le pays selon des options politiques.

Ne parions pas de la arrière-garde pro-Marcos, elle loyaliste, qui fut la base du coup d'Etat d'opérette en juillet 1986 sous la houlette d'un vieillard manipulé, M. Arturo Tolentino.

Les urgences militaires partout et sur tous les plans : la politique du vide pratiquée par M. Marcos avait touché les caisses, le personnel politique, les institutions nationales, la santé publique, etc.

CURE THERMALE 1987

Elle sera plus agréable et plus efficace si elle est doublée d'une cure de détente et de soleil. De FOCCAR à la MEDITERRANEE, choisissez les stations de détente de la CHAÎNE THERMALE DU SUD.

- 01 GIBOUX LES BAINS (Haute-Provence) RHUMATISMES, arthrose, arthrite, ostéoporose, traumatologie, réduction, VOIES RESPIRATOIRES, O.R.L. Pneumologie, Thèmes trophiques, celtiques, gallo-romains (antichambre reconstruit).

Il fallait en même temps revenir sur le passé : une commission spéciale (Presidential Commission for Good Government, PCGG) fut chargée de lancer des enquêtes sur toutes les fortunes illégalement acquises.

Ce processus de purification inquiétait particulièrement les proches de M. Marcos, tel M. Enrile, qui assumait récemment encore les fonctions de ministre de la Défense.

Des industriels réticents

Le nouveau régime se trouve devant un problème immense. Il a choisi de commencer à agir en regardant la majorité de la population.

Le coup d'Etat manqué des 22-23 novembre 1986 et le départ de M. Enrile ont changé l'équilibre des pouvoirs. Un marchandage a été conclu : M. Aquino a accepté de laisser dans les négociations avec la gauche.

Le Parti communiste des Philippines (PCP) avait appelé au boycott des élections présidentielles de février dernier. Le triomphe de M. Aquino a été sanctionné.

Le mouvement d'opposition nationale, couramment appelé Nouvelle Démocratie nationale (NDN), a été fondé en 1969.

Le mouvement d'opposition nationale, couramment appelé Nouvelle Démocratie nationale (NDN), a été fondé en 1969.

Le mouvement d'opposition nationale, couramment appelé Nouvelle Démocratie nationale (NDN), a été fondé en 1969.

Le mouvement d'opposition nationale, couramment appelé Nouvelle Démocratie nationale (NDN), a été fondé en 1969.

Le mouvement d'opposition nationale, couramment appelé Nouvelle Démocratie nationale (NDN), a été fondé en 1969.

Ramos s'assurait de la fidélité des militaires. Le chef d'état-major sort grand de cet épisode. Mais, en nommant le général (en retraite) Rafael Ileta au poste-clé de ministre de la Défense, M. Aquino crée un pont supplémentaire entre les pouvoirs civil et militaire.

Cette nouvelle distribution des cartes politiques est généralement bien accueillie, mais pas la gauche. Les Américains sont satisfaits.

La gauche militante

La fondation, en août dernier, du Partido ng Bayan (PNB ou Parti du peuple) (2) complète le panoplie des organisations « démocratiques nationales ».

Le mouvement d'opposition nationale, couramment appelé Nouvelle Démocratie nationale (NDN), a été fondé en 1969.

Le mouvement d'opposition nationale, couramment appelé Nouvelle Démocratie nationale (NDN), a été fondé en 1969.

Le mouvement d'opposition nationale, couramment appelé Nouvelle Démocratie nationale (NDN), a été fondé en 1969.

Le mouvement d'opposition nationale, couramment appelé Nouvelle Démocratie nationale (NDN), a été fondé en 1969.

Le mouvement d'opposition nationale, couramment appelé Nouvelle Démocratie nationale (NDN), a été fondé en 1969.

Le mouvement d'opposition nationale, couramment appelé Nouvelle Démocratie nationale (NDN), a été fondé en 1969.

Le mouvement d'opposition nationale, couramment appelé Nouvelle Démocratie nationale (NDN), a été fondé en 1969.

Le mouvement d'opposition nationale, couramment appelé Nouvelle Démocratie nationale (NDN), a été fondé en 1969.

intérêts (en particulier les bases américaines). Le peuple, qui commençait à s'inquiéter des critiques de M. Enrile, a soulagé de la nouvelle fermeté de la présidence. Tout auréolé de la trêve conclue avec la gauche armée, M. Aquino a probablement aujourd'hui une marge de manœuvre un peu plus large qu'il y a deux ou trois mois.

Le nouveau projet

Le mouvement d'opposition nationale, couramment appelé Nouvelle Démocratie nationale (NDN), a été fondé en 1969.

Le mouvement d'opposition nationale, couramment appelé Nouvelle Démocratie nationale (NDN), a été fondé en 1969.

Le mouvement d'opposition nationale, couramment appelé Nouvelle Démocratie nationale (NDN), a été fondé en 1969.

Le mouvement d'opposition nationale, couramment appelé Nouvelle Démocratie nationale (NDN), a été fondé en 1969.

Le mouvement d'opposition nationale, couramment appelé Nouvelle Démocratie nationale (NDN), a été fondé en 1969.

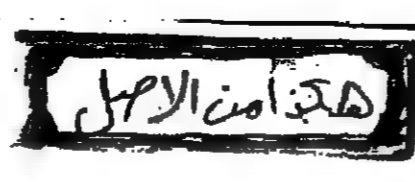
Le mouvement d'opposition nationale, couramment appelé Nouvelle Démocratie nationale (NDN), a été fondé en 1969.

Le mouvement d'opposition nationale, couramment appelé Nouvelle Démocratie nationale (NDN), a été fondé en 1969.

Le mouvement d'opposition nationale, couramment appelé Nouvelle Démocratie nationale (NDN), a été fondé en 1969.

Le mouvement d'opposition nationale, couramment appelé Nouvelle Démocratie nationale (NDN), a été fondé en 1969.

REEL
Nouveau po
Le mouvement d'opposition nationale, couramment appelé Nouvelle Démocratie nationale (NDN), a été fondé en 1969.





# ANALISTE résolu

missions de cet avion... années 90... rester à prendre... les objectifs, le... du programme... Commission nationale... prestigieuse de... responsable de la... spatiales de la... remis son rapport... en juillet 1986. La... une série de pro... sur la... qu'elle veut... appelés à l'exploration... la frontière de... de la science, de la... l'industrie... l'élaboration des ins... permettant... ressources... l'installation de... Forbité terrestre,...

Casson, «L'autonomie... question», le Monde... Anderson, «Le plus... Monde diplomatique,

## FICTION

### Graphiques

fiction, entreten... de l'exploitation du... d'autre part, il... même lorsque la... spectateurs... a été perçu et... Hermann Oberth... de Fritz Lang la... décide de partir... mais un couple... peut ajouter que... une certaine na... permettrait de... les années 60... à l'appart de la... d'investir... la Conquête de... vitesse spatiale... une influence... de l'Académie... les Astronaves... parvient à... l'impressionne et au... le scénario... américains et co... tous d'une mission



(Cahiers du Cinéma)

famille des films qui... Arthur C. Clarke... une sérieuse rela... (SF) les plus... association avec Stanis... la beauté des images... l'univers. Comment... préhistorique se... fasciné par la mo... du Beau Danubien... et futur, mais bien... relations au moment... conquérants du... s'étonner que ce... par des œuvres... la NASA n'est... difficultés de vivre et... le renouveau... principes... lasers et ce... Star Wars... connue et... à Buck Rogers et... américaines... 40 millions... de remarquables... (1981). Co... l'espace... dans la Lune et

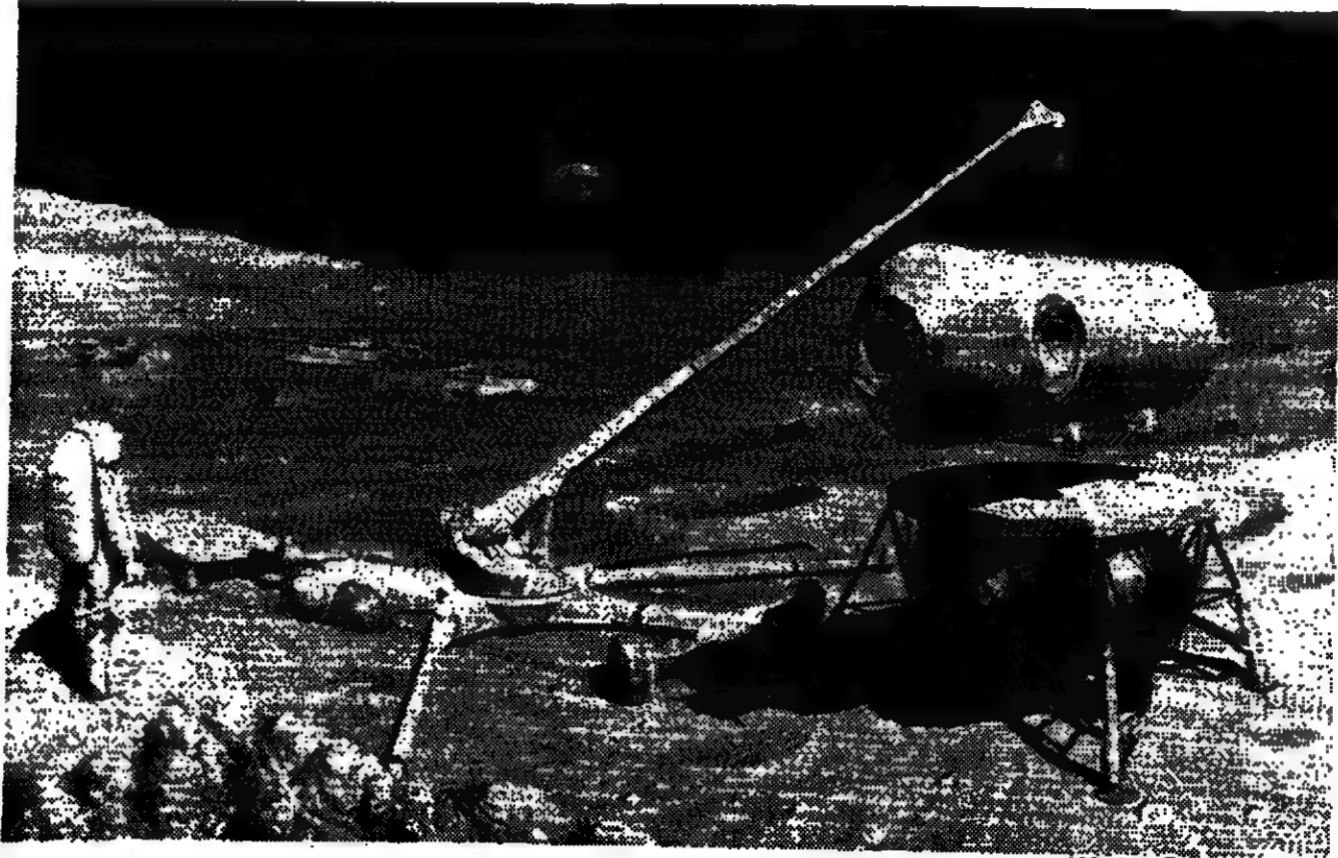
# OU COOPÉRATION ? de la démarche américaine

La Commission a préconisé des initiatives vigoureuses pour les bases de la technologie spatiale américaine et développer l'espace réellement bon marché. Le calendrier qu'elle propose prévoit une première station sur la Lune vers 2010 et les premières sur Mars peu après 2020.

Si les Etats-Unis veulent se doter d'une politique spatiale cohérente, il faudra que les objectifs et le plan d'action soient en œuvre dans la période 1990-2000 soient intégrés à une vision ou une autre de ce type de vision à long terme. Cela devrait à son tour entraîner des décisions sur l'orientation d'un grand nombre de projets. L'une des questions les plus fondamentales est de savoir quelle catégorie de programmes de recherche la NASA développera au cours des deux prochaines décennies. La liste scientifique américaine de l'espace est une telle liste de missions du plus grand ordre dans l'exploration du système solaire, les sciences de la vie, la physique des relations Terre-Soleil, l'astrophysique, l'astronomie et les sciences de la Terre, que les Etats-Unis à eux seuls ne sauraient y suffire. Parmi les possibilités qui s'ouvrent : une division explicite des activités scientifiques dans l'espace entre les Etats-Unis, l'Europe, le Japon et, peut-être, l'Union soviétique ; la collaboration et le partage des coûts pour des missions individuelles de l'un des partenaires plus haut, ou bien une décision que prendraient les Etats-Unis de maintenir une position dominante dans un ou plusieurs domaines de l'espace.

Il y a quelques années, l'un des enjeux majeurs de la politique spatiale des Etats-Unis était l'espoir de réalisations économiques à court terme et particulièrement des utilisations de l'environnement en microgravité de l'espace. Les éventuelles applications des technologies spatiales ne sont plus aujourd'hui de la même priorité. L'utilisation de la microgravité à des fins commerciales est perçue comme le résultat, à long terme, de recherches à mener dans la navette et la station orbitale pendant les années 90, et non pas comme la principale justification à court terme du programme spatial américain.

La mise au second plan des retombées commerciales et de la concurrence



COMMENT LA NASA CONÇOIT SA BASE AVANCÉE DU XXI<sup>e</sup> SIÈCLE SUR LE SOL LUNAIRE  
Un projet gigantesque, pour conforter la rêve de puissance

économique diminue en rien l'esprit de compétition qui anime la politique spatiale américaine. Après tout, c'est la compétition politique avec l'URSS qui, dans les années 60, donna naissance au programme Apollo. L'utilisation de l'espace, en tant que symbole de l'excellence technologique et de la puissance nationale, est toujours un des facteurs de première importance qui sous-tendent des programmes particuliers. S'il est vraisemblable que les Etats-Unis et l'URSS en reviennent à un certain niveau de coopération en ce domaine, particulièrement dans l'exploration de Mars par des véhicules non habités, une coopération (que ce soit avec les Soviétiques, les Japonais ou les Européens) restera secondaire par rapport aux motivations fondamentales de la politique des Etats-Unis.

Ces motivations de nature à maintenir le caractère spectaculaire au caractère des futures activités spatiales américaines. En approuvant le projet Apollo de débarquement sur la Lune, le président Kennedy s'entendit expliquer par ses conseillers, « l'espace, ce qui captive l'imagination des gens, c'est l'homme et pas simplement les machines ». Cet avis apparaît tout à fait d'actualité plus tard. Le choix d'un objectif à long terme visant à donner une orientation globale au programme spatial américain est actuellement une préoccupation centrale. Il s'agit de définir des équipages humains directement impliqués, quel que soit l'objectif final retenu. La station orbitale ayant été présentée comme « la prochaine étape logique », la question qui se pose aujourd'hui est : « Une étape vers

quel ? » Bien que cette plate-forme ait été justifiée comme un laboratoire de recherche dans l'espace et comme une station-service pour satellites, il est généralement admis que la raison fondamentale est de constituer une base de départ pour des missions humaines de proximité immédiate de la Terre. Le retour permanent de l'homme sur la Lune est sans aucun doute envisagé comme la principale étape qui précède l'installation de la station, et donc comme un objectif pour le début du XXI<sup>e</sup> siècle. Toutefois, la plupart des programmes spatiaux à long terme du programme américain se concentrent initialement sur des vols habités vers Mars, suite logique des activités exploratoires d'engins automatiques actuellement prévues aussi bien par les Etats-Unis que par l'Union soviétique.

Fixer, l'exploration de Mars comme suprême du programme spatial américain pose plusieurs problèmes. L'un d'eux est que l'objectif est trop lointain, aussi bien constituer un véritable pôle sur lequel se grefferaient des projets spécifiques que pour assurer, de manière politiquement efficace, le soutien de l'opinion publique à des activités à terme plus rapproché. Il n'est pas assuré, en effet, que les Américains soient prêts à accepter l'objectif Mars avant d'avoir repris confiance dans la NASA et tant qu'organismes pleinement opérationnels. Un autre obstacle, sans doute encore plus important, est la probabilité d'une substantielle augmentation des Soviétiques dans la préparation des vols habités vers Mars. La question se pose réellement de savoir si l'exploration de Mars par l'homme constitue une perspective réaliste pour la démonstration de la suprématie américaine. Sans doute l'interrogation la plus lancinante des hauts responsables américains porte-t-elle précisément sur le terrain où la suprématie pourrait être affirmée.

Le dilemme central de la politique spatiale des Etats-Unis pour les années à venir est de décider si, oui ou non, la compétition nationaliste demeure une logique politique adéquate et si la suprématie américaine dans tous les domaines des activités de l'espace est un objectif réalisable dans un monde où il ne manque pas d'autres acteurs compétents, et où l'Union soviétique est une position dominante dans les vols habités de longue durée. Une autre démarche consisterait à équilibrer le nationalisme et l'esprit de compétition par la nécessité croissante de travailler dans un esprit de coopération. Toutes les puissances spatiales, y compris les Etats-Unis et l'URSS, semblent aujourd'hui admettre que les intérêts nationaux qu'elles poursuivent en consacrant des efforts considérables à l'espace ne pourront être défendus en fait cavalier seul, et donc qu'une forme ou une autre de coopération est inévitable.

Trouver le juste milieu entre la compétition et la coopération internationale dans l'espace, tel est bien le défi majeur auquel nous sommes aujourd'hui confrontés les décideurs politiques américains.

JOHN M. LOGSDON

## Prochains colloques

- L'Association française d'études américaines organise, le 11 et 10 janvier au palais du Luxembourg à Paris, un colloque sur le thème « LE BICENTENAIRE DE LA CONSTITUTION DES ETATS-UNIS ». (Renseignements : MARYFINA Tolnet, CERJ, 4, rue de Chevroux, 75007 Paris.)
- QUELLE PLACE LES MÉDIAS DONNENT-ILS DU TIERS-MONDE ? », tel est le thème d'un colloque organisé par le Centre Varémis le 10 janvier à Paris. (Renseignements : 18, rue de Varémis, 75007 Paris. Tél. : (1) 42-22-18-56.)
- A Paris, le 20 janvier, à l'invitation du Centre de formation aux réalités internationales (CEPRI) aura lieu une journée d'information sur « URSS : L'ÈRE DE GORBATCHEV ». (Renseignements : CEPRI, 30, rue de Cabanis, 75014 Paris. Tél. : (1) 43-36-04-41.)
- L'Institut d'études politiques de Paris organise, dans le cadre de sa activité de formation continue, un cycle court, les 26, 27 et 28 janvier, consacré à « LA POLITIQUE EXTERIEURE DE LA FRANCE ». (Renseignements : service de formation continue de l'IEP, 215, bd Saint-Germain, 75007 Paris. Tél. : (1) 45-49-30-50.)
- Un séminaire annuel de recherche sur les organisations non gouvernementales débutera le 27 janvier 1987 à 11 heures à Paris. (Renseignements : ORSTOM, 30, rue de Charonne, 75011 Paris. Tél. : (1) 47-00-96-99.)

## Dans les revues...

- Dans un article perçant que publie DÉFENSE NATIONALE, M. Gilles Polycarpe, ingénieur de l'Armement, explique que l'initiative de défense stratégique de M. Reagan « n'est à proprement parler ni une initiative, ni une défense, ni une stratégie », mais « un mythe fédérateur, porteur du meilleur comme du pire ». (Décembre mensuel, 30 F. - 1, place Joffre, 75007 Paris.)
- Evidant les conséquences que l'initiative de défense stratégique peut avoir pour la sécurité de l'Europe, Alain Carton examine, dans STRATÉGIQUE, les possibilités qu'offrirait « une défense sérieuse élargie ». Dans le même numéro, un article sur les réformes militaires dans la Chine de Deng Xiaoping. (N° 4, trimestriel, 57 F. - Hôtel national des Invalides, 75007 Paris.)
- Après avoir publié dans un précédent numéro un article sur « le crépuscule de l'internationalisme » dans la politique des

## BIBLIOGRAPHIE

- problèmes d'actualité vus par les organisations internationales
- Banque internationale pour la reconstruction et le développement.
- DICTIONNAIRE DE LA BANQUE MONDIALE (The World Bank Glossary), vol. 1 : troisième édition d'un instrument de travail indispensable, pour qui s'intéresse aux problèmes financiers et aux aspects pratiques dans le tiers-monde. (Banque mondiale, Washington DC, 1986, 421 pages.)
- Bureau international du travail.
- VERS LA PARTICIPATION DANS LE DÉVELOPPEMENT RURAL, par Peter Oakley et David Marsden. (BIT, Genève, 1986, 106 pages.)
- INTRODUCTION À LA PLANIFICATION DES RESSOURCES HUMAINES DANS LES PAYS EN DÉVELOPPEMENT, par Andrew Ulfink et Ernesto M. Ponsa. (BIT, Genève, 1986, 17 pages.)
- Fonds monétaire international.
- IMF GLOSSARY, English-French-Spanish (Glossaire de l'FMI, anglais-français, espagnol) : l'équivalent du Glossaire de la Banque mondiale, dans une conception plus strictement financière. (Fonds monétaire international, Washington DC, 1986, 286 pages.)
- AGING AND SOCIAL EXPENDITURE IN THE MAJOR INDUSTRIAL COUNTRIES, 1960-2025 (Le vieillissement et les dépenses sociales dans les principaux pays industrialisés, 1960-2025) : des projections à partir des statistiques actuelles qui sont donc influencées par la définition des choix politiques. (Fonds monétaire international, Washington DC, 1986, série « Occasional Paper », n° 47, 76 pages.)

- Etats-Unis, FOREIGN POLICY donne la parole, sur le même thème, à André Fontaine, Lee H. Hamilton (représentant démocrate de l'Indiana) et Brian Urquhart. Pour sa part, le magazine S. Weiser, président d'une banque américaine d'investissement, s'appuie sur les « lois du marché », chères aux tenants du libéralisme économique, pour montrer comment elles diminuent la valeur des créances que les banques détiennent sur le tiers-monde. (Revue trimestrielle, 5,25 dollars. - F.O. Box 984, Farmingdale, N.Y. 11737-9684, Etats-Unis.)
- LES TEMPS MODERNES publient un dossier complet sur « l'Amérique noire » avec des articles très variés sur la politique, la religion, l'économie et la culture de la communauté noire des Etats-Unis. (N° 485, décembre, mensuel, 60 F. - 22, rue de Condé, 75006 Paris.)
- STUDIA DIPLOMATICA consacre sa dernière livraison à une monographie de Ronald Yalmonchok sur « l'Europe face aux Etats-Unis ». Un état des relations politiques et militaires, des contentieux économiques et de la compétition technologique. (N° 4-5, trimestriel, abonnement annuel 3 000 francs belges. - Institut royal des relations internationales, 85, avenue de la Couronne, 1050 Bruxelles.)
- « Que se passe-t-il en Angleterre ? », se demande ÉCONOMIE ET HUMANISME dans un dossier de sept articles consacré aux divers aspects de la politique économique de M<sup>rs</sup> Thatcher. A noter également un article sur « le Japon, l'Europe et le système monétaire international ». (N° 292, novembre-décembre, mensuel, 14, rue Antoine-Demours, 69372 Lyon Cedex 08.)
- Deux grands pays industrialisés, la France et le Japon. Deux politiques de coopération. Une stimulante étude comparative à laquelle est consacré tout le dernier numéro de MONDES EN DÉVELOPPEMENT. (N° 53, 1986, trimestriel, 140 F. - ISMEA, 11, rue Pierre-et-Marie-Curie, 75005 Paris.)
- Sous le titre « Panorama de l'Europe de l'Est », c'est une véritable somme de plus de trois cents pages que propose le huitième numéro de la revue (URSS n'est pas comprise). LE COURRIER DES PAYS DE L'EST. L'évolution économique de chacun de ces pays est exposée ; on y trouve également des analyses sur les relations sociopolitiques, l'intégration dans la CAEM, l'ouverture à l'Ouest, la pénurie énergétique, le niveau de consommation. Un ensemble de statistiques récentes font de ce numéro spécial un indispensable ouvrage de référence. (N° 309-310-311, octobre, mensuel, 120 F. - La Documentation française, Paris.)
- Nous sommes tous des Sud-Africains noirs : en grand nombre, des hommes politiques, des écrivains et artistes, des universitaires - en majorité africains - s'expriment dans un cahier spécial de PRÉSENCE AFRICAINE, sur l'apartheid en Afrique du Sud. (Cahier spécial, 150 F. - 25 bis, rue des Ecoles, 75005 Paris.)
- Les problèmes de l'antagonisme aliminaire en Afrique noire et les incidences économiques des flux transfrontaliers clandestins sont deux des thèmes abordés dans AFRI-

- QUE CONTEMPORAINE (Octobre-décembre, trimestriel, 31 F. - La Documentation française, Paris.)
- « Richesse et pouvoir » Proche-Orient : MIDDLE EAST REPORT présente, dans une série d'articles, les transformations des sociétés au pouvoir, sous l'effet de l'essor du capitalisme, dans plusieurs pays, du Golfe, en passant par Israël. (N° 142, septembre-octobre, bimestriel, 3,50 dollars. - Room 518, 475, Riverside Drive, New York, N.Y. 10115.)
- DÉFIS AFGHANS s'interroge sur la situation des réfugiés en « camps d'attente » qu'ils doivent franchir. (N° 10, novembre, 75012 Paris.)
- La Turquie est en bonne place, dans le riche dossier de la REVUE EUROPÉENNE DES MIGRATIONS, avec des études consacrées aux migrations de ses travailleurs : changement de destination de flux migratoire au profit des pays arabes producteurs de pétrole, impact des transferts de fonds dans le pays, enquête sur la réinsertion de ceux qui restent. (Vol. 2, n° 1, septembre, 85 F. - Université de Poitiers, 25, avenue de Rochefort-Pineau, 86022 Poitiers.)
- La direction de POUVOIRS n'aurait jamais pu rêver pareille opportunité en concevant son dernier cahier sur le thème : « C'était quoi, mai 68 ? ». POUVOIRS « a d'abord pour ambition, écrit O-

- Dubniet, de confronter les systèmes à cette question posée par les étudiants d'aujourd'hui ». (Décembre, mensuel 76 F. - PUF, Paris.)
- POLITIQUE ÉTRANGÈRE consacre une grande part de son dossier mensuel à un dossier ouvert sur l'Ichernoïl, et plus largement aux risques de nouvelles et aux menaces qu'ils nous font peser. (N° 3-86, trimestriel, 75 F. - 4, rue Ferrus, 75014 Paris.)
- ETHNIES, dans un dossier spécial dirigé par Yves Le Bot, explique comment la situation politique d'Amérique centrale aggrave la déstabilisation des pays. (N° 4-8, automne, trimestriel, 60 F. - 14, rue Littré, 75006 Paris.)
- Un numéro spécial du COURRIER DE L'UNESCO consacré au Brésil, « géant du XXI<sup>e</sup> siècle ». L'économie et surtout les diverses facettes de la culture sont passées en revue par une pléiade de spécialistes. (Décembre, mensuel, 8 F. - 7, place de Fontenay, 75006 Paris.)
- Le CONCILIUM apporte une sérieuse contribution à la connaissance de la théologie de la libération, théologie conçue selon l'optique des pauvres et non celle des riches. Cinq des participants à ce cahier sont des clercs du tiers-monde. (N° 207, six numéros par an, 60 F. - Beauchesne, 77, rue des Saussaies, 75008 Paris.)

## POLITIQUE AFRICAINE

Revue trimestrielle d'analyse et d'informations politiques sur l'Afrique contemporaine

Année 1987

N° 25 (mars)	: L'État sud-africain en péril
N° 26 (juin)	: État, marchés, classes sociales
N° 27 (septembre)	: Le Togo
N° 28 (décembre)	: Politiques de santé

Abonnement annuel	Surfact	Airfax
France	225 FF	X
Maghreb et Afrique CFA	280 FF	280 FF
Amér., Asie, autres pays d'Afrique	280 FF	400 FF

Vous pouvez bien sûr, acheter Politique Africaine au numéro (70 F l'abonnement)

Bon de commande à retourner à : Stéphane Karhala - 23-04 bd Arago, 75013 PARIS

Nom : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

s'abonne pour 1987 à la revue Politique Africaine.

Ci-joint mon règlement :  par chèque payable en France à l'ordre de Karhala.  par mandat postal international

ISRAËL ET LA JORDANIE FACE AUX PALESTINIENS

Entente ambiguë contre l'OLP

(Suite de la première page.)

C'est sur le terrain financier que Jérusalem et Amman ont commencé leur « lune de miel ». Le 17 septembre, pour la première fois depuis la guerre de juin 1967, une banque arabe était officiellement autorisée à ouvrir ses guichets à Naplouse. Autrefois propriété de la Jordanie et de l'Égypte, fermée en 1967 par l'occupant, la Banque Le Caire-Amman, placée désormais sous tutelle israëlo-jordanienne, est appelée à jouer un rôle important dans le plan quinquennal de développement des territoires occupés lancé par le régime hachémite.

Telle paraît en effet la pièce maîtresse de la stratégie du roi Hussein. Présenté comme la preuve de sa sollicitude pour ses anciens sujets de la rive occidentale et de sa volonté d'améliorer leurs conditions de vie, ce plan permettrait de « distribuer » en cinq ans une somme de 1,3 milliard de dollars, réduite, fin décembre, à 1 milliard

fournis pour l'essentiel par les États-Unis et d'autres pays occidentaux. Mais pour quoi faire et à quel effet ? sont là les deux questions posées par la presse palestinienne de Jérusalem. Le quotidien Al Quds rapportait dès le mois d'août que l'essentiel des sommes allouées par Amman serait destiné, non à l'essor de la production agricole (13%) ou industrielle (5%), mais à la construction et au logement (55%), aux services et plus généralement à la consommation privée. Voilà, écrit M. Kamal Alawneh, chef du département économique de l'université de Naplouse, qui « ôte à l'économie palestinienne toute chance de forte croissance » et « signifie que le bénéfice du plan sera détourné par l'économie israëlienne et celle des pays occidentaux plus que par l'économie locale, puisque les habitants des territoires occupés dépensent un large pourcentage de leurs revenus pour acheter des produits importés. Ainsi la rive occidentale importe d'Israël 90% de ce qu'elle consomme (3) ».

Le retour des notables

Quel est le prix politique que les Arabes ont accepté de payer pour qu'Israël accepte un accord à ce plan et que les États-Unis acceptent d'en être le garant financier ?... La réponse est très simple : « La Jordanie réalise très vite qu'il est difficile de faire campagne contre un plan visant à améliorer les dures conditions de vie des Palestiniens des territoires occupés et réalise également l'importance d'un accord avec ce régime parmi les Palestiniens sous occupation. C'est pourquoi son offensive politique envers l'OLP et le peuple palestinien prend la forme d'un poing d'acier recouvert d'un gant de velours (4) ». Quant aux destinataires des « subventions » jordano-américaines, l'homme de la rue ne se fait pas d'illusions à ce sujet, tel Samir, un jeune bijoutier de la vieille Jérusalem arabe, pour qui « l'argent va être versé aux vieux notables jordaniens, ceux-là mêmes qui firent régner la loi à Jérusalem jusqu'en 1967, ceux qui ont permis à Israël de faire la balance, et qui ont éprouvé ainsi à acheter » à nouveau des partisans parmi les Palestiniens ébranlés par la crise économique et la division de la résistance.

Or ces notables viennent justement à être le plus visible de l'opération conjointe d'Amman et de Jérusalem - d'être placés par les autorités d'occupation à la tête des principales villes de Cisjordanie, en remplacement des anciens dirigeants de l'OLP élus en septembre 1976 et remplacés par Israël. Le premier est à Jérusalem - non sans un discret feu vert de M. Yasser Arafat - de Zafir Al Hachab. Le transfuge est par son assassinat en mars 1986, et qui a découragé pour un temps d'autres prétendants, a été surmonté : M. Abdel Magid Zir el Hébron, M. Khalil M. Khalil à Ramallah, et M. Moustapha Tawil à El-Bireh, trois hommes politiques jordaniens mais personnalités de

la rive occidentale, ont accepté, le 28 septembre, l'investiture de l'occupant. Qualifiée par Israël de « non politique », saluée par le département d'État américain, leur nomination a été agréée par la Jordanie, pour laquelle « il est préférable que des personnalités arabes remplacent des officiers israéliens (5) ». Plus explicitement, le ministre jordanien chargé de la Cisjordanie, M. Marwan Doudin, ajoutait que « des projets de loi municipaux ont été intégrés dans le cadre du plan quinquennal (5) ». Plus coïncident, le ministre israélien Rabin, un « faucon » travailliste responsable - ancien ministre de la Défense - des territoires occupés, considérait ces nominations comme « conformes à la politique d'Israël, qui vise à renforcer le caractère modéré jordanien et à lui donner un caractère favorable à l'OLP sur la rive ouest (6) ». De quoi alimenter la condamnation sans appel de l'OLP, dont le porte-parole, M. Ahmad Abdel Rahman, évoquait une « conspiation jordanienne-israélienne contre la volonté du peuple palestinien et ses dirigeants », lançant un appel à « l'union du peuple palestinien en Palestine et à l'extérieur pour y faire face (7) ». De fait, en cette occasion, il y avait une sous-entente : la reconnaissance unanime pour condamner la « collaboration » d'Amman et de Jérusalem. La presse palestinienne des territoires occupés n'a pas tardé à éprouver les effets de cette entente. Certes, elle avait déjà subi depuis longtemps les heurts et malheurs de l'occupation : l'absence d'impression et de diffusion arbitrairement données, et annulées, au gré des autorités ; censure préalable systématique ; assignations à résidence, voire emprisonnements, expulsions et « disparitions » ; les journalistes (8), etc. Mais l'épée de Damoclès, depuis quelques mois, s'est levée sur elle-même et il s'agit de l'occupation jordanienne-palestinienne, et le droit de l'OLP à les représenter ne s'exerce qu'au sein d'une « délégation » d'Amman. Après avoir tenté, en vain, d'imposer à M. Yasser Arafat de nouvelles concessions, le roi Hussein préféra rompre l'union avec la résistance.

La marge de manœuvre d'Amman reste cependant étroite. Elle est limitée par la Cisjordanie s'opposent évidemment à celles à Jérusalem, qui n'entend pas restituer les territoires occupés, lesquels, au contraire, la résistance juive ne restitue. Mais traiter ouvertement Israël sans lui arracher la restitution de l'ensemble de la Cisjordanie - compris Jérusalem-Est - présente bien des risques. En Jordanie même, où la majorité des habitants sont Palestiniens, ainsi qu'en Cisjordanie, où la conscience nationale palestinienne demeure vive, sans parler de Gaza, où, par exemple, la réconciliation

Palestine) furent mis à mort, ces deux dirigeants ont reproché de ne pas faire leurs vœux de « la majorité silencieuse ». Le rédacteur en chef du quotidien Al Chaab, M. Akram Haniyeh, début novembre, a été expulsé le 11 décembre, ainsi que le journal jordanien Al Nahar avait, lui, obtenu l'autorisation d'être publié à Amman. « Il est évident pour un organe palestinien - dit-il en Cisjordanie - que l'occupation jordanienne est un obstacle à la libération de la Jordanie. Israël a transmis un message à la Jordanie, qui, sur un signal du roi Hussein, lui a permis d'Israéliennes à être prêtes à sévir durablement contre la presse palestinienne avec pour but de saper l'appui à l'OLP et de consolider celui du roi (9) ».

Il n'est cependant pas simple d'identifier les objectifs de ces deux « partenaires rivaux » que sont Israël et la Jordanie, dans un cadre d'un dessein spécifique dans la région. « Par rapport au problème palestinien, la différence entre le Likoud et le Parti travailliste ressemble à celle entre Coca-Cola et Pepsi-Cola », plaisait un jour Arafat. L'expérience du gouvernement d'union jordanienne de la « rotation » intervenue à sa tête à la mi-octobre vérifie pour l'essentiel la justesse de cette boutade. S'il s'oppose sur la solution à long terme du conflit, l'un attaché à « chaque pouce » d'Eretz Israël, et l'autre plus disposé à envisager un « compromis territorial », les deux grands partis israéliens, par les manœuvres de leurs tactiques, ont d'accord pour refuser une solution de paix qui amènerait la coexistence de deux États sur les terres de Palestine, enfin partagée dans l'esprit qui animait les Nations unies en 1947. Tous deux sont également opposés à la réunion d'une conférence internationale à laquelle participerait l'OLP sans le statut permanent du Conseil de Sécurité de l'ONU, y compris l'Union

soviétique. D'où un « impératif catégorique » : affaiblir la résistance palestinienne, en premier lieu dans les territoires occupés. En attendant une hypothétique « solution jordanienne », la priorité reste de « faire les faits accomplis », sous l'égide de « l'entente ». La collaboration avec Amman concourt à la réalisation de ces objectifs.

L'économie n'est pas absente de ces manœuvres. Le « plan quinquennal » présenté en effet, pour Israël, l'avantage supplémentaire de transférer à la Jordanie, et en définitive aux États-Unis, une part substantielle de la charge financière des territoires occupés, tout en offrant, on l'a vu, de nouvelles débouchés à ses produits. Mais la politique reste la préoccupation dominante, ce que les dirigeants de Jérusalem ne cherchent nullement à masquer. M. Shimon Pérès, après publiquement que la Jordanie « l'occupation pour créer une direction palestinienne au rechange à l'OLP (10) » ; M. Itzhak Shamir précise toutefois qu'« il faut renforcer la présence israélienne dans ces territoires... si nous le ferons (11) » ; et pour M. Itzhak Rabin, « il est clair que, sans la Jordanie, il ne peut y avoir de direction locale. Avec la Jordanie, nous sommes en mesure de créer une infrastructure sur laquelle nous espérons bâtir une nation meilleure. La Jordanie, ajoutait-il, n'est pas encore prête à des négociations directes, mais (...) nous espérons que nous aurons presque la même politique à l'égard de ces régions. Je vois une chance de changement dans les territoires (12) ».

La subtilité dialectique du Likoud est évidente de la même façon : il est pas dénué de fondement. Car le roi Hussein dispose soigneusement une coopération avec Israël, préférant d'ailleurs un accord tacite à l'engagement de négociations officielles. Cette prudence n'est pas sans racines historiques.

Des ambitions hachémites aux réalités de l'occupation

CONSTITUÉ au début des années 20 et placé sous mandat britannique, l'émirat de Transjordanie n'aurait été le rêve d'« adjoindre la rive occidentale de la Jordanie, plus riche et plus peuplée. C'est le grand-père de Hussein, le roi Abdallah, qui le réalisa au moins en partie : au lendemain de la première guerre mondiale, en 1921-1924, il annexa les territoires qui allaient constituer la Cisjordanie. Quatorze ans plus tard, la guerre de juin 1947 amputa le royaume de sa partie occidentale. Dès lors se fit, chez le roi Hussein, le dessein de « récupérer » la rive occidentale, mais Israël qui l'occupait, avait également intégré l'OLP qui revendiquait comme partie intégrante de la Palestine. La lutte s'engagea entre le roi et le peuple et la résistance sous son nom, en Cisjordanie et en Jordanie, où, en septembre 1970, les Forces armées royales écrasèrent dans le sang les Palestiniens, avant d'expulser l'OLP durant l'été 1971. Après « Septembre noir », Amman mena, en vain, une bataille de retardement pour empêcher la « représentation » des habitants de Cisjordanie.

En 1974, c'est le mouvement L'OLP obtint du roi Hussein et du Rabat la reconnaissance comme « seul représentant légitime du peuple palestinien », et son président, M. Yasser Arafat, s'adressa solennellement à l'Assemblée générale des Nations unies. Le roi Hussein se plia à la décision arabe, et, en 1976, lors des élections municipales, le suffrage universel plébiscite l'OLP en Cisjordanie. L'opposition aux tentatives puis aux accords de Camp David accélèrent la reprise du dialogue entre les « ennemis », avec pour résultats, après la guerre de Juin de 1982, l'accord jordanien-palestinien du 11 février 1985. L'ambiguïté même du texte, qui reflète l'ambiguïté même de la résistance, contenait sans doute le germe d'une rupture de l'accord : le droit des Palestiniens à ne pas s'y soumettre n'est admis que dans le cadre d'une « conférence jordanienne-palestinienne », et le droit de l'OLP à les représenter ne s'exerce qu'au sein d'une « délégation » d'Amman. Après avoir tenté, en vain, d'imposer à M. Yasser Arafat de nouvelles concessions, le roi Hussein préféra rompre l'union avec la résistance.

La marge de manœuvre d'Amman reste cependant étroite. Elle est limitée par la Cisjordanie s'opposent évidemment à celles à Jérusalem, qui n'entend pas restituer les territoires occupés, lesquels, au contraire, la résistance juive ne restitue. Mais traiter ouvertement Israël sans lui arracher la restitution de l'ensemble de la Cisjordanie - compris Jérusalem-Est - présente bien des risques. En Jordanie même, où la majorité des habitants sont Palestiniens, ainsi qu'en Cisjordanie, où la conscience nationale palestinienne demeure vive, sans parler de Gaza, où, par exemple, la réconciliation

tion du roi Hussein avec le président syrien Assad ne survivrait pas à une telle volte-face. D'autre part, le pourrissement de la situation comporte la menace d'une « guerre », dont la Jordanie pourrait, cette fois, constituer la principale victime. M. Ariel Sharon ne se fit-il pas un jour l'avocat d'une « solution jordanienne » véritablement jordanienne en « patrie palestinienne », afin « régler » une fois pour toutes le problème ?

La nécessité de se mouvoir entre ces périls explique l'apparente contradiction de la démarche du roi Hussein. D'un côté, il applique son plan pour reconquérir une partie de son pouvoir sur la rive occidentale et de son influence sur ses habitants ; de l'autre, il cherche à se compromettre. La Jordanie travaille de concert avec Israël, mais réaffirme en toute occasion son refus de négocier directement avec lui. Elle s'acharne à miner les bases de l'OLP, mais répète à l'envi que celle-ci est la seule habilitée à parler au nom des Palestiniens. Elle organise l'« entente » qu'Israël appelle de ses vœux, mais dit et redit que seule une conférence internationale statuera sur le sort des territoires occupés. Ce double langage avait d'ailleurs été résumé par M. Shimon Pérès une formule originale : « Avec la Jordanie, il n'y a pas de négociations, mais il y a des résultats (13) ».

Ces « résultats » semblent toutefois les plus fragiles, comme le soulignent les manifestations, durement réprimées, des jeunes Palestiniens de Cisjordanie et de Gaza au mois de décembre. Car la réalité de l'occupation israélienne est en permanence flagrante avec les tentatives proclamées, mais par le Parti travailliste que par le Likoud, de contribuer à une « amélioration de la qualité de la vie ». Confiscation de terres (14), expulsions (15), exploitation, répression, tortures (16), aucun de ces maux ne sera supprimé par l'engagement actuel d'Amman. Au contraire, le risque est qu'à l'action répressive des autorités israéliennes s'ajoute celle de l'administration jordanienne, également soucieuse de marginaliser l'OLP et ses partisans.

Quant au marasme économique, nul n'ose croire que le « plan de développement » jordanien sera le bienvenu. Même le dirigeant palestinien de Gaza, M. Rashad Chawa, que ses concitoyens surnomment l'« ambassadeur de Hussein », nous déclarait, éloquent : « On en parle aux discours, il n'y a pas de changements réels. D'ailleurs que les bailleurs de fonds, les européens qu'arabes, ne financent pas le projet de développement aujourd'hui bien réticents (17) ».

La plupart des responsables palestiniens estiment que dans quelques années, les Palestiniens bénéficieront concrètement de l'argent promis par le roi Hussein. Selon M. Faez Abon Rahmah - un proche de M. Yasser Arafat - présent, avec

M. Hannah Siniora, pour représenter les Palestiniens dans la délégation commune qui devait être constituée avec la Jordanie - « la majorité des Palestiniens ne croient pas aux promesses jordaniennes, seule une minorité s'appuie à un tirer profit ». Et d'ajouter : « Les valeurs de l'OLP sont profondes, et il n'y aura pas facile de les arracher ».

Optimisme de façade ? La révolte de décembre n'a fait que confirmer un état d'esprit déjà signalé par les résultats d'une enquête publiée au mois d'août par Al Fajr. Le sondage - le plus représentatif réalisé auprès des Palestiniens depuis 1967 - témoignait d'un rejet massif de l'occupation israélienne et des solutions jordaniennes et d'un attachement profond à l'OLP. M. Yasser Arafat s'y voyait ainsi crédité de plus de 70% des suffrages, contre 3,4% au roi Hussein, dont le projet ne recueillait que 1% d'assentiment. La constitution d'un Etat palestinien était prévue par 71%, 41% envisageant qu'il soit limité à la Cisjordanie et à Gaza. 93,5% des Palestiniens de l'intérieur y affirmaient considérer l'OLP comme leur seul représentant (18).

Ces consciences nationales palestiniennes s'est nourrie de l'évolution même de la réalité palestinienne, dans les structures et les bouleversements durant les vingt années d'occupation. Le prolétariat industriel, en particulier, a crié au point de représenter 40% de la population active, alors que le paysan, elle, voyait sa part réduite à moins de 25%. D'où un effritement des modes de vie, des mentalités et des valeurs traditionnelles, accentué par la dépopulation massive d'une jeunesse nombreuse.

De telles transformations ont entraîné une désagrégation des élites féodales et de leur influence clientéliste, sur lesquelles Israël toujours appuyé le régime hachémite, tant lorsqu'il instaura la Cisjordanie (entre 1948 et 1967) que face au nationalisme palestinien renaissant. Du même coup, s'effondraient les bases d'une possible collaboration avec le roi Hussein occupant.

C'est dire que les chances d'un condominium israëlo-jordanien paraissent de plus en plus minces : ni le passé ni le présent ne plaident en sa faveur auprès des Palestiniens. Or n'est-ce pas eux qui sont concernés au premier chef ?

DOMINIQUE VIDAL

- (3) Al Quds, 1er août 1986.
(4) Al Ahdab, 24 août 1986.
(5) L'orient le Jour, 30 septembre 1986.
(6) Murrat, 29 septembre 1986.
(7) L'orient le Jour, 2 octobre 1986.
(8) Ainsi le journaliste Hassan Abdel Halim disparu à l'automne 1985. Cent vingt jours plus tard, le 20 décembre 1985, son corps était retrouvé. La police n'a toujours pas trouvé les coupables.
(9) Al Fajr, 28 août 1986.
(10) Déclaration à la télévision israélienne, 15 août 1986.
(11) Déclaration à Figure, 3 novembre 1986.
(12) Jerusalem Post, 10 octobre 1986.
(13) El Hanez, 3 octobre 1986.
(14) Selon le ministre jordanien M. Doudin, 2 768 kilomètres carrés, soit près de la moitié de la Cisjordanie, seraient aujourd'hui sans mains des Israéliens.
(15) Le nombre de colons israéliens en Cisjordanie a dépassé les cinquante mille, sans compter les habitants juifs de Jérusalem-Est (environ quatre-vingt mille).
(16) Amnesty International a récemment une enquête sur « des allégations de tortures de prisonniers dans les territoires occupés par Israël et dans les zones sous contrôle israélien au Sud-Liban ». Communiqué du 16 septembre 1986.
(17) Le Monde, 15 novembre 1986.
(18) Cité par le Monde du 11 septembre 1986.

Stylos Agendas Cartes de visite Cartes d'invitation DANIEL 141, rue de Rennes 75006 Paris 45-48-20-02

LAURENT TAPIS D'ORIENT IRAN, CHINE, TURQUIE, RUSSIE, AFGHANISTAN, KASHMIR, PAKISTAN. Du magnifique tapis artisanal au somptueux tapis de grande finesse CERTIFICAT D'ORIGINE DÉTAXE A L'EXPORTATION 101, AVENUE DE LA BOURDONNAIS, 75007 PARIS - Tél. : 45-50-40-21+ Métro : ÉCOLE-MILITAIRE

EHRET GRAVEUR DEPUIS 1879 Tous travaux gravés ou imprimés en : Cartes de visite - Papiers à lettres Faire-part de mariage. 25, avenue de Tourville - 75007 PARIS - Tél. : (1) 45-51-91-90

مركز الشرق الأوسط للدراسات DÉCOUVREZ ACTUALITÉ ARABE 7 Formes de parution. Un bulletin de référence, d'analyse et d'information sur l'actualité des pays du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord. Un document mensuel sans équivalent, indépendant de tous ceux qui s'intéressent à l'évolution des pays arabes. Cinq bulletins en un seul : Politique - Économie - Énergie - Armement - Éducation, plus des dossiers, des appels d'offres, des photographies... Extraient en édition anglaise, ARAB NEWS AND REPORTS. « ACTUALITÉ ARABE » est édité par le CENTRE ARABE DE DOCUMENTATION ET D'INFORMATION (C.A.D.I.) Directeur général : Georges El Hachab 34, avenue du Champ-de-Mars, 75008 Paris Tél. 42-26-41-00 Téléc. CAD 642824F Disponible par abonnement. Écrivez-nous sur demande.

صكنا من الأصل





# Une ouverture nouvelle à la culture française

Par MARCEL DE GRÈVE \*

CONFRONTÉS depuis les premiers Capétiens (X<sup>e</sup>-XII<sup>e</sup> siècles) à l'égard de la France, les Flamands ont manifesté et continué de manifester à son égard une attitude ambiguë, faite de rancœur et d'estime. À chaque moment de son histoire, en effet, la Flandre s'est trouvée en présence d'une culture française dominante, et souvent dominatrice. Lors du démembrement de l'Empire carolingien (843), il ne fut tenu compte de l'appartenance de ce territoire au domaine linguistique germanique que ce qui devait devenir le comté de Flandre fut attribué à Charles le Chauve. Par la suite, ni la « période bourguignonne » (1384-1482), ni le règne des Habsbourg ou la réunion de la Flandre aux Pays-Bas, espagnole d'abord, autrichienne ensuite (XVI<sup>e</sup>-XVIII<sup>e</sup> siècles), ne modifieront cette situation, pas plus, évidemment, que ne le fit l'annexion à la France de la Belgique (1795-1813). Actuellement, le monde francophone est, par l'intermédiaire des Belges de langue française, le partenaire le plus voisin du peuple flamand.

Ces données historiques ont contribué à créer une situation paradoxale : la mesure de l'apport français s'est imposée comme un des facteurs constitutifs de l'identité culturelle flamande. Il n'est pas en vain que les régions qui allaient devenir la Flandre furent romanisées jusqu'à l'arrivée des Francs saliens ; ce n'est pas sans en tirer quelque bénéfice que la Flandre a dépendu, durant de longs siècles, de la couronne de France et que sa culture s'associe à une littérature voisine dont les manifestations devaient de plus en plus prestigieuses. Il telle enseigna qu'Auguste Viatte a pu dire que, « de toute la littérature française hors de France, celle de Belgique (à laquelle la contribution flamande fut longtemps déterminante) apparaît la plus riche et la plus vigoureuse ».

## Moyen de promotion sociale

Encore convient-il de considérer la situation particulière des provinciaux flamands de langue française. Ce n'est, en effet, pas un hasard si les sont tous issus de la bourgeoisie francophone qui, pour des raisons économiques et sociales tout autant que par la langue même qu'elle parlait, était complètement coupée du peuple. Ce qui unit un Georges Rodenbach, un Georges Eekhoud, un Emile Verhaeren à la Flandre, c'est une espèce d'attachement romantique à une terre, à un pays et à sa nature, à un passé historique et artistique, voire à ce que l'on pourrait appeler l'« âme » du pays flamand, et aussi à son peuple, à son peuple fait partie de la nature.

Car la présence de la langue française a, très tôt, été exploitée sur le plan social : grâce au rattachement que constituait son usage, la bourgeoisie flamande pouvait se distinguer du reste de la population pour préserver leurs privilèges. Aussi le français acquit-il une aura de prestige jusque dans les couches les moins privilégiées, voire les plus défavorisées, de la population, jusqu'à devenir un moyen de promotion sociale, principalement dans les villes. Ainsi Bruxelles, simple résidence duciale sous les ducs de Bourgogne, s'affirma de plus en plus comme métropole commerciale, politique et culturelle et subit dans le même temps, surtout depuis le début de ce siècle, une rapide francisation, au point de se transformer en une

## Contre la bourgeoisie francophone

Aujourd'hui, la Flandre se trouve dans une situation qui est particulièrement paradoxale : la mesure de l'apport français s'est imposée comme un des facteurs constitutifs de l'identité culturelle flamande. Il n'est pas en vain que les régions qui allaient devenir la Flandre furent romanisées jusqu'à l'arrivée des Francs saliens ; ce n'est pas sans en tirer quelque bénéfice que la Flandre a dépendu, durant de longs siècles, de la couronne de France et que sa culture s'associe à une littérature voisine dont les manifestations devaient de plus en plus prestigieuses. Il telle enseigna qu'Auguste Viatte a pu dire que, « de toute la littérature française hors de France, celle de Belgique (à laquelle la contribution flamande fut longtemps déterminante) apparaît la plus riche et la plus vigoureuse ».

On n'est pas près d'oublier, en Flandre, que la conquête d'une identité propre n'a pu se réaliser qu'après les combats parfois âpres. Ni qu'il n'y ait, par exemple, fallu de longues luttes pour obtenir que l'université de Gand fût « flamandisée », par la loi de 1930. Jusqu'à cette date, en effet, seuls les fils de la bourgeoisie francophone avaient accès à un enseignement universitaire non confessionnel, l'université catholique de Louvain, qui de son statut d'établissement libre, ayant organisé son enseignement bien avant cette époque.

Mais ces combats ont porté leurs fruits. Et, du coup, l'hostilité à l'égard de la langue et de la culture françaises s'est graduellement estompée. En s'affranchissant de la tutelle francophone, les Flamands se sont libérés de leur sentiment de frustration. Seule demeure une susceptibilité à l'égard de leurs compatriotes francophones lorsque ceux-ci affichent une attitude de mépris, sinon d'hostilité, envers la langue et la culture flamandes. Mais ce réflexe de défense ne se manifeste pas, ou ne se manifeste plus, contre la culture française comme telle : on lit davantage de livres français en Flandre qu'en Wallonie. En témoignent aussi l'intérêt des Flamands pour la vie culturelle et politique de la France, leur goût pour la gastronomie et les vins français. Manifestement, l'amalgame entre les francophones de Belgique (et plus spécialement les membres de la bourgeoisie francophone de Flandre) et la culture française proprement dite semble appartenir au passé. L'ouverture d'esprit, caractéristique des Flamands, a pris le dessus.

\* Professeur émérite de l'université de Gand.

# ENTRE LA TRADITION ET LA RÉNOVATION Les mutations dans l'enseignement

Par EDDY BONTE \*

Il existe actuellement en Flandre deux types d'enseignement : le traditionnel et le rénové. Le traditionnel, qui a été rénové à 1970 (un an après avoir été rénové dans la partie francophone de la Belgique). Elle est destinée à substituer progressivement au système traditionnel, considéré comme démodé et arriéré dans une société changeante et en pleine expansion. Le rénové comprend trois cycles de deux ans chacun. Le premier, dit d'observation, est à 100 % commun pour tous les élèves. Il vise à faciliter la transition entre l'école primaire et l'école secondaire et à éviter les spécialisations prématurées à l'âge de 12 ans. C'est pourquoi on ne trouve, à ce niveau, aucune différenciation entre les options générales, techniques ou professionnelles. Les options (latin, sciences, etc.) n'apparaissent que dans le deuxième cycle, dit d'orientation, et passent au troisième, dit de spécialisation, jusqu'à la quatrième année d'études.

La population pour qu'en surgissent les besoins nécessaires à la poursuite d'une formation déjà qualifiée de post-industrielle, et surtout sur l'esprit d'équipe, l'efficacité du travail manuel et travail intellectuel et un idéal de promotion sociale faisant fi des avantages liés à la naissance. C'est l'époque où la Flandre jetait les bases d'une économie dynamique (devant l'autre partie de la Belgique) et donnait la priorité à la mobilisation et à l'exploitation de sa seule véritable ressource naturelle : la matière grise. En fin de compte — et sans que ses promoteurs s'en soient rendus compte — le système rénové s'est surtout consacré au traitement des déficiences, marquées en témoignent les cours de remédiation, l'année d'adaptation, les ateliers, etc.

Le regain de faveur des années 70 pour les théories de la « différence » allait apporter à l'eau au moulin de la filière traditionnelle. Cette filière traditionnelle a été imposée, en 1975, par l'Etat, et le système public des provinces l'a également adopté. Mais l'enseignement catholique flamand a toujours fait preuve d'une certaine équivoque à ce sujet : la moitié des écoles catholiques (qui accueillent les deux tiers des élèves) ont conservé le système traditionnel, et approchent à se concurrencer de procéder à un nivellement par le bas, en maintenant les matières dites « classiques » (l'antichambre du cycle d'observation où ils perdent leur temps, d'offrir des options alternatives en ce débou-

chant sur rien, et, enfin, de coûter trop cher pour autant décorner des diplômes supérieurs à ceux qui sont obtenus ailleurs. Le système traditionnel est le système catholique en général sont plus détestés et fiars de l'étr. Ils se font les champions d'une éducation de qualité, sans crainte de revendiquer des valeurs culturelles et pédagogiques sans lesquelles, à leurs yeux, la Flandre n'aurait jamais atteint son stade de développement actuel.

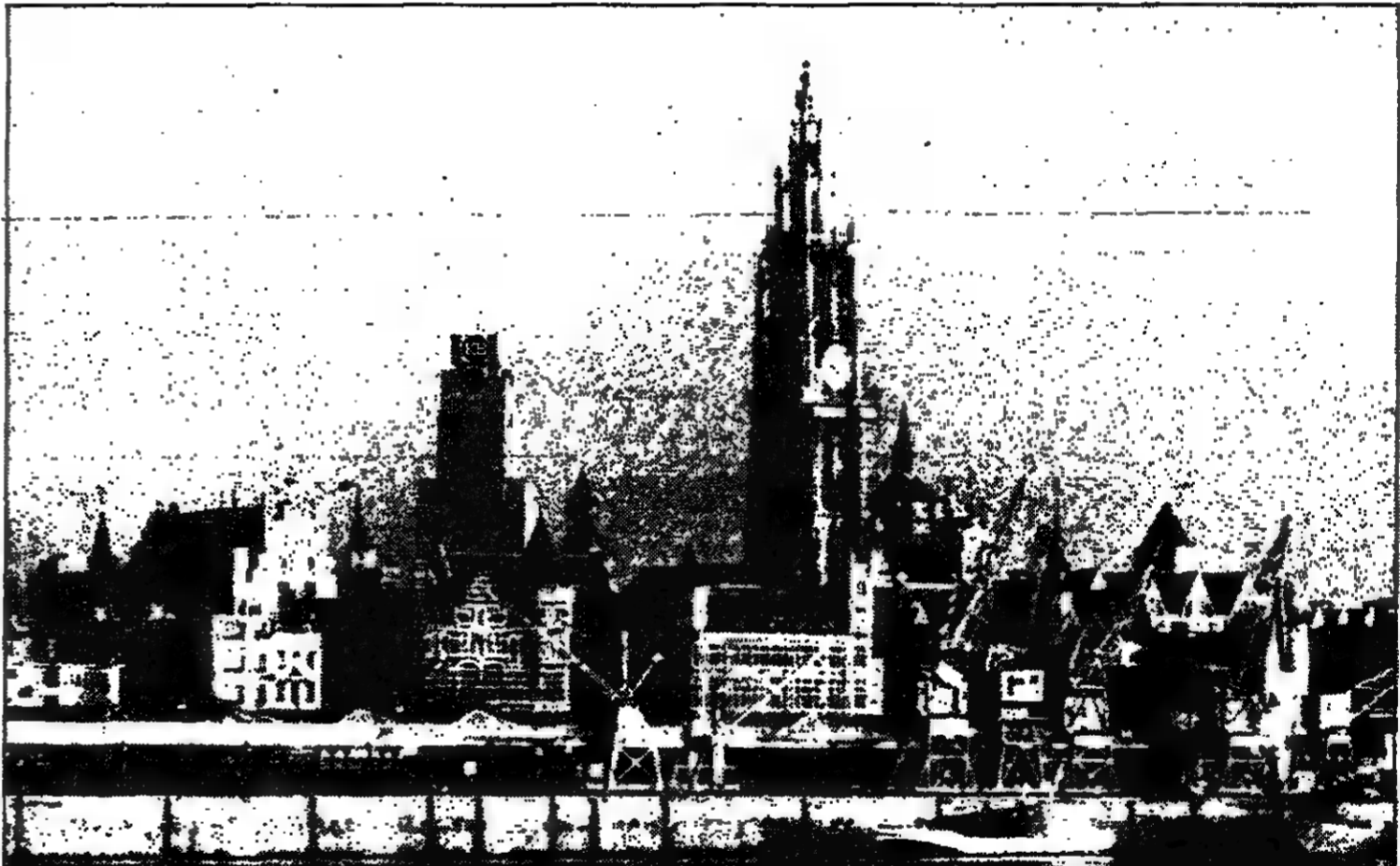
## Une troisième filière

Le ministre de l'éducation pour la partie néerlandophone de la Belgique, M. Dierckx Coens, a récemment préconisé la création d'une troisième filière pour l'enseignement catholique, qui impliquerait la fusion entre le rénové et le traditionnel. Si elle se mettait en place, il s'agirait de prévoir qu'elle soit également implantée dans le réseau catholique. L'enseignement supérieur flamand comprend trois filières distinctes : la non-universitaire (de deux à quatre années), le réseau universitaire long (de quatre à six ans) et, enfin, les universités proprement dites. La loi d'expansion a fait proliférer les établissements universitaires à partir de 1970 pour répondre aux besoins de la population. La Flandre se compte maintenant neuf, les autres régions de Belgique ont un seul ou deux.

titutions offrant seulement le premier cycle, à l'exception de l'institut universitaire de Turin (IUA) qui organise le deuxième et troisième cycles pour deux autres établissements flamands du premier cycle.

Cette situation quantitative a surtout respecté les équilibres géographiques et idéologiques des pays, dotant chaque province d'une université au minimum. Le Limbourg, par exemple, n'a pas vu s'implanter une université universitaire plurivalente (c'est-à-dire ni catholique ni d'Etat) pour contrebalancer la filière de l'université catholique de Louvain à Courtrai, dans cette province oubliée qu'est la Flandre orientale. Malgré cet effort, la répartition de l'enseignement supérieur marque le pas, les universités de milieu étant moins nombreuses depuis le début de la crise économique.

Paradoxalement, c'est la filière non universitaire qui a connu le plus de succès en attirant les enfants issus des couches sociales les plus modestes qui, en théorie, auraient dû pouvoir accéder à l'université. L'université qui a d'ailleurs peu changé, ne s'adaptant pas au profil des élèves venant du secondaire et ne différenciant pas son fonctionnement interne. Les entreprises flamandes au point n'offrent que des débouchés limités aux diplômés de l'enseignement, et les universités maintiennent leur études de troisième cycle aux côtés des diplômés d'une autre discipline, l'acquisition de ce troisième diplôme devenant un accessoire plus ou moins important dans la recherche d'un emploi.



## Votre partenaire idéal en Belgique

### LA KREDIETBANK

La grande banque belge clairvoyante et dynamique.  
La banque aux innombrables relations dans le monde entier.  
La banque qui prouve chaque jour qu'elle est, pour vous aussi, le partenaire idéal.

**Siège Central :**  
Rue d'Arenberg 7 B-1000 Bruxelles  
Tél. : 02/517.41.11 Télex : 24.078 kbadmi b



Succursales, bureaux de représentation, filiales et sociétés sœurs en  
Australie Brésil Espagne Etats-Unis Hong-Kong Irlande Japon  
Luxembourg Mexique Pays-Bas République Fédérale d'Allemagne  
Royaume-Uni Suisse, etc

**Le Monde** Pour ses lecteurs résidant à l'étranger  
révisé chaque semaine

**UNE ÉDITION INTERNATIONALE**

**SÉLECTION HEBDOMADAIRE**

7, rue des Italiens, 75427 PARIS Cedex 09  
Tél. : 43-43-97-27

es.

ers  
ogy  
ional

ional  
nouvelles

3 7

ités de particip  
International au  
de française.

L'EFFORT DE RECONSTRUCTION AFFRONTÉ

Philippines : difficile parcours pour le

AUX Philippines, comme dans les autres pays récemment libérés de leurs dictateurs, la gravité des problèmes économiques...

Par PIERRE DE CHARENTENAY

Depuis à peine une année, les Philippines ont parcouru un chemin semé d'embûches. Un psychodrame politique. Des affrontements au bord du chaos.

ancien opposant de M. Marcos en tant que président de la Commission présidentielle pour l'État (Presidential Commission for Good Government, PCGG)...

Il fallait en même temps revenir sur le passé : une commission spéciale (Presidential Commission for Good Government, PCGG)...

Ramos s'assurait de la fidélité des militaires. Le chef d'état-major grand...

intérêts (en particulier les bases américaines). Le peuple, qui commençait à s'inquiéter des critiques de M. Enrile...

Des industriels réticents

POUR la majorité des cinquante-cinq millions de Philippines, le retour au réel se traduit en termes économiques...

dépend du rapport des forces politiques qui se mettra en place d'ici à mai 1987.

La politique ou l'armée

ENTRE la prise de fonctions de la présidente et le référendum du 2 février 1987, il s'écoulera une année.

nant M. Aquino à la tête de l'Etat. Il n'ont pas pu la réaliser, même avec l'aide de M. Enrile.

La gauche militante (KMP, Mouvement paysan des Philippines) est en 1985, partie à cette coalition.

La crise sociale aidant, il s'y s'inscrit dans de nombreux milieux urbains et zones rurales.

La gauche militante

Le Parti communiste des Philippines (PCP) avait appelé au boycott des élections présidentielles de février dernier.

La fondation, en août dernier, du Partido ng Bayan (PNB ou Parti du peuple) (2) complète la panoplie...

La gauche militante (KMP, Mouvement paysan des Philippines) est en 1985, partie à cette coalition.

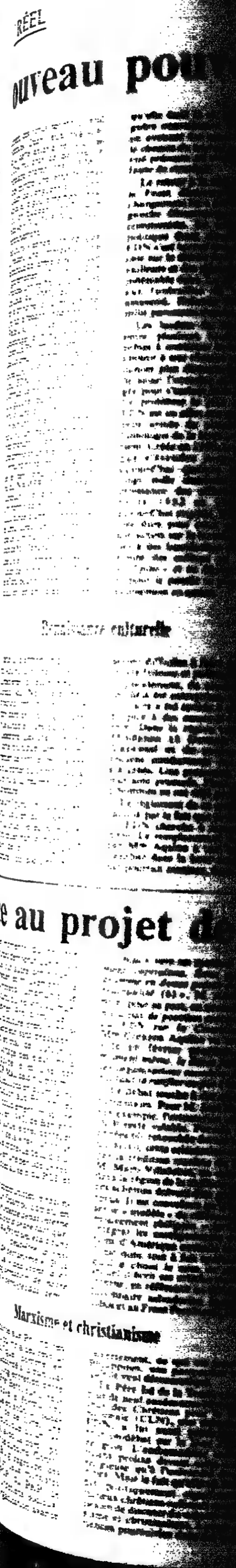
CURE THERMALE 1987

- Elle sera plus agréable et plus efficace si elle est doublée d'une cure de détente et de soleil. De l'Océan à la Méditerranée, choisissez les stations de détente de la CHAÎNE THERMALE DU SOLEIL...

Constitué en 1968, le PCP anime le mouvement « démocratique national », courant qui comprend la Nouvelle alliance du peuple (NAP)...

Avec l'expansion du mouvement de gauche et le développement multiforme du mouvement démocratique national, le PCP a aujourd'hui d'une réelle audience.

Beaucoup de mouvements révolutionnaires armés ne se sont jamais remis d'une telle succession d'épreuves. Le PCP s'est, pour sa part, rétabli en quelques années, grâce à la qualité militante de ses membres et à des réorientations politiques concrètes.



Handwritten text at the bottom center of the page, possibly a signature or a note.

AFFRONTÉ  
pour le

particulier les bases améri-  
cain, qui commençait à  
critiques de M. Enrile,  
cette nouvelle fermeté  
Tout auréole de la  
avec la gauche armée,  
probablement armés,  
de manoeuvre un peu  
à deux ou trois mois,  
de coup d'Etat, les  
jeu poli-  
aux élections législa-  
1987 : chaque groupe  
à placer au micu dans  
la droite se rassemblera  
Enrile, qui possède  
d'appuis dans  
Aquino en train de  
Lakas ng Bangsa  
(nation), qui pourrait se  
parti politique.

AU RÉEL  
nouveau pouvoir

Finalment, ces fonds seront quand  
accordés. Quant aux négociations  
sur la dette extérieure, qui se  
monte à 26,4 milliards de dollars, le  
Fonds monétaire international (FMI)  
a longtemps montré une grande  
prudence, refusant de s'engager sur l'ave-  
nir. De son côté, le gouvernement pré-  
voit, dans son budget 1987, une  
réduction de 46,6 % à 38,5 % du bud-  
get des remboursements.

qu'elle était en février, qui n'est  
gère sérieusement,  
en avouant son erreur et en reprenant  
le chemin du travail politique. Cette acti-  
vité présente une conditionnée par une  
faute de stratégie.



LA PRÉSIDENTE APRÈS LA PRESTATION DU SERMENT  
Comment concrétiser les aspirations d'un peuple ?

arrivé pour beaucoup de penser à une  
reconversion politique, libérée de nom-  
breuses discussions aujourd'hui.

manifesté sa présence par des interven-  
tions très brèves dans la période des  
élections de février et pendant le ser-  
ment qui a suivi. Elle a pris ensuite de la  
distance, mais elle reste très présente et  
vigilante (2). Avant de partir au Japon,  
M. Aquino avait demandé au cardinal  
de retarder un voyage qu'il projetait  
aux Etats-Unis afin qu'il puisse être sur  
place le jour de la prestation d'un serment  
symbolique.

lites ? Pour que leur particularité soit  
prise en compte à Manille. Pourquoi  
une partie de la guérilla de la cordillère  
du nord de Luzon, par la voix du prêtre  
Conrad Balweg, a-t-elle déposé une  
déclaration ? Parce que le gouvernement  
a accepté le principe d'un fédéralisme  
qui donnera à chaque région une cer-  
taine autonomie. Il se fait sur un terrain  
un travail à longue haleine. Il portera  
ses fruits à l'économie peut-être.

Renaissance culturelle

FACE à cette lutte armée, le gouver-  
nement Aquino cherche à procé-  
der de deux manières : à l'échelle nationale  
et au niveau local. Nationalement,  
de longues négociations ont permis, le  
27 novembre dernier, la signature  
d'une trêve de soixante jours qui a pris  
effet le 10 décembre. Les obstacles au  
succès de cette politique sont nom-  
breux : le premier, ce sont les militaires  
eux-mêmes, plus portés au combat qu'à  
la négociation ; le second, la reconnaissance  
légitime de l'adversaire.

seront à faire admettre à une  
droite frileuse et puissante.

La révolution culturelle. Les quatre  
jours de février 1986 ont planté des  
fondations dans un ciment symbolique  
suffisamment solide pour tenir ensemble  
les ingrédients d'un régime qui a  
été créé le 2 février en une renaissance de  
l'âme « filippino », pacifique et chré-  
tienne. Réveillée par le courage d'une  
femme, la nation de celui qui revenait  
s'opposer à M. Marcos, la foi plus pro-  
fonde des Philippines a agi comme un  
catalyseur, entraînant le pays dans la  
paix, au bord de l'explosion violente,  
pendant quatre jours fondateurs, et  
créant d'être l'inspiratrice de beau-  
coup aujourd'hui.

Le deuxième facteur de renaissance  
est le nationalisme et le régionalisme.  
L'action du gouvernement  
Aquino sur le terrain de la régionalisa-  
tion et le respect des cultures est proba-  
blement l'élément le plus positif entre  
le court terme où elle se situe et la  
paix à long terme qu'elle vise. L'enjeu  
du mouvement régional est là : redonner  
aux Philippines leur âme, qui est loin  
des Etats-Unis et souvent loin de  
Manille.

Pourquoi les musulmans de Minda-  
nao se sont-ils fait entendre aussi  
bruyamment durant l'été en enlevant  
des prêtres et une dizaine de carmés-  
lites ? Pour que leur particularité soit  
prise en compte à Manille. Pourquoi  
une partie de la guérilla de la cordillère  
du nord de Luzon, par la voix du prêtre  
Conrad Balweg, a-t-elle déposé une  
déclaration ? Parce que le gouvernement  
a accepté le principe d'un fédéralisme  
qui donnera à chaque région une cer-  
taine autonomie. Il se fait sur un terrain  
un travail à longue haleine. Il portera  
ses fruits à l'économie peut-être.

militante

de la gauche mil-  
litaire d'autant plus  
que son parti revient à  
dans le feu de la radicali-  
sation des années 1960-1970.  
La plus stricte clandestinité  
de la loi mariale et  
1972, il a traversé une  
difficile. En 1974-1975  
bases de guérilla se  
dans la province  
du nord de l'île  
réduites à peu de chose  
ses principaux élé-  
militaires sont un  
une grave crise poli-  
la direction d'  
de la région de la capitale  
central à propos  
électorale.

face au projet de Mme Aquino

Aux pires moments du régime  
Marcos, le courant démocratique  
à plus que tout autre contribué à  
structurer, inciter les mouvements de  
masse. On comprend l'importance de  
nombreux militants qui se sont vu  
marginaliser, en février 1986, alors que  
la lutte contre la dictature prenait  
uniquement une ampleur sans précédent.  
La publication, en mai, de l'autocritique  
partiellement dissipé la malaise dans  
membres du PCP. Mais cela n'a pas mis  
un terme aux discussions en cours dans  
ce parti. La situation aux Philippines  
s'est, en effet, notablement modifiée  
après l'assassinat, en 1983, de Benigno  
Aquino, mari de l'actuelle présidente, et  
à la suite, en 1986, de la « révolution de  
février ». La chute imprévue de la dicta-  
ture a, de fait, ouvert une période de ré-  
évaluations politiques au sein du PCP et  
du FDN.

colonial vers un système essentiellement  
capitaliste. Un peu, le programme  
en deux points du FDN sera  
révisé (6). M. Antonio Zamel  
note, pour sa part, en novembre, qu'il  
n'y a pas de position commune au sein  
du FDN sur la Constitution » que  
M. Corason Aquino va soumettre au  
peuple en février prochain. « En ce  
moment même, le débat fait rage dans  
les organisations membres pour savoir  
s'il faut la ratifier ou pas (7). »

La Pire Ed de la Torre anime les  
Volontaires de la démocratie popula-  
taire (VDP), un nouveau mouvement  
qui sert de lien entre les différents  
composantes de la gauche philippine.  
Avec la formation de Bisig, de VDP, et  
l'évolution des CLN, s'exprime le pluralisme  
de la gauche philippine. Le PCP  
est la seule organisation qui bénéficie  
d'une assise nationale. La gauche  
militante n'en est pas très diversifiée.  
Des organisations localement  
représentatives ne se reconnaissent par-  
fois dans aucune étiquette politique  
nationale. Des cadres syndicaux, des  
personnalités de Bayan, sur le plan  
régional surtout, travaillent avec les  
« organisations nationales », sans pour-  
tant s'intégrer à ce courant.

« Pour un mouvement plus humaniste », qui ouvre le  
dialogue avec M. Francisco Nemenzo,  
ancien dirigeant du PKP et actuel prési-  
dent de Bisig.

Marginalisé durant la « révolution de  
février », le mouvement démocratique  
national a été temporairement placé en  
position défensive. La NAP, soumise à  
des tensions contradictoires, a connu  
des ruptures importantes, comme celle  
qui a conduit à la formation de l'Armée  
populaire de libération de la Cordillère  
dans le nord de l'île de Luzon, avec le  
Père Conrad Balweg. Mais le PCP, le  
NAP et le FDN n'en constituent pas  
moins un facteur politique de première  
importance dans le pays. C'est un mou-  
vement qui dispose d'importantes res-  
sources, ce non un mouvement politique-  
ment défait, qui est engagé dans les  
négociations de paix avec le gouverne-  
ment. La situation philippine  
d'aujourd'hui est dans ce sens profondé-  
ment de ce qui a connu, voilà quel-  
ques années, la Trêve.

Marxisme et christianisme

La gauche militante aux Philippines  
commence à s'ouvrir à ces révolu-  
tions d'outre-Pacifique, comme en  
témoigne l'accueil accordé à la publica-  
tion en anglais du long entretien entre  
M. Fidel Castro et Frei Betto sur la religion  
(8). Une formation, Bisig (9), a  
organisé, en août, l'occasion  
du lancement de ce livre, une  
importante réunion publique, à l'univer-  
sité des Philippines, avec la participa-  
tion de l'ambassadeur cubain. Consti-  
tué en mai 1986, Bisig regroupe des  
militants venus des milieux marxistes  
indépendants, du PCP, du PKP, de  
l'aile radicale des chrétiens sociaux-  
démocrates. Cette organisation avance

ouvertement, ce qui est nouveau aux  
Philippines, une perspective socialiste  
qu'elle veut démocratiser.

La question du front uni - des formes  
d'unité au sein de la gauche et au-delà -  
est aujourd'hui au centre des préoccupa-  
tions militantes. Les années 1983-  
1986, riches en mobilisations de masse,  
ont suscité à cet égard bien des espoirs  
et bien des déceptions. En ce domaine  
aussi, la réflexion s'oriente vers l'Améri-  
que centrale : l'histoire du mouvement  
socialiste et l'expérience des fronts sal-  
vadoriens.

« Pour un mouvement plus humaniste », qui ouvre le  
dialogue avec M. Francisco Nemenzo,  
ancien dirigeant du PKP et actuel prési-  
dent de Bisig.

« Pour un mouvement plus humaniste », qui ouvre le  
dialogue avec M. Francisco Nemenzo,  
ancien dirigeant du PKP et actuel prési-  
dent de Bisig.

avec M. José  
de la PNB de  
M. José Maria Sison  
du PCP. Sison  
de 1968 à  
a été libéré après  
1977. Il n'a aucune  
1978, sous le prétexte  
à sa formation  
pour de  
la PNB, voir la  
Arsenio Mallo  
et insurrec-  
1980 ». Ces deux  
cyclé à l'été  
1983.

(1) Informations de M. Satur Ocampo en  
du 11 mai 1986, Philippines Information,  
n° 46, septembre 1986, page 4. Le PCP a maintenu  
jusqu'à aujourd'hui l'analyse dans laquelle la  
gauche philippine est semi-féodale, semi-  
coloniale plutôt que capitaliste. M. Satur  
Ocampo est l'un des chefs de la délégation du  
FDN qui négocie actuellement avec le gouver-  
nement.

TEMOIGNAGE

L'ARGUMENT tributaire de l'idée et reportage de journalistes qui avant tout s'intéressent aux péripéties du conflit avec l'Irak...

Il existerait deux catégories d'Iraniens. Les uns, les « bons », patriotes pleins de courage et de détermination, ont dû faire d'énormes sacrifices et braver de nombreux périls avant de quitter leur patrie pour attendre, à Paris, à Londres ou à Los Angeles, la fin du joug totalitaire...

Je suis moi-même une Iranaise vivant à l'étranger. Quelle que soit mon opinion sur le régime, je ne peux qu'être fascinée et attristée par la caricature qui est donnée de mon pays : Iran = Khomény = Islam = Fanatisme...

Je rentre d'un voyage de sept semaines, rempli d'une curiosité et d'appréhension après une absence de cinq ans. Je suis interrogée, en particulier, sur ces hommes et ces femmes disposant des moyens de partir et qui restent de leur plein gré...

Au terme de mon voyage, je faisais mes adieux à un couple d'amis, deux médecins, et leur demandai : « Et vous, quand le départ ? » L'homme, qui avait vécu vingt ans en Allemagne, me répondit : « Tu sais, là-bas, les médecins ont toujours manqué... »

Richesse des contrastes

La première semaine de mon séjour a coïncidé avec le Nouvel An iranien, le Norouz. Les fêtes ont été célébrées en congé, les administrations restent généralement fermées pendant près de deux semaines...

Il est encore trop tôt pour savoir si l'Iran actuel a adopté une vie culturelle propre, libérée des influences occidentales. Les attitudes à l'égard de l'Occident ont pourtant changé fondamentalement. L'admiration aveugle, le respect inconditionnel et la manie de l'imitation ont disparu...

Les relations culturelles avec l'Occident se sont distendues, libérant la place à la création nationale. Du 1 au 7 mai 1986, à Téhéran, s'est tenu un symposium de neuropsychologie avec la participation de praticiens de diverses provinces...

Certains produits de première nécessité - la viande, la viande, le riz, le sucre... - sont rationnés. Les jours de distribution, de longues queues se forment devant les magasins, mais on accepte volontiers de remplacer le pain qui ne peut venir que parce qu'il travaille, mais parce qu'il est malade...

Une nouvelle conscience

DURANT les dernières années du pouvoir du chah, une certaine arrogance était assez largement répandue chez les citadins. Ils sont devenus plus riches que les voisins, entendait-on, mais notre civilisation est plus brillante que celle des Turcs, des Afghans ou des Hindous...

Qui jouit maintenant de l'estime générale ? Le commerçant du bazar (bazar), le professeur d'université, le médecin, le gardien de la révolution, le religieux, le médecin ou le bazar, gagnent plus d'argent, on ne peut en conclure qu'ils sont plus respectés qu'un autre...

L'autorité au sein des administrations et des ministères, à la boulangerie. La hiérarchie, du chef de service à l'employé, en passant par le secrétaire, a disparu. On n'y a plus de domaines spécifiques et des responsables pour attribution un secteur défini.

Un regard différent sur l'Iran d'aujourd'hui

Par SHAHNAZ NADJABADI

Après cinq ans d'absence, Shahnaz Nadjabadi est rentrée pour deux mois au pays. Elle y a retrouvé ses amis, elle s'est immergée dans cette société durement secouée par la révolution islamique et la guerre. En tant qu'Iranaise vivant en Europe et comme ethnologue chercheur au CNRS, elle dispose d'un double recul pour juger du chemin parcouru dans la vie des hommes et dans leurs esprits...



LE BAZAR DE TÉHÉRAN Malgré les étichements et les ruptures, la vie continue

La ville de Qom, où se trouve le sanctuaire de Fatima, sur le huitième Imam, passait et passait aujourd'hui pour une ville sainte et un important lieu de pèlerinage. Je me souviens de voir, en enfants, des partions, certains jours de fête, avec des familles et amis pour passer la journée...

Il est encore trop tôt pour savoir si l'Iran actuel a adopté une vie culturelle propre, libérée des influences occidentales. Les attitudes à l'égard de l'Occident ont pourtant changé fondamentalement. L'admiration aveugle, le respect inconditionnel et la manie de l'imitation ont disparu...

Il est, en principe, interdit d'écouter la musique pop, qu'elle soit occidentale ou orientale. Pourtant, les jeunes connaissent les œuvres de Michael Jackson. La musique classique iranienne fut prohibée à une certaine époque, mais aujourd'hui elle est de retour...

La télévision, qui a été introduite sur le front tiennet une grande place, mais on y présente aussi des programmes qui ne sont pas destinés à être vus par les provinces, à leurs particularismes. Les télé-spectateurs ont dû se voir d'intéressantes émissions sur les villes et les îles du Golfe, sur l'architecture et les arts des villes de l'Ouest, sur la culture du thé et du riz dans le Nord...

Un grand nombre d'Iraniens avaient une relation très ambivalente avec leur religion. Ils adhéraient, certes, à l'islam, mais, en même temps, ils ne participaient pas à des cérémonies religieuses que sous la pression sociale familiale. Cette religiosité de façade a disparu. Ceux qui, aujourd'hui, font leur prière se rendent à la mosquée le font par conviction, même s'ils ne vivent pas dans un milieu islamique...

Une autre Iranaise, elle aussi enseignante à l'Université, est mariée à un étranger. Elle peut donc émigrer sans problèmes. « M'a-t-on dit : Ici, j'ai le sentiment que mon travail a vraiment un sens. » L'un des thèmes de ses recherches est la place de la femme dans la société iranienne moderne. Ses conclusions sont surprenantes. Mais elle, c'est l'homme qui a été le grand perdant des bouleversements de ces dernières années. Ses étudiantes sont beaucoup plus sœurs d'elles, plus actives, plus responsables que les jeunes...

La ville de Qom, où se trouve le sanctuaire de Fatima, sur le huitième Imam, passait et passait aujourd'hui pour une ville sainte et un important lieu de pèlerinage. Je me souviens de voir, en enfants, des partions, certains jours de fête, avec des familles et amis pour passer la journée...

Le défi

La prise de conscience générale a été marquée par les femmes. Les Occidentaux ne font une fausse image de l'Iranaise : pour eux, elle serait une opprimée, soit une fanatique utilisant le voile à des fins de propagande. L'habit islamique se transforme d'une manière d'uniforme réglementaire gris, marron, beige ou encore bleu...

Le port du costume islamique n'est une contrainte que pour la citadine ; à la campagne, les paysannes ont de longues robes et un habit traditionnel composé d'un pantalon long et d'une tunique qui varie suivant les régions. Le tachador, voile qui recouvre tout le corps, est un habit qui pour les visites en ville. Comme contrainte, le port obligatoire de l'habit islamique est gênant pour les citadines.

Une de mes amies qui a étudié en Allemagne est rentrée en Iran après la révolution. Mariée, elle a toujours pris un grand soin de sa personne. Elle m'a pourtant confié : « Les événements de ces dernières années ont tellement marqué que beaucoup de signes extérieurs, comme l'habillement, ont perdu leur sens. Lorsque, à l'occasion d'une soirée privée, je peux me voir sur mon visage et me faire l'impression de devenir une étrangère... »

Une autre Iranaise, elle aussi enseignante à l'Université, est mariée à un étranger. Elle peut donc émigrer sans problèmes. « M'a-t-on dit : Ici, j'ai le sentiment que mon travail a vraiment un sens. » L'un des thèmes de ses recherches est la place de la femme dans la société iranienne moderne. Ses conclusions sont surprenantes. Mais elle, c'est l'homme qui a été le grand perdant des bouleversements de ces dernières années. Ses étudiantes sont beaucoup plus sœurs d'elles, plus actives, plus responsables que les jeunes...

Le sexe opposé qui, privés de l'idéal masculin occidental, sont totalement désorientés.

Les relations entre les sexes se sont aussi transformées, bien que la répartition des rôles dans la famille soit restée identique. Deux attitudes radicalement opposées sont perceptibles : soit la femme est totalement ignorée, soit elle est acceptée dans toute l'ampleur de sa personnalité. Pendant mon voyage à travers le pays, j'ai pu me déplacer seule, jusque dans les villages les plus lointains, sans être une seule fois importunée. J'avais l'habit islamique, et les hommes avaient un comportement neutre à mon égard. Si j'avais besoin d'aide, ils se montraient prévenants.

Toute comparaison avec l'Europe nécessite de prendre en compte la place de la femme iranienne avant la révolution. Mais les informations dont on dispose à l'Ouest ne concernent que 20 % de femmes, celles qui vivent dans les villes. Elles jouissaient auparavant de beaucoup de droits théoriques, mais la perception que les hommes en avaient dépendait avant tout de leur milieu social. Que savait-on des 80 % restantes, de celles qui vivent à la campagne ? Que sait-on d'elles aujourd'hui ? Comme il y a des centaines d'années, leur vie est partagée en deux grandes étapes, très nettement marquées par le travail et les responsabilités : l'enfance et l'âge adulte. Les quatre ans, la fillelette assume la responsabilité de ses jeunes frères et sœurs, elle s'occupe du petit bétail et aide aux travaux des champs. A quatorze ou quinze ans, ses parents la marient à un homme de leur choix, elle fonde un foyer et donne naissance à dix ou douze enfants, dans la moitié seulement survit. A trente ans, elle est grand-mère. Outre les durs travaux du ménage et des champs, elle tisse des tapis ou exécute d'autres travaux d'artisanat dont la vente assure les revenus de la famille. Douleuruse et exténuante, la vie des femmes à la campagne n'a guère changé depuis la révolution.

Pour les citadines, en revanche, les bouleversements représentent un gigantesque défi. Une partie de ce défi s'est opéré. Les femmes qui n'avaient pu uniquement miser sur leur apparence, celles pour lesquelles les capacités personnelles et les relations humaines avaient la même importance, ont mieux pu résister aux pressions et aux tensions, mieux discerné les mécanismes de la répression. Celles qui avaient toujours vécu dans la dépendance ont été piétinées par le système actuel ; elles souffrent, sont désespérées et attendent les circonstances d'être responsables de leur destin.

Voyage dans la région du Golfe

J'AI pu me rendre dans la province d'Ormuzgan, sur le Golfe. J'ai pris l'avion jusqu'au port de Bandar-e Lengeh, situé à 1 500 kilomètres au sud de Téhéran. Là, en bus, je me suis rendue dans divers villages sur la côte. Le terme de « guerre du Golfe » fait facilement croire aux Européens que toute la région est en feu ; pourtant, des bourgs situés à 40 kilomètres de la frontière d'Ormuz mément une vie paisible. La guerre ne concerne que les zones frontalières. Les autres régions sont épargnées. Les populations que j'ai rencontrées vivent depuis plus de cent ans en harmonie avec leurs voisins de l'autre rive. De nombreux Iraniens se sont installés à Bahrein, à Oman et au Koweït, où ils travaillent. Certains s'y sont mariés, renforçant ainsi les liens entre les deux rives du Golfe. La langue ne constitue pas un obstacle, tout le monde parle l'arabe. Cette partie du pays est aussi moins touchée par la guerre parce que la majorité de ses habitants est sunnite. Ils ne connaissent pas l'apologie du martyre et ils ne sont donc nombreux à partir comme volontaires pour le front. Au début de la révolution, certains membres de la minorité chiite ont tenté de tirer parti de leur appartenance confessionnelle pour se saisir de tous les pouvoirs ; on a finalement assisté à des règlements de comptes. Mais, finalement, tout s'est terminé dans une cohabitation paisible.

Dans les provinces, le ministère du Développement, le Jihad-e sazanegi, tente, malgré le manque de personnel qualifié, d'impulser de nouveaux projets. Les compétences techniques font souvent défaut, et les erreurs commises sont nombreuses. Mais les responsables acquièrent peu à peu une expérience et tentent de trouver une voie propre pour assurer l'indépendance du pays.

Un ingénieur qui voyage beaucoup dans la province m'a confié : « Autrefois, quand nous devions réparer une machine, un expert étranger débarquait dans les deux ou trois jours. Il réparait et repartait sans que personne ne comprenne d'où venait le problème. Aujourd'hui, pendant le même travail, il faut compter deux ou trois semaines ; mais, au moins, nous nous y voyons. L'avarie et ce qu'il faudra faire la prochaine fois. Nous avons beaucoup appris ces dernières années, et nous avons progressé dans la voie de l'autosuffisance. »

Durant les dernières semaines de mon séjour, j'ai perçu avec force le fait que l'Iran a creusé entre ceux qui ont vécu en Iran les années qui ont suivi la révolution et ceux qui n'ont pu que se consacrer au processus de la nouvelle prise de conscience nationale. On se préoccupe des divergences politiques ou religieuses, des hommes et des femmes agissent en Iraniens et restent profondément attachés à leur pays. La plupart de ceux qui ont émigré de vivre dans le monde-ci (l'Iran) ont quitté le monde-ci (l'Occident), qui ne leur apparaît pas comme une solution de rechange.

En Europe, on entend souvent dire que les populations iraniennes sont humiliées. Cela me rappelle une anecdote qui s'est produite à l'aéroport de Francfort. A la suite d'un quiproquo, des contrôleurs allemands s'engagèrent dans une violente dispute avec un groupe d'Iraniens. Les insultes pleuvaient des deux côtés. Seul quelqu'un des Iraniens, qui parlait deux langues, aurait pu expliquer comment, à la suite d'une méprise de vocabulaire, dans une situation de ce genre, je me demandais qui est le plus opprimé, l'Iranaise contrainte de porter la fibe ou l'Iranien vivant au dehors et qui s'entend dire par un fonctionnaire étranger : « Ici, ce n'est pas l'Iran. Alors, comment se comporte-t-on ? »

à la révolte ROMAN DE BRUNO... (The right page of the magazine, partially visible, containing a book review or article.)

Handwritten signature or text at the bottom of the page.



MISÈRE ET SOUFFRANCES DES INDIENS MEXICAINS

La révolte des pendus

UN ROMAN DE BRUNO TRAVEN

Un profond mystère a toujours entouré la vie de Bruno Traven, pseudonyme d'un écrivain politique fort singulier, comparable, par la force de ses romans, à Joseph Conrad et à Jack London.

Allemand d'origine, il participe activement à la révolution anarchiste bavaroise de 1919. Après l'écrasement de celle-ci, il s'embarque pour l'Amérique et finit par s'installer, au milieu des années 20, au Mexique où il mourut en 1969. Là, il continua de défendre ses idées profondes d'émancipation des déclassés et des exclus. Et il écrivit, tout en préservant sa véritable identité, ses livres les plus célèbres : Le Vaisseau des morts, Le Trésor de la Sierra Madre (que John Huston devait adapter à l'écran en 1947, avec Humphrey Bogart dans le rôle principal), la Charrette et la Révolte des pendus (également porté à l'écran, en 1954, par le cinéaste mexicain Emilio Fernandez « El Indio »).

Paru en France, chez Calmann-Lévy, au début des années 50, ce dernier ouvrage (dont nous publions ci-dessous des extraits) était depuis longtemps devenu introuvable. Aujourd'hui, les éditions Christian Bourgois le rééditent (1).

L'action se situe au Mexique vers 1910, à la fin de la longue dictature de Porfirio Díaz. Ce temps de tous les abus est aussi l'aube de la révolution. Condamnés à s'endormir, les Indiens sont contraints, pour survivre, de se vendre comme bûcherons dans les grandes plantations d'acajou (les monterías), véritables bagues où ils doivent abattre des arbres jusqu'à la limite de leurs forces. Ils sont soumis à la brutalité des contremaîtres (les capataces). S'ils ne remplissent pas leurs quotas d'abattage, ils sont châtiés : on les pend aux arbres par les extrémités toute une nuit. Mais, un jour, la colère déborde, et les « pendus » se révoltent...

L. R.

(1) B. Traven, La Révolte des pendus, éditions Christian Bourgois, coll. « 10/18 », n° 1823, traduit de l'anglais par A. Lehmann, présentation d'Olivier Barrot, Paris, mise en vente le 9 janvier 1987. En même temps paraissent chez le même éditeur : Le Vaisseau des morts, Le Trésor de la Sierra Madre et la Charrette.

HUIT HOMMES, huit masses informes gisaient sur le sol. Ils étaient complètement repliés sur eux-mêmes, comme s'ils avaient séjourné pendant au moins six mois dans un tonneau étroit. Ils portaient, pour tout vêtement, un pantalon de cotonnade déchiré. Ils gémissaient doucement comme des dormeurs encore mal réveillés. Ils se roulaient sur le sol et, lentement, écartaient leurs membres. L'un après l'autre, pour les désankyloser, car leurs bras et leurs jambes étaient raides et engourdis.

Les lasso qui avaient servi à les pendre avaient été simplement dénoués par les capataces et leurs corps étaient tombés brutalement à terre. Les capataces ne s'inquiétaient jamais de leurs victimes car ils savaient que les autres muchachos viendraient s'occuper d'elles. D'ailleurs ce n'était pas le travail des capataces de veiller sur la santé des pendus. Ces derniers pouvaient crever ou ne pas crever pendant leur supplice, les Montellano (1) et leurs gardes-chiourme ne s'en souciaient que dans la mesure où leur mort eût signifié une perte de main-d'œuvre. Si des bûcherons étaient trop fatigués ou trop faibles pour produire tous les jours trois ou quatre tonnes de caoba, la perte n'était pas grande, l'homme pouvait crever. Pour le prolétaire, le travail est un devoir. S'il est trop paresseux pour travailler, il n'a pas le droit de vivre. Après tout, cela fait une bouche inutile de moins sur cette terre.

Les yeux des pendus étaient sanguinolents et gonflés, leurs corps couverts de bouffissures, provoquées par les morsures de fourmis rouges et les piqûres de moustiques. Des centaines de tiques de toutes les grosseurs avaient pénétré si profondément dans leur épiderme que leurs têtes y étaient entièrement enfouies. Il fallait un temps et une patience infinis pour les extraire sans y laisser les têtes, sans quoi leurs morsures devenaient dangereuses et difficiles à guérir. Là où une tique s'était introduite subsistait, même après son extraction, une démanaison terrible, qui durait une semaine au moins et qui obligeait la victime à se gratter sans cesse pour apaiser la brûlure. Les corps des suppliciés étaient couverts de fourmis, qui s'enfouaient à présent, chacune avec son bûche de sang ou de chair. Sur les orteils et entre les orteils, les poux de sable avaient déposé leurs œufs, au plus profond de la chair. Des araignées avaient envahi leurs chevelures, et les plus grosses avaient déjà commencé de tisser leur toile pour y prendre les mouches attirées par le sang et la sueur des pendus. Jusqu'aux limaces qui avaient laissé la trace visqueuse de leur passage sur les cuisses nus des suppliciés !

Les anciens prirent dans leurs bras leurs camarades encore abrasés par la douleur et les transportèrent sur la berge, tout près de l'eau. Alors, ils les plongèrent dans l'eau courante pour calmer les piqûres brûlantes des moustiques et pour les débarrasser des fourmis et des araignées. Après les ablutions, ils les ramenèrent sur la berge et opérèrent des tractions sur leurs membres qu'ils massaient en même temps.

Quand les pendus furent enfin ranimés grâce aux soins de leurs camarades, on leur fit absorber un peu de café et des haricots réchauffés. Ils se relevèrent et, chancelant comme des hommes ivres, ils regardèrent leurs luttres pour s'allonger. Il était à peu près onze heures du soir. (...)

DANS le petit camp qu'ils avaient nommé le Palo Caído, quelques compagnons étaient accroupis autour d'un foyer allumé sur un emplacement sec. Il y avait là Celso, Martin Trinidad, Juan Mendez, Lucido Ortiz, Casimiro, Paciano, Encarnación et Roman. C'étaient tous des bûcherons.

Celso fumait depuis un moment, moins par plaisir que pour éloigner les moustiques. Il finit par s'endormir, bras et jambes écartés, la tête reposant sur une hille de bois. Il ronfla bruyamment.

Il se réveilla brusquement, et s'écria :

— On m'appelle, par ici ! Qui cela peut-il être ?

Paciano, le cigare aux lèvres, le regarda tranquillement et lui répondit :

— Personne ne t'a appelé. Tu rêves, mon vieux !

Mais Celso resta debout. Personne ne pouvait le convaincre qu'il s'était trompé. Il ramassa son cigare et le ralluma à la flamme du foyer. Il fit quelques pas et s'enfonça sous les

broussailles. Brusquement, il enleva le cigare de sa bouche et tendit l'oreille.

— Muchachos, cria-t-il. Cette fois, j'en suis sûr. Quelqu'un appelle par là ! Et je crois que c'est une femme. Tenez, encore une fois !

Ils se dirigèrent à grands pas dans la direction des appels. Aussi vite que le leur permettait les obstacles de la jungle. Quelques mètres furent parcourus et la frondaison s'entr'ouvrit soudain. Le visage de Modesta apparut. Ses bras s'efforçaient d'ouvrir un passage à travers les ronces.

— Modesta ! s'écria Celso, stupéfait. Quoi ? Que t'est-il arrivé ?

— Ce matin, il était encore très tôt... Don Felix m'a fait appeler de la cuisine où j'avais passé la nuit, puisque je sens d'aide au chef et à sa femme...

Modesta hésitait, on voyait qu'elle ne savait par quel bout commencer son histoire.

— C'est le cuisinier qui t'a mise dehors ?

— Non, pas le cuisinier. Il était très bon avec moi. Il m'avait donné deux excellentes paillasses où je dormais bien.

— Alors, c'est sa femme ?

— Non plus. Il faut que je réfléchisse pour t'expliquer... Le patroncito m'avait appelée pour que je fasse son lit. Quand je suis arrivée, il m'a empoignée et renversée sur le lit. Je me suis défendue et lui ai égrainé la figure. Et puis j'ai vu une bouteille qui traînait par terre. Comme il me tenait au cou et aux jambes, il me ressaït une main de libre. J'en ai profité pour saisir la bouteille, et comme il ne cessait point ses violences, j'ai brandi la bouteille et lui en ai donné un coup sur le front. Alors, il m'a lâchée. Je me suis laissée glisser à terre et j'ai pris la porte... Mais je n'ai pas pu emporter mon vêtement, qui était tellement vieux et usé qu'il s'était déchiré entre les mains du patroncito. Il ne me restait plus qu'un morceau de chemise, déchiré et trop court. Pourtant, j'ai pu lui échapper.

— Mais, interrompit Roman, n'a-t-il pas déjà deux femmes ?

— Elles étaient sorties... Je me suis enfuie en courant, le patroncito sur mes talons. Il criait : « Ne bouge pas, où je te tire dessus ! » Et il a tiré deux ou trois coups de revolver, mais sans m'atteindre. Alors il s'est mis à hurler : « Je t'aurai, salope ! Je t'attacherai sur mon lit et nous verrons si tu me griffes encore. Et quand je me serai rassasié de toi, ce ne sont pas seulement les oreilles que je te couperai, par la Madre Santísima ! c'est le nez. »

— Et il le ferait ! affirma Juan Mendez.

— Alors, j'ai eu très peur. J'avais presque envie de retourner chez lui, plutôt que de me laisser couper les oreilles. Mais il s'est dirigé vers la choza des capataces et il a ordonné à El Gusano de m'attraper. Heureusement El Gusano était occupé avec les chevaux. Alors le patroncito a recommencé à crier après moi : « Non seulement je te couperai le nez, Bruja ! Mais je te ferai encore attacher toute nue à l'arbre que tu vois là-bas pendant trois jours et trois nuits. Peut-être perdras-tu l'envie de frapper à coups de bouteille, après cela. »

À ce moment, le cuisinier est sorti de sa cahane et m'a dit : « Muchacha, file, file à toute vitesse, et surtout ne te laisse pas prendre... »

Je lui ai demandé, vite, où je pourrais aller. Il m'a dit n'importe où, en ajoutant qu'il valait mieux pour moi être la proie d'un tigre que celle de don Felix. Alors, je suis venue ici... Les muchachos restèrent silencieux.

— Celso, n'est-ce pas ? Tu vas m'aider ? demanda Modesta, qui s'était aperçue de l'indécision des bûcherons.

— Nous pourrions la cacher, proposa Encarnación.

— Idiote ! Où veux-tu donc la cacher ? répliqua Lucido.

— Oh ! Celso, dit Roman d'une voix angossée... Tiens, voilà El Gusano qui rapplique à cheval...

— Il doit nous avoir vus...

— Celso ! Celso ! Protège-moi ! supplia Modesta, et sans attendre l'aide implorée, elle bondit affolée dans les broussailles.

EL GUSANO était effectivement tout près d'eux. Il vit la jeune fille qui s'enfuyait. Don Felix l'avait chargé de la lui ramener. Son cheval ne pouvait avancer que lentement dans la brousse, mais il la suivit pourtant. Tous les muchachos s'étaient levés et suivaient anxieusement la poursuite.

Modesta, dans sa détresse, trébucha soudain. L'instant d'après, El Gusano l'avait empoignée par la chevelure et ligotée avec son lasso.

Epuisée, la jeune fille avait renoncé à la lutte. C'était décidément son destin d'être la proie de don Felix. Elle n'y échapperait pas.

El Gusano la traîna derrière lui et se rapprocha du groupe des bûcherons. Il arrêta son cheval, sortit sa blague à tabac, roula une cigarette et interpella Celso, qui se trouvait le plus près :

— Donne-moi du feu !

Celso lui tendit un brandon. El Gusano souffla quelques bouffées, puis il demanda :

— Qu'avez-vous donc à manger ?

— De l'iguana, Jefe ! répondit Lucido.

— Cochons que vous êtes ! Comment un chrétien peut-il avaler de l'iguana, sans vomir de dégoût ? Des porcs immondes, voilà ce que vous êtes.

Il lança des bouffées de fumée devant lui, puis sa bouche se fendit en une large grimace ; d'un signe de tête, il montra Modesta toujours attachée au lasso, et il ajouta :

— Hé, hé ! J'ai là un plat autrement bon pour don Felix ! Ça vaut mieux que de l'iguana, ce qu'il va bouffer ce soir, le patron ! Et quand il l'aura bien dégusté et qu'il en aura marre, ce sera mon tour d'en goûter ! Il m'a promis de me laisser ce qui en restera. Ça sera toujours ça ! Je me l'appuyerais même sans nez !

Il eut un ricanement menaçant et chatouilla les flancs de son cheval pour le remettre en marche, en même temps qu'il tirait violemment sur le lasso pour faire avancer Modesta. On eût dit qu'il traînait un veau au marché.

Modesta, surprise par la brusque traction du lasso, tomba de tout son long, mais El Gusano n'en tira que de plus belle.

La jeune fille se releva à demi. En tombant sur les genoux, son regard avait croisé celui de Celso. Dans ses yeux, nul reproche. Elle savait trop que Celso, comme tous ses frères de misère, ne pouvait rien pour elle.

Mais Celso surprit dans ce regard une tristesse infinie qui lui fit plus de mal qu'un reproche, qu'une injure. Il regarda d'abord la jeune fille. Puis il se retourna et ses yeux se posèrent sur tous ses compagnons qui se tenaient debout, ligés, et le regardaient eux aussi. Il vit Martin Trinidad serrer les lèvres et respirer fortement par les narines, comme pour se délivrer d'une oppression.

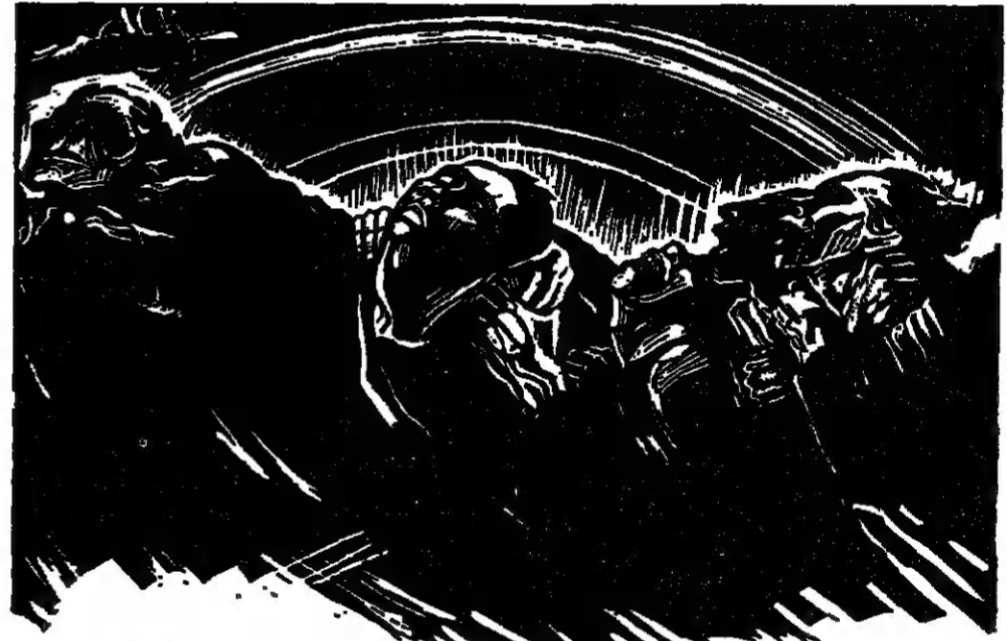
Tout cela ne dura que deux ou trois secondes.

CELSE ravalait bruyamment sa salive. Puis il se ramassa comme pour un bond puissant. Son corps se détendit. Il agit avec une telle force que le cheval du capataz se cabra et fit un écart comme s'il eût senti l'approche d'un tigre. Mais en se relevant, ses sabots vinrent donner dans un bourbier gluant dont il tenta de se dégager, en vain, à cause du lasso qui l'embarrassait, car au moment où Modesta s'était laissée choir, la corde du lasso s'était glissée sous la grosse bille de bois qui avait servi d'oreiller à Celso, et s'y était accrochée.

El Gusano avait aussitôt maîtrisé sa monture. Il tira vigoureusement sur les rênes. Les membres de l'animal se tendirent pour sortir du terrain collant. Mais, tandis qu'il essayait d'opérer un tête-à-queue et que son cavalier ne songeait qu'à lui faciliter le mouvement, Celso, d'un bond prodigieux, vint retomber sur la croupe du cheval et ceintura le corps du capataz qui, sous le choc imprévu, chancela et vida les étriers.

À peine avait-il touché le sol que Celso l'écrasait de tout son poids et lui martelait le visage de ses poings. El Gusano se débattit et tenta de repousser Celso à coups de bottes dans l'estomac. Mais Celso s'était laissé glisser de côté, sans lâcher sa proie. Tous deux luttaient désespérément à terre, versant tantôt d'un côté, tantôt de l'autre.

Le visage d'El Gusano bleuisait. « Vas-tu me lâcher, chien ? », dit-il d'une voix entrecoupée, mais ses paroles



(Käthe Kollwitz)

rentraient plutôt dans sa gorge qu'elles ne sortaient de sa bouche.

D'une main, Celso tâta le sol pour y trouver un objet quelconque qui aurait pu lui servir d'arme.

Juan comprit ce que voulait Celso. Il ramassa par terre une grosse branche qui traînait et en assésa un coup violent sur le crâne d'El Gusano.

Les mains du capataz faiblirent aussitôt et lâchèrent leur étreinte.

Juan recommença et laissa retomber la branche de toutes ses forces et à plusieurs reprises sur la tête d'El Gusano. Les coups pleuvaient avec une telle violence qu'au bout d'un instant Celso pu lâcher sa victime. Le crâne d'El Gusano s'était plus qu'une bouillie sanglante. (...)

— Ne crains plus rien, Modesta ! Maintenant nous ne pouvons plus revenir en arrière. Il nous faut désormais aller toujours de l'avant. Nous allons partir tous ! Qu'en dites-vous, muchachos ?

— Oui, tous ! appuya Roman.

— Ceux des fincas ? et les peones aussi ? demanda Paciano, qui précisément provenait d'une finca dont le propriétaire l'avait vendu aux frères Montellano.

— Oui, ceux des fincas et les peones aussi ! affirma Martin Trinidad. Et il poussa le cri de ralliement : « Tierra y libertad ! »

D'une seule voix, tous les muchachos lui répondirent : « Tierra y libertad ! »

Ce qui arrivait à la montería, comme ce qui arrive partout ailleurs dans les mêmes conditions, ne pouvait être imputé à crime aux muchachos, mais uniquement à ceux qui avaient créé ces conditions et en tiraient profit.

Chaque coup de cravache donné à un être humain est comme un coup de cloche sonnant le glas de la puissance qui a ordonné ce coup de cravache. Malheur à celui qui est battu et qui oublie les coups qu'il a reçus ! Et trois fois malheur à ceux qui se dérobent et ne luttent point pour rendre coup pour coup.

(1) Les frères Montellano, don Severo et don Felix, sont les propriétaires des forêts d'acajou (NDLR).

# les livres

## DANS UN URUGUAY IMAGINAIRE

### Le révélateur d'une société en décomposition

RAMASSE-VIOQUES, de Juan Carlos Onetti (traduit de l'espagnol par Albert Bensoussan), Gallimard, Paris, 265 pages, 92 F.

JUAN Carlos Onetti est l'un des trois écrivains latino-américains contemporains - avec le Mexicain Juan Rulfo (décédé en 1986), et le Colombien Gabriel Garcia Marquez - à avoir, dans le sillage de William Faulkner, su créer et imposer un lieu de fiction que chaque nouveau roman vient animer et approfondir.

C'est de l'imagination de l'un de ses personnages qu'est sorti Santa-Maria, un gros borgne au bord d'un fleuve, avec sa colonie d'immigrants et sa vie monotone ébréée de crises où le « grotesque » (avec « absurde » le mot revient sans cesse chez Onetti) le dispute au tragique, et où chaque habitant est confronté à son propre chaos. Cependant, rien n'est plus étranger au propos d'Onetti que la recherche d'une quelconque couleur locale.

Dès 1939, dans l'hebdomadaire *Marcha* de Montevideo (Uruguay), dont il a été pendant plusieurs années le chroniqueur littéraire et culturel, il exhortait chaque créateur à plonger en lui-même, « le seul endroit où l'on peut découvrir la vérité ainsi que toutes ces choses dont la quête, constamment avortée, constitue l'œuvre d'art ». C'est à partir de la *Vie brève* (1950) que Juan Carlos Onetti construit donc son propre univers urbain, un lieu anonyme et indifférent où ses personnages s'isolent pour ressasser leur désespoir ou pour laisser leur imagination les transporter dans un contexte qu'ils voudraient plus clémente. Suivront, outre différents recueils de nouvelles et récits, d'autres romans : *le Chantier* (1961), *Ramasse-vioques* (1984), que l'on republie aujourd'hui dans une nouvelle - et superbe - traduction, et enfin *Laissons parler le vent* (1979), non encore traduit, où les flammes d'un incendie volontaire embraseront et détruiront Santa-Maria.

« Je suis un homme solitaire qui fume dans un endroit quelconque de la ville ; la nuit m'entoure, s'accomplit comme un rite et je n'ai rien à voir avec elle. » Cette phrase tirée de la première œuvre d'Onetti - *le Puits* (1939) - résume le rapport au monde qu'entretient chaque personnage. Nous retrouvons ce rapport dans *Ramasse-vioques*, où la petite ville de Santa-Maria est confrontée à un nouvel avatar de sa morne existence : un certain Larsen - les lecteurs d'Onetti le connaissent bien - ramène par le train trois prostituées jacobines et défranchées, destinées à la maison close dont, après douze ans de débat, le conseil municipal vient enfin - à la suite d'un marchandage vaguement sordide - d'autoriser l'ouverture. Larsen, proxénète minable, ne peut « protéger » que de vieilles prostituées à la ramasse, des « vioques » (des « cadavères » en argot de Montevideo), d'où son surnom de « Junta-cadavères », « Ramasse-vioques ». L'accueil de Larsen à Santa-Maria sera plutôt distant, même si au bout de quelques mois la maison « aux volets blancs » finit par se constituer une clientèle fidèle. Finalement, sous la pression du curé, la « Ligne des honnêtes gens » obtiendra l'extirpation de ce corps « malsain ».

En fait, ce surcôt communautaire n'intéresse guère Onetti. La maison de tolérance n'est ici qu'un révélateur, et c'est pour la dérive intérieure de ses personnages et pour l'autonomie de son propre récit que le romancier se passionne. Au contraire de l'univers balzacien, marqué au sceau de l'énergie, se développe chez Onetti un pathétique de l'abandon et du renoncement, tempéré par des recours à l'imaginaire et aux fantasmes. L'absurde est ici vécu comme un « rituel », où il est possible « d'être à l'aise, de s'incruster sans comprendre ».

Sur cette comédie des contradictions, le vieux médecin Dias Grey, une sorte d'*alter ego* d'Onetti, jette un œil désabusé : « Je ne peux plus être paillard par leurs mobiles, toutes leurs convictions me semblent évanouies, toutes les sortes de foi de ces gens lamentables et condamnés à mort. » Mais, dans le même temps, cet homme dont tout le village reconnaît le dévouement n'hésite pas à admettre : « Ceci dit, la vie m'intéresse, je suis curieux, j'aime agir sans m'inquiéter du succès ; j'aime participer, impersonnellement, sans égoïsme. »

La vie, précisément, palpite dans *Ramasse-vioques*, avec l'opposition libéraux-conservateurs au conseil municipal, l'antidémocratie latente d'une partie de la population, l'emprise du clergé, l'action parfois musclée des ligues de vertu. Mais ce n'est là qu'un tremplin à partir duquel Onetti excelle à lancer ses personnages vers des espaces plus intimes et plus glaueux. Larsen devient ainsi une sorte de « magneveau métaphysique », à la fois vengeur et désabusé, pour qui l'aventure de la maison aux volets blancs vient trop tard.

Ce qui comble pour Juan Carlos Onetti, ce n'est pas de dépasser une réalité « objective », ni de s'engager, pour reprendre une formule de Roland Barthes, dans une « histoire qui ne lui appartient pas ». *Ramasse-vioques*, comme les nouvelles et les autres romans d'Onetti, s'organise autour de différents « possibles », dictés par l'état d'esprit ou la sensation dominante du moment.

La littérature ne peut pas changer le réel, aussi funeste soit-il ; mais par sa rigueur, irriguée par l'imaginaire, elle peut faire partager ce qui est le but ultime d'Onetti : l'« aventure de l'homme », même si celle-ci n'est, en fin de compte, qu'un « voyage au bout de la nuit ».

CLAUDE FELL

Alex LA GUMA

### L'oiseau meurtrier

Un nouveau monde est en train de naître en Afrique du Sud, et les Blancs ne veulent pas le voir. Lourde de sanglantes menaces, cette ignorance sert de toile de fond à un roman de l'écrivain métré sud-africain Alex La Guma. Un roman salué par la première critique comme un livre tonique et puissant.



Éditions KARTHALA, 22-24 boulevard Arago, 75013 - Paris  
176 pages - Prix public : 70 F

Ce roman est disponible en librairie ou peut être commandé directement à KARTHALA au prix de 80 F franco de port.

## PROCHE-ORIENT

JEUX DE GO EN MÉDITERRANÉE ORIENTALE. - Thomas Schreiber, Olivier De Lage, Pierre Delmas, Gérard Grzybek

\* Fondation pour les études de défense nationale, diffusion Le Documentation Française, Paris, 1986, 184 pages, 74 F.

Analysés en un seul ouvrage l'affrontement méditerranéen-asiatique en Méditerranée, le conflit grec-turc, les menaces qui pèsent sur les Balkans, la question chypriote, la poussée islamiste et le rôle des divers protagonistes, petits ou grands, qui contribuent à façonner la région, relevait de la page. Le pari a pourtant été tenu, même si c'est au prix d'une impasse délicate sur la crise du Proche-Orient. Outre sa clarté, cet ouvrage a deux qualités. Il s'emploie à restituer la dimension historique des problèmes et aussi à analyser les différents conflits dans leur interaction soulignant que les dangers qui pèsent sur la Méditerranée orientale viennent avant tout de « l'accumulation des crises en un temps donné ».

ALAIN GRESH.

LES DROITS DE L'HOMME DANS LE MONDE ARABE 1986.

\* L'Harmattan, Paris, 1986, 229 pages, 110 F.

Pour la troisième année consécutive, l'Association de défense des droits de l'homme et des libertés démocratiques dans le monde arabe publie son rapport : un bilan accablant. On comptait 100 000 détenus politiques en Irak, 10 000 en Syrie, 3 500 dans les territoires arabes occupés par Israël ; la torture est presque partout d'usage courant ; la presse est la presse de renfort. Le texte dénonce aussi l'expulsion massive de travailleurs immigrés par la Koweït, Bahreïn, la Libye... et examine, cas par cas, la situation dans vingt des pays membres de la Ligue arabe.

A. G.

## RELIGION

LE CALIFAT DANS LA DOCTRINE DE RASHID RIDA. - Henri Laoust

\* Adrien Maisonneuve, Paris, 1986, 288 pages, 140 F.

Voici le fac-similé d'un texte paru en 1938, traduction annotée par Henri Laoust, un des plus éminents islamologues, de l'ouvrage que l'Égyptien Rashid Rida, disciple de Mohamed Abdou, a consacré au califat. Écrit en 1922, au lendemain de la proclamation par la Grande Assemblée nationale turque d'un califat purement spirituel - ce qui équivalait à abolir une institution qui, de la mort de Mahomet à la première guerre mondiale, avait dirigé la communauté des croyants, - le livre de Rida permet de pénétrer la pensée d'un des plus subtils réformateurs musulmans. Une réédition bien utile pour tous ceux qui tentent de comprendre les débats qui secouent aujourd'hui le monde islamique.

A. G.

## EUROPE

PRUSSIANITÉ ET SOCIALISME. - Oswald Spengler (traduit de l'allemand par Eberhard Spuler)

\* Arles Sud, Arles, 1986, 135 pages, 100 F.

L'œuvre d'Oswald Spengler, symbole hérité et peu rigoureux fut avant tout un phénomène d'époque. Et la tentation de trouver en elle (comme dans celle d'Hermann Rauschning) une critique de droite valable du national-socialisme est dangereuse.

Daté, le texte l'est assurément et la volonté des éditeurs de présenter cet essai de Spengler comme l'annonce du socialisme « instauré dans les pays de l'Est et en RFA notamment » est trop simpliste. Mais les thèmes de Spengler retiennent l'attention, ne serait-ce qu'à la lumière des polémiques qui, aujourd'hui, divisent les historiens sur le rôle que joua la Prusse dans le genèse du national-socialisme. Une prussianité et le marxisme fut un rêve que l'on retrouve chez tous ceux que l'on nomme « la gauche de la droite » des années 20, en particulier chez Ernst Niekisch, théoricien du national-bolchévisme.

Et il est vrai que la référence à la Prusse dans les deux Allemagnes semble de multiples interrogations historiques et politiques. On ne saurait trop conseiller au lecteur de préférer aux synthèses hâtives de Spengler l'excellent essai de Rudolf von Thadden *la Prusse en question*, paru chez le même éditeur.

JEAN-MICHEL PALMIER.

L'OTTOBRE UNGHERESE (l'Octobre hongrois). - Frederigo Argenti, Lorenzo Girotti

\* Valerio Levi, Roma, 1986, 186 pages, 24 000 lire.

Pour la première fois depuis l'analyse faite à l'été par Togliatti en 1957, les communistes italiens reviennent sur l'insurrection de Budapest. Natta, le secrétaire général du PCI, vient de condamner l'élimination en 1958 du « révisionnisme » Nagy. En même temps, un chercheur de l'Institut Gramsci et un sénateur du PCI publient une synthèse historique sur l'Octobre hongrois. Le livre, malgré son titre, traite des treize jours cruciaux en cinquante pages, mais s'attache surtout aux débats internes dans le PC hongrois. Bonne synthèse des études les plus récentes, l'ouvrage s'emploie à faire ressortir le rôle positif des proches du chef du gouvernement, Imre Nagy.

PAUL GRADVOHL.

## AMÉRIQUES

A L'AMÉRICAIN, FAIRE UN PRÉSIDENT. - Sergio Halimi

\* Aubier, Paris, 1986, 385 pages, 115 F.

Ce sont des tendances lourdes que Sergio Halimi identifie dans cette étude sur l'élection à la présidence de M. Ronald Reagan en 1980. Proposition des forces conservatrices dont M. Reagan est l'incarnation : « En réalité, remarque M. John Anderson, ancien candidat indépendant à la présidence, son objectif n'est pas la reprise économique, mais la revanche sociale. »

Autre tendance lourde : le repli du Parti démocrate, qui avait réussi, dès les années 30, à créer la coalition « progressiste » du *Big Business - Big Labor - Big Government*. La réponse « social-démocrate » des « nouveaux démocrates » est moins de trouver l'équivalent moderne de l'état-providence que de chercher, à tout prix, à rassembler et mobiliser Gary Hart, Laurent Fabius, même combat.

Fondé sur l'analyse de centaines d'articles, de discours et de spots publicitaires, *A l'américain* révèle des contradictions bien connues en France et parfaitement résumées, en ce qui concerne les États-Unis, par Geraldine Ferraro, la colistère malheureuse de M. Mondale en 1984 : « Le public n'est pas d'accord avec Reagan sur le budget, pas d'accord sur l'environnement, pas d'accord sur le nucléaire, mais interrompt sur Reagan et sous vous diront : « Il a tort, mais il est formidable. » Triomphe du gouvernement-spectacle, des campagnes-spectacles, des spécialistes du look.

Autre tendance, non moins caractéristique de l'Amérique et de la France, le double discours - celui d'un libéralisme interventionniste - ou plutôt, le décalage - revu et corrigé - entre le rêve de la « main invisible » et la pratique protectionniste, voire « subventionniste » qui de manière, entre autres, par les aides de Washington à la vente des céréales à l'Union soviétique. Jamais l'état américain n'a connu un budget fédéral aussi lourd, en pourcentage du PNB, que sous le gouvernement du président Reagan. Mais est-ce vraiment une contradiction ?

PIERRE DOMMERGUES.

L'INTERVENTIONNISME LIBÉRAL. - Bertrand Bellon

\* CPE-Economica, Paris, 1986, 178 pages, 80 F.

Vous avez dit libéralisme ? Certes, les États-Unis en sont l'incarnation. Mais, dès l'origine de la nation, l'interventionnisme est le pain quotidien. Sans les concessions de terres aux compagnies ferroviaires, pas de conquête de l'Ouest telle qu'on la connaît. Sans interventions massives, l'agriculture américaine n'aurait pas atteint son âge d'or de performance.

La progression structurelle des dépenses de l'état est symptomatique : 19,2 % du PNB sous l'administration du président Johnson ; 22,2 % et 22,4 % sous celles des présidents Nixon et Carter ; 23,5 % sous l'impulsion du président Reagan, le champion de l'ibéralisme.

L'ouvrage que Bertrand Bellon vient de consacrer à *l'interventionnisme libéral* aux États-Unis est, en moins de deux cents pages, tout ce qu'il faut savoir sur le rôle de l'état américain : comment il fixe les règles du jeu (réglementations et dérèglementations) ; comment il prescrit des normes à l'importation qui contraignent les concurrents à des « auto-limitations volontaires » ; comment il oriente et finance la recherche et la production militaires ; comment il inspire et soutient (à hauteur de 50 %) la recherche civile ; comment il s'efforce - avec le relais des États locaux - d'entraîner les PME d'innovation.

L'originalité de l'étude réside dans l'analyse de la stratégie. L'état n'intervient pas - ou peu - en tant que producteur. Il opère « en creux » (pratiques de détaxes) autant qu'« en boss » (pratiques de subventions « ciblées »). Peut-on parler de « main invisible » ? Le débat revient à l'ordre du jour sous la pression de la concurrence internationale. Le terme est souvent rejeté. La réalité est néanmoins présente. L'un des enjeux des élections présidentielles de 1988 est, précisément, la définition d'une politique industrielle adaptée aux exigences de postfordisme.

P. D.

## UN REMORDS BRÉSILIEN

### L'esclavagisme du système latifundiaire

SAO BERNARDO, de Graciliano Ramos (traduit du portugais par Geneviève Lebrich), Gallimard, Paris, 1984, 179 pages, 79 F.

Il est des désastres intérieurs dont on ne peut mesurer l'étendue. « Propriétés » des individus, ils suscitent l'intérêt par leur immensité même. Le roman introspectif fouille ces espaces personnels avec déflection. Il est aussi des espaces géographiques immenses, comme ces latifundia, ces fazendas du Nordeste, du Brésil qui sont des désastres pour les âmes et les corps. La littérature sociale des années 30, au Brésil, en a souvent dénoncé l'existence.

Mais la démarche de Graciliano Ramos diffère de celle des romanciers engagés traditionnels, en ce sens qu'il utilise l'introspection pour faire de la critique sociale. Son chef-d'œuvre, *Sao Bernardo*, écrit en 1934 sous la dictature de Getulio Vargas (1930-1945), est doublement original. D'abord, et de la même manière que *Mémories de prison* (1) présentait l'« intérieur », l'univers carcéral (que l'auteur connaît entre 1936 et 1937) mais réfléchissait en fait l'« extérieur », la société de l'époque. *Sao Bernardo* illustre, à travers le désastre personnel d'un fazendeiro (propriétaire terrien), une véritable gangrène sociale : celle du système latifundiaire brésilien.

Ce qui frappe également dans ce roman, c'est que l'esclavagisme qui sévit dans la fazenda n'est nullement appréhendé par l'âme de ses victimes mais lamentement révélé par Paulo Honório en personne, le narrateur-tyran, ex-colporteur aux savates éculées, devenu la « brute » aux mains calleuses, et maître absolu de Sao Bernardo.

Orphelin pauvre, Paulo Honório a triché, escroqué, tué, intrigué lors des périodes électorales, construit église et école par démagogie, et tout cela pour atteindre le but de sa vie, tel qu'il le raconte à sa façon, désarmante de cynisme : « Se rendre maître des terres de Sao Bernardo, bâtir cette maison, planter du coton... constituer un troupeau de bovins respectable. » A quarante-cinq ans, voulant naturellement assurer une descendance, il a pris femme : une blonde institutrice, Madalena, aux idées avancées. Elle lui donne un fils, rachitique, vite délaissé. Cinq ans après, brisée par la dureté de son mari, et surtout épuisée par sa jalousie paranoïaque, elle se suicide.

Or elle était aimée. Au cri répété de la chouette, Paulo prend soudain la plume, « sans savoir pourquoi ». Et défilent d'autres désastres oubliés : la mort de tant d'ouvriers agricoles, de leurs familles, du « cabocle à la figure chafouine » qui reçoit un bloc de pierre dans la poitrine : « Il eut son compte. Il laissa une femme et des orphelins en bas âge. Ils le suivirent. » Conclusion pragmatique du maître : « Pour réduire la mortalité et augmenter le rendement, j'interdis l'eau-de-vie. »

L'ABSENCE totale de sens moral de Paulo, tel qu'il se décrit dans cette « mise à plat » de ce qui se passe sur un latifundio, est saisissante : « Une école ! Que m'importait que les gens sachent lire ou soient analphabètes... », ou encore : « Le lendemain matin, je tui le cochon destiné à mes électeurs. Le dimanche, dans la soirée, Mendonça [un gîteur] reçut une balle dans les côtes et passa l'arme à gauche. »

Mais, au fur et à mesure que le livre avance, on mesure que Paulo se rend compte. Même au fond de sa propriété barbare, les idées s'infiltrèrent, les chocs portés, et soudain on rapporte des rumeurs de révolution. Ceste automatique, Paulo envoie cabocles et fusils pour soutenir le pouvoir en place. C'est à ce moment-là, mais de l'intérieur, que son monde s'écroule. Il prend conscience que, quelque part, il s'est « fourvoyé ». Le roman se termine sur cette constatation du maître : « C'est mon genre de vie qui m'a tué. Je suis un infirme. Je dois avoir un cœur rétréci, des espaces vides dans le cerveau. »

Deux années après avoir décrit en creux les souffrances des « malheureux » - les ouvriers - qui « n'inspiraient aucune sympathie », Graciliano Ramos se retrouvait en prison pour crime de sympathie (ou disait « communisme »). Depuis, sous les mêmes prétextes, le Brésil s'est bien souvent privé de beaucoup cabocles aux figures chafouines. « Ne sentir aucune affection pour son propre fils. Quelle misère ! » Superbes parolles de clarté symbolique...

MARIE-FRANÇOISE ALLAIN.

(1) Cet ouvrage, publié en 1953 après la mort de l'auteur, est actuellement en cours de traduction. Le film *Mémories de prison*, que Nelson Pereira dos Santos en a tiré, a été romans de Graciliano Ramos ont été publiés en France aux éditions Gallimard : *Sécheresse* (1954) et *Enfance* (1956).

du m

STATISTIQUES ET LE DIS

Comment s'occ

houette du chôme

Pour les

deux revues

trimestrielles

chaque revue : le numéro

abonnement annuel : France

étranger

Abonnez-vous

aux deux revues :

France : 330

étranger : 400

adresser vos commandes à :

DOCUMENTATION

Barbuse 93308 Aulnay

# du mois

## LES STATISTIQUES ET LE DISCOURS

### Comment s'esquisse la silhouette du chômeur moderne

**L**e chômage est une des évidences de la société sur elle-même. Mais ce que l'on veut pour elle-même dans le domaine social est le produit d'une histoire. Des images nous dominent dont on ne sait pas assez qu'elles ont été construites et que, pour comprendre la réalité qu'elles nous montrent, il faut parfois les décomposer. En 1891, dans le recensement, les chômeurs figurent dans la catégorie « sans profession » aux côtés des saltimbanques, bohémien, vagabonds et filles publiques. Pour créer ses catégories, le statisticien classe, trie, supprime le vague, l'objet sans nom ou le sujet sans place, et donne enfin du monde une représentation par le jeu complexe des acteurs sociaux et des institutions.

Des statisticiens et économistes, Robert Salais, Nicolas Baverex et Bénédicte Reynaud, s'interrogent dans l'invention du chômage (1) sur la mise en place et les effets des instruments de mesure du chômage, de la fin du dix-neuvième siècle à aujourd'hui, pour comprendre comment s'est élaborée « la connaissance des réalités du travail et du non-travail ». Les évidences cessent alors d'être des évidences pour devenir des problèmes : les procédures sociales d'enregistrement du chômage façonnent la réalité autant qu'elles en rendent compte, elles se détachent de leur historicité pour désigner les modèles à reproduire.

Ainsi se dessine peu à peu le personnage du chômeur moderne, sur un modèle de la fois urbain et industriel qui s'impose, par la place de la grande entreprise dans la détermination des formes dominantes de l'emploi salarié et par les choix de la politique d'assistances, au détriment d'autres réalités du monde du travail, de situations plus précaires. Les départements d'industrialisation rurale, par exemple, particulièrement ceux employant une main-d'œuvre féminine, en 1936, sont souvent des lieux sans chômage recensé. Pendant les années 30, « la position chômeur va se constituer dans la crise autour d'une position institutionnelle, antérieurement créée par l'Etat : celle de personne secourue par les fonds de chômage », sur laquelle se greffe la position de « demandeur d'emploi » inscrit dans un bureau de placement. Les politiques étatiques, patronales et syndicales, quoique orientées différemment, concourent à la solidification de cette physiologie du chômeur. D'ailleurs, au moment du Front populaire, la diminution du chômage profite d'abord à la main-d'œuvre française, masculine et qualifiée.

Pour les auteurs, la « convention keynésienne de plein emploi », expérimentée dans les années 30 et qui a organisé après la guerre le marché du travail d'une façon remarquablement efficace, a été irrémédiablement mise à mal par les récents bouleversements des normes d'emploi liés aux restructurations de l'industrie. Ils émettent donc l'hypothèse que la crise contemporaine est une crise « des représentations et des catégories anciennement établies », et qu'elle doit nécessairement déboucher sur leur transformation : « Restituer la dimension historique de la formation de la catégorie chômage prend alors tout son sens et son importance ».

Robert Salais, Nicolas Baverex et Bénédicte Reynaud montrent ainsi en quoi la création des catégories et l'invention de l'information participent à l'établissement de la « réalité » et en quoi, donc, elles sont des enjeux sociaux de première importance.

PHILIPPE VIDELIER.

(1) Robert Salais, Nicolas Baverex, Bénédicte Reynaud, *L'invention du chômage*, PUF, « Economie en liberté », Paris, 1986, 267 pages, 135 F.

## SOCIÉTÉ

**PRÉVENIR LA DÉLINQUANCE.** - Hervé Frédéric Mechari  
\* L'Harmonia, « Logiques sociales », Paris, 1984, 190 pages, 90 F.

Voici un livre qui tranche avec l'actualité, en ces jours où l'on traite les délinquants de malades mentaux. Analytant en détail le fonctionnement du « dispositif Bonnemaison » mis en place en 1983 à l'échelle nationale, départementale et communale, l'auteur met en lumière les enjeux fondamentaux de la prévention : une véritable politique sociale (logement, emploi), pénale (en faveur des peines substitutives à l'emprisonnement) ou médicale (information). De fait, il s'agit de compléter le dispositif répressif, certes inévitable, par une stratégie de prévention prise en charge par les élus locaux et la population elle-même. Des seize-quinze propositions du rapport Bonnemaison n'impliquant aucune dépense supplémentaire, seulement le quart d'entre elles avaient été suivies. Alors que la faillite des services sécuritaires à la délinquance est tous les jours plus évidente, ce livre rappelle opportunément que d'autres solutions restent possibles.

MICHEL RAFFOUL.

## « Le Parti des patrons », d'Henri Weber

Par Yves FLORENNE

**D**e ce parti-là, on peut dire aussi bien qu'il n'existe pas, ou qu'il est toujours plus ou moins au pouvoir. Au contre-pouvoir. De toute façon, le Conseil national du patronat français (CNPF), comme l'indique son nom majestueux, n'est pas un parti, mais le gouvernement plus ou moins représentatif d'une population de quelque cent cinquante mille individus, d'ailleurs d'une parfaite inégalité de condition.

Voici donc la première histoire du CNPF (1), fondée sur une vaste information puisée à la source et une enquête de trois années. Elle est complète, vivante. Et d'une objectivité remarquable, au point d'être surprenante quand on sait que l'auteur, vif et précisant-juste militant, est resté « fidèle à ses valeurs » au sein de « la famille de gauche », et qu'il n'en a rien caché à ceux dont il voulait écrire l'histoire. Partout on défie, il n'en a pas moins été introduit dans le sabbat des salats ; il dit, lui, mais avec humour : « dans le ventre de la bête ». Enfin, à travers cette histoire d'une organisation « pluraliste », agrégant par des liens assez lâches des fédérations qui manifestent leur indépendance, on ne cesse d'avoir des vues sur la vie économique, sociale, syndicale et bien entendu politique de la France, pendant ces quarante dernières années.

Bornons-nous à marquer de quelques traits significatifs, trois ou quatre temps forts. De Gaulle n'y va pas par quatre chemins : « Pourquoi pas l'élection des PDG au suffrage universel dans l'entreprise ? » La réaction produite appelle cette réponse : « On n'est ni de cette façon. Pourquoi pas eux ? » Pour le CNPF, le général, éternel factieux, est aussi « un dirigeant incorruptible et un utopiste impérialiste ». Pour le général, le CNPF est « un groupe de pression au service d'intérêts privés et passagers qui a usé et abusé de la faiblesse de l'Etat ». En ce temps-là, un boom de l'économie a correspondu celui des entreprises françaises : plus souvent par la force des choses que par celle d'un modernisme intelligent qui demeure minoritaire. C'est alors qu'on médite, rédige et publie une charte libérale « contre le dirigisme ». Ce qui ne va pas sans provoquer quelques mouvements vifs au sein du gouvernement patronal. Le PDG d'une entreprise importante démissionne, en dénonçant cette « plongée dans le passé à laquelle s'évertue le CNPF ».

La « grande peur » passée, mai 1968 aura provoqué dans le patronat une prise de conscience : c'est l'« aggiornamento ». Le mouvement Entreprise et Progrès, l'une des plus anciennes « sociétés de pensée » du patronat moderniste, étahore sa « contre-charte libérale ». La fin des « trois décennies glorieuses », qui ne furent d'ailleurs que deux, va survenir peu après l'élection contre nature d'un « patron des patrons » qui ne fut jamais patron d'entreprise. Elle vient consacrer cette mise à jour à laquelle il participait depuis longtemps. Dans une période qui a cessé d'être facile, le triple triennat de M. François Ceyrac aura « contribué à définir et à impulser une nouvelle identité patronale ».

Neuf ans plus tard, l'élection de son successeur donne à l'auteur l'occasion de découvrir à son lecteur les détours et

les surprises du séral. Le futur devait aller, comme de droit, au vice-président Chotard qui n'en doutait pas. Ce fut M. Gattaz qui l'évita. C'est que cet « outsider inquiet » était le plus « présentable » des interlocuteurs qu'on put offrir à la gauche en état de grâce. Sa stratégie du « dialogue » (« vigoureux et obéissant », précisait-il) obtiendra des résultats notables. Mais ses méthodes et ses façons indisposèrent, dans cet intérieur feutré. Et puis, le modernisme qu'il apportait s'appuyait, pour d'instinct, régressif. Les tendances s'affrontaient, mais bien entendu sans succès.

C'est alors que le 17 mars 1986, lendemain triomphant d'une date historique, le premier vice-président Yves Chotard, soutenu par cinq « grands féodaux », jette en pleine assemblée sa démission écrite, et sort. Selon les conjonctures, elle ne pourra qu'entraîner celle du président, et le fauteuil, usé par cinq ans rttc, reviendra à celui qui devrait y être assis. L'auteur rapporte que le coup d'envoi du « putsch » aurait été donné sous forme d'une injonction amicale de M. Charles Pasqua à M. Chotard, touchant M. Gattaz, sur la nécessité d'éliminer « ce colosse ». Entendu que l'ennemi et l'occupant, c'est ce fut et sera toujours, un gouvernement de gauche.

**R**ESTE que le putsch manqué, en choquant violemment le CNPF, s'il n'a pas provoqué les lézards du temple, les a révélés au grand jour. Pour l'avenir immédiat, Henri Weber émettait trois hypothèses : éclatement, réajustement, ou OPA de l'« aile marchante ». Celle-ci souhaitait une « autorité morale, un grand patron charismatique, un peu philosophe ». L'actualité réalise l'histoire. M. Chotard, décidément écarté, le moral épuisé, M. François Périgot, correspondant à ce portrait ? Son élection apparaît-elle comme un signe ? Mais un signe diversément interprété, selon qu'on voit d'abord en lui le PDG d'une multinationale étrangère, ou le président d'Entreprise et Progrès. Une certitude, en tout cas : dans l'entreprise française, le progrès sans délai est une nécessité vitale.

Mais il faut faire avec la masse pesante des patrons « ringards ». Qui ne sont pas toujours, et forcément, les plus petits. Et le temps presse : pour l'économie, l'industrie française, du retard au ringard, le chemin est devenu court.

N'a-t-on pas dit des patrons : « Ils ont les salaires et les syndicats qu'ils méritent ? » A eux-là de faire en sorte d'avoir les chefs d'entreprise qu'ils mériteraient. Alors pourrait se former « le ven » est formé à la dernière page du livre — ce « bloc moderniste » que Mendès France appelait à notre collaboration de classe ? L'auteur, qui ne reste rien de sa jeunesse, mais mesure les mutations et voit les réalités, ne laisse-t-il pas entendre que tout un vocabulaire, aussi, est devenu ringard ?

(1) Henri Weber, *Le Parti des patrons*. Seuil, Paris, 1986, 344 pages, 125 F. On pourra lire aussi, ou relire, de J. Brunel et J. Saglio, *L'Action patronale, du CNPF au petit patron*, PUF, Paris, 1979.

## POLITIQUE

**LE COMMISSARIAT AUX ARCHIVES.** - Alain Jaubert  
\* Berrut, Paris, 1986, 190 pages, 148 F.

Dans des systèmes politiques où l'histoire adopte une géométrie variable, et au fur et à mesure que se dévoilent trahisons, agents de l'étranger, ennemis du peuple et autres renégats, l'image fixe est toujours en retard d'une page ou d'une révision. D'où la tentation de la falsifier. Alain Jaubert en détaille les techniques : retoucher, détourner, découper, effacer.

Surtout, photos originales et photos truquées à l'appui, il passe en revue les « bénéficiaires » de ces opérations, aussi bien Moussoïl et Hitler que Lénine, Staline, Mao, Tito, Kim Il Sung, etc. Et aussi leurs victimes : Trotski, Dubcek et tous les dirigeants exécutés, « suicidés » ou même simplement limogés.

Ces méthodes, fleuron du stalinisme, s'exportent volontiers dans des révolutions plus récentes (Cuba) et s'épargnent pas des partis n'occupant pas le pouvoir. En France, leur mise en œuvre récente la plus connue s'est produite dans les colonnes du *Figaro-Magazine*, qui le 6 février 1982, publiait un cliché dont le thème, le cadrage et la date étaient délibérément truqués afin d'accuser le gouvernement socialiste de massacrer les Indiens Miksiéto.

Précisons que chacune des trois cents photos proposées par Alain Jaubert est accompagnée d'une fiche de présentation très complète, et que l'ouvrage comporte une remarquable bibliographie.

BERNARD CASSIN.

**LA FIEVRE HEXAGONALE.** - Michel Winock  
\* Calmann-Lévy, Paris, 1986, 428 pages, 180 F.

Ce livre porte sur huit grandes crises politiques ayant, à des degrés divers, secoué la France depuis un peu plus d'un siècle - de la Commune de Paris à mai 1968 - et les traite comme les symptômes d'une fièvre endémique qui marquerait notre pays d'une « inquiétante singularité » en Europe.

Il est sans doute instructif, dans le contexte politique actuel, et après la récente fronde étudiante, de relire cette histoire séculaire, à l'aide du fil rouge que Michel Winock dévide avec clarté, pour se demander en conclusion, avec lui, si nous nous orientons, après les orages ainsi traversés, vers les rivages plus paisibles d'un consensus, dont la cohabitation serait seulement l'un des signes les plus visibles.

RENÉ BAYSSIÈRE.

## CULTURE

**PENSÉE ET LANGAGE.** - Lev Vygotski  
\* Mosaïque-Éditions sociales, Paris, 1985, 580 pages, 250 francs.

Ce n'est pas un événement scientifique négligeable que le monde francophone fasse la connaissance, comme d'habitude, trois parties. La première aborde les problèmes régionaux, du conflit israélo-arabe à la production du pétrole en passant par la pensée islamiste et la question de Jérusalem. La deuxième est consacrée aux organisations régionales. La dernière, enfin, passe en revue plus de vingt pays, avec pour chacun d'entre eux des chapitres sur la géographie, l'histoire, l'économie ainsi que des données statistiques, des adresses (journalistes, ambassadeurs, ministères, organisations syndicales et politiques...) ainsi qu'une bibliographie de base. Un ouvrage irremplaçable pour tous ceux qui s'intéressent aux problèmes de la région.

Les recherches de Vygotski portent notamment sur le développement de l'intelligence, la formation du concept chez l'enfant, l'acquisition d'une théorie de la personnalité, hélas, interrompue par le décès prématuré de l'auteur en 1934. Comme beaucoup d'autres créations soviétiques, l'œuvre de Vygotski fut jetée aux oubliettes sous Staline. Progressivement rééditée en URSS après 1956, en plusieurs volumes dans ce livre, *Pensée et Langage*, publié en anglais en 1962, en allemand et en espagnol en 1964, en italien en 1966, et finalement en français en... 1985.

L'ouvrage est complété par un commentaire de Jean Piaget, emprunté à l'édition anglaise, où le psychologue mise dit regretter de perdre connaissance avec autant de retard de l'œuvre de Vygotski, et d'avoir manqué le débat avec lui.

JEAN-MARIE CHAUVIER.

## DROIT

**LA GUERRE AUJOURD'HUI, DÉFI HUMANITAIRE.** - Rapport à la commission indépendante sur les questions humanitaires internationales, présenté par Mohamed Bedjouï  
\* Berger-Levrault, coll. « Mondes en devenir », Paris, 1986, 230 pages, 84 F.

Face à la guerre, aux multiples conflits qui provoquent morts et souffrances, quelles sont les ambitions du droit international humanitaire ?

C'est ce que veut nous présenter ce rapport, pièce maîtresse d'une réflexion exigeante mais réaliste. Le droit humanitaire en effet, s'il ne peut à lui seul supprimer les conflits armés, se propose néanmoins d'en atténuer les effets destructeurs en traçant des limites techniques, des normes, pour baliser le drame permanent de la guerre. Une « politique du moindre mal », certes, mais qui reconstruit patiemment, méthodiquement, la piédroite de textes et attitudes, les déclarations d'intention qui ont fait l'histoire du droit humanitaire. Controverses, violations multiples, mais aussi progrès bien réels dans la codification des normes humanitaires.

CAROLE DANY.

## OUVRAGES DE RÉFÉRENCE

**THE MIDDLE EAST AND NORTH AFRICA** 1987.

\* Europa Publications Limited, Londres, 1986, 911 pages, 80 livres.

La nouvelle édition de cet annuaire comporte, comme d'habitude, trois parties. La première aborde les problèmes régionaux, du conflit israélo-arabe à la production du pétrole en passant par la pensée islamiste et la question de Jérusalem. La deuxième est consacrée aux organisations régionales. La dernière, enfin, passe en revue plus de vingt pays, avec pour chacun d'entre eux des chapitres sur la géographie, l'histoire, l'économie ainsi que des données statistiques, des adresses (journalistes, ambassadeurs, ministères, organisations syndicales et politiques...) ainsi qu'une bibliographie de base. Un ouvrage irremplaçable pour tous ceux qui s'intéressent aux problèmes de la région.

**INTRODUCTION À L'ORGANISATION DE L'UNITE AFRICAINE ET AUX ORGANISATIONS REGIONALES AFRICAINES**, par Maurice Gidié-Ahannane

\* Librairie générale du droit et de jurisprudence, Paris, 1986, 574 pages, 400 F.

Après un rapide panorama de l'OUA et des grandes organisations régionales africaines, ce livre offre surtout au lecteur une bibliographie descriptive de toutes les conventions et protocoles annexes de toutes ces institutions.

**YEARBOOK OF INTERNATIONAL ORGANIZATIONS 1986/1987** (vol. 1, Organization descriptions and indexes), publication de l'Union des associations internationales (IG Saar, Munich-New York-Londres-Paris, 1986, 1986 pages) : l'annuaire le plus complet, indispensable pour connaître l'adresse, les objectifs ou les membres de « l'importe quelle organisation internationale ou régionale ».

**L'INTERNATIONALE DES AFFAIRES PART A LA DÉCOUVERTE DU MONDE.** Le titre du tableau accompagnant l'article d'Emile Karaliev paru dans le *Bilan diplomatique* de novembre 1986 devait se lire comme suit : « La dégradation des termes de l'échange de l'Ouest avec les pays socialistes (1975 = 100) ». Les chiffres mentionnés s'appliquent en effet au rapport entre l'indice des prix des exportations et celui des importations, et non au volume du commerce Est-Ouest. Tandis que les termes de l'échange se sont dégradés au détriment de l'Occident, notamment avec l'URSS, en raison de la hausse des prix du pétrole, le commerce a augmenté en volume depuis 1975 (et surtout, à plus long terme, depuis 1970).



Hôtel national des Invalides, Paris 7<sup>e</sup>

## STRATÉGIQUE

« Le nec plus ultra de la recherche et de la réflexion française en matière de stratégie. Indispensable ». (Le Magazine littéraire)

## ETUDES POLEMOLOGIQUES

La polémologie étudie la guerre, la paix et les conflits, trilogie inséparable de la vie des sociétés.

Deux revues trimestrielles

Pour chaque revue : le numéro 60 F  
l'abonnement annuel : France 200 F  
étranger 270 F

Une formule avantageuse  
Abonnez-vous aux deux revues :  
France : 330 F  
étranger : 450 F  
(paiement à réception de la facture)

Adressez vos commandes à :

**LA DOCUMENTATION FRANÇAISE**  
124, rue Henri Barbusse 93308 Aubervilliers Cedex

L'AFFAIRE MASSIMO CARLOTTO

Pour un espace européen des droits de la défense

Par GILLES PERRAULT

L'AFFAIRE Massimo Carlotto s'inscrit sans doute dans les annales judiciaires comme la première affaire criminelle de droit commun à avoir pris, dans son déroulement même, une dimension européenne.

Le 20 janvier 1976, le jeune Carlotto, dix-neuf ans, se présente devant les carabinieri de la ville de Padoue. Il est militant de Lotta Continua. Son organisation l'a chargé d'une enquête sur les trafics de drogue dans la ville. Ses démarches l'ont fait passer dans l'après-midi devant le domicile de sa sœur, mariée à un officier. Il a entendu des cris provenant du rez-de-chaussée de la maison, habité par Margherita Magellon, vingt-quatre ans, qu'il a souvent rencontrée à l'occasion de visites à sa sœur. Il s'est précipité chez elle, a trouvé la porte ouverte et a découvert la malheureuse nue, lardée de coups de couteau, ruisselante de sang. Elle a prononcé quelques mots incohérents avant de perdre conscience. Epouvanté, Carlotto est passé chez des amis, pour leur demander conseil, avant d'apporter son témoignage aux policiers.

Il est entendu, arrêté et inculpé. Sans doute peut-on trouver étrange ce garçon que personne n'aurait soupçonné s'il ne s'était présenté de lui-même aux carabinieri, mais l'histoire criminelle est remplie d'étrangetés. Un an plus tard, Carlotto répond devant la cour d'assises de Padoue du crime d'assassinat.

Le dossier de l'accusation paraît étonnant. Certes, il a ses zones d'ombre. Les vêtements de Carlotto présentent quelques taches de sang, ce qui n'est pas anormal s'il s'est baigné, comme il l'affirme, à se pencher sur la victime et à l'effleurer. Mais le crime fut une boucherie : soixante coups de couteau. Le sang a littéralement giclé. Si Carlotto était l'assassin, ses vêtements devraient en être imprégnés. Et quel mobile ? L'accusation a retenu le crime sexuel : Carlotto aurait tué Margherita parce qu'elle se refusait à lui, dans une explosion de folie meurtrière perverse. Les expertises psychiatriques affirment cependant la parfaite normalité du sujet.

Acquittement à Padoue, condamnation à Venise

MAIS l'accusation possède avec les expertises médico-légales un argument sans réplique. Le rapport indique que l'agression s'est déroulée en continuité et que plusieurs coups de couteau entraînaient la « mort immédiate » - l'un d'eux a touché le cœur. Or Massimo Carlotto a déclaré lui-même avoir entendu Margherita prononcer quelques mots. Seul le meurtrier a pu entendre sa victime parler. Si Carlotto n'était, comme il le prétend, qu'un témoin, il aurait trouvé une Margherita silencieuse puisque morte. La déduction paraît imparable.

Devant la cour de Padoue, la défense produit la contre-expertise de deux spécialistes, les professeurs Dalla Volta et Gilli.



(Selguk)

Leur conclusions sont formelles : aucune des blessures reçues par Margherita n'excluait une survie de quelques minutes. Le professeur Gilli fait état d'une étude portant sur cinquante cas où le cœur de la victime a été atteint. Dans vingt-six de ces cas, on a observé une survie de plusieurs minutes, voire de quelques heures ou même de plusieurs jours. La version donnée par Carlotto est donc plausible.

La cour est troublée. Elle est par ailleurs sensible à un argument de la défense : pourquoi l'accusé, dont l'intelligence est soulignée par les psychologues, aurait-il eu la sottise, s'il était l'assassin, de rapporter des propos qui signaient sa culpabilité ?

La cour décide de renvoyer le procès et ordonne d'autres expertises. Les nouveaux psychiatres confirment le diagnostic de normalité.

Pour régler l'essentiel problème médico-légal, la cour a désigné trois éminents spécialistes de l'université de Bologne. Leur conclusions rejoignent celles des professeurs Dalla Volta et Gilli : une survie de quelques minutes ne saurait être exclue. Surtout, les experts consultés estiment que, selon toute probabilité, l'agression ne s'est pas déroulée en continuité mais en deux temps. Et la première série de coups a, d'après eux, causé des blessures beaucoup moins graves que la seconde. Il est donc parfaitement concevable que l'assassin, dérangé par l'irruption de Carlotto, se soit dissimulé dans l'appartement et qu'il ait achevé sa sinistre besogne après le départ du jeune homme. Cette nouvelle hypothèse accréditée encore les déclarations spontanées de l'accusé.

Le 5 mai 1978, Carlotto est acquitté. Les nouvelles expertises ont été évidemment déterminantes mais le verdict tient compte d'un certain nombre d'éléments plaçant pour l'innocence. Par exemple celui-ci : la voiture de la mère de Margherita, dont les visites étaient fréquentes, était garée devant la maison. Carlotto connaissait la mère et la voiture pour les avoir vues plusieurs fois quand il rendait lui-même visite à sa sœur. La mère de la victime avait ce jour-là pris le train pour Turin, mais Carlotto ne pouvait pas le deviner. La seule vue de la voiture n'aurait-elle pas dû le déterminer à renoncer à son projet ?

Autre argument en faveur de l'innocence : un flacon taché de sang

a été trouvé dans la salle de bains. Le sang n'appartient ni au groupe de la victime ni à celui de Carlotto, ce qui implique la présence d'un tiers. La cour de Padoue relève enfin que les vêtements de Carlotto ne présentent pas la profonde imprégnation sanguine inséparable de la culpabilité et souligne que la personnalité de l'accusé ne concorde pas avec le mobile retenu par l'accusation.

En France, comme dans la plupart des pays européens, l'affaire serait terminée. L'Italie pratique en matière criminelle le système de la double juridiction. Sur appel du ministère public, Carlotto comparait devant la cour de Venise en 1979, un an après son acquittement et sa remise en liberté.

Les deux procès de Padoue avaient duré chacun un mois. Venise consacre deux audiences au dossier. Padoue, en présence de trois séries d'expertises médico-légales, avait accordé crédit aux deux dernières en soulignant que leurs auteurs avaient été en mesure de démontrer les erreurs de leurs prédécesseurs. Venise choisit d'en revenir à la toute première, malgré les critiques qui l'ont accablée. Les blessures ont donc entraîné mort immédiate.

La justice est aussi une loterie. Padoue avait été impressionnée par le manque de plausibilité du mobile. Venise déclare que si les psychiatres n'ont pas décelé la monstruosité de Carlotto, cela ne signifie pas qu'il n'est pas un monstre. Nous avons eu mieux, en France, lors de l'affaire Marie Besnard, avec des psychiatres affirmant de cette solide paysanne accusée de plusieurs empoisonnements qu'elle était « anormalement normale ».

La salle d'audience de Venise est alors le théâtre d'une scène prodigieuse. La cour vient de condamner Carlotto à dix-huit ans de prison pour un crime particulièrement horrible. Elle se retire. Le public sort de la salle. Carlotto aussi. Nul ne songe à le retenir. Ni arrestation à l'audience ni mandat d'arrêt. Il rentre chez ses parents. Il y restera paisiblement trois ans, jusqu'au rejet de son pourvoi, non suspensif, par la Cour de cassation qui, comme en France, ne juge pas au fond. Il partira alors pour le Mexique et y séjournera deux ans. Aucune procédure d'extradition n'est engagée. Ce sont les Mexicains qui l'expulsent en 1985 parce qu'il est entré dans le pays avec de faux papiers. Il purge actuellement sa peine en Italie.

Sa famille et ses amis s'emploient très vite à obtenir la révision de son procès. Mais c'est en France que l'affaire va prendre une nouvelle et décisive dimension. Au printemps 1986, plusieurs dizaines de personnalités signent un appel en faveur de Carlotto. La Ligue des droits de l'homme se saisit du dossier et demande audience à l'ambassadeur d'Italie à Paris. Une délégation de la Fédération internationale des droits de l'homme part, en décembre 1986, pour l'Italie. Parallèlement, l'action s'organise en Angleterre et en Allemagne. Un colloque international sur l'erreur judiciaire se tiendra à Padoue au début de 1987.

A charge de revanche

POURQUOI cette mobilisation européenne ? A cause des préoccupations singularités de l'affaire et de son environnement politico-social qui joua un rôle officieux mais déterminant. L'appartenance de Massimo Carlotto au mouvement d'extrême gauche Lotta Continua fit que cette affaire de droit commun ne fut pas traitée comme telle. Il est, par exemple, significatif qu'entre les deux procès de Padoue l'accusé fut détenu pendant un an à la prison de Cueno, réservée aux terroristes. La démocratie italienne, soumise à une offensive qui pouvait l'emporter, a réagi en sacrifiant parfois les garanties juridiques à une efficacité expéditive. C'est toujours critiquable mais on ne voit guère lequel des Etats voisins serait en droit de lui faire la leçon.

Ce n'est certes pas l'intention des citoyens de diverses nationalités qui se mobilisent pour obtenir pour Carlotto un nouvel examen de son dossier. Echappant par définition aux passions pénales, ils n'ont d'autre prétention que de porter sur l'affaire un regard sans doute plus objectif, et ils le font, comme on dit, à charge de revanche.

L'espace judiciaire européen peut et doit être aussi celui de la vigilance contre les dérapages circonstanciels et d'une réaction commune pour obtenir réparation des inévitables erreurs de la justice des hommes.

Dans ce numéro :

PAGES 2 et 3 :

Sens et enjeux de la mobilisation des étudiants en France : un mouvement pour les droits civiques, par Ignacio Ramonet. - Les fortresses vides de l'enseignement supérieur, par Jacques Ardoise et Michel Debeauvais.

PAGES 4 à 7 :

L'ÉTHIQUE BALAYÉE PAR L'ESPRIT DE CROISADE : Débâcle, suite de l'article de Claude Julien. - La politique étrangère américaine à la merci d'organisations parallèles ?, par Fabrizio Tonello.

PAGES 8 à 10 :

LA FAILLITE DE L'AGRICULTURE AMÉRICAINE : Des fermiers spectateurs de leur propre mort, par Florence Beaugé. L'échec de l'économie rosarienne, par Marie-France Tolmet.

PAGE 11 :

Vers un statut de « République associée » pour Porto-Rico ? par José-Luis Mendez.

PAGES 12 et 13 :

L'Europe peut-elle jouer un rôle plus constructif en Amérique latine ? par Françoise Barthélemy.

PAGES 14 et 15 :

Sacrifier l'humain au redressement financier : un pseudo-réalisme qui coûte fort cher, par Richard Jolly

et Denis Caillaux. - Le Fonds monétaire sous le feu de la critique, par Philippe Noëel.

PAGES 16 à 18 :

LES DÉRIVES DE LA CAMPAGNE CONTRE L'AIDE À L'ÉTHIOPIE : De l'antimarxisme à la sélection des victimes, par Charles Condammina. - La sécheresse et les déplacements de population : Néan millénaire, douloureux réveil, par Jean Dorress. - Au forum d'Agén : OPA sur l'aide humanitaire, par Bernard Hours. - Les droits de l'homme, privilège de l'Occident ou valeur universelle ? par Claude Liauzon.

Le mouvement de la Croix-Rouge dans la tourmente, par Yves Sandoz.

PAGES 19 à 25 :

A L'ASSAUT DES ÉTOILES : Vers l'expansion de la technique dans le système solaire ? par André Lebeau. - L'Europe, troisième Grand à part entière, par Jean-Marie Luton. - Chine : Les premiers succès de la « voie nationale », par Rachel Villain. - Japon : à « voie nationale », par Françoise Pybaro. - Prudence et ténacité de la stratégie soviétique, par Alain Dupas. - Inde : au service du développement économique, par Marc Gigot. - Vivre en apesanteur ? par René Bost. - Le dilemme non résolu de la recherche américaine, par John M. Logsdon. - Les odyssées cinématographiques (A.D.).

PAGE 26 :

Israël et la Jordanie face aux Palestiniens : entente ambiguë contre l'OLP, suite de l'article de Dominique Vidal.

PAGES 27 à 29 :

La Flandre au cœur de l'Europe (supplément).

PAGES 30 et 31 :

Philippines : difficile parcours pour le nouveau pouvoir, par Pierre de Charretonnay. - La gauche militante face au projet de M<sup>re</sup> Aquino, par Pierre Roussel.

PAGE 32 :

Témoignage : un regard différent sur l'Iran d'aujourd'hui, par Shamsad Nadjmshadi.

PAGE 33 :

UN ROMAN DE BRUNO TRAVEN : - La Révolte des pendus (extraits).

PAGES 34 et 35 :

LES LIVRES DU MOIS : « Le Parti des patrons », d'Henri Weber, par Yves Florenne. - « Ramasse-vivants », de Juan Carlos Onetti, par Claude Fell. - « Sao Bernardo », de Graciliano Ramos, par Marie-Françoise Allain.

Le Monde diplomatique du mois de décembre 1986 a été tiré à 124 500 exemplaires. Le numéro de novembre a été interdit à la vente au Maroc.

Janvier 1987

RISQUES ACCIDENTS

LE M

TENSI

Fr

Arab

1987

DOSSIER : LES PLAIES D'ÉGYPTE

DOCUMENT, DE LUCIEN

ELBAN NESTI QU'EST

LE TERRORISME

EDITORIAL, DE MICHEL

RE DEMOCRATI

ENQUÊTE, DE MICHEL

SLAM MENACE

RE OCCIDENT

REPORTAGE, DE T

BIENT PLEU

RE ANALYSE, DE PHILIP

RE DECADENCE

RE BEBER, DE PAUL

COURANT RASSI

MEDITERRANEI

الشرق الأوسط